

UNIV. OF
TORONTO
LIBRARY

BINDING LIST SEP 1 1926

7

REVUE
DE
SYNTHÈSE HISTORIQUE

REVUE

DE

SYNTHÈSE HISTORIQUE

DIRECTEUR : **HENRI BERR**

TOME TRENTE-QUATRIÈME

(Nouvelle Série. — Tome VIII)

JANVIER A JUILLET 1922



PARIS

LIBRAIRIE LÉOPOLD CERF

12, RUE SAINTE-ANNE (1^{re})

1922

(Décembre)

L'ESPRIT DE SYNTHÈSE

DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

II

L'UNIVERSITÉ DE STRASBOURG, — VUE D'ALLEMAGNE

A la fin d'un article antérieur sur l'Université de Strasbourg, nous annonçons une étude sur les Universités allemandes. Nous ne tarderons pas à la donner : il y a, sur la rive droite du Rhin, un mouvement intellectuel qu'il faut suivre. Aujourd'hui, nous voulons revenir sur l'Université de Strasbourg, — vue précisément de l'autre rive.

Les Allemands, en particulier ceux qui ont enseigné en Alsace, tiennent les yeux fixés sur Strasbourg. Tout ce qui, dans la presse alsacienne, concerne l'ancienne et la nouvelle Université, ils l'enregistrent soigneusement.

Ils relèvent avec plaisir les critiques qu'adressent certains journaux à notre haut enseignement pour son caractère « arriéré », sa centralisation bureaucratique, la lourdeur des besognes dont la préparation intensive aux examens, *Examens-Drill*, écrase les professeurs : « Tandis que le professeur allemand est affranchi de programmes, peut choisir le thème de ses leçons à sa guise et les faire coïncider en général avec ses travaux scientifiques, son collègue français a en face de lui le plus souvent des candidats à divers diplômes de la même spécialité : il doit les mener à un heureux résultat ; car sa valeur, malheureusement, sera presque toujours appréciée d'après le succès ou l'échec de ses étudiants devant les commissions parisiennes d'examen, et son avancement en dépend pour une large part ¹. »

1. Voir Dr Karl Brill, *Das Problem der Strassburger Universität*, in *Lehren und Lernen*, suppl. de la *Deutsche allgemeine Zeitung*, 26 mars 1922.

Le « jubilé » de la fondation de l'« Université Empereur-Guillaume » a provoqué de la part du professeur W. Kapp, dans les *Preussische Jahrbücher*¹, des réflexions qu'il faut recueillir : « L'Université de Strasbourg n'est plus, déclare-t-il. Il y a en moins dans le monde un foyer de culture allemande de grand style. C'est, en tout cas, — abstraction faite des autres préjugés nationaux, — une perte pour le monde de la civilisation, de la culture spirituelle. Il y a bien encore aujourd'hui une Université de Strasbourg ; mais ce sont des maîtres français qui enseignent en français et qui préparent avec des méthodes françaises les « élèves » (*sic*) aux examens français. Ce genre d'activité n'a rien à voir avec une Université allemande, avec l'esprit qui y règne, — d'universalité et de liberté scientifiques. C'est, en réalité, une institution d'esprit français, qui ne peut servir que le génie français. Mais plus cette nouvelle création se développe pleinement dans son caractère français, plus les regards se tournent de nouveau vers ce qui a été. . . »

Et M. Kapp insiste sur les fins élevées que se proposaient, en 1872, les fondateurs de l'Université allemande. Malgré le rôle joué par la force bismarckienne, c'est l'Allemagne cultivée, pensante, qui « reprenait » possession de ce que Louis XIV avait « volé ». Il y avait donc une « question d'honneur » pour la nation tout entière à introduire en Alsace le meilleur des forces idéales de l'Allemagne. Aussi des hommes de premier rang occupèrent-ils immédiatement les chaires de Strasbourg ; et l'éclat de leurs leçons fut tel que, de toutes les parties du Reich, conformément aux habitudes voyageuses d'outre-Rhin, des étudiants vinrent chercher en Alsace leur outillage scientifique, — tandis que les indigènes se tenaient à l'écart.

M. Kapp cherche à s'expliquer cette abstention du début, la réserve qui subsista dans la période ultérieure. Il ne se demande point s'il n'y avait pas contradiction interne entre le devoir d'objectivité scientifique et la prétention d'introduire les enfants de l'Alsace « dans l'esprit de la *science allemande*, dans le courant de la *civilisation germanique* », que proclamait l'inscription

1. *Die Kaiser-Wilhelms-Universität Strassburg, Ein Erinnerungswort zum Gedenktag der Gründung*, juillet 1922, pp. 29-36. M. W. Kapp, qui a été professeur en Alsace, est aujourd'hui lecteur de *politische Publizistik* à l'Université de Fribourg-en-Brisgau.

gravée en lettres d'or au fronton de l'Université : *Litteris et Patriæ*. Mais il reconnaît que certains professeurs ont pu être trop *activistes*, que d'autres ont observé à l'égard du milieu alsacien une attitude trop hautaine et dédaigneuse. Il déclare que l'Université de Strasbourg était animée, comme le Reich, de l'esprit du « libéralisme protestant » ; et il signale une antinomie entre cet esprit et l'« esprit bourgeois de style français » ou l'« esprit catholique » qui, selon lui, animaient respectivement les deux catégories de la population alsacienne, l'aristocratie et la masse¹. Il ne peut refuser « une parcelle de vérité » à cette opinion — que l'Université allemande n'a pas pris racine dans le pays. Et il ne nie pas, au surplus, que l'Université ait décliné peu à peu ; que, par la faute d'autorités qui n'ont pas toujours été à la hauteur de leur tâche, elle ait pris insensiblement le caractère d'une université « régionale », — nous dirions *de province*.

Il est certain, néanmoins, que « les nouveaux professeurs français ne sont pas allés jusqu'à la grotesque affirmation qu'elle n'était qu'une façade brillante derrière laquelle il n'y avait rien ». Peut-être, comme l'a écrit ce professeur « vieil-alsacien », M. Unrich, de Bonn, — que cite M. Kapp, — « l'Université française ne se serait-elle pas constituée si brillamment s'il n'y avait pas eu la grande fondation allemande qu'elle est destinée à *surcouper* à tous les points de vue ». Faut-il aller jusqu'à dire que « l'Université allemande survit dans la française *en polarité contraire* » ?

Par cette « polarité contraire », qu'entendent au juste les Allemands ? On ne saurait leur refuser le droit de juger une organisation scientifique. Mais on sent trop chez eux une arrière-pensée de lutte ethnique, politique même, — qu'ils prêtent également aux autres, — plutôt que la préoccupation légitime d'une rivalité qui se tiendrait dans les limites de la pure science. Dans tout ce qu'ils disent et font au sujet de l'Alsace et de l'Université de Strasbourg il y a quelque chose d'équivoque et de troublant.

En novembre 1921, il s'est fondé à Francfort un Institut scientifique d'Alsace-Lorraine, qui devait avoir sa bibliothèque, ses

1. La création d'une Faculté catholique, au début du xx^e siècle, malgré l'opposition de l'Université, fut, selon lui, trop tardive.

archives, son musée, son *Jahrbuch*, qui se proposait de publier des textes alsaciens, qui devait servir de « patrie spirituelle à tous ceux qui sont obligés de fuir leur belle patrie »¹. Les discours d'inauguration affirment que l'Institut est étranger à la politique ; mais un étudiant déclare que, « malgré les poteaux bleu-blanc-rouge », la fraternité subsiste avec les Alsaciens et Lorrains : « Nous voulons combattre, entre Rhin, Moselle et Vosges, pour la nationalité allemande. »

Les étudiants « alsaciens-lorrains » de douze Universités du Reich ont formé des associations, puis, en août 1920, une association générale qui a eu son siège à Tübingen d'abord et l'a maintenant à Berlin. En février 1922, le *Verband* a tenu un congrès à Heidelberg. On y a lu des poésies et fait entendre de la musique alsaciennes. On y a cherché les moyens de maintenir — sans intervention dans les affaires politiques — les liens spirituels entre l'Alsace et l'Allemagne. Ayons bien conscience, y a dit le professeur Oncken, « qu'au delà de l'État allemand... il y a un autre monde allemand, lui aussi plein de force et d'activité, plein de ruines et de douleurs, plein de souvenirs et de promesses, et avant tout d'obligations envers une nationalité spirituelle à laquelle nous devons être éternellement reconnaissants et fiers d'appartenir... — un empire allemand invisible, qui nous reste après que le visible a été brisé² ».

L'« idée de la *Kulturation* allemande » est fort belle, — à condition qu'elle soit un facteur de progrès spirituel et non une arme de combat. Il y a trop peu d'Allemands pour observer une sage mesure, comme cet Heinrich Riehl qui a raconté dans la *Hilfe* ses impressions de voyage en Alsace : « Je sais que je me mets en opposition avec beaucoup de choses qui ont été écrites déjà sur ce sujet dans des feuilles allemandes et que, dans bien des braves cœurs allemands, une désillusion entrera si je crois devoir affirmer qu'il ne peut être parlé pour l'instant d'une pré-

1. Voir la *Deutsche allgemeine Zeitung* des 24 novembre et 15 décembre. Cf. F. Kiener, *Les études alsatiques à Strasbourg*, dans le *Bulletin de la Faculté des Lettres de Strasbourg*, n° 3, p. 93 : « Nous sommes loin de dire ou de penser du mal de cet Institut. Il ne peut être qu'utile. Sa sollicitude envers l'Alsace nous paraît toutefois un peu excessive. »

2. Cité par le professeur Kapp dans un article de *Die Hilfe* (25 juillet 1922), *Das grössere Deutschland von heute*, — où il est dit que le désir d'influence politique est romain, non germanique, que le « brave » Allemand n'est pas foncièrement impérialiste, et que « pangermanisme » est un mot venu de l'étranger.

dominance d'inclination en faveur de l'Allemagne. » La fidélité de l'Alsace à sa langue permet, dit-il, d'entretenir avec elle des rapports spirituels : et il conçoit le rôle de l'Alsace comme celui de trait-d'union entre la France et l'Allemagne¹. Mais d'autres cherchent à tirer de la langue un parti moins anodin. Ils constatent avec satisfaction qu'une certaine catégorie de la presse indigène voudrait qu'on autorisât à l'Université des leçons en langue allemande : selon M. Kapp, ce vœu est formulé « sous l'impression de ce que les hautes études allemandes impliquent de culture », et il comporterait une protestation contre « la tutelle, la contrainte, les lisières » que le système français impose à la jeunesse².

L'Université française de Strasbourg n'enseigne pas en allemand : mais elle enseigne l'allemand, et la littérature allemande, et la pensée allemande. En 1914, — quarante-deux ans après la fondation de l'Université germanique, — la Faculté de Philosophie n'accordait pas une seule chaire à la France. Parmi les nombreux maîtres, un professeur de langues romanes, Osk. Schultz-Gora, enseignait le vieux français, avec l'italien et l'espagnol. C'était tout³. L'Université française a un Institut de langue et littérature allemandes, où enseignent quatre professeurs. Le Programme de la Faculté des Lettres (1920) dit que les études germaniques « revêtent à Strasbourg une importance particulière du fait de la situation présente et du passé historique de l'Alsace — intermédiaire naturelle entre deux civilisations que leurs différences mêmes obligent à se connaître et à s'étudier ». Parmi les quatre enseignements, il y en a un de « civilisation allemande », qui porte sur « l'évolution totale de l'Allemagne depuis les origines jusqu'à nos jours ». Et l'Institut fait appel, « pour tout ce qui concerne la civilisation allemande et ses divers aspects », au concours des philosophes, des sociologues, des historiens, des juristes même de l'Université. La Faculté de Droit, en outre, a créé un Institut de Droit germanique où « les problèmes de droit comparé sont étudiés sur le vif »⁴.

1. *Die Hilfe*, 5 et 15 août 1921, *Eine Reise durch die Elsass*, et 5 décembre, *Vom Elsass*.

2. Article des *Preussische Jahrbücher*. Voir aussi la *Deutsche allgemeine Zeitung* du 26 mars 1922.

3. Il y avait un lecteur de français ; et un privat-dozent, dans le semestre d'été, traitait de la peinture française au XIX^e siècle. Voir le *Deutscher Universitäts-Kalender, Sommer-Semester 1914*.

4. *Bulletin* cité, n° 3, p. 95.

S'il existe en France une Université dont l'esprit soit large et libre, qui échappe plus que les autres à la « centralisation bureaucratique », c'est bien celle-ci. Elle s'est donné une mission, mais qui n'est point contradictoire avec son rôle scientifique. Elle veut s'attacher chaque jour davantage — si c'est possible — les Alsaciens et rayonner au dehors, par la seule vertu d'une activité puissante et sereine. La meilleure des propagandes pour une institution de ce genre consiste dans la recherche imperturbable de la vérité¹. L'Université de Strasbourg n'est pas une Université de combat, mais de liaison. En étudiant l'Allemagne, elle n'hésitera jamais à signaler ce qui, chez sa voisine, mérite l'intérêt, ou même l'éloge. — Et c'est ce que nous nous proposons de faire, pour notre part, à l'égard de ces Universités allemandes, si complexes, où, parmi les éléments contradictoires, il y en a de remarquables et que la France ne doit pas méconnaître.

HENRI BERR.

1. Nous avons prouvé précédemment (t. XXXII) que l'Université de Strasbourg n'a pas l'exclusive préoccupation de préparer des « élèves » aux examens. « Notre Faculté n'a pas seulement pour tâche d'enseigner ; elle est aussi et nous pourrions dire, elle est surtout un laboratoire, une série de laboratoires — représentés par nos Instituts et nos centres d'études — de libres recherches scientifiques » : ainsi s'exprime le doyen Plister dans les premières pages du *Bulletin* récemment fondé (Librairie Istra ; n° 1, nov. 1922 ; 10 fr. par an, 1 fr. 50 le n°).

Avec ses Instituts ; avec ses *Publications*, qui se succèdent nombreuses, diverses et également solides ; avec son *Bulletin*, ingénieusement conçu, qui — au point de vue scientifique — renseignera sur l'outillage existant et tendra à promouvoir les recherches, en particulier sur les problèmes locaux, la Faculté des Lettres de Strasbourg donne de plus en plus une impression d'activité méthodique et féconde.

DES ORIGINES DES SÉMITES

ET DE CELLES DES INDO-EUROPÉENS

Depuis bientôt cent ans, que les études des civilisations orientales ont pris le développement qu'elles comportaient, les deux problèmes autour desquels s'est le plus agité le monde savant sont, sans contredit, ceux concernant les origines des Sémites et des Indo-Européens. Tout d'abord, en ce qui concerne les Sémites, l'impulsion a été donnée par les sentiments religieux et, comme il en advient toujours quand on fait intervenir la croyance dans des questions d'ordre scientifique, le désordre le plus fâcheux s'est introduit dans la grande majorité des esprits. Israélites, catholiques et protestants, interprétant en sens divers les textes bibliques, souvent avec une naïveté qui prête à rire aujourd'hui, ont écrit, sur le berceau et les migrations des Sémites, des milliers et des milliers de pages qui, depuis l'introduction de la méthode scientifique dans les études historiques, ne méritent même plus la peine d'être lues ; et, cependant, on voit encore paraître fréquemment, dans des publications spéciales, il est vrai, des articles qui feraient croire à la résurrection de ces exégètes bibliques qu'ont connus nos arrière-grands-pères.

A cette époque, l'Anthropologie n'existait pas, la Géologie et la Paléontologie étaient à peine nées, et la linguistique, encore dans l'enfance, se croyait permis de régler toutes les questions relatives aux origines des peuples. Puis, au fur et à mesure que se produisirent les découvertes archéologiques, que des textes, jusqu'alors inconnus, sortirent de l'oubli, la Bible prit peu à peu sa valeur documentaire, comme reproduisant les anciennes traditions des peuples orientaux et, lentement, la lumière se fit, comme aux débuts de la création ; mais cette lumière n'était encore qu'une

clarté bien pâle. Ce fut l'ère triomphale de la linguistique, qui crut et, dans bien des cas, croit encore de nos jours pouvoir juger en dernier ressort des plus graves questions de l'Antiquité.

Loin de moi la pensée de refuser à la linguistique un grand pouvoir classificateur et, par ses traductions des textes, la révélation de mille faits dont les conséquences sont de la plus haute importance dans l'étude de l'évolution humaine ; mais les données positives de la linguistique s'arrêtent là où commencent les plus anciens documents épigraphiques, et ne sauraient remonter au delà que par des déductions très souvent de la plus haute valeur, mais aussi dans lesquelles, malheureusement, l'imagination se donne trop libre carrière, par suite de l'exclusivisme dans lequel se tiennent, parfois, certains des savants qui se sont voués à ses diverses branches. Son rôle est de traduire les textes et d'étudier l'évolution du langage, de chercher à remonter aux sources et de partager l'humanité en groupes de parlars différents ; mais elle reste en dehors des arguments que peut fournir la nature physique de l'homme et, par suite, est inapte, dans la plupart des cas, à découvrir les parentés réelles entre les différentes familles peuplant aujourd'hui le monde, elle ne tient aucun compte des milieux divers dans lesquels se sont développées les civilisations, ni des phénomènes naturels qui, dans tant de cas, ont dicté aux hommes la conduite qu'ils avaient à tenir.

Combien de peuples, au cours des âges, par suite de circonstances multiples et diverses, ont été latinisés, hellénisés, sémitisés par le langage, tout en appartenant à des groupes physiques très différents les uns des autres, à des races d'aptitudes diverses ! Chacune des pages de l'Histoire présente des exemples de disparition de langage. Le Latin règne en Gaule, et les parlars des Ligures, des Gaulois, ont disparu. Il y a un siècle environ que sont morts les Égyptiens qui furent les derniers à parler le Copte ; l'Ourartien, l'Anzanite, l'Hétéen, l'Étrusque et cent autres langues se sont éteintes, d'autres, très nombreuses, sont en voie de disparaître : et si les quelques milliers d'années, auxquels se réduit notre observation, offrent de pareils exemples, que devons-nous penser des espaces de temps, beaucoup plus étendus, qui ont précédé l'Histoire ?

Ce sont les circonstances qui ont fait naître les groupes linguistiques, en agglomérant des éléments ethniques disparates, en les

unifiant artificiellement ; et nous pouvons tenir pour certain qu'aucune famille linguistique n'est indemne de mélanges.

Mais l'anthropologie, sur laquelle on a jadis basé de si belles espérances, que bien des fervents croient encore être la science de l'avenir, en ce qui regarde l'évolution humaine, offre moins encore de garanties que la linguistique. Elle classe sèchement les types humains, sans tenir compte des mélanges, en nombre infini, qui se sont produits au cours des âges et, dans bien des cas, verse dans l'in vraisemblable, en groupant des familles qui, assurément, n'ont jamais eu entre elles la moindre parenté, ni le moindre contact.

N'est-il pas bien singulier de voir, par exemple, ranger les Lapons, les Malais, les Américains (sauf les Peaux-rouges), les Esquimaux, les Australiens, les Turcs et les Mongols dans la classe *Mongolique*. Les Australiens, les noirs du Dekkan et les Ethiopiens dans une même section, celle des *Australoïdes*, et, par suite, de s'entendre dire, ou tout au moins suggérer, que ces divers peuples possèdent une origine commune.

Ailleurs, dans d'autres ouvrages, on voit des rapprochements dont l'absurdité saute aux yeux de toute personne quelque peu au courant de l'histoire ancienne. N'a-t-on pas réuni dans les *Assyroïdes*, les Assyriens (d'après les bas-reliefs), les Persans Adjémis, certaines tribus kurdes, une partie des Arméniens et des Juifs, sans se préoccuper des régions d'où ces hommes sont partis. L'anthropologie, qui n'a pas encore pu nous dire ce que nous devons penser de la monogénie ou de la polygénie, qui abandonne cette question, cependant d'importance, à la conviction sentimentale, croit à la polygénie, mais ne présente aucune preuve à l'appui de cette thèse. Mais si l'Anthropologie, dans son acception la plus large, n'a pas encore donné de satisfaisantes solutions, du moins a-t-elle sur toutes les autres branches des études, l'immense avantage, par la Paléontologie humaine, de suivre l'homme, en tant qu'être physique, jusqu'à des temps auxquels aucune science ne saurait atteindre : c'est d'elle que nous devons attendre les révélations les plus passionnantes.

L'ethnographie préhistorique ne le cède en rien à la linguistique et à l'anthropologie, quant à l'impuissance d'en arriver à une classification rationnelle des groupes humains modernes ou disparus. Lors de l'enfance de cette branche d'études, on a pensé que l'examen des industries amènerait à des conclusions, quant

aux parentés des peuples et à leur position chronologique ; mais ces illusions se sont bientôt évanouies. Ce ne sont pas de pauvres restes de l'industrie de la pierre qui peuvent être concluants à cet égard. Il est reconnu aujourd'hui, et c'est par là qu'on aurait dû commencer, que le monde était, en ces temps éloignés, partagé entre une foule de tribus ayant eu bien souvent les mêmes conceptions de l'emploi de la pierre pour la fabrication des armes et des outils, et que, par suite, les mêmes industries ont pu naître et se développer en des pays très éloignés les uns des autres, et en des temps très différents. En Australie, par exemple, chez les indigènes vivant encore de nos jours, on voit en usage toutes les formes de nos outillages préhistoriques, depuis le coup de poing chelléen, jusqu'à la pointe de flèche de notre néolithique, et les innombrables tribus qui habitent les deux Amériques ne diffèrent pour ainsi dire pas par les vestiges de leur armement qu'elles laisseront à la postérité, elles présentent tous les caractères anthropologiques entre l'extrême dolichocéphalie et la brachycéphalie la plus parfaite, diffèrent entre elles au point de vue linguistique, mais se ressemblent quant à leurs industries de la pierre.

Quand, au *xviii^e* siècle, les navigateurs européens sont entrés en contact avec les peuplades de la Polynésie, ils ont constaté, dans toutes les îles, l'existence d'une civilisation néolithique plus ou moins avancée, suivant le développement cérébral des peuples. En Australie, en Tasmanie, vivaient les tribus les plus primitives, alors que les Tahitiens jouissaient d'une culture fort avancée. Quels pouvaient être les restes laissés par ces civilisations si différentes ? En Australie, des armes et des instruments de pierre éclatée ou polie, qu'on prendrait volontiers pour des phases successives de la culture industrielle ; à Tabiti, de belles haches polies, quelques éclats et quelques ornements de nacre ; car tout le reste du mobilier des Tahitiens était fait de matières périssables ; et ces observations amèneraient les préhistoriens à conclure que l'Australie a été peuplée bien des milliers d'années avant les îles de la Société, qu'en Nouvelle-Hollande il y a eu survivance de formes archaïques, quaternaires, etc..., etc.... Que dire des nombreuses tribus des Amazones, qui en sont encore à l'« industrie du bois », et ne laisseront que leurs propres os ?

Je suis loin de vouloir retirer à la préhistoire de l'occident de

l'Europe sa valeur chronologique relative locale, mais, par les exemples qui précèdent, je pense avoir montré clairement que cette valeur chronologique ne peut pas être étendue au delà de certaines limites géographiques, assurément restreintes, qu'il est encore impossible de préciser, et qu'on n'est pas en droit de généraliser.

Parmi les erreurs commises par les préhistoriens, la plus grave est celle qui consiste à voir des influences, partout où se rencontre un silex taillé semblable à ceux de nos pays. L'erreur est aussi néfaste au point de vue chronologique, qu'à celui des mouvements de peuples ; car, pour expliquer ces prétendues influences, on est obligé d'admettre des migrations pour la plupart invraisemblables. N'a-t-on pas fait voyager les pré-Tunisiens et leur industrie archéolithique au travers de la mer Méditerranée et de la Gaule du sud, pour leur faire habiter le versant septentrional des Pyrénées. A ces fantaisies viennent se joindre les conclusions des gens ignorants. Dernièrement encore on a pris, pour une industrie Aurignacienne, une station de la vallée du Nil parfaitement caractérisée comme énéolithique ! et l'auteur de cette prétendue découverte s'est empressé de créer toute une série de migrations, d'invasions, de voyages de tribus qui n'ont jamais existé que dans son imagination vagabonde !

Ainsi les trois branches de la science sur lesquelles on espérait pouvoir s'appuyer pour élucider la question des origines des races humaines, tout en fournissant de très utiles renseignements, ne permettent aucune vue d'ensemble de la question ; force nous est donc de chercher ailleurs.



On a, jusqu'à ce jour, à mon sens, beaucoup trop négligé l'étude des phénomènes naturels capables d'influencer la conduite des hommes. De fort belles études paléontologiques ont été faites sur les diverses faunes de l'Europe, aux temps glaciaires et, grâce à ces travaux, on est parvenu à définir les climats de nos pays, mais de nos pays seulement, durant les diverses phases du Pliocène et du Pleistocène ; quant aux cataclysmes qui ont pris place à cette époque, on n'en a pas encore déduit les conclusions d'ordre général par rapport à la vie de l'homme ; et c'est là, cependant, qu'il faut chercher les causes les plus importantes des divers

stades de l'évolution humaine. L'homme contraint par la nature a dû, dans bien des cas, prendre des déterminations auxquelles il n'aurait même pas songé sans ces raisons majeures.

Dès l'époque pliocène, probablement par suite de mouvements de l'écorce terrestre, à l'air libre comme au fond des mers, en raison de soulèvements qui se sont produits dans l'hémisphère septentrional, et de modifications climatériques qui, peut-être, n'ont été que les conséquences de ces modifications de la croûte du globe, une ère de grande humidité a pris naissance, et ce concours de circonstances favorables a fait naître d'immenses champs de neige dans le nord de l'Europe, le Caucase et l'Arménie, le plateau iranien, tout le massif asiatique central et le nord de l'Amérique. Bientôt ces champs de neige se sont écoulés sous forme de glaciers, partout où s'étendaient des plaines, où ne se trouvaient pas de barrières infranchissables, alors que les hauts plateaux de l'Arménie, de l'Iran, de l'Asie Centrale, bordés de grandes chaînes montagneuses, conservaient leurs accumulations de neige. L'un des pôles du froid était alors situé dans le nord des Alpes scandinaves.

La surface habitable du globe se trouva donc, de ce fait, considérablement réduite, des provinces se formèrent plus ou moins indépendantes les unes des autres, et la faune, y compris l'hominien, s'il existait déjà, dut se contenter d'une part des pays méditerranéens, de l'Afrique et de l'Asie antérieure, d'autre part de la presqu'île hindoue, enfin de la Sibérie qui, pour des raisons multiples, demeura indemne de cette grande expansion glaciaire.

Vers la fin du Pleistocène, de nouveaux mouvements de l'écorce terrestre amenèrent la débâcle des glaciers, ainsi que la fusion des neiges dans les réservoirs sans issue, et la phase d'humidité intense n'ayant pas encore pris fin, il résulta de ces faits concomittants les formidables inondations auxquelles sont dues les alluvions qu'on rencontre sur toutes les parties du globe émergeant de nos jours. Dans les pays tropicaux, d'immenses lacs rompant leurs digues naturelles, sous l'influence de pluies torrentielles, produisirent un déluge analogue à celui que causait, dans la région du nord, la débâcle des glaciers.

Parmi les résultats des oscillations de l'écorce terrestre, nous devons enregistrer la disparition, sous les eaux de la mer, de vastes surfaces qui émergeaient jadis, soit qu'elles eussent été

couvertes par les glaciers, soit que libres elles aient été habitées ; mais ces effondrements, soit que nous en possédions des preuves, soit que nous en pressentions l'existence, nous n'en pouvons connaître ni l'étendue ni l'intensité verticale.

Ces grandes inondations, successives, irrégulières en puissance, comme en direction ont, dans d'immenses régions, anéanti la flore et la faune ; et l'homme, qui fréquentait plutôt les vallées que les hauteurs, n'a pas été plus ménagé que les animaux ; car nous retrouvons en abondance extrême les produits de son industrie dans les alluvions, en même temps que les ossements des vertébrés de grande stature, ses compagnons ; pour les os des petits animaux et ceux de l'homme ils ont été détruits au cours du charriage par la violence des courants.

Tous les hommes, cependant, n'avaient pas été détruits. Dans bon nombre de régions des familles ont échappé au désastre, soit par la fuite, soit parce qu'elles s'étaient établies dans des sites qui n'ont pas été atteints par les eaux ; et ces gens, s'accommodant aux nouvelles conditions d'existence, ont modifié leur manière de vivre, en même temps que l'outillage qu'ils nous ont laissé. A l'industrie paléolithique (chelléo-moustiérienne), succéda, par la force des choses, l'armement et l'outillage archéolithique (Aurignacien, Solutréen, Magdalénien) : le fait est reconnu dans l'Europe occidentale et le nord de l'Afrique.

Peu à peu, tout au moins dans nos régions, les gens sauvés du déluge purent reconquérir les terrains d'où leurs ancêtres avaient été chassés, et si parfois nous rencontrons dans les alluvions les plus jeunes, des traces de leurs nouvelles industries, c'est que, s'étant trop avancés, ils ont encore été victimes d'inondations tardives. Ces gens, dans nos pays, étaient dolichocéphales et appartenaient à plusieurs races, ainsi que l'a magistralement montré dans son dernier ouvrage le savant anthropologiste Marcellin Boule.

Comme on le peut voir, par les lignes qui précèdent, les phénomènes naturels du Pliocène et du Pleistocène ont donc eu une très grande influence sur le développement de l'humanité. Après les grandes inondations de la fin du Pleistocène, il ne restait plus que quelques tribus, irrégulièrement réparties sur le globe et d'immenses régions devenues complètement désertes. Parmi les contrées abandonnées étaient, semble-t-il, toute l'Asie antérieure

méridionale et l'Égypte. Pays dans lesquels on rencontre, dans les alluvions, des instruments paléolithiques, mais où, jusqu'à ce jour, on n'a pas trouvé trace de l'industrie archéolithique.

Cependant toutes les provinces de nos continents ne se trouvaient pas dans des conditions géographiques, par suite, climato-logiques semblables. Pendant toute la durée des temps glaciaires, alors que les terres voisines de la Méditerranée conservaient entre elles des voies de communication, la Sibérie était complètement séparée du monde méditerranéen. A l'ouest, les glaciers scandinaves s'étendaient jusqu'à l'Oural et descendaient jusqu'aux rives du grand lac aralo-caspien, au sud, les plateaux de l'Arménie et de l'Iran étaient couverts de neige et, sur leurs chaînes bordières, s'écoulaient de vastes glaciers; au sud, l'Hindou-Kouch et tous les hauts pays de l'Asie centrale formaient une barrière infranchissable.

Cependant l'homme vivait en Sibérie, car on a reconnu ses restes dans les alluvions quaternaires et, d'ailleurs, ne les trouverait-on pas, que l'exode des populations vers l'ouest qui s'est produit, dès que les portes de l'Europe furent ouvertes, suffirait à prouver qu'il existait dans ces plaines un vaste réservoir d'humanité.

N'oublions pas que les portes entre l'Europe et la Sibérie se sont fermées au cours du Pliocène; par conséquent que c'est en plein Pliocène, si ce n'est même avant, que l'hominien est venu s'installer dans les steppes du nord de l'Asie, en même temps que les grands vertébrés dont les cadavres se sont conservés dans les glaces. Si donc on ne découvre pas un jour un passage par lequel l'homme aurait pu s'introduire dans les plaines sibériennes au cours des phénomènes glaciaires, ce qui semble très improbable, il faut admettre que l'hominien existait en Sibérie à la fin du Tertiaire, et qu'il a été enfermé avec ses compagnons les animaux des pays chauds.

Mais, à la suite de la disparition des glaciers scandinaves, quand les courants chauds se sont établis dans l'Océan Atlantique, le pôle du froid a émigré et peu à peu, s'est éloigné vers l'orient de 115° environ en longitude, en menant avec lui son cortège dévastateur.

La faune de contrées chaudes, après avoir lutté longtemps, s'est éteinte, et l'homme, dès que les portes de l'Europe et des Indes furent ouvertes, s'est précipité vers l'occident et vers le sud, par

vagues successives, innombrables qui, pendant plusieurs milliers d'années, ont déferlé sur l'Ancien Monde considérablement augmenté comme superficie par la disparition des glaces.

Ces hommes étaient des brachycéphales, c'est-à-dire d'une race très différente de celle de nos nordiques et de nos méditerranéens, ils possédaient des langues de forme inconnue dans le vieux monde. Ces caractères et le fait de leur emprisonnement pendant toute la durée des phénomènes glaciaires, l'époque très ancienne à laquelle cette séparation du reste du monde s'est produite porteraient à penser qu'on peut faire de ces gens une espèce différente des vieilles races de l'Europe. Il ne m'appartient pas d'entrer dans des considérations linguistiques, qui, d'ailleurs, n'ajouteraient rien à ce fait indéniable de la présence de l'homme en Sibérie, privé de toute communication avec les autres races humaines depuis l'époque Pliocène; mais bien des savants, *Renan* lui-même, ont accordé une telle importance aux grands foyers des langues, qu'on est amené à songer à l'hypothèse de la pluralité des espèces humaines.

Dans les lignes qui précèdent, je n'ai fait aucune supposition quant au dépeuplement de la terre par les grandes inondations quaternaires et à la formation de grandes provinces humaines, je me suis borné à mettre en présence des faits isolément connus de toute personne au courant de l'histoire du Globe, mais qui, rassemblés, comparés entre eux, dévoilent l'un des épisodes les plus importants, les plus dramatiques de la vie des hommes sur notre planète. Il me fallait faire cet exposé, avant d'entrer dans le vif des questions que je me propose de traiter dans cette étude : de l'origine des Sémites et de leurs migrations primitives, puis de celle des Indo-Européens.



Qu'entend-on par *Sémites* ? Je ne puis mieux faire que de passer la parole au *P. M.-J. Lagrange* qui, dans son étude magistrale sur les religions sémitiques, donne une définition très claire de ce groupe linguistique bien délimité, dont le rôle a été si grand de par le monde.

« Les Sémites, dit le savant Dominicain, forment dans l'histoire un groupe facile à reconnaître. Tout le monde est aujourd'hui

d'accord pour les compter ; les Assyro-Babyloniens, les Cananéens, les Araméens, les Arabes sont des sémites ; sémites aussi sont les tribus Térakhides, Israël et son frère Edom, Ammon et Moab leurs cousins, sans parler des colonies phéniciennes de la Méditerranée ni des établissements mélangés en Ethiopie. Aucun historien ne prétend d'ailleurs qu'il s'agit ici d'une race absolument pure ; encore moins essaierait-on, au nom de l'histoire, de dire de quel couple ils sont descendus. L'histoire ne connaît pas de nation descendant d'un seul couple... C'est à peine si les membres d'un clan isolé peuvent se targuer d'appartenir au même sang ; chez les tribus arabes les plus fières de leur race il n'est pas rare de rencontrer des nègres... L'Italien, l'Espagnol et le Français sont des vestiges assurés de l'union romaine. Telles sont les langues des groupes que nous énumérons tout à l'heure ; l'Assyro-babylonien, l'Araméen, l'Arabe, l'Éthiopien et le Cananéen (Hébreu, Phénicien, Moabite) se ressemblent tellement entre eux, qu'on peut les considérer comme les fractionnements d'une même langue. Les Sémites ont donc vécu ensemble, dans une union plus étroite que celle que nous font connaître les documents écrits. » Ainsi c'est d'une famille linguistique qu'il s'agit, quand nous prononçons le nom de Sémites, et non d'un groupe ethnique.

Mais cette famille n'est pas homogène seulement par son parler, elle l'est, dans une très large part, par sa culture, par son caractère entreprenant, par ses traditions.

Le foyer de la famille Sémitique est, et a toujours été, aussi haut que nous puissions remonter, dans l'Arabie. C'est de la péninsule que sont partis les flots successifs qui se sont abattus sur la Chaldée, la Mésopotamie, l'Assyrie, la Phénicie, la Palestine, dans la haute antiquité ; que sont partis les conquérants musulmans, dont l'empire s'est étendu, dans le moyen âge, depuis les rivages de l'océan Atlantique jusqu'aux Indes.

L'anthropologie ne reconnaît pas le nom de « Sémite », ni même n'accepte, sous aucune autre appellation, le groupement intime des peuples qui composent cette famille linguistique. D'ailleurs la définition qu'en donne le P. Lagrange pouvait le faire prévoir. Il n'y a pas homogénéité physique chez les gens de parler Sémitique, pas d'unité d'origine et, dans cette grande famille, les Sémitisés sont infiniment plus nombreux que les vrais Sémites.

Si nous faisons abstraction des peuples sémitiques, aujourd'hui

disparus, si nous n'envisageons que la situation actuelle de cette famille linguistique, nous voyons qu'elle est représentée par les Arabes, les Syriens et les Juifs.

En dehors de la péninsule arabique, les Arabes occupent, aujourd'hui, une portion de la Mésopotamie, le pourtour de la Mer Rouge, la côte orientale du golfe Persique, et le nord de l'Afrique. Le type pur, dolichocéphale, s'est conservé, au sud de la péninsule, dans les montagnes de l'Hadramaout et de l'Yémen. C'est là que se trouvaient jadis les états himyarites : on le rencontre aussi chez les descendants des Ismaélites, dans l'Arabie centrale et septentrionale, alors que les tribus plus voisines des côtes et de la Mésopotamie montrent des mélanges soit avec les Assyroïdes du Tigre et de l'Euphrate, soit avec les Turcs. Ailleurs, fait remarquer *J. Deniker* dans son ouvrage sur « Les races et les peuples de la Terre », comme à Haza et sur la côte de l'Yémen, les Arabes sont métissés de Nègres et d'Éthiopiens.

Hors de ces régions qui constituent le véritable patrimoine des Sémites, on rencontre les traces de cette famille de langues dans toute l'Afrique du nord, en Espagne, dans les îles méditerranéennes, en Perse occidentale, aux Indes, et, plus particulièrement dans la Syrie et la Palestine, pays où ils sont venus se croiser avec un vieux fond sémitique de Phéniciens et de Cananéens, et avec les Asianiques.

Je ne parlerai pas des Juifs, parce que leurs caractères physiques se sont modifiés dans leurs migrations, et qu'au point de vue ethnique ils ne constituent plus un ensemble bien défini. Les Israélites de la Bosnie, par exemple, sont mésocéphales, ceux de la Galicie et du Caucase sous-brachycéphales, ceux du Daghestan hyper-brachycéphales, ceux de Constantinople, venus d'Espagne, sont mésocéphales, etc... et à ce point de vue les Israélites doivent donc être considérés comme des Sémitisés, plutôt que comme des Sémites. Il est à remarquer que le type dolichocéphale se retrouve non seulement dans les régions de l'Arabie demeurées en dehors des mélanges ethniques, mais jusqu'en Algérie et au Maroc. On peut donc dire que les Sémites purs font, au point de vue ethnique, partie de la vieille famille quaternaire à laquelle on a donné le nom de Méditerranéens, et qui n'a rien de commun avec les Indo-européens brachycéphales.

Ainsi l'étude des Sémites modernes nous conduit à placer le foyer

de la famille linguistique Sémitique dans la Péninsule arabique, et cette conclusion concorde avec tout ce que nous savons par les traditions, par l'histoire, par la répartition des langues, depuis la plus haute antiquité.

Les Arabes sont blancs et les Sémites que connaissaient les Égyptiens pharaoniques l'étaient également. Quelques auteurs, s'appuyant sur ce caractère, ont pensé qu'ils ne pouvaient pas être autochtones de ces pays brûlés par le soleil, et ont proposé de les réunir aux races nordiques ; c'est une grave erreur que de croire que la couleur de la peau peut être influencée par la latitude de l'habitat, et c'est très improprement qu'on a donné à l'Afrique le nom de « Continent noir ». Cette immense terre est bien loin d'être peuplée uniquement de nègres : les Berbères, les Hottentots, les Bochimans, entre autres, ne sont pas noirs et, si la latitude avait une influence sur la couleur, nous devrions constater la présence d'éléments nègres dans l'Amérique tropicale, alors que toutes les populations équatoriales du Nouveau Monde sont jaunes. Rien ne s'oppose donc à ce que les Arabes, représentants très purs de la famille sémitique, soient autochtones de la Péninsule, et appartiennent aux vieilles races qui, aux temps quaternaires, habitaient les pays méditerranéens.



Mais avant de poursuivre l'étude des origines Sémitiques, il est nécessaire de parler du pays que nous sommes amenés à considérer comme étant le berceau de cette famille linguistique : l'Arabie n'est malheureusement pas encore explorée, tant au point de vue de la géographie physique, qu'à celui de la géologie et son histoire primitive est encore enveloppée de ténèbres. L'Hadramaout et l'Yémen ont fourni bon nombre de textes épigraphiques, inscriptions, toutes de très basse époque et sans valeur, par rapport aux temps qui nous intéressent.

L'Arabie est une péninsule massive, grande comme un tiers de l'Europe, et située au centre de l'Ancien Monde, elle appartient à la fois, comme pays de transition, à l'Asie et à l'Afrique. Par ses contours, par l'orientation de ses montagnes, par son climat, elle est surtout une terre africaine, alors que, par la direction de ses vallées, elle se rattache à la Mésopotamie, dont elle constitue le versant

méridional. Entourée presque de tous côtés par la mer, limitée au nord par d'infranchissables déserts, elle constitue un monde à part, que ne traversent aucune des grandes routes naturelles, que les voyageurs évitent au contraire ; et cet isolement, voulu par les lois de la nature, qui lui a valu le nom de *Dzézireh-el-Arab*, l'Ile des Arabes, a été la grande cause de la conservation du type physique de ses habitants et de leur langage.

Je ne connais, personnellement, que les déserts du nord et que les côtes de cette mystérieuse presqu'île sur lesquelles je n'ai mis le pied à terre qu'à Aden et à Mascate, mais vingt fois j'ai suivi son littoral, et j'ai toujours ressenti, à l'aspect de ses montagnes brûlées par le soleil, une impression pénible, une sorte de crainte mêlée de curiosité. Ainsi vue, l'Arabie paraît être un enfer. Il est d'ailleurs bien peu de voyageurs qui se soient aventurés dans ces déserts où, non seulement, ils avaient à lutter contre les plus terribles obstacles de la nature, mais aussi contre l'intolérance des populations ; car, de tous les pays du monde, cette péninsule est certainement la région la plus fermée par ses habitants, et cette xénophobie, poussée jusqu'aux extrêmes limites par le fanatisme musulman, a bien certainement été l'une des principales causes de la conservation de la race, de sa langue et de ses traditions.

L'Arabie, au point de vue de la géographie physique, se partage en deux régions bien distinctes : au sud-ouest un large plateau longeant la Mer Rouge, égalant, en largeur moyenne, la moitié, à peu près, de celle de la presqu'île entière, s'allonge au sud, sur la côte de la Mer des Indes et, au nord se relie, par les hauteurs voisines du golfe d'Akaba, aux chaînes de la Syrie. L'altitude de ce plateau oscille entre 1.000 et 2.000 mètres. Il sert de base aux massifs montagneux du Hedjaz, de l'Yémen et de l'Hadramaout, dont quelques pics dépassent 3.000 mètres de hauteur. Au nord-est, occupant la moitié environ de la péninsule, est une immense zone désertique, légèrement inclinée vers le golfe Persique et la Mésopotamie qui lui fait suite. Puis, à l'extrémité de cette zone, à Mascate, est une sorte d'îlot montagneux, un massif qui, par son altitude, attire à lui quelque peu d'humidité et, par suite, des habitants.

Au nord, dans le désert de Nesfoud, sur de rares points d'eau, on compte encore quelques bourgades, Kal, Maskakeh, Djouf, Djobbah, Teima, etc..., mais en général le sol est d'une aridité

absolue, on ne voit que collines couvertes d'alluvions, privées de toute végétation, que vallées sans eau, toutes inclinées vers l'Euphrate ou vers le golfe Persique. Le grand fleuve chaldéen, lui-même, coule au milieu de la plus affreuse des désolations. Sur sa droite comme sur sa gauche, on ne découvre que mamelons arides, couverts de cailloux roulés, brillant d'un reflet fauve, sous les rayons d'un soleil de feu.

Plus au sud, entre le Nedjed et la côte de la mer des Indes, entre l'Yémen, l'Hadramaout et l'Oman, s'étend, sur une largeur de 12 à 1500 kilomètres le terrible désert de Dahna, l'un des pôles de la chaleur, où souvent, à l'ombre, le thermomètre atteint 60°. Personne n'ose s'aventurer dans cet enfer où ne croît pas un brin d'herbe, aucun oiseau ne vole au-dessus de cette plaine silencieuse, de cet océan de vagues de sable : là, le voyageur rencontre des gouffres effrayants qui, suivant les rares nomades qui connaissent ces lieux, renferment d'immenses trésors, sous la garde de monstres fantastiques ; mais aucun bédouin n'a le courage de s'approcher de ces précipices, remplis d'un sable d'une extrême finesse, fluide comme l'eau, où s'enfoncent et disparaissent hommes et animaux, quand par imprudence ils mettent le pied sur ce terrible piège.

De nos jours, la population s'est concentrée sur le plateau occidental de la Péninsule et dans les montagnes qui bordent la mer. Là, sur les hauts sommets, il neige en hiver, et les pluies sont assez fréquentes lors de la saison. Il en est de même, pour les condensations de l'humidité, sur les côtes du golfe Persique, aussi ces régions sont-elles habitées, alors que dans les déserts vivent seuls quelques nomades installés près de très rares points d'eau. Dans cet immense territoire, limité au golfe d'Akaba, aux montagnes d'Idumée, à la rive gauche du Jourdain et à l'Euphrate, par le golfe Persique, l'océan Indien et la Mer Rouge, on compte tout au plus six millions d'habitants, vivant dans un espace de trois millions de kilomètres carrés, ce qui donne une moyenne de deux habitants par kilomètre carré, de quatre ou cinq dans la région fertile ; là, à de grandes hauteurs, sont des villes populeuses, Sana, la capitale de l'Yémen, est à 2.130 mètres d'altitude, et toutes les vallées qui descendent des grandes chaînes, et coupent les terrasses de leurs contreforts, sont habitées, aussi bas que descendent les cours d'eau. Au delà, les ruisseaux se perdent dans

les sables, ou bien leurs eaux, jusqu'à la dernière goutte, sont employées pour les cultures, au moyen de canaux de dérivation établis avec autant de jugement et d'habileté que le sont les célèbres *Khanats* du plateau iranien

Grâce à ces irrigations, les habitants trouvent donc dans la culture et le pacage des troupeaux, tous les éléments nécessaires à leur existence ; mais les ressources de l'Arabie ne se bornent pas là ; car, dans ses montagnes, les gîtes minéraux abondent : c'est le fer, très souvent sous forme d'hématite, le cuivre à l'état de sulfures et de carbonates, aux affleurements des filons, c'est le plomb et l'argent dans la galène, enfin l'or natif, dans les sables. Richesses dont on a tiré parti jadis, si nous en jugeons par les scories qu'on rencontre sur certains points, alors que de nos jours l'absence d'eau et de combustibles empêche toute exploitation minière et toute industrie métallurgique.

Il ne faudrait pas croire, cependant, que de tout temps l'Arabie ait été un pays en grande partie desséché ; l'intensité des condensations atmosphériques n'a pas cessé brutalement après les grandes pluies qui ont accompagné et provoqué les inondations quaternaires. Certes, les plaines basses ont été ravagées par les eaux, la végétation a été détruite en même temps que se noyait la faune et les hommes qui en faisaient partie ; mais l'humidité s'est continuée pendant bien des siècles, des millénaires même : les grandes vallées, aujourd'hui sans eau, qui traversent le désert et vont aboutir à la dépression chaldéenne et au golfe Persique, en sont l'indiscutable témoignage ; et, à cette époque lointaine, si les plateaux sont demeurés arides, comme il y a lieu de le penser, les vallées se sont couvertes d'arbres et de prairies, le gibier est venu les habiter, suivi par l'homme qui, principalement alors, vivait des produits de sa chasse.

L'assèchement du sol a débuté de bonne heure, mais n'a produit que plus tard des résultats nuisibles. Il n'a pas été brusque, et ses effets ne se sont fait sentir que très lentement. Personnellement j'ai rencontré bien des témoins de cette dessiccation, aussi bien en Asie antérieure, qu'en Égypte, en Tunisie et en Algérie : car elle est générale et sévit aussi bien dans l'ancien monde que dans le nouveau. J'ai vu, dans tous les pays qu'il m'a été donné d'explorer, des restes de stations préhistoriques situés auprès de sources taries et, en Tunisie, il n'est pas rare de rencontrer les

vestiges de fermes ou d'établissements des Romains, en des points devenus maintenant arides, inhabitables. Si, par exemple, la ville de Tingad renaissait de ses ruines, ce n'est pas la modeste source qu'on y voit aujourd'hui qui suffirait à la consommation de ses habitants. Les exemples de la persistance de ce phénomène jusqu'à nos jours sont innombrables. C'est alors que peu à peu la Mer Morte a concentré la dissolution saline à laquelle elle doit son nom, que le lac Aralo-Caspien s'est partagé en mer d'Aral et mer Caspienne, que le lac d'Ourmiah, en Perse, a baissé son niveau, qu'ont disparu les grandes nappes du plateau Iranien et du sud de la Sibérie, que les chotts africains ont évaporé la plus grande partie de leurs eaux.

D'ailleurs, la tradition nous est parvenue sous diverses formes des obligations que l'accroissement graduel de la sécheresse imposa aux hommes : Sanchoniathon, cité par Eusèbe, est fort clair à cet égard :

« Pendant la seconde génération, dit l'historien de la Phénicie, les hommes s'appelaient Genus et Genea, et vivaient en Phénicie ; mais survinrent de grandes sécheresses, et ils levèrent les mains vers le soleil qu'ils considéraient comme le seul maître des cieux. » Ceci se passait à des époques extrêmement reculées, mais dans des temps moins anciens, le même phénomène se produisant fut encore la cause de mouvements de tribus dans les mêmes parages. Pline affirme qu'entre le golfe d'Akaba et la ville de Charax, en Chaldée, vivait jadis le peuple des Omanes, qui possédait des villes importantes, et que ce peuple a dû quitter sa patrie, parce que l'eau lui manquait. Ce pays est aujourd'hui un désert où les courriers Arabes se rendant de Bagdad à Damas, en neuf jours de voyage à grande allure, ne rencontrent que deux pauvres points d'eau. « Nunc sunt solitudines. »

Je ne m'étendrai pas plus longuement ici, sur ce phénomène dont, à mon avis, on n'a pas tenu assez de compte dans l'étude des migrations des peuples : l'histoire physique du Globe pose là des bases devant lesquelles toutes les théories, qu'elles soient archéologiques, ethnographiques ou autres, doivent s'incliner. J'aurai d'ailleurs l'occasion d'en parler encore.



Quelle était la situation de la péninsule Arabique, au cours des temps glaciaires ? Vraisemblablement ses massifs montagneux les plus importants possédaient leurs glaciers, tout comme ceux du Liban et de l'Abyssinie ; mais, en raison de la latitude de ces chaînes, l'intensité glaciaire n'a pu s'y manifester avec une grande ampleur. L'homme habitait alors cette vaste cuvette Arabo-Mésopotamienne, si nous en jugeons par les instruments chelléens qu'on rencontre dans le désert Syro-Arabique, il vivait également en Égypte, en Syrie, au pays des Somalis.

Quel était cet homme ? Certains auteurs pensent qu'il était venu du nord, d'autres qu'il est autochtone, d'autres encore qu'il était arrivé d'Afrique.

L'hypothèse d'une migration venue du nord sibérien n'est pas soutenable ; car il n'y a pas eu de communications possibles entre la Sibérie et l'Asie antérieure depuis les temps pliocènes, jusqu'à la fin de la période glaciaire. Si donc les ancêtres des Sémites étaient descendus du nord, c'eût été à l'état d'hominien tertiaires, et naturellement ces hominiens, s'ils avaient existé, n'auraient pas apporté dans leur patrimoine les rudiments de la langue Sémitique. Ils ne pouvaient être, au cours du Pliocène, que des êtres extrêmement primitifs, voisins de l'animal. Ils n'avaient d'ailleurs aucune raison pour se rendre en Arabie, et pour ne pas rester dans le patrimoine de leurs ancêtres.

Au cours de ces temps glaciaires les Alpes pontiques, le grand Caucase, le plateau Arménien et celui de l'Iran qui, jusqu'alors, n'avaient jamais été habités, et ne l'ont été que très tardivement, étaient couverts de glaces et infranchissables.

Peut-être, dira-t-on, sont-ils venus des hauteurs de l'Asie antérieure septentrionale ; c'est peu croyable, parce que, dans ce cas, ils auraient traversé la Mésopotamie, la Chaldée n'étant pas encore sortie des eaux, et rien ne signale leur passage. Ce n'est donc là qu'une simple suggestion sans aucune base.

L'hypothèse de l'origine Libyenne n'est pas plus satisfaisante, parce que, dans la partie de l'Afrique opposée à l'Arabie, on ne rencontre aucun indice, aucun témoin du passage des Sémites. Les tribus quaternaires étaient cantonnées dans les régions où se

trouvent encore leurs restes paléolithiques, la population était assurément très clairsemée, et chacune des tribus trouvait aisément sa vie sur son territoire. Ce n'était pas la formation de glaciers peu importants dans les montagnes de l'Abyssinie qui pouvait obliger l'homme à quitter sa patrie. Par contre nous voyons, à des époques postérieures, les Sémites chercher à coloniser dans les pays situés au delà de la mer Érythrée, chez des non-Sémites.

La comparaison des langues libyennes avec celle des Sémites montre qu'il n'a pas existé de foyer commun pour les deux groupes, pas même de relations très anciennes, ce qui n'aurait pas lieu dans l'hypothèse de l'origine africaine des Sémites.

Nous sommes donc amenés à penser que l'Arabie est bien la patrie postpleistocène des Sémites, que c'est là que ces tribus se sont développées sur elles-mêmes, sans avoir subi d'influences étrangères à leur groupe.

Quelques égyptologues pensent que l'Égypte a été peuplée par des gens venus du pays de Pount qu'ils pensent être l'Arabie ; en ce cas, ces gens de Pount ne seraient pas des Sémites. Cette opinion ne me semble pas être justifiée, parce que c'est aux Asiatiques (Suméro-Akkadiens ?) que l'Égypte a dû l'impulsion initiale de sa culture pharaonique, que, par conséquent les Sémites étaient déjà très développés bien longtemps avant la venue des étrangers dans la vallée du Nil. D'autre part l'industrie de la pierre, en Égypte, présente une telle homogénéité, que, si des éléments africains ou asiatiques non Sémitiques sont intervenus, ce ne peut être qu'à une époque très voisine de l'arrivée des Suméro-Akkadiens. J'estime qu'après les grandes inondations quaternaires, les pays voisins de la vallée du Nil sont demeurés longtemps sans population, que l'intensité du déluge a été telle, qu'aucun homme n'a survécu. Les plus hauts plateaux, en effet, sont recouverts d'alluvions et il n'existe nulle part en Égypte de districts dans lesquels l'homme eût pu se réfugier, comme le fait a eu lieu dans nos montagnes du Périgord, des Pyrénées et de la Provence. D'ailleurs, non seulement la situation géographique du pays de Pount est encore inconnue, mais aussi il est vraiment bien hardi de placer dans la péninsule arabe des populations non sémitiques, alors que nous n'avons en faveur de cette hypothèse que les vagues indications fournies par des textes peut-être mal interprétés (je ne dis pas mal traduits) sur le mystérieux pays de Pount.

Il résulte de ces considérations qu'après les grandes inondations qui ont dépeuplé l'Égypte, le Somal, et le bassin Mésopotamien dans ses districts septentrionaux et centraux, il serait resté, dans les vallées des hauts pays arabes, des éléments plus ou moins nombreux de repeuplement de la Péninsule. Les chaînes de montagnes voisines de la Mer Rouge, celle de l'Hadramaout, ont bien certainement joué le même rôle que les massifs européens ; et je ne doute pas qu'on découvre un jour, dans les cavernes de ces pays, des restes d'industries équivalentes, en Arabie, à l'archéolithique de l'Occident de l'Europe, de la Tunisie et de l'Algérie.



Au Somal, comme en Égypte, comme en Mésopotamie, on constate un hiatus très important dans la succession des industries de la pierre, et cet hiatus pourrait bien s'étendre à la Palestine et à la Syrie, pays dans lesquels les recherches ont fâcheusement été guidées par le désir de trouver une succession régulière, calquée sur celle établie pour l'Europe occidentale. D'autre part, dans les îles de la mer Egée, en Grèce et en Asie Mineure occidentale, les plus anciennes civilisations montrent la pierre polie et, la plupart du temps, le métal. En Crète, mais en Crète seulement, on a placé dans le néolithique certains dépôts dans lesquels ne se rencontre pas de métal ; mais cet argument négatif ne me semble pas être de valeur suffisante pour attribuer aux îles une culture purement néolithique, en se basant sur des preuves aussi faibles et aussi localisées.

Quoi qu'il en soit, il paraît clairement que les îles de l'Egée, de même que les autres pays qui, depuis, ont formé l'Hellade, n'ont connu l'homme que tardivement, peut-être en même temps que se colonisait l'Égypte, peut-être même plus tard. Quant aux régions syriennes elles n'ont pu rester en dehors du mouvement des Asiatiques vers la vallée du Nil.

A Suze, en Chaldée, dans toute la Perse, en Transcaucasie, la civilisation débute par une phase d'industrie énéolithique, et c'est cette culture que les Asiatiques ont introduit dans la vallée du Nil. Pourquoi l'île de Crète seule, dans tout le proche Orient, aurait-elle connu l'industrie néolithique pure et ignoré le cuivre, quand tout le reste du vieux monde oriental n'est pas passé par cette phase ?

Cette question, dont je ne puis ici développer les détails, je l'expose ailleurs avec tous les soins qu'elle comporte ; on m'excusera de n'en fournir ici que les principales lignes ; mais ces considérations étaient nécessaires pour que je puisse entretenir le lecteur des premiers mouvements des peuples de langue sémitique.

Quelques millénaires avant notre ère, les pays dont je viens de parler étaient encore inhabités quand un flot humain envahit la Mésopotamie, la Chaldée sortie à peine des eaux, et l'Elam. D'où venaient ces gens ? Ce n'était pas de la Perse, encore déserte, inhabitable, c'était plutôt des montagnes qui ferment, au nord, la Mésopotamie depuis la Mer Caspienne jusqu'à l'Egée ; et, fait à remarquer, cette poussée de tribus n'eut lieu qu'après l'ouverture de la porte entre la Sibérie et l'Europe. Il se peut que les colons asiatiques (du groupe caucasien) de la Chaldée et de l'Elam aient été refoulés vers le sud par quelqu'invasion venue du nord de l'Asie centrale, dont une vague aurait été peut-être celle des Hittites ; quoi qu'il en soit c'est à cette époque que débute le mélange des éléments ethniques et linguistiques dans l'Asie antérieure. A peine cette vaste région était-elle peuplée que la confusion commença ; et ce désordre, tous les mouvements de peuples des temps historiques sont venus encore l'aggraver, de telle sorte que la question des provenances de la population en Asie antérieure est l'un des problèmes les plus compliqués qu'il soit.

Nous ne savons rien des caractères ethniques ou linguistiques de ces populations très anciennes ; mais plus tard nous entendrons prononcer une foule de noms dont, certainement, beaucoup répondent à ces premiers mouvements ; cependant pour bien peu d'entre eux, nous pourrions faire la différence entre les Asiatiques et les étrangers, entre ceux nés en Asie et les envahisseurs descendus du Nord, venus des steppes de la Sibérie, soit au travers du Caucase, soit en franchissant l'Hellespont, soit même en descendant du plateau Iranien libéré de ses glaces.

On est convenu de considérer les plus anciens flots Sibériens venus dans l'Occident de l'Europe, comme étant celui des artisans des industries néolithiques, peut-être même mésolithiques, ces gens étaient des brachycéphales, nous l'avons vu. Il est naturel de penser que ces hordes, quand elles se trouvèrent dans la vallée du bas Danube, n'ayant pas de but précis à leur course, se par-

tagèrent, que les uns poursuivirent leur course suivant la marche du soleil, alors que d'autres descendaient en Macédoine, passaient les détroits et s'avançaient en Asie, comme plus tard ont fait les métallurgistes du bronze, les Mycéniens, et ceux du fer, les Doriens. La présence, dès les temps fort anciens, de peuples d'origine douteuse et d'usages spéciaux, dans le nord de l'Asie antérieure donnerait un certain poids à cette hypothèse. Il ne faut pas oublier que les peuples Asiatiques et Européens de vieille souche, d'origine quaternaire étaient dolichocéphales, alors que les envahisseurs Sibériens, pour la plupart, étaient des brachycéphales, et que cette remarque peut être de quelque valeur dans la recherche des origines des diverses tribus que nous rencontrons dans la région montagneuse du nord de la Mésopotamie, et dans le Caucase.

Certainement les peuples Indo-Européens, dans leurs divers langages, présentent des parentés beaucoup moins étroites que le sont celles des Sémites entre eux ; mais chez les uns comme chez les autres, on ne peut nier l'existence très ancienne de foyers originels, et c'est de ces deux foyers qu'est sortie la grande culture du Monde moderne. L'origine et l'évolution de ces deux groupes humains sont donc les questions capitales de notre propre histoire. Aussi serait-il du plus haut intérêt de retrouver les traces des plus anciennes invasions aryennes dans l'Asie antérieure, et de juger du rôle qu'ont joué ces peuples. Nous savons que les Phrygiens, les Arméniens et quelques autres nations de l'Asie mineure très ancienne appartenaient à la famille Indo-Européenne, et voici que les Hétéens paraissent, aujourd'hui, se joindre à ce groupe. C'est un nouvel horizon qui paraît, car il se peut fort bien que le rôle des Aryens, ou des Proto-Aryens dans le proche Orient, soit beaucoup plus ancien et bien plus important qu'on ne le pense généralement.



Je n'ai pas à entrer ici dans les interminables discussions, qui ont eu lieu entre savants, au sujet des éléments constitutifs des plus antiques couches humaines de la Chaldée ; l'existence d'un fond non sémitique, aujourd'hui parfaitement établie, entrevue seulement d'après les données linguistiques, repose plutôt sur les découvertes archéologiques qui viennent à l'appui de cette théorie,

hypothèse que confirment encore les considérations d'ordre général. Il est certain que les premiers colons du sud de l'Asie antérieure n'étaient pas des Sémites, mais bien des gens, d'origine encore inconnue, et que ces hommes auxquels on a donné le nom de Sumériens possédaient déjà un degré fort avancé de civilisation.

Les Sumériens se partageaient assurément en un grand nombre de tribus, plus ou moins apparentées entre elles, soit au point de vue ethnique, soit à celui du parler, mais leur vie personnelle est si ancienne qu'elle se perd aujourd'hui dans la nuit des temps, et qu'il est bien difficile de distinguer ce qui, dans la civilisation Suméro-Akkadienne, est leur héritage. Il paraît certain, toutefois, que la connaissance du métal, du tissage, de la poterie, que la notion de l'écriture sont d'origine sumérienne. Shumir et Akkad ont pris dans la suite une valeur géographique, certainement en raison de la prépondérance de l'un de ces éléments dans des districts divers ; mais, dans les débuts, ces deux termes ne présentaient qu'une signification linguistique et de culture.

En Susiane où, mieux qu'en Chaldée, les couches anciennes de la population ont été à même de résister avec plus de succès à l'emprise sémitique, nous voyons un peuple conserver pendant longtemps encore bon nombre de ses caractères nationaux, entr'autres sa langue et son écritures particulières, alors qu'en Chaldée le mélange devint rapidement intime. Quoi qu'il en soit, il n'en est pas moins certain qu'après être demeuré inhabité pendant de longs siècles, le sud de l'Asie antérieure, dans son ensemble, a reçu des colons non sémites. La Chaldée et la plaine élamite sortaient alors à peine des eaux, et l'humidité atmosphérique était encore intense ; partout, en Mésopotamie, en Arabie, coulaient des rivières abondantes, sortaient du sol de nombreuses sources, les vallées et bien des plaines étaient verdoyantes, le gibier abondait dans ces forêts et ces prairies où paissaient l'éléphant, le rhinocéros, le cerf, l'antilope, dans les régions fertiles et boisées, tandis que la gazelle, l'autruche parcouraient les districts arides, et que tous les oiseaux aquatiques s'étaient donné rendez-vous dans les marais. Dans les eaux, c'étaient des poissons sans nombre, qui, tout comme dans la vallée du Nil, voisinaient avec le crocodile et l'hippopotame. et le roi des animaux, le lion, était alors le plus grand ennemi des hommes.

Mais voici que, peu à peu, les condensations atmosphériques diminuant d'intensité, la sécheresse survint, contraignant les hommes à quitter bien des districts, pour gagner des pays plus favorisés par les eaux, territoires qu'il leur fallut conquérir, car, assurément, ils étaient habités déjà. A l'existence facile et planétaire des premiers temps succéda la lutte pour la vie, lutte très âpre de tribus contre tribus, de peuples contre peuples, dont beaucoup disparurent, soit qu'ils fussent victimes de la famine, soit qu'ils eussent été exterminés, soit encore par fusion avec leurs vainqueurs.

Partout en Mésopotamie, comme en Égypte, comme dans le nord de l'Afrique, nous rencontrons les traces de ces exodes forcés, des témoignages de cette implacable volonté de la nature ; et les pays demeurés fertiles reçurent une grande partie de ces émigrants. En Chaldée, en Égypte la population s'accrut, dans des proportions inouïes, d'éléments ethniques assurément fort mêlés.

Mais le fléau de la sécheresse ne s'abattit pas seulement sur la Mésopotamie du Nord et sur l'Afrique, elle fut générale et frappa de même le versant méridional de la grande dépression chaldéenne, cette grande plaine inclinée qui, jadis, portait les eaux du Hedjaz, du Yémen, de l'Hadramaout vers le golfe persique.

Chassée des basses régions, une partie de la population remonta les vallées en même temps que les eaux de ses rivières s'arrêtaient plus haut et, peu à peu, elle atteignit les hauts plateaux de l'Arabie, où elle vit encore ; très nombreux alors étaient les clans qui habitaient auprès des sources et, l'eau venant à manquer, ces gens cherchèrent leur vie près des côtes. Là, le fléau les poursuivit encore, et les petits districts demeurés fertiles, diminuant chaque jour de superficie, ne suffisant plus aux besoins des populations qui s'y étaient concentrées, il fallut encore émigrer.

Ce ne fut pas l'affaire d'un jour, cette transformation que subit le climat de la péninsule arabique ; pendant des siècles et des siècles l'homme lutta, diminua ses exigences, réduisit ses besoins, combattit pour la possession de l'eau. Il dut enfin céder devant les volontés supérieures et, ne conservant plus d'espoir dans les migrations sur cette terre désolée, il se lança sur les chemins de la mer.

Cependant, la nécessité de s'expatrier n'affecta pas tout d'un coup les tribus entières, et l'émigration se produisit par petits

groupes, par familles, c'est ainsi que, peu à peu, les côtes des pays voisins de l'Arabie, tant en Afrique qu'en Asie, reçurent des colonies de Sémites.

Dans leurs pérégrinations maritimes, ces gens atteignirent vite la Chaldée en formation et, sans nul doute, quelques bandes y parvinrent aussi par terre. C'est un Eden que les Sémites du désert venaient de découvrir, et les traditions lui ont conservé ce nom. Les nouveaux venus y rencontrèrent des peuples d'agriculteurs, de chasseurs et de pêcheurs, avec lesquels ils se mêlèrent lentement par le sang, comme par les usages, les uns et les autres mettant en commun leurs connaissances; c'est ainsi que se forma ce peuple Suméro-Akkadien que l'histoire nous montre complètement constitué dès longtemps avant le quatrième millénaire.

Je ne reviendrai pas sur les vieilles traditions chaldéennes que tout le monde connaît, sur l'histoire fabuleuse de ces héros des premiers âges, de ces dieux, qui tous furent des hommes, sur lesquels l'imagination chaldéenne a concentré tous les progrès qui se sont réalisés au cours de ces siècles éloignés. Je ferai remarquer seulement que les plus anciens documents historiques montrent qu'en Chaldée, comme en Elam, ont existé dès cette époque de puissants empires féodaux, et qu'il a fallu bien des siècles pour que s'établisse un pareil régime gouvernemental.

Quand les premiers colons sumériens sont arrivés en Chaldée, le sol des embouchures du Tigre et de l'Euphrate sortait à peine des eaux, ce n'étaient encore qu'îles boueuses, que bancs de vase découverts seulement à marée basse, qu'étangs et lagunes. C'est sur ce terrain si morcelé que se sont établis les nouveaux venus, partagés eux-mêmes en groupes, en tribus, et il en est résulté que ces clans, peu à peu, se transformèrent en principautés. Là, dans les conditions naturelles de la colonisation voulues par les progrès du sol sur la mer, est l'origine de la féodalité que nous voyons sous Sargon d'Agadé, sous Naram-Sin, alors que sous Hammourabi l'unification de la nation a déjà fait de grands progrès; peu à peu le gouvernement tend vers ce pouvoir absolu d'un seul qui, quelques millénaires après Sargon l'Ancien, fera la force de l'Assyrie.

Ainsi, c'est à des phénomènes naturels, à l'assèchement du sol arabe qu'est bien certainement due la conquête de la Chaldée par les Sémites, fait d'importance capitale dans l'histoire du monde,

dont les conséquences ont, pendant des milliers d'années, dominé la marche de l'humanité. A quelle époque s'est produite cette invasion pacifique, pendant combien de siècles, de millénaires, peut-être, a-t-elle duré? Nous l'ignorons; mais le début de ce mouvement doit être prodigieusement ancien, car c'est de la Chaldée suméro-akkadienne qu'est assurément partie la vague civilisatrice de l'Égypte, et, quand les Asiatiques se sont présentés dans la vallée du Nil, ils possédaient déjà une culture très avancée.

Je ne parlerai pas des migrations postérieures, vers la Syrie, des Sémites ou des tribus sémitisées, ce serait entrer dans des considérations qui dépasseraient les limites du cadre que je me suis tracé. Mais, avant d'en terminer avec l'influence des phénomènes naturels sur les destinées de l'humanité, j'ajouterai quelques mots au sujet des migrations nordiques, faits qui ont fait couler tant d'encre et qui, pour certains esprits, soulèvent encore des incertitudes.

Latham et *d'Omalius d'Halloy* plaçaient l'habitat des Aryens primitifs dans le Sud et le Sud-Est de la Russie, *Penka* l'avait mis en Scandinavie, d'autres auteurs ont choisi des régions intermédiaires entre ces points extrêmes, et il en est qui ont songé à la Transcaucasie. Aucune de ces hypothèses ne saurait être soutenue; parce que les pays proposés étaient au temps quaternaire, couverts de glaces et forcément inhabités; ce n'est que beaucoup plus tard, après la fonte des glaciers, quand ont été ouvertes les portes aralo-caspiennes de la Sibérie, qu'ils ont été à même de recevoir de la population, par conséquent ils ne pourraient jamais être que des foyers secondaires, et encore est-il très loin d'être prouvé qu'ils l'ont été. D'après *Hirt*, le centre de dispersion de la langue aryenne primitive se trouverait dans les Carpathes, et cet auteur allemand explique son hypothèse en faisant intervenir d'in vraisemblables migrations. Bien certainement il a existé des centres secondaires de dispersion, et la basse vallée du Danube est probablement l'un des plus importants d'entre eux, mais à cet égard on peut laisser libre cours à son imagination, sans qu'il en coûte au résultat final de ces grands mouvements de peuples.

Il est un fait indiscutable, c'est que, dans la période qui a suivi la disparition des grands glaciers scandinaves, le pôle du froid s'est transporté du nord de la Norvège à Verskhoïansk, dans le nord-est de la Sibérie, entraînant à sa suite tous les maux qui résultent de la froidure: que les grands pachydermes sibériens et toute la faune

des pays chauds s'est éteinte, que l'homme seul a résisté et, qu'en même temps, ou peu s'en faut, les portes de l'Europe et de l'Asie méridionale se sont ouvertes pour les Sibériens, qui, chassés par les difficultés de la vie, ont cherché vers l'ouest et vers le sud des pays plus favorables. Il apparaît clairement qu'un grand courant, par vagues successives, s'est dirigé vers l'occident, et qu'un autre, également intermittent, s'est tourné vers les régions méridionales, au travers de l'Hindoukouch. Puis le fleuve européen s'est divisé, probablement dans la basse vallée du Danube, l'une des branches poursuivant sa marche vers l'Ouest, alors que l'autre se dirigeait vers le Midi. Quant à la migration orientale, elle s'est également partagée en branches indiennes et en d'autres iraniennes, dont les principales sont celle des Mèdes et celle des Perses.

Assurément tous les peuples de la Sibérie ne se sont pas écoulés sur l'Europe, la Perse et les Indes, il s'est également produit des migrations en Extrême-Orient, vers le Sud, les hauts plateaux de l'Asie centrale ont été envahis; mais nous ne savons rien de ce qui s'est passé dans ces régions encore inexplorées ou peu étudiées au point de vue archéologique et ethnographique. Tout ce que nous pouvons dire est que les Chinois, quand ils songent à leurs origines, se tournent vers l'Occident.

J'arrêterai là ces considérations sur les mouvements des peuples de parler Sémitique et Indo-Européen, après avoir montré que ces grands déplacements de masses humaines sont les conséquences de phénomènes naturels et complètement indépendants de la volonté des hommes. Il n'était pas possible de m'étendre ici sur tous les détails de ces importantes questions. Toutefois, j'en ai dit assez, je l'espère, pour que le lecteur se rende compte de la valeur scientifique des faits sur lesquels je m'appuie; car ce sont des faits réels, indiscutables, pour la plupart tirés d'observations géologiques, qui m'ont servi de base, et non des hypothèses.

Ainsi, en ce qui regarde les débuts de l'humanité sur notre globe, c'est aux phénomènes naturels qu'il faut s'adresser pour expliquer la conduite des peuples; parce que plus l'homme est primitif et moins il lui est aisé de se soustraire aux lois de la nature. Plus tard, quand il a évolué, sa résistance à ces lois devient pour lui d'autant moins ardue que sa culture est plus développée, et ses propres volontés jouent, en même temps, un rôle de plus en plus important, jusqu'à devenir la seule cause de ses actes. Si les

Sémites ont conquis la Chaldée, si les Indo-Européens ont envahi l'Europe, la Perse et les Indes, c'est qu'une volonté surhumaine les y obligeait ; mais si les Macédoniens se sont rendus maîtres de toute l'Asie antérieure, c'est que le monde hellénique avait à défendre ses libertés contre la soif de pouvoir des Asiatiques, avait à venger l'incendie du sanctuaire d'Athéna, c'est parce qu'Alexandre le Grand, personnifiant les volontés de son peuple, l'a voulu. Si de nos jours les nations européennes s'emparent des colonies et anéantissent leurs légitimes possesseurs, c'est pour satisfaire leur cupidité ; aucune excuse ne peut être trouvée pour leurs crimes dans les lois naturelles. On allèguera qu'il est nécessaire de fournir des débouchés à la surpopulation des nations prolifiques, mais cette surpopulation elle-même est voulue, elle est l'un des moyens politiques les plus sûrs, pour en arriver à déposséder ses semblables de leurs biens, à l'hégémonie mondiale.

Depuis quelques siècles à peine qu'elle est connue des Européens, l'Amérique du Nord a vu sa population s'accroître de cent millions d'habitants ; dans un siècle ou deux, il lui faudra, après avoir été le réceptacle du surplus de l'ancien monde, chercher elle-même à déverser au dehors son excès de population, de nombreuses nations plus faibles qu'elle disparaîtront alors, et le jour viendra où les continents ne seront pas assez vastes pour contenir l'humanité, pour la nourrir. Dès lors, s'il ne survient pas de cataclysmes, comparables pour leurs effets à ceux des temps quaternaires, surgiront de nouvelles nécessités naturelles, inéluctables, d'une autre nature que celles qui ont été la cause des premières mêlées des peuples, mais dont les résultats seront encore de précipiter les masses humaines les unes contre les autres. Les horreurs de la Grande Guerre, dans laquelle vingt millions d'êtres ont perdu la vie, ne sont que des avant-coureurs des effroyables tueries que ménage à l'humanité ce que nous sommes convenus d'appeler le Progrès. L'histoire n'est qu'un perpétuel renouveau, parce que les lois de la nature sont immuables ; et quand l'homme parvient à les vaincre, cette victoire n'est qu'apparente, passagère, elles se représentent, quelque temps après leur prétendue défaite, plus impérieuses que jamais elles n'ont été.

Mais le bon sens, l'étude du passé, des phases diverses de l'évolution humaine, des effets et de leurs causes, se répandant de plus en plus, il est à espérer que l'homme lui-même, prévenu,

averti par les exemples des siècles écoulés, saura faire naître les moyens de détourner de sa tête les périls dont il sera menacé.

Quoi qu'il en advienne, n'est-il pas bien curieux de voir que les grandes lignes de l'évolution humaine sont dues à deux grands phénomènes naturels : à la sécheresse qui a contraint les Sémites à sortir de leur péninsule, et au refroidissement de la Sibérie, obligeant les Indo-Européens à quitter leurs steppes. De nombreux millénaires se sont écoulés depuis les temps auxquels ont débuté ces mouvements et, malgré les siècles, le monde moderne est encore régi par ces phénomènes, dont le souvenir s'était perdu dans la nuit des temps, et qu'aujourd'hui seulement les progrès de la science permettent de tirer de l'oubli.

Afin de mieux faire entendre mon avis quant aux conséquences de ce grand cataclysme du dépeuplement quaternaire et de montrer l'influence exercée sur l'humanité par les suites de ce phénomène et par les modifications atmosphériques qui l'ont suivi, j'ai dû poser une foule de problèmes de détails, sans avoir ici le loisir de chercher à les résoudre. J'ai donc dû me contenter d'exposer quelques-unes des solutions qui me paraissent être les meilleures, réservant pour un ouvrage sous presse les explications qu'on est en droit d'attendre, et qui ne peuvent pas trouver place ici. Je prie donc mes lecteurs de bien vouloir réserver leurs objections jusqu'à la prochaine apparition de ces volumes ¹.

J. DE MORGAN.

1. *La Préhistoire orientale* (P. Geuthner, éditeur, Paris).

LES ÉTUDES HISTORIQUES

ET

LA PHILOSOPHIE DE L'HISTOIRE

AUX ALENTOURS DE 1830

Voltaire avait eu beau parler « philosophie de l'histoire » en tête de son *Essai sur les Mœurs*, et créer peut-être cette expression appelée à une singulière prospérité : l'on n'accéda qu'assez tard dans le xix^e siècle français à l'idée d'une philosophie de l'histoire qui fût une conception nouvelle d'une très ancienne forme de l'art d'écrire, et voulût être une science. La notion, la vogue de la philosophie de l'histoire en France ne date guère que des approches de 1830.

Dès le début, la hantise de Voltaire aidant sans doute, la philosophie de l'histoire eut ses ennemis avérés. Après une génération à peine, l'*Athenæum français* la déclare déjà déchue de ses prétentions excessives « ... à cause du caractère absolu et irrévocable qu'elle donnait à ses aphorismes. Pour avoir voulu tout comprendre et tout expliquer, elle a perdu une partie de la créance à laquelle elle pouvait prétendre ».

La surprise du Second Empire, puis l'abus qu'y firent de thèmes optimistes les folliculaires officiels et, comme aboutissement, la dure leçon de 1870, semblent bien avoir hâté, consommé son discrédit en France, en ramenant, pour la plupart des esprits, à des proportions très réduites, cette philosophie de l'histoire ruinée par ce que le Renouvrier d'*Uchronie* appelait dès lors « ses fâcheux déboires ».

Tel critique de la fin du siècle, qui voit la philosophie de l'histoire à peu près absente des livres des historiens, mais des historiens seuls, et croit la trouver présente toujours « dans tous les autres », constate du moins que cette « œuvre d'imagination », qui a coûté si cher aux historiens, « a cessé de les séduire ». Tel autre, orienté vers des recherches très différentes, achève en une conclusion désabusée son étude sur l'une des principales écoles françaises de philosophie de l'histoire : « Cette prétendue science a produit de belles théories, elle a donné lieu à des généralisations brillantes : qu'en reste-t-il ? ¹. »

On étudiera ici les origines de cette fortune tardive, éclatante et brève, à laquelle aida l'étranger, sans y suffire

I. — « PHILOSOPHIE » DE L'HISTOIRE A LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE.

A vrai dire, la notion de philosophie de l'histoire a semblé longtemps en France attachée au mot lui-même, avec le sens très spécial que Voltaire lui a donné, qui le datait, et dont il eut peine à se défaire chez nous. Les revues du temps le vulgarisent ainsi, les unes d'après Voltaire, d'autres d'après Wegelin et les Mémoires français de l'Académie de Berlin. Ami du « roi philosophe », comme il l'appelle au nom de l'Europe, Raynal n'ajoutera guère aux descriptions, récits et statistiques de son *Histoire philosophique et politique* des établissements et du commerce des Européens dans les deux Indes, contrées dont « la philosophie et l'histoire se sont longtemps occupées », que pour maudire au nom des *philosophes* « cette sagesse dont notre siècle s'enorgueillit si fort », et la soif de l'or, qui est de tous les siècles, et ce que les vœux ecclésiastiques ont « d'artificieux et d'imposteur », ou pour souhaiter que tel ou tel changement se fasse dans le monde au nom « de la philosophie, de la liberté ».

Ici ou là, cette *philosophie* ne prétend s'appliquer en histoire qu'aux éléments d'information et à la discussion des moyens de certitude. L'histoire est notre contemporaine, dira le Taine des *Philosophes français au XIX^e siècle*, « au temps de Voltaire on

1. Léon Feugère dans l'*Athenæum* de 1852, p. 273. — Ch. Charaux, *Pensées sur l'Histoire* (1889), p. 6. cf. 31 ; cf. *L'Histoire et la Pensée* (1893), p. 36. — G. Weill, *L'Ecole Saint-Simonienne*, p. 294.

l'entrevoyait à peine, au temps de Bossuet elle n'existait pas » : ce que tel passage des *Origines* ne corrigera qu'à demi. La philosophie n'a guère fait au xviii^e siècle, selon le mot de Ferrari, « qu'effleurer l'histoire » ; mais, ajoute-t-il avec raison, le xviii^e siècle français « commença réellement à rassembler tous les véritables éléments d'une philosophie de l'histoire », qui n'aurait pu naître sans les progrès qu'il fit faire à la psychologie et à la « philosophie », à l'archéologie et à la philologie, à l'économie politique, à la géologie enfin, et sans les découvertes lointaines qui « s'unirent au nouveau mouvement philosophique pour arracher l'histoire à la tyrannie de la Bible et aux données de l'antiquité gréco-romaine » ¹.

Si médiocrement soucieux qu'il soit de la mettre en relief et en vedette, Voltaire n'en a pas moins, à y regarder d'un peu près, la conception d'une *philosophie* de l'histoire dépassant l'histoire des PHILOSOPHES telle qu'il aide à la fonder.

Il est sceptique par nécessité critique. L'action polémique lui paraît le devoir le plus urgent de l'historien *philosophe*. La simple paire de lunettes anti-catholiques dont il aide sa vue, selon Carlyle, ne limite le champ d'examen que parce qu'il le faut pour essayer de faire la lumière. Ainsi, le plus ordinairement il s'en tient à constater les jeux ou les coups de la fortune, l'enchevêtrement des affaires humaines, l'enchaînement imprévu des faits, et l'influence qu'a fréquemment sur les plus grands d'entre eux le caractère des acteurs, l'éloignement qui souvent isole les effets de leurs causes, ou l'importance que se trouvent prendre parfois les objets en apparence les moins graves de l'histoire du monde. A ses yeux la force est donc l'agent universel ; la force, aidée de la prudence, fait et défait les rois ; la force maintient les lois, civiles ou ecclésiastiques, que la convenance avait dictées, que la faiblesse détruit et que le temps change ; les succès justifient l'injustice et donnent la gloire, « l'univers est une vaste scène de brigandages abandonnée à la fortune », le mal est mêlé incessamment au bien, les choses ne sont que vicissitudes, et les desseins des hommes que vanité, le monde se gouverne par des contradictions, et la destinée se joue de l'univers.

Et pourtant, selon Voltaire, non seulement « tout événement en

1. Raynal, chap. 100, 3, 132, 68, 18, etc. — Taine, *Philosophes français*, p. 303 ; cf. *Origines*, I, 231 et 259. — Ferrari, *Vico et l'Italie*, p. 418, 405.

amène un autre, auquel on ne s'attendait pas », mais les coups de la fortune ne sont « autre chose, après tout, que l'enchaînement nécessaire de tous les événements de l'univers », et il y a « visiblement une destinée qui fait l'accroissement et la ruine des États ». C'est, il est vrai, « la fatalité de la destinée... cette fatale et invincible destinée, par qui l'Être suprême enchaîne tous les événements de l'univers » ; l'énigme de ce monde ne s'explique point par la seule et incessante influence du climat, du gouvernement et de la religion sur l'esprit des hommes ; mais « dans la foule des révolutions... d'un bout de l'univers à l'autre, il paraît un enchaînement fatal des causes qui entraînent les hommes comme les vents poussent les sables et les flots ».

La comparaison des temps et des événements, par quoi il lui semble qu'on peut « tirer un grand fruit de l'histoire », souvent encore n'est pour lui qu'un « plaisir digne d'un bon citoyen », et ne pousse pas plus avant que l'ordre des choses politiques. Mais elle le mène souvent aussi à des réflexions plus hautes, à des vues que le genre, la tendance de son œuvre de *philosophe* fait fragmentaires, et qui n'en sont pas moins profondes et vraiment philosophiques. Il ne se borne pas à constater que « tout ce qui tient intimement à la nature humaine se ressemble d'un bout de l'univers à l'autre, que tout ce qui peut dépendre de la coutume est différent et que c'est un hasard s'il se ressemble ». Le but vrai de son *Essai*, c'a été de faire le lecteur juge « de l'extinction, de la renaissance et des progrès de l'esprit humain », et le scepticisme de l'auteur, qui n'était que volonté clairvoyante de ne pas rester dupe, aboutit, comme il est si fréquent, à une conviction : « Car peut-il arriver quelque chose qui n'ait été déterminé par le maître de toutes choses ? Rien n'est que ce qui doit être... Comment, l'éternel géomètre ayant fabriqué le monde, peut-il y avoir dans son ouvrage un seul point hors de la place assignée par cet artisan suprême ? On peut dire des mots contraires à cette vérité ; mais une opinion contraire à cette vérité, c'est ce que personne ne peut avoir quand il réfléchit ». Et voici où un croyant comme Herder semble prendre la suite directe de Voltaire, au point qu'avec un humaniste moins consommé l'on pourrait se demander si l'épigraphe même des *Idées* n'a pas été empruntée là : « Je considère donc ici en général, dit Voltaire, le sort des hommes plutôt que les révolutions du trône. C'est au genre

humain qu'il eût fallu faire attention dans l'histoire. C'est là que chaque écrivain eût dû dire : *Homo sum*... Mais la plupart des historiens ont décrit des batailles ¹. »

Il est juste de s'en souvenir, le sage et pénétrant Montesquieu, presque à la même date, n'offrait rien de semblable à ces intuitions généreuses. Lui aussi avait pour objet d'éclairer le peuple ; mais, une fois posé le principe qu'il y a une « raison primitive », il s'en tenait strictement à étudier les *rappports* « qui se trouvent entre elle et les différents êtres, et les rapports de ces divers êtres entre eux », c'est-à-dire les *lois* et, spécialement, « les divers rapports que les lois peuvent avoir avec diverses choses », ou encore « les lois, les coutumes et les divers usages de tous les peuples de la terre ». Si précieux qu'il ait été pour montrer comment une société se fonde, comme par des raisons internes, à quelque civilisation, à quelque race qu'elle appartienne, il revendiquait avec insistance le titre d'écrivain *politique* et de *jurisconsulte*, d'« historien et jurisconsulte », et se défendait d'être « théologien » autant que de faire des « systèmes » à la façon de Boulainvilliers ou Dubos. Il n'entendait raisonner que « de la réalité à la réalité » ; s'il la domine, c'est pour se défendre contre le reproche de spinozisme, et donner clairement à entendre « qu'il est chrétien, mais qu'il n'est point imbécile » ².

Voltaire n'en avait pas moins enseigné, avant tout, ce à quoi l'on s'attacha expressément dans son œuvre : à concevoir l'histoire selon l'esprit des *philosophes*, l'histoire de l'esprit humain, l'histoire bien faite, critique, purgée d'innombrables erreurs, de miracles et de « mensonges », de futilités et de préjugés, d'« impertinences dégoûtantes » et de fables, tolérante et clairvoyante, émancipée du joug de l'Église et de la Bible, des opinions cléricales et de l'obsession juive, reculant les bornes de l'antiquité par delà Rome, la Grèce et Moïse jusqu'aux lointains encore mal connus des origines orientales, oubliées « entièrement » par Bossuet. Voltaire avait écrit « pour réconcilier avec les sciences de l'histoire une dame illustre qui possédait presque toutes les autres », une « femme philosophie ». En « esprit juste », il aidait

1. *Essai sur les Mœurs*, chap. 12, 15, 33, 38, 58, 81, 93, 124, 125, 154, 163, 164, 174, 176, 184, 187, 191, 196, 197 ; *Remarques* 3, 9, 10, 18, et *Introduction*.

2. *Esprit des Lois*, I, 1, 3 ; xxiv, 1 ; xxv, 9 ; xxviii, 3 ; xxix, 16 ; xxx, 10, et la *Défense de l'Esprit des Lois*.

de son mieux à réfuter « ces erreurs que la philosophie désavoue et que la critique détruit ». Chez toutes les nations, disait-il vers le terme de son ouvrage, l'histoire est défigurée par la fable, « jusqu'à ce qu'enfin la philosophie vienne éclairer les hommes »¹.

Avec lui, contre lui, comme sans lui, on demeurerait assez loin encore d'une histoire qui eût des apparences vraiment philosophiques. Voltairien, anti-voltairien, le public en reste longtemps aux conceptions de l'Encyclopédie, qui ne sait guère que distinguer l'histoire moderne de l'ancienne, puis parler de la certitude en histoire et du devoir de l'historien.

« Dénaturer tous les faits, calomnier toutes les intentions, changer les circonstances, plaisanter sur tout et toujours plaisanter, voilà ce que cet homme si fécond et cet historien si frivole appelait porter la philosophie dans l'histoire » : ainsi jugent encore les *Annales Religieuses* de 1809. Par réaction contre Voltaire, l'on réédite bien des fois le *Discours* de Bossuet sur *l'Histoire Universelle*. A cette occasion, en 1802, le *Spectateur du Nord* lui-même, jadis moins timide, s'élevait contre les « philosophes » et leur vaine manie d'attacher « tant d'importance à ces peuples qui habitent à l'extrémité de l'Orient ». Même après les traductions de Herder et Vico, Hegel, Schlegel ou autres, Bossuet gardera ses fidèles, moins nombreux peut-être, mais qu'il satisfera toujours. Ainsi, en 1828 encore, l'éphémère *Progresseur*, acquis pourtant à l'histoire selon Guizot, qui « ne raconte le passé qu'en perspective de l'avenir, ... ne tient compte des particularités qu'afin d'en tirer des principes généraux », et n'est pas, comme celle de Barante, « dépourvue du coup d'œil de l'aigle ». Par Cousin, quelque chose a passé en lui de la terminologie hégélienne ; il considère l'histoire comme un « voile phénoménal, mais sur lequel vient se dessiner l'ombre exacte des réalités substantielles qui agissent et se meuvent derrière » ; sans nommer Cousin, il est d'avis d'« éclairer l'histoire par la philosophie et la philosophie par l'histoire », et applaudit à l'époque où « l'histoire et la psychologie se donnent la main pour tirer l'homme du cachot ténébreux où le matérialisme l'avait emprisonné ». Mais quand il reproche à Guizot

1. *Essai sur les Mœurs* (« entrepris vers l'an 1740 » : v. *Première Remarque*) ; *Introduction* ; *Avant-Propos* ; chap. 10, 51, 197, et *Remarque I*.

de ne mettre en valeur que le libre arbitre, de méconnaître la « fatalité sociale », ce n'est pas Ancillon seulement qu'il cite sur la lutte de la nécessité et de la liberté dans l'histoire, mais Bossuet aussi, sur les « lois providentielles » auxquelles sont assujetties les « révolutions des empires ».

De même, pour le *Correspondant* qui ne doute plus, en 1829, « que l'histoire ne s'élève et ne s'agrandisse beaucoup en s'alliant à la philosophie », Bossuet a donné de cette alliance un « magnifique modèle » ; on pourra, il faudra considérer l'histoire moderne sous le même point de vue que Bossuet l'histoire ancienne ou une partie de cette histoire, en profitant d'instructions que le XVIII^e siècle et la Révolution n'ont fournies qu'après lui ; sa philosophie de l'histoire, « toute chrétienne, toute appuyée sur la révélation », s'opposera toujours à l'autre, celle qui n'admire qu'elle-même, « frivole, superficielle, dédaigneuse du passé, irréligieuse avant tout ». En comparaison, la philosophie de Guizot, « qui n'est ni celle de Bossuet, ni celle de Voltaire », ne semblera « qu'un déisme légèrement coloré de protestantisme ».

Dans l'*Université Catholique*, en 1836, un professeur du lycée Saint-Louis date l'idée du « perfectionnement décisif qui devait constituer la science historique », non pas de Vico tant prôné par la « petite école symbolique de nos jours », heureuse « d'admirer un auteur inintelligible et de se rehausser par là dans sa propre estime », mais de Bossuet ; en lui se concilient heureusement l'« observation sérieuse » (comme la pratique Guizot à l'exemple de « nos voisins d'outre-Rhin et d'outre-mer ») et les tendances spéculatives : la réunion de ces deux éléments pouvant seule produire « de vraies compositions ».

A « toutes nos écoles historiques, tant en France qu'à l'étranger et surtout chez nos voisins d'au delà du Rhin », les *Annales de philosophie chrétienne* opposent, en 1841, la « philosophie catholique de l'histoire de l'Église », celle de saint Augustin, « une des plus belles philosophies de l'histoire qui aient été faites », et celle de Bossuet.

En 1853, l'*Essai* de Bersot sur la *Providence* dresse la pure doctrine de Bossuet contre la « philosophie malfaisante, venue d'Allemagne et perfectionnée chez nous, qui prêche le néant au peuple » et même « la Providence telle que le peuple l'entend », contre celle de Herder et Vico, « cette Providence métaphysique

qui n'est sensible que dans une longue suite d'évènements ».

En 1839 encore, pour un ancien capitaine de dragons, vicomte de Sarcus, « il y a autant de philosophies de l'histoire que de doctrines philosophiques particulières, autant d'interprétations des faits que de conceptions différentes des principes de ce qui existe » ; au matérialisme de Condorcet, au panthéisme des systèmes allemands, il répond par le « catholicisme considéré sous le point de vue philosophique » ; il voit dans la « lente et progressive pénétration du monde par le christianisme » la marche ascendante de l'humanité dans les temps modernes ; et bien qu'il lui arrive de nommer Creuzer, il termine sur une citation de Bossuet.

Ceux que Bossuet ne contentait plus, et qui n'allaient pas à la suite des « philosophes » et de Voltaire, s'en tenaient volontiers à Montesquieu. On citait en 1806, dans les *Archives littéraires de l'Europe*, le jugement enthousiaste de Jean de Muller : « Quant à moi, plus je me pénètre de Montesquieu, et plus je lui trouve de profondeur. » En 1825 encore, étudiant *l'Industrie et la Morale considérées dans leurs rapports avec la Liberté*, Dunoyer ne s'élèvera au-dessus des faits que pour accentuer l'importance de la *race*, très supérieure, comme facteur historique, au climat, au sol et aux institutions. Un demi-siècle après, le vicomte d'Ussel, auteur d'un *Essai sur l'Esprit public dans l'Histoire*, examinant « le rôle des idées dans l'histoire », et bien persuadé qu'elle a ses lois, si difficile qu'il puisse être de les mettre en lumière en les dégageant assez de l'influence des faits secondaires et de l'« infinie diversité des circonstances », reportera les origines de l'histoire philosophique et non plus seulement anecdotique, à Bossuet et à Montesquieu, dont l'œuvre lui paraît avoir été continuée, simplement, par nos historiens de la Restauration et du règne de Louis-Philippe.

Cependant les grands souvenirs laissés par Buffon dans la moyenne des esprits et des imaginations n'avaient pas manqué d'apparaître. En plein Directoire s'était publiée une *Philosophie de l'Univers* par Dupont de Nemours, le futur éditeur de Turgot, et l'*Historien* commentait ses déclarations assurées touchant le mélange du bien et du mal dans le monde, la moralité qui en résulte, et aussi « les faits principaux de la grande histoire naturelle de l'Univers en général, des animaux et de l'homme en

particulier », et les vérités *morales* démontrées qui résultent de l'« enchainement des faits *physiques* ». Puis Walckenaër dans son *Essai sur l'Histoire de l'Espèce humaine* s'était armé du « flambeau de l'observation » pour essayer de « trouver un fil qui pût nous empêcher de nous égarer dans le labyrinthe de l'histoire ». Obligé d'abandonner une partie d'un plan primitif trop vaste il traitait notamment de l'influence du climat sur le physique et le moral de l'homme, d'après Montesquieu, qu'il taxait d'exagération. Il classait encore les hommes, une fois close la période primitive, en peuples chasseurs ou pêcheurs, pasteurs, cultivateurs, commerçants ou industriels. et décadents. Sur les origines humaines, il s'en tenait aux théories de l'école condillacienne, et se plaisait à citer bon nombre de voyageurs en pays lointains, avec Montesquieu et Buffon ses maîtres, auxquels en somme il n'ajoutait rien. Les mêmes influences se retrouvaient, peu fécondes, dans un *Essai* de J.-J. Virey, du Val-de-Grâce, ouvrage « d'histoire naturelle et de physiologie » dont le *Magasin Encyclopédique* rendait compte assez longuement sous la rubrique « Métaphysique », sans qu'on y trouve rien qu'un peu d'histoire générale mêlé à des réflexions médicales et à beaucoup de rhétorique.

On peut avancer de plus d'un quart dans le xix^e siècle qui s'ouvre : le traité de Cabanis (1802), *Rapports du Physique et du Moral de l'Homme*, se réédite en 1805, en 1815, plus tard encore ; mais nulle œuvre historique ne semble annoncer la constitution d'une *théorie* historique abstraite, et cette dérivation plus ou moins hardie de la « Métaphysique » sur l'histoire, qui sera l'essentielle nouveauté de la moderne *philosophie de l'histoire*.

II. — TENDANCES DIVERSES DE L'HISTOIRE AVANT 1830.

Arrêt ou croissance, les crises successives par lesquelles l'histoire passe chez nous, en plein tourbillon des événements, paraissent d'abord n'avoir rien qui l'amène à l'examen philosophique des faits. Quand seront publiées les *Considérations* d'Augustin Thierry, les « niaiseries emphatiques » de Mably auront gardé leur succès du temps où la Révolution est venue lancer les esprits hors de toutes voies historiques. Après elle, comme après un déluge, dit encore Thierry, et peut-être Napoléon aidant (faiblement) par

sa conviction propre de la puissance de l'histoire, la reprise des vraies études historiques s'est faite en France¹. Mais les manuels insipides de naguère ont conservé leur valeur marchande. La distance est faible, des « squelettes de l'histoire » que sont, au jugement de Barante, les *Règles pour rendre l'Histoire agréable et intéressante*, ou les *Lettres d'un père à son fils sur les faits intéressants de l'histoire universelle*, annoncées en 1782 et 1786, — à la *Science de l'Histoire* du professeur Chantreau (1803) « contenant le système général des connaissances à acquérir en vue d'étudier l'histoire, et la méthode à suivre quand on se livre à ce genre d'étude, développée par tableaux synoptiques », — ou encore au *Guide de l'Histoire* adopté en 1806 par les bibliothèques des lycées, « recueil choisi des traités les plus corrects et les meilleurs sur l'utilité de cette science, sur la manière de l'étudier et de l'écrire, sur les devoirs et les qualités de l'historien, et sur la chronologie ». Dans l'*Esprit de l'Histoire*, quatre in-octavos publiés en 1802, Antoine Ferrand, ancien magistrat, déclarait ne vouloir se la représenter que comme une généalogie, et protestait contre l'art qu'ont certains de la rendre incompréhensible pour le grand nombre, de faire de nouvelles découvertes en des vérités qui sont de tous les temps, de les surcharger de « métaphysique », de les embrouiller à force de distinctions, et de mettre sophismes et abstractions « à la place de quelques principes clairs, simples, dont il faut seulement s'accoutumer à faire toujours une juste application ». Pour ses *Lettres sur l'Histoire*, de l'an IX, Fabre d'Olivet se contentait d'adopter « la plupart des systèmes » de Delisle de Sales, et sans doute devait à l'*Histoire philosophique du Monde primitif* l'idée de son plan. Suard, en ses *Mélanges*, ne savait parler que de *certitude* en histoire, et conter les réflexions de lord Raleigh à la Tour de Londres ; il est vrai, cinquante ans plus tard, l'homme d'esprit que fut Prévost-Paradol les rééditera comme le dernier mot de la sagesse historique. En 1808, M^{me} de Chastenay, dans son *Génie des Peuples anciens*, déclarait n'avoir voulu que brosser un tableau et réunir les faits : « je laisse au lecteur à conclure, et je n'entrevois, je l'avoue, que des conclusions morales à

1. Aug. Thierry, *Considérations*, p. 94, 100, 104, 106, 130 ; cf. *Conquête de l'Angleterre*, I, 7. — Barante, *Littérature française au XVIII^e siècle*, p. 210. — C. Jullian, *Aug. Thierry et le mouvement historique sous la Restauration*, *Revue de Synthèse historique*, 1906, II, p. 132.

tirer de l'histoire des hommes, et de celle de leurs opinions ».

En 1802, le Consulat avait rétabli l'enseignement secondaire, inauguré dans les lycées diverses disciplines, parmi lesquelles l'histoire ne figure point. En 1814 encore, le Conseil de l'Université ne fait de l'enseignement historique qu'un double, un accessoire de l'enseignement littéraire. L'étude de l'histoire n'est instituée qu'en 1818, par Royer-Collard et Cuvier, « dans les Collèges royaux et dans les Collèges communaux qui seront désignés par la Commission ». Cette organisation vieille d'à peine deux ans, une circulaire de juillet 1820 prescrira aux professeurs de « ne chercher d'autres ressources d'intérêt que dans la seule explication des faits, et s'abstenir de tout commentaire » : non que l'on se soucie précisément alors de *neutralité* ; ces « entraves officielles » ne sont bonnes qu'à empêcher le jeune professeur Rio, historien à ses débuts, « de mesurer toute l'étendue d'un horizon historique ¹ ».

Quand se fit la Restauration, les grands écrivains qui représentent l'école catholique et monarchique « ne tournèrent pas leurs efforts intellectuels du côté de l'histoire » : c'est Nettement, un de leurs admirateurs, qui le constate et le déplore. En 1824, le *Mercur* du XIX^e siècle ne parlera de l'Analyse et de la Synthèse en histoire que pour défendre de son mieux l'usage des *Résumés*. La même année, Lainé établissant un Plan d'éducation pour le jeune duc de R., n'engage à se défier des accumulations de faits, de dates et d'événements à travers lesquels « les causes et les grands effets » apparaissent mal, que pour recommander l'usage des *Tables* chronologiques, des *Précis* d'Histoire Universelle ou des *Abrégés* : Blair, Chantreau, Anquetil et le président Hénault, qu'il nomme, sont le *nec plus ultra* de l'histoire. En 1828 encore, le *Mercur* annonce de Pigault-Lebrun une « Histoire de France abrégée, critique et philosophique, à l'usage des gens du monde ».

Ainsi, pour beaucoup, il convient de s'abstenir de toute théorie historique générale.

Au début du siècle, le *Publiciste* avait cru devoir donner une appréciation de Villers, couronné par l'Institut, sur le mémoire d'un concurrent : ce qu'il disait de la philosophie de l'histoire comme

1. Guizot, *Mémoires*, III, 172. — Taine, *Origines*, VI, 244 et n. 4. — Rio, *Epilogue à l'Art chrétien*, I, 219. — Plus loin, Nettement, *Littérature française sous la Restauration*, II, 3 ; et *Papiers inédits d'Edouard Mounier* (Société Eduenne, Autun), liasse II, cote 41, p. 3 du manuscrit.

« branche de connaissances humaines » opposée à la chronologie « qui est comme la géométrie de l'histoire », n'est qu'un mot isolé, un mot perdu, lancé par un homme qui n'a pas l'oreille du public. Il arrive encore au même *Publiciste* de nommer la philosophie de l'histoire en 1818, mais c'est pour la mettre sous l'égide du bon Plutarque. Raoul Rochette, déjà professeur renommé, s'y borne à citer sans le moindre commentaire, mais comme si elle apportait une idée nouvelle, une opinion *philosophique* d'Abel Rémusat sur l'histoire, qui n'ajoute pas grand'chose à Montesquieu : « L'histoire des guerres est stérile, celle des changements qui se sont opérés dans les idées, les opinions et les croyances, est étroitement liée à celle des mœurs et des institutions, et l'une et l'autre ouvrent un champ vaste aux méditations du philosophe. » Quand lui-même expose dans les *Annales de la Littérature et des Arts* des « Considérations préliminaires sur l'Histoire », il se défend de toute « théorie historique » et formule une sentence qui semble s'appliquer fort bien à cette génération d'historiens : « Les siècles où l'on fait de grandes choses ne sont jamais ceux où l'on en raisonne. » A la *Société des Bonnes Lettres* on déclare en 1821 : « L'histoire, Messieurs, c'est la morale et la politique en action. » En 1826 encore, Alletz intitulera ainsi un chapitre de son *Essai sur l'Homme* : « De l'historien et du philosophe. »

Félix Bodin fait en 1822, à l'Athénée, des conférences publiées comme *Études historiques et politiques sur les Assemblées représentatives*, et vite épuisées. Sous ce titre prometteur : « A quel point peut-on expliquer l'histoire ? », le *Mercure du XIX^e siècle* de 1823 en reproduit un extrait, que reprendra en 1828 le *Mercure de France au XIX^e siècle*. « Aujourd'hui, dit Bodin, ce n'est plus par une vaine curiosité que nous lisons l'histoire ; nous y cherchons d'utiles enseignements, nous nous plaçons à suivre dans l'étude de certaines époques le développement et la marche de cette puissance que chacun veut expliquer et sur laquelle personne ne s'accorde, que ceux qui examinent et qui discutent nomment la force des choses, que ceux qui veulent se dispenser d'examiner et de discuter nomment tout simplement le hasard. . . . Enfin, nous demandons au passé des avertissements pour le présent, ou plutôt nous voulons lire l'avenir dans le passé. Une telle prétention est-elle fondée ? ou bien, en d'autres termes, peut-on expliquer l'histoire ? Cette question me conduirait trop loin s'il me fallait la

rattacher à celles de la liberté morale de l'homme et de la fatalité. Mais je crois cela inutile, et fort heureusement ; car, en abordant la métaphysique, on ne prend pas le moyen d'abrégier. . . . » Autrement dit, le problème entrevu, on l'esquive. Pour Bodin, et bien d'autres esprits de son temps, l'étude de l'histoire « grande dans son objet », le spectacle des forces qui s'y combattent et s'y relèvent, la combinaison des faits particuliers en faits généraux, ne saurait aboutir qu'à un calcul de probabilités, à la « politique de l'histoire ». Et voici où l'on aperçoit que, pour lui et pour beaucoup, la question semble n'avoir pas fait un pas. L'école historique de Voltaire, dira-t-il encore (judicieusement) a précédé les autres, et le temps est loin où elle ne sera plus utile. Sans prétendre qu'elle ait « posé les limites » d'une école véritablement rationnelle et philosophique, il la défend contre la « réaction » qui s'en prend toujours à elle, contre l'école de la chronique, l'école purement politique, l'école purement pittoresque et dramatique, contre d'autres écoles « possibles », catholique à la Bossuet, ou protestante, ou strictement économique et industrielle, enfin contre une école à venir, et à prévoir déjà, l'école « qui sera dogmatique ou mystique ». La place existe, dit-il. La place existait en effet.

Une sorte de crise historique s'est ouverte vers 1820, une fois le silence bien fait, comme dit Augustin Thierry, sur dix années telles que la France n'en avait jamais vu de pareilles ; une « nouvelle intelligence de l'histoire » a semblé naître, « à point nommé, à l'heure où se complète la série des renversements politiques ». Dans les bibliothèques constituées entre 1813 et 1840, les ouvrages historiques abondent. C'est une révolution, déclarera le Renan de *l'Avenir de la Science*, une révolution « qui, depuis 1820, a changé complètement la face des études historiques ou, pour mieux dire, qui a fondé l'histoire parmi nous ».

Est-ce Walter Scott, comme l'assure Stendhal, qui crée cette « mode » de l'histoire en France ? Ou Walter Scott, et aussi Chateaubriand, Thierry, ceux qui les suivirent, n'ont-ils été qu'un des facteurs — fort important — de cette révolution ? Après ces dix années inouïes pouvait-il ne pas se trouver chez nous « cinq ou six hommes d'État », dit Stendhal encore, pour écrire l'histoire ? Et « lorsque la liberté eut commencé à paraître », son

premier rayon ne devait-il point, pour parler avec Quinet, « se refléter dans ce sombre et stérile passé » ?

Sainte-Beuve à ses débuts, et ses collaborateurs du *Globe*, sont enthousiastes de l'histoire. Ils parlent sans bienveillance des historiens de jadis qui non seulement ignorèrent « l'art de raconter et de peindre », mais même ne connurent qu'une philosophie « étroite, commune, légère », ou plutôt s'en tinrent à l'absence de toute philosophie. « Aussi, ajoutent-ils avec une belle assurance, aussi n'est-ce pas trop peut-être d'affirmer que toute l'histoire est à refaire. » Il est vrai, Guizot semble leur apparaître comme le chef de l'école nouvelle qui *refera* l'histoire. Ils le louent d'avoir su être à la fois historien philosophe et historien artiste. Et l'on sait que l'histoire à la Guizot n'est pas, ne veut pas être une philosophie de l'histoire ¹.

Quel que soit leur talent à tous, jeunes ou vieilles gens, maîtres et disciples, Philarète Chasles pourra plus tard accuser l'histoire de cet âge, qui longtemps gardera ses dévots, de tendre « chaque jour... plus directement et plus exclusivement » à devenir « une greffière », à recueillir des documents « sans philosophie, sans lien, sans point de vue », à entasser les résultats « comme un notaire ses dossiers ». Vers 1825, le *Mercure du XIX^e siècle* oppose l'une à l'autre, pour les concilier comme étant l'une sans l'autre incomplètes, l'histoire *romantique* de la nouvelle école qui « amuse », et l'histoire *philosophique* « dont la vérité est l'âme et le fondement », qui toujours disserte d'un ton grave et soutenu, et vérifie scrupuleusement les témoignages dont elle use. Et son dernier mot sera pour répéter, sans plus de philosophie : « Tenez-vous entre les deux ».

« Qu'est-ce que la philosophie appliquée à l'histoire ? dit-on en 1828 aux Cours publics de la Ville de Paris, à l'heure où la foule se presse aux leçons théâtrales et présomptueuses de Cousin : ce n'est autre chose que la critique historique. » L'histoire est philosophie, déclare au Collège de France le vieux maître Daunou qu'on abandonne, quand elle consiste en une « série méthodique

1. Aug. Thierry, *Considérations*, p. 180, 182; C. Jullian, art. cité (dans cette *Revue*), p. 132. — Renan, *Avenir de la Science*, p. 132, et préface d'*Averroès*, p. vi. — Stendhal, lettres du 12 février 1823 et d'avril 1825. — Quinet, *Révolution*, I, 61. — Cf. L. Maigron, *Le Roman historique*, p. 51, 388 s. — G. Michaul, *Sainte-Beuve avant les Lundis*, p. 87 s., 120. — *Globe*, III, 275. — H. Tronchon, *Fortune intellectuelle de Herder en France*, p. 430 suiv.

de faits bien vérifiés et présentés comme des leçons expérimentales. Voilà pourquoi l'on a tant cherché à établir des rapports entre la science des faits et les divers systèmes philosophiques » ; il refusera, quant à lui, d'admettre « aucune sorte d'histoire idéale ou *a priori* » et, pour assurer la certitude historique, se gardera de tout système préétabli, même de celui de Vico, tiré d'un « trop juste oubli ». Pour Letronne aussi, la critique historique est la véritable philosophie de l'histoire, « c'est-à-dire l'application à l'histoire de la méthode philosophique », et non pas « quelque chose qui ne ressemble guère ni à la philosophie, ni à l'histoire ». Lenormant, lui, ne songe point à nier les services rendus par la philosophie de l'histoire, mais ne saurait admettre « que tout le monde, à tout propos, fasse de la philosophie de l'histoire. Où irions-nous s'il fallait voir l'histoire universelle refaite chaque matin par des Vico de collège...? » De sa chaire d'éloquence latine, J.-V. Leclerc lui-même raille de certaines ignorances « un siècle qui a la prétention d'avoir découvert la philosophie de l'histoire ». Dans un discours de 1835, *Des Questions de Philosophie, de Littérature et d'Art au XIX^e siècle*, Alfred Théry, louant l'histoire à la Guizot qui sait « scruter les causes..., saisir l'idée à travers les faits, l'esprit des choses à travers les choses mêmes », regrettera que, dans nos histoires provinciales, « nulle pensée philosophique » n'ait coordonné les faits noyés dans l'érudition, et que les seules histoires *philosophiques* qui existent, celles de Voltaire, de Raynal, soient « destinées à détruire, et non pas à édifier ».

Mais déjà la révolution de 1830 et les débats qui la précédèrent, appelant à la vie politique, selon Augustin Thierry, « tous les enfants du pays capables d'y entrer à quelque titre que ce fût », a dû être en un sens et pour un temps « fatale au recueillement des études »¹.

Il fallait bien qu'en tout cas le *sens historique* du public eût gagné, ou lui fût venu d'ailleurs que des historiens de profession, pour que le hegelien Gans lui-même, à qui Saint-Marc Girardin

1. Ph. Chasles, *Études sur les hommes et les mœurs au XIX^e siècle*, p. 279, 319. — J. Guadet, dans le *Mercure*, X, 182. — *Journal des Cours publics de la Ville de Paris*, 1 (1828), 34. — *Journal officiel de l'Instruction publique*, 24 déc. 1835, 24 janv. 1836, 12 déc. 1833. — Daunou, *Cours d'Études historiques*, XX (déc. 1829 et janv. 1830), p. 35, 420, 416. — Aug. Thierry, *Considérations*, p. 200.

répondait Bossuet et Fénelon quand il disait, lui, Herder et Hegel inventeurs des « grandes idées sur la marche de l'humanité », déclarât au lendemain de 1830 : « Nulle étude n'est plus familière aux Français que l'histoire considérée philosophiquement. Elle a éprouvé durant les quarante dernières années des vicissitudes si promptes et si rapides en France, et elle y a été si sensiblement elle-même le résultat de la pensée, que ce serait en effet une chose plus qu'extraordinaire qu'elle n'apparût pas aux Français dans toute sa marche comme une suite d'idées et comme un développement nécessaire. »

C'était reconnaître à la fois les origines essentiellement autochtones, spontanées, de ce qui sera un temps une philosophie française de l'histoire, et la puissance éducatrice qu'ont exercée en ceci les faits, et aussi la filiation manifeste de ces faits à tout un ordre d'idées antérieur. L'aveu a beau se limiter aussitôt, il n'en est que plus précieux à retenir.

Gans indiquait ensuite que, par ces tendances très apparentes de l'esprit historique en France, la nouvelle philosophie allemande s'y trouvait toute « recommandée » à l'attention. « Cependant, ajoutait-il, en raison de la différence du génie des deux nations, la manière de traiter l'histoire philosophiquement sera, nécessairement, différente en deçà et au delà du Rhin ; les Français ne laisseront pas l'histoire s'écouler et se fixer dans des catégories métaphysiques, mais ils la comprendront comme une suite d'idées liées entre elles. Le *progrès*, qui est aujourd'hui regardé comme le principe de toute activité, ne sera pas méconnu dans les temps passés. . . . Et bientôt il n'y aura plus un seul historien français qui, comme notre Schlosser et d'autres naïfs Allemands font encore, s'en tienne uniquement au fait matériel et extérieur ¹. »

Qui cite-t-il comme s'étant « élevé réellement jusqu'à une philosophie de l'histoire » ? Michelet, qui venait de traduire la *Scienza Nuova*, comme pour préparer son *Introduction à l'Histoire Universelle*, où l'on ne pouvait guère ne pas retrouver, avec du Vico, un peu du Herder de son ami Quinet : « le premier Français, dira de Michelet en 1834 le *Journal de l'Instruction publique*, qui considère l'histoire comme une déduction de principes philoso-

1. Jugement de Gans sur l'*Introduction à l'Histoire Universelle*, de Michelet, et autres travaux français analogues, cité par la *Nouvelle Revue germanique*, XI (1832), p. 117. — Cf. *Revue Universelle*, XLIV (1840), p. 372.

phiques antérieurement posés, et, d'un autre côté, comme un symbole sous lequel il faut percevoir l'idée ». Et, avec lui, d'autres chez qui l'apport étranger est infiniment plus douteux : Mignet, dont la *Révolution française* ne fait guère leur part qu'à la « tranquille équité de l'histoire » ou au sens trop rare de la nécessité des réformes, qui seul rend possibles les révolutions « à l'amiable ». Ballanche, dont le *Jeune Homme* veut en effet, dès 1819, « embrasser d'un coup d'œil toutes les destinées du genre humain », n'envisage l'avenir qu'avec effroi, et dit sans cesse : « Que va devenir le genre humain ? » mais, bouleversé encore par la grande leçon des faits contemporains, conçoit les éléments essentiels de sa doctrine d'après eux surtout et par opposition à Joseph de Maistre, à Jean Jacques, aux philosophes du xviii^e siècle. Saint-Simon, qui jeta les idées « à pleines mains », a-t-on dit, et fut empêché par la mort de construire un système bâti « tout entier sur la philosophie de l'histoire », mais partait exclusivement de la tradition catholique et du xviii^e siècle français. Auguste Comte enfin, qui procédait avant tout de la Révolution et, dès 1824, jugeait la philosophie allemande de l'histoire en homme qui n'avait pas attendu d'en avoir quelques notions pour se faire son système, mais comptait s'aider d'elle pour pousser la philosophie *positive* dans le monde ¹.

Gans a-t-il ignoré, ou plutôt jugé trop hésitant et discret l'effort de Jouffroy, qui dès 1822 parle philosophie de l'histoire aux auditeurs de son cours privé, mais en 1824, psychologue obstiné, dit être de ceux qui cherchent « dans les événements du monde *intellectuel* les lois du développement de l'espèce humaine, qui s'y révèlent d'une manière bien plus vraie et bien plus sage que dans ceux du monde politique », et voit éclater chez Vico, chez Herder, comme chez Bossuet, « le mépris de l'histoire » ? A-t-il, à bon droit, négligé le Victor Cousin des leçons de 1828, paré des plumes de Hegel et quelques autres, orateur, artiste, professeur et commentateur entraînant, artificieux et utile interprète de la pensée d'autrui, mais non pas philosophe de l'histoire ? Cousin avait esquissé, dès 1820, « un système de philosophie morale et politique » et tenté de montrer la philosophie de l'histoire « à travers

1. Mignet, *Révolution Française*, I, 3 (cf. *Marie Stuart*, I, 2). — Ballanche, *Le Vieillard et le Jeune Homme*, p. 8, 41. — Cf. G. Weill, *L'École Saint-Simonienne*, p. 1, 2, 31, et H. Tronchon, *Fortune intellectuelle de Herder en France*, p. 395 (Ballanche), 311 (Saint-Simon et Comte).

les vicissitudes qui élèvent et précipitent les sociétés, les démarches continuelles de l'humanité vers la société idéale... ». Mais l'étude que le *Globe* détachait en 1826 de ses *Fragments Philosophiques* ne traitait encore de la philosophie de l'histoire que pour la plus grande gloire de Condorcet et Turgot.

C'est qu'à leur suite, et avant d'être, comme le notait Gans, le mot d'ordre des Français de son époque, le *progrès* avait constitué longtemps — en dehors des travaux proprement historiques, peu soucieux de philosophie — la seule théorie philosophique de ceux qui ne voulaient pourtant plus s'en tenir au *fait matériel et extérieur*, ni à la tradition orthodoxe.

Pour certains, il continuera d'en être ainsi ; en s'amplifiant, en gagnant ou reprenant l'histoire, la théorie du progrès leur suffira. Pour d'autres, elle aura du moins frayé les voies.

L'expérience des révolutions féconde l'histoire, comme disait le 12 avril 1835 la *Nouvelle Minerve*. Les crises intérieures, puis européennes, qui, en *faisant* coup sur coup de l'histoire, pouvaient paraître retarder l'évolution des idées historiques en France, leur acheminement à un concept supérieur, quasi désintéressé, abstrait, philosophique, de l'histoire humaine et mondiale, n'avaient été pour une bonne part, et dans leur principe, que le développement à l'extrême, comme d'une idée dominante, de l'une des prémisses qui fondent toute philosophie de l'histoire : l'idée-force de progrès ou de perfectibilité. La Révolution de Juillet eut, pour Amédée Duquesnel, « une grande mission sur la terre ». Résumé terrible et grandiose de tous les efforts antérieurs de l'humanité, dira George Sand avec la même emphatique bonne foi, la Révolution Française avait déjà « déchiré de haut en bas le voile du temple ; et jamais plus, déclarait-elle, nous ne verrons reparaitre la puissance à long terme des principes du droit divin » ¹.

III. — 1830. ÉTAPES DE L'IDÉE DE PROGRÈS.

Le premier, mais en latin et comme dans l'ombre jusqu'à ce que ses notes retrouvées par Dupont de Nemours s'insérassent à leur place chronologique, en 1808, dans ce qu'un éditeur ultérieur

1. Duquesnel, dans la *Revue Européenne* (1833), VII, 105. — G. Sand, en tête de la *Révolution Française*, de Louis Blanc.

appelle un « véritable chaos en neuf volumes », Turgot avait tenté d'appliquer l'idée de Progrès à l'histoire, dès l'époque où paraissait l'*Esprit des Lois* et où Voltaire commençait d'écrire pour M^{me} du Châtelet. On l'a reconnu en Allemagne, tous les problèmes historiques que traiteront Kant et Herder, puis Ritter et ses successeurs, se trouvent posés par Turgot ; et Michelet jugeait que ses divers fragments ou Discours sont « ce que nous avons de plus original, de plus profond sur la philosophie de l'histoire ».

Turgot songeait à refaire le *Discours* de Bossuet. Dès le plan d'un grand ouvrage, abandonné faute de loisir quand le jeune prier de Sorbonne eut passé à la vie civile et à la magistrature, non seulement le cadre de l'histoire se trouvait singulièrement élargi, l'homme étant considéré tel qu'il avait été placé par son créateur, « au milieu de l'immensité, et n'en occupant qu'un point », en relations nécessaires « avec une multitude de choses et d'êtres ». Mais aussi, tout devenait *progrès* dans l'histoire universelle, présentée comme une « combinaison continuelle » des progrès de l'homme « avec les passions et avec les événements qu'elles ont produits », chaque homme n'étant plus « qu'une partie d'un tout immense qui a, comme lui, son enfance et ses progrès... Ainsi l'histoire universelle embrasse la considération des progrès successifs du genre humain, et le détail des causes qui y ont contribué..., le genre humain toujours le même dans ses bouleversements, comme l'eau de la mer dans les tempêtes, et marchant toujours à sa perfection ». Le problème était posé d'un point de vue proprement philosophique : « Dévoiler l'influence des causes générales et nécessaires, celles des causes particulières et des actions libres des grands hommes, et le rapport de tout cela à la constitution même de l'homme, montrer les ressorts et la mécanique des causes morales par leurs effets : voilà ce qu'est l'histoire aux yeux d'un philosophe. » Dans la succession des opinions des hommes, disait Turgot, on cherche les progrès de l'esprit humain, sans y voir guère que l'histoire de ses erreurs ; mais « l'avancement réel de l'es prithumain se décèle jusque dans ses égarements ». Et par opposition aux phénomènes de la nature où « tout renaît, tout périt », où le temps ne fait, en des générations successives, « que ramener à chaque instant l'image qu'il a fait disparaître », le genre humain, « considéré depuis son origine, paraît aux yeux des philosophes un tout immense qui lui-même a, comme chaque

individu, son enfance et ses progrès. » Faute de pouvoir davantage, Turgot se restreignait à « essayer d'indiquer le fil des progrès de l'esprit humain dans les sciences et les arts. » Mais il n'abandonnait qu'à regret les vastes vues d'ensemble : « L'univers ainsi envisagé en grand, dans tout l'enchaînement, dans toute l'étendue de ses progrès, est le spectacle le plus glorieux à la sagesse qui y préside. » Et ces progrès, nécessaires mais « entremêlés de décadences fréquentes », sont pour l'ancien homme d'Eglise un dogme nouveau, celui peut-être qui hâta l'émancipation de cette âme demeurée religieuse. « ...Par des alternatives d'agitation et de calme, de biens et de maux, la masse totale du genre humain a marché sans cesse vers sa perfection ¹. »

En partie inspiré de lui, quelque temps son correspondant, Condorcet, un demi-siècle plus tard, lègue à la postérité, comme auréolées par sa fin tragique, ces idées familières à Turgot mais inédites encore, et dont on ne lui reportera qu'ensuite un peu d'honneur. Condorcet d'ailleurs est beaucoup plus que Turgot dominé par la philosophie sensualiste, attentif au côté intellectuel du problème et à la question des *lumières*, hanté par les préoccupations contemporaines, et d'esprit beaucoup plus mathématique aussi. A un terme philosophique il substitue une sorte de terme algébrique. Ce qui pouvait sembler une constante devient plus nettement une variable, mais une variable à révolution tendant vers l'infini : le *progrès* s'appelle *perfectibilité*.

L'un comme l'autre ont, en somme, essayé d'émanciper du dogme catholique les espoirs d'amélioration humaine : l'un les sécularisant, selon le mot de Ferrari, tout en rendant à la religion chrétienne l'hommage le plus sincère ; l'autre, comme diront en 1830 les catholiques du *Correspondant*, effaçant hardiment Dieu de son tableau des destinées passées, présentes et futures du genre humain.

Perfectibilité ou *progrès*, l'idée qu'ils illustraient en s'avisant de la dériver sur l'histoire était plus vieille qu'eux de beaucoup. Plus vieille que Vico, longtemps ignoré en France et dépassé par eux « de toute une époque », constate Ferrari, mais qui avant eux l'avait

1. E. Daire, Introduction à sa réédition de Turgot (1844). — Dilthey, *Das XVIII. Jahrhundert und die geschichtliche Welt* (Deutsche Rundschau, 1901). — Michelet, Appendice à la *Vie de Vico* OE., t. 27, p. 143). — Turgot, *Plan de deux Discours sur l'Histoire Universelle*, *Idée de l'Introduction*, deuxième Discours, Plan du premier Discours, Plan du deuxième Discours, et Notes de Dupont de Nemours (1808).

défendue en appliquant à la philologie ce qu'ils devaient essayer d'appliquer à l'histoire.

Plus vieille même que la retentissante querelle des Anciens et des Modernes. Forme timide encore, et bornée à la littérature et aux arts, d'un désir d'émancipation qui s'en prenait aux Grecs et aux Romains, faute d'oser seconner déjà un joug qui pesait sur toute l'âme, et attaquer le dogme même de l'originelle déchéance humaine. Forme vivace pourtant, puisqu'en l'an VIII le *Mois*, intitulant « Des Anciens et des Modernes » un article de *Mélanges*, se demande si l'on doit croire à la perfectibilité de l'espèce humaine; puisqu'en 1814 Nodier pose encore dans le *Journal de l'Empire* la question des « règles » et de la perfectibilité; puisque le *Globe* en 1825 ne craint pas de faire sur la perfectibilité des plaisanteries d'ordre strictement littéraire; puisque toute la critique du romantisme français reprendra par la base cette question mal résolue, et qu'auprès de certains le romantisme lui-même passera, non sans raison, pour un rejeton de la théorie de la perfectibilité; puisqu'enfin, même en 1862, par crainte de la « métaphysique transcendante » et pour ne pas se mettre la tête « sous la cloche d'une machine pneumatique », Eugène Véron dit renoncer à étudier la question du Progrès sous tout autre jour que celui de l'« analyse intellectuelle. »

Est-ce Leibnitz qui a conçu le premier ce que Mignet appelle « cette grande idée d'un perfectionnement graduel dans les œuvres de la création et dans la marche du monde »? Leibnitz qui fournissait encore une épigraphe à Sébastien Mercier pour son *An 2440*? Et l'honneur revient-il à Bacon d'avoir tracé le cadre où tiennent, selon Ferrari, « presque toutes les idées du xviii^e siècle sur la perfectibilité »? Ou bien faut-il en croire l'*Europe Littéraire* de 1833, et ce mouvement d'indépendance, d'*insurrection*, si l'on veut, a-t-il commencé de tous côtés, dès le x^e siècle, avant la *République* et la *Méthode Historique* du jurisconsulte Jean Bodin, avant même la Réforme?

En tout cas, d'où qu'il soit parti, et même le rideau tombé provisoirement sur la révolution à laquelle il avait mené, la génération du xviii^e siècle finissant en était transportée, dit encore Mignet, comme d'une « foi savante ». Dans le dangereux *humanitarisme* qui en émane et contre qui Edgar Quinet, puis Michelet, élèveront après 1840 une protestation tardive, dès un article de 1806 Bonald

voyait « depuis soixante ans un objet de déclamations souvent très peu humaines ». Et sur ce point comme en tant d'autres on n'aperçoit, d'un siècle à celui qui le relève, nulle solution de continuité.

Égotiste dès la jeunesse, le Stendhal des *Pensées* posthumes se propose ce programme philosophique et moral : « Étudier bien l'idée de perfectibilité, qui me mènera, si je la trouve fondée, à un état de l'âme bien doux, l'optimisme ». La *Littérature* de M^{me} de Staël suit « le développement du système de perfectibilité » jusqu'au monde moderne et aux littératures du Nord, filles de la Réforme, depuis les Grecs, selon elle inférieurs aux Romains pour la philosophie et la connaissance du cœur, et qui lui inspirent moins de « regrets ». Au début du livre, elle déclare ne vouloir jamais détourner son attention de ce qui en est l'idée première, la doctrine de la perfectibilité ; et la conclusion plaide encore pour le « progrès des lumières », et pour cette même perfectibilité « devenue l'objet des sourires indulgents et moqueurs de tous ceux qui regardent les occupations intellectuelles comme une sorte d'imbécillité de l'esprit ». Villers lui aussi était admirateur de Condorcet, et grand partisan de la perfectibilité ; peut être, selon M. Wittmer son principal biographe, cette opinion commune à M^{me} de Staël et à lui l'aida-t-elle à gagner à demi son amie d'un temps à plusieurs de ses théories. Dans une lettre sur la perfectibilité, adressée en l'an VII à la *Décade*, Cabanis déclarait l'histoire inexplicable sans cette notion essentielle. Benjamin Constant écrivant à Fauriel accuse Chateaubriand d'avoir pillé *De la Littérature*, « avec cette différence, que ce que l'auteur de ce dernier ouvrage attribue à la perfectibilité, il l'attribue au christianisme ». Non sans déclarer déjà, comme trente ans plus tard dans ses *Études Historiques*, que « tout ce qui est créé a nécessairement une marche progressive », l'auteur du *Génie* réfutait le système de la perfectibilité, « tout à fait défectueux » et indécis entre le matérialisme et le spiritualisme le plus mystique. Lui-même, Benjamin Constant applique l'idée de perfectibilité à la *Religion*, comme elle l'a été avant lui à la civilisation, aux mœurs, à la politique et à la littérature. Il en fait son « système sur la marche de l'espèce humaine » ; c'est au nom de la perfectibilité qu'il combat le sacerdoce, ennemi de toujours ; elle lui sert de *criterium* pour répartir en deux grandes

catégories les diverses formes religieuses ; c'est sur elle enfin qu'il fonde sa conception collective de l'histoire.

Dans leur Prospectus (1817), les *Archives philosophiques, politiques et littéraires* déclarent que tous les progrès des connaissances chez les différents peuples, maintenant les communications entre eux, « ont un but commun, le perfectionnement moral des hommes et l'amélioration de leur sort ». Pour le *Mercur* du XIX^e siècle, en un « Fragment sur la civilisation », la perfectibilité est un fait incontestable. Il est vrai, le *Globe* en 1828 reproduit l'ironique discours en vers, d'Andrieux, *Sur la Perfectibilité de l'Homme*, qui avait eu les honneurs de la séance solennelle, à la réception académique de Joseph Droz et Casimir Delavigne :

C'est depuis peu de temps que votre vanité
Forgea ce mot si long : *Perfectibilité* ;
Pour l'allonger encor, par un trait de génie,
Vous n'avez pas manqué d'y joindre : *Indéfinie*.
Ces grands mots, par malheur, sont bien vides de sens.

Mais quelques jours avant, sans vouloir rechercher si la perfectibilité est ou non indéfinie, l'on y avait établi « qu'elle est une des facultés humaines ». A propos des *Mélanges* de B. Constant, le même *Globe* déclarera fort justement : « la foi au développement progressif des idées religieuses n'est qu'une conséquence nécessaire du dogme de la perfectibilité ». Bientôt la *Nouvelle Minerve* assurera (1837) : « On ne conteste plus guère maintenant la perfectibilité humaine ». Et déjà, en 1830, « après quinze années de méditations inquiètes sur l'énigme de la destinée humaine », le prudent Jouffroy croit pouvoir affirmer en toute conscience : « Condamner les révolutions, c'est donc condamner la nature humaine et, avec elle, Dieu qui l'a créée perfectible ».

On discute cependant, pour et contre. — Au jugement de Tocqueville, si peu métaphysicien, si exclusivement soucieux des faits, l'idée de la perfectibilité humaine « est une des principales que puisse concevoir l'intelligence » ; les nations aristocratiques sont naturellement portées à en trop resserrer les limites, les nations démocratiques à étendre parfois ces limites outre mesure ; mais, comme jauge de l'état d'avancement démocratique des peuples, rien ne vaut cette idée « aussi ancienne que le monde » ; Pierre Leroux, lui, crée une Muse de la Perfectibilité ; l'humanité

a été conduite « par une voie providentielle » à cette doctrine qui « sauvera le monde »; pour Thonissen, auteur d'une *Théorie du progrès indéfini*, cette même idée « est réellement l'idée dominante du siècle »; et Jean Reynaud, dans *Terre et Ciel*, proclamera « le souverain principe de la perfectibilité ». Au lieu que pour Gobineau « un examen un peu plus sérieux de l'histoire fait justice de ces hautes prétentions »; que Doudan s'écrie, dans une lettre de 1832 : « pauvre perfectibilité de l'espèce humaine ! » et, parmi ses *Pensées*, dit la loi du progrès la « seule consolation des êtres qui ne sont pas parfaits », non sans avouer pourtant la race humaine créée « pour monter lentement les pentes éternelles » — et que, dès un malicieux article de 1830, Musset raille « ceux qui ont les poumons assez pourvus de vent pour raisonner sur la perfectibilité ».

Le parti catholique n'a point tardé à s'irriter contre une théorie qui menace les principes mêmes de sa foi. Dès 1800, dans son *Essai Analytique*, Bonald proclamait ses doutes sur la perfectibilité sociale; en 1818 ses *Recherches* les accuseront; en 1819, non sans esprit, ses *Mélanges* opposeront la perfectibilité, dont on parle beaucoup, au perfectionnement, dont on parle moins, et à la perfection, dont on ne dit rien. Mais, sûr indice que l'idée gagne autour d'elle, les catholiques tâchent de la faire leur, du moins sous sa forme la plus modérée, en identifiant, comme Chateaubriand déjà l'avait tenté, christianisme et religion catholique. Le vieux philosophe Massias dans son *Rapport de la Nature à l'Homme et de l'Homme à la Nature* (1821) prend encore parti, contre Rousseau, pour la perfectibilité, qui selon lui « tient à la faculté d'imitation »; il semble d'ailleurs rattacher la perfectibilité aux « doctrines de la morale évangélique », qui « poussent sans cesse notre espèce vers son perfectionnement ». Une dizaine d'années plus tard, alors que Bordas-Demoulin annonce la *Chute imminente du Catholicisme en Europe* où il n'a travaillé qu'à étouffer la civilisation, Dugaz-Montbel accentuera cette conciliation de la perfectibilité et de l'Évangile, en subordonnant celle-là à celui-ci : « Maintenant que le christianisme a perfectionné l'individu et réhabilité l'humanité tout entière, déclare-t-il en étudiant l'*Influence des Lois sur les Mœurs et.... des Mœurs sur les Lois* (1830), maintenant que la loi divine, la loi de liberté reçoit sa pleine exécution et porte le genre humain dans la voie

d'un perfectionnement indéfini, le devoir imposé à la loi de l'homme est de diriger ce mouvement progressif. »

Les protestations ne restent véhémentes que contre le développement de l'idée à l'indéfini : l'on admet Turgot, mais l'on s'insurge contre Condorcet. Déjà le *Conservateur*, dans un article de 1829 sur les « Tard Voyans » selon lui beaucoup trop nombreux en France, constate ironiquement que les Français ont atteint « la perfectibilité de la sociabilité ». Il en termine un autre « Du siècle de Louis XIV et de la Perfectibilité » en déclarant bien haut : « l'oubli a déjà fait justice des écrits de Condorcet et de Brissot. Tout cela n'a qu'un jour ». Le *Mémorial Catholique* s'indigne, en 1825, des théories qui ont cours dans l'enseignement philosophique universitaire, « nous entretenant sans cesse de la perfectibilité indéfinie de l'esprit humain, lorsque la religion nous apprend à gémir sur notre nature dégradée ». Laurentie bientôt y rappellera, pour la condamner une fois de plus (1829), que cette perfectibilité indéfinie de l'espèce humaine fut « un des dogmes les plus chers à la philosophie du siècle dernier ». Voici que M^{me} Swetchine croit devoir consulter son correspondant Lacordaire, le 26 août 1835, sur le cas d'un jeune homme de quatorze ans qui a la tête tournée par « les idées générales, folles ou vraies, comme, entre autres, la perfectibilité indéfinie du genre humain ». La controverse reste passionnée : Delécluze note en ses *Souvenirs* qu'à cette date la question revenait souvent « sur le tapis » dans les salons littéraires, le Saint-Simonisme aidant ; l'*Université Catholique* constate en 1837 que cette théorie « a survécu au naufrage du Saint Simonisme » et constitue « le dogme fondamental de tous les novateurs sociaux » ; et peu auparavant, dans l'*Époque*, un ennemi des « vaines théories » qui « fascinent tant d'yeux en France » déclare à propos de Kant : « Ce serait une belle idée que celle de montrer les générations toujours en marche vers une perfection illimitée, et de rêver sans cesse un optimisme religieux, si l'on pouvait encore bâtir quelque chose sur le christianisme, et que l'expérience ne combattit pas évidemment la folle théorie d'une perfectibilité chimérique ». En 1850 encore, le philosophe Fr. Boullier traitant des *Limites de la Perfectibilité humaine* parlera des « chimères bâties sur son fondement » par les « rêveurs » modernes, de Condorcet et son « rêve ridicule sur l'extension progressive, sans limites dans la durée, de la vie humaine » jusqu'aux « dangereuses

et ridicules erreurs de Fichte » : cependant que l'honnête Laprade persiste à reconnaître, à propos du *Sentiment de la Nature chez les Modernes*, que la loi du progrès indéfini « se trouve (on ne sait pourquoi) la loi essentielle de tout ce qui existe ».

Cette *perfectibilité indéfinie* à laquelle le catholicisme français en veut tant, n'a été qu'un moment dans l'histoire de l'idée. Les disciples de Saint-Simon sont à peu près les derniers à défendre la théorie de Condorcet, dont les exagérations hâtives se voient condamner même par les libéraux. Le *Globe* citait, dès 1825, les objections qu'y faisait Dunoyer, élève de Montesquieu comme on sait. Le Victor Cousin de la *Philosophie de Kant* donnait encore la véritable histoire comme « le progrès constant de la liberté, de plus en plus compris d'âge en âge, et s'étendant toujours dans la pensée de l'homme » ; en 1828, blasé sans doute par Hegel, il refuse de s'en tenir « au lieu commun ordinaire de la perfectibilité indéfinie ». Mis en garde contre des « croyances superbes » par sa foi intacte, qui lui fait considérer comme résolue la question suprême à laquelle ces croyances se rattachent, Guizot admet un progrès « dans toutes les directions », et l'auteur d'une thèse sur *L'idée de Progrès* observera très bien, en 1851, que la *civilisation* dont Guizot fait éloquentement l'histoire, c'est la supposition abstraite du perfectionnement humain accédant à l'évidence d'un fait constaté ; mais le progrès n'est, pour Guizot, qu'un progrès « presque indéfini ». Le *Protestant* de février 1832 fait grief aux Saint-Simoniens d'avoir fabriqué un mot nouveau « pour parler du progrès plus pertinemment et mieux à l'aise ». *L'Europe Littéraire*, en 1833, reproche à l'idée de perfectibilité de n'être qu'« un mot vide de sens. . . . un contre-sens, une négation de toutes les lois du monde et de l'humanité, lorsqu'elle nous attribue une carrière indéfinie de progression ». En tête d'une brochure d'Eugène Pelletan, Lamartine, qu'on a blâmé de ses sympathies pour l'idée de progrès, se défendra sur le tard d'adhérer à cette « école de philosophie bien intentionnée, mais un peu trop superbe » qu'est la philosophie de la perfectibilité indéfinie ; et tout en se gardant de nier « la tendance organique et sainte du progrès en toute chose, cette force centrifuge de l'esprit humain », il verra dans la doctrine de la perfectibilité continue et indéfinie « l'illusion, . . . la dérision de l'espèce humaine »¹.

1. Pour Guizot, v. H. Tronchon, *Fortune Intellectuelle de Herder en France*, p. 430 ss. ; pour Cousin, une étude à paraître dans la *Revue Germanique* ; pour Lamartine, *Revue de Littérature Comparée*, oct.-déc. 1921, p. 547 ss.

D'assez bonne heure on le devine, comme pour se dégager d'une alliance ou d'une filiation compromettante, la théorie de la *perfectibilité* tend à redevenir la théorie du simple *progrès*.

Déjà les *Tablettes Universelles* en 1823 publiaient les Réflexions historiques d'un Espagnol « sur la civilisation américaine considérée dans ses rapports avec les progrès et les destinées de l'esprit humain... Ainsi le genre humain, fort des progrès des âges, va améliorant toujours sa destinée. C'est là une loi de sa noble origine ». Dans le *Globe* de 1829 Charles Rémusat traite de ce « mouvement de logique irrésistible qu'on appelle le progrès de l'esprit humain ». Des revues se fondent au nom du progrès; le *Progresseur* (1828), l'*Organisateur*, journal des progrès de la science générale (1829-1831), les *Archives* des sciences morales et politiques, *revue du progrès social* (1834), le *Juif Errant*, revue mensuelle du progrès (1834), la *Revue du Progrès politique, social et littéraire* (1839-1842), le *Progrès*, revue démocratique (1849-1850).

Le mot n'a pas tardé à prendre une valeur politique, *actuelle* et sociale. En 1827 le baron Dupin étudiait dans le *Globe* la situation progressive des forces de la France depuis 1814 : la société, disait-il, a résisté à de tels assauts, et « marché » durant des périodes telles (où tout fut obscurité, impuissance pour les sciences, la philosophie et les lettres, isolées de l'agriculture, de l'industrie et du commerce) qu'elle ne peut rester stationnaire à une époque où « toutes ces forces se prêtent un appui mutuel... la vitesse des progrès que nous avons faits peut nous servir à régler nos espérances ». Car ainsi va le monde, assure encore le *Globe* un peu plus tard : « aucun travail, aucun effort n'est perdu, et tout se réunit en commun avec le temps pour faire avancer d'un pas l'humanité. Le commerce, les conquêtes de l'Angleterre depuis quarante années, les tranquilles spéculations philosophiques de l'Allemagne, les réformes sociales de la France, tout cela c'est la même mission, suivie, accomplie par des voies diverses ». Dans un article sur l'*Histoire*, donné en 1828 à l'*Encyclopédie Moderne*, et que les *Mélanges*, puis les *Études* reprendront, Barante déclarait : « En toute chose, c'est la progression qui nous intéresse. Nous cherchons dans le passé des motifs pour nous confier dans l'avenir ». Au Collège de France, Ampère s'écrie en 1834 : « Marchons en volontaires, ayant pour seul mot d'ordre, progrès, pour seul cri de ralliement, liberté ». Ouvrant son cours de Sorbonne,

le 9 janvier de la même année, Michelet avait pris pour devise : progrès, science, liberté. En tête de la *Presse* (1836), Victor Hugo convie tous les hommes de bonne volonté « à la grande substitution des questions sociales aux questions politiques » et veut « rallier à l'idée applicable du progrès tous les hommes d'élite », réunis en un *parti supérieur*.

A l'âge critique de sa vie intérieure, comme le dit son *Journal* en 1834, Maurice de Guérin sent son âme se remplir d'une « pensée brûlante... la pensée de la liberté, c'est-à-dire du plus grand bonheur et du plus grand progrès de l'humanité »; cette pensée, « la plus belle et la plus puissante après celle de Dieu », est celle qui « pousse le siècle devant elle ». Et dès le *Livre du Peuple*, un peu à travers toute l'*Esquisse d'une Philosophie*, comme dans les *Amschaspands* ou l'essai *De la Société Première*, Lamennais son maître exalte le progrès, la « loi de progression ». Dans un ouvrage sur le *Travail Intellectuel de 1815 à 1837*, Duquesnel déclare que des travaux historiques ou scientifiques de l'époque « une idée incontestée surgit : le progrès; personne ne soutient plus que l'humanité est destinée à parcourir une certaine route et à la recommencer sans cesse ». Le *Testament Philosophique et Littéraire* du vieux sage Lacretelle oppose à l'absolu de la lumière solaire la lumière philosophique « lente, embarrassée, mais progressive ». En 1843, dans son *Essai* sur le Principe et les Limites de la Philosophie de l'Histoire, Ferrari peut assurer que l'idée de Progrès « pénètre partout et se fait accepter par toutes les philosophies et par tous les partis politiques. Aujourd'hui, la nier c'est crime de lèse-civilisation : le mot de progrès est un mot d'ordre, le seul qui soit commun à toutes les opinions. Il y a des gens que le progrès jette dans le délire, d'autres qui l'admettent à contre-cœur, ils exigent qu'il soit gradué, lent, excessivement lent... ». Bientôt, dans un article de 1851 que reprendront les *Mélanges Religieux et Historiques*, puis dans la *Réforme Intellectuelle et Morale*, Renan constatera que le progrès est devenu de son temps « l'épouvantail des esprits timides », dont les scrupules s'effraient de voir ce progrès « porter de nos jours la conscience dans des portions de l'humanité qui jusqu'à présent y étaient restées fermées ».

L'âme incertaine d'Amiel, après l'avoir affirmé, le niera : le monde avance par la putréfaction successive d'idées toujours meilleures. « chacun recommence le monde... Ainsi, absolument il y

a progrès, et relativement il n'y en a pas... mille choses avancent, neuf cent quatre-vingt-dix-huit reculent; c'est là le progrès ». Mais Vinet se console de ce que « la littérature ne réalise point, comme la science et la civilisation, la loi de progrès ou de la perfectibilité », sur ce que pas plus qu'aucune autre histoire elle ne présente des faits isolés; même aux périodes déshéritées où il ne lui paraît y avoir « ni temps, ni espace, je ne dis pas pour le progrès, mais pour un relâche dans l'universelle souffrance » et où l'humanité « semble replier ses tentes », il affirme avec une foi passionnée que même alors, même à leur insu, les hommes « travaillent pour l'avenir ». Dès 1830 le catholique *Correspondant* n'accusait-il pas le protestantisme de réduire au seul dogme du *progrès* toute sa portée positive?

Après la Révolution de 1848 dont elle fait l'histoire, Daniel Stern salue « du cœur et de l'esprit » l'institution de la république « comme le gage certain d'une œuvre providentielle, d'une métamorphose ascendante qui s'opère dans le monde, en dépit des faiblesses, des fautes et des crimes, en dépit surtout de l'aveuglement des hommes ». Dans son *XIX^e Siècle* et ses *Méditations Philosophiques*, comme dans les *Lettres Philosophiques* parues à la veille du Second Empire, Charles Dollfus affirme que la théorie du progrès résume la pensée contemporaine, qu'il faut en tout chercher le progrès », que l'homme y est *voué*. Pour lui, la loi des choses est le perfectionnement, non la perfection, mais la tendance au perfectionnement est « dans la nature ». Il disait d'abord : « La loi de tout ce qui vit, c'est le mouvement »; dans une édition nouvelle il corrige : « c'est le progrès »; et il ajoute : « Le progrès dans l'histoire est la réalisation graduelle de l'espèce humaine ». Très justement, F. Laurent donne l'idée de progrès comme indispensable au fondement de toute philosophie de l'histoire, et conclut ses volumineuses *Études sur l'Histoire de l'Humanité* sur cette assurance : « Le progrès n'est pas une théorie, c'est un fait. » Cœur d'apôtre, Gratry identifie avec le progrès de la religion le progrès de l'histoire; le problème essentiel est pour lui le problème de la destinée humaine, qu'il résout par une affirmation de la liberté; mais il croit au progrès, lui aussi : pas d'histoire sans progrès, pas de progrès sans liberté : « la cause de l'histoire, le principe du progrès, c'est le travail de l'homme agissant sous sa loi ».

Il en va pourtant de l'idée de *progrès* comme déjà de l'idée de

perfectibilité. Pour beaucoup de catholiques, il ne s'est fait qu'un changement de nom, d'inscription sur la bannière, auquel il importe de ne point se laisser prendre. « Le progrès, assurera en 1834 une brochure *Du Progrès matériel et du Renoncement chrétien*, est aujourd'hui la religion de tous ceux qui ont abandonné la foi chrétienne;... dans la doctrine du progrès, une seule chose frappe les masses : la promesse d'une félicité indéfinie, c'est-à-dire le progrès matériel ». A Notre-Dame, en 1843, le P. de Ravignan proteste de toute son éloquence contre la philosophie du « progrès continu », où il ne saurait voir qu'un triste jeu de l'imagination, de même qu'en 1838, aux prix du collège de Juilly, l'abbé Foisset protestait contre cette réhabilitation de la chair qu'est le progrès humanitaire, et que la *Revue Catholique* dénonçait comme « ligues contre l'Église... les philosophes humanitaires, les hommes à systèmes creux, les détracteurs infatigables du sacerdoce, les amateurs du prétendu progrès... La religion les usera, comme elle en a usé bien d'autres! »

Certains parlent de *manie*, quand leur orthodoxie dédaigne d'aller jusqu'à la polémique et ne se contente pas d'ignorer ou de sourire. Ainsi Montalembert, que pourtant la philosophie de l'histoire a paru intéresser au temps de sa jeunesse et des lettres à Léon Cornudet, semble totalement indifférent à la question du progrès. Lacordaire la nie : « Il y a longtemps, Messieurs, que Dieu a disposé des nations », s'écrie-t-il en un *Discours* de 1841 sur la *Vocation de la Nation française*; et de Sorèze il écrit le 3 octobre 1835 à la baronne de Prailly : « la loi du progrès véritable est la lenteur; ce qui vient vite, périt vite ». Mais Victor de Bonald déclare dès 1833 : « On veut être *progressif*, c'est la manie du siècle... et il faudrait songer à être un peu rétrograde... et l'on se félicite comme d'un *progrès*, d'avoir séparé la philosophie de la théologie, et de ce qu'elle a eu le bonheur, en vertu de ce divorce, de redevenir une science profane ». Dès 1840 aussi Buchez, fils du Saint-Simonisme revenu à la doctrine de l'Église, proteste contre l'abus récent du mot *progrès* : « Ce mot ayant fait fortune et acquis l'assentiment public, toutes les écoles, même les plus immobilisatrices et les plus stationnaires, les spiritualistes comme les matérialistes, les panthéistes aussi bien que les éclectiques, l'ont employé ou plutôt ont voulu s'en emparer. On en a détourné l'acception, si bien qu'aujourd'hui, pour être certain si

l'on s'entend sur ce mot, il faut se demander d'abord à quelle doctrine on appartient. »

Et puis, comme pour la *perfectibilité*, après avoir combattu l'idée de *progrès*, les catholiques tâchent de se l'annexer. Selon le même *Essai* de Buchez, l'idée de progrès est complètement chrétienne, et la doctrine du progrès se ramène à la « philosophie de la rédemption ». De même, Alletz assure qu'à la base de son *Génie du XIX^e Siècle* réside l'absolue conviction « que les progrès de l'esprit humain ne peuvent plus être séparés du triomphe des croyances chrétiennes ». *Progrès par le Christianisme*, c'est ce qu'Ozanam, dès 1835, voit surtout dans l'histoire de la civilisation ; à cette même doctrine l'auteur du *Progrès dans les siècles de Décadence* essaie de ramener en 1852 les esprits, comme à « une consolation en des jours inquiets ». L'« inquiétude solennelle » dont son temps est *dévoré* « s'explique de soi-même et se résout en un besoin glorieux parce qu'il est infini » ; pour Ozanam, la pensée du progrès n'a rien de païen, elle naît avec l'Évangile ; grâce à quoi la philosophie chrétienne « peut établir la loi du progrès ». Traitant plus tard du *Progrès dans ses rapports avec l'Église*, l'abbé Castan n'aura nul embarras à constater « l'importance qu'a prise dans notre siècle la question du progrès ».

A travers tout le Second Empire, le progrès se proclame en prose ou se chante en mauvaises rimes. Poursuivant « ce dogme d'histoire naturelle » de Buffon à Geoffroy Saint-Hilaire, par Gæthe et Humboldt, le républicain Pelletan lui-même s'écrie à l'unisson, dans une brochure de 1857 sur *la Loi de Progrès*, souvent rééditée : « Oui, le progrès est toujours le progrès ! oui, le progrès est la loi du monde ! oui, la France et vous, et nous, et tous tant que nous sommes, nous n'avons le pied sur cette terre que pour accomplir le progrès, chacun dans notre mesure ! »

Naguère l'on reprenait bonnement, avec le *Savant* de Béranger, ce couplet dont le symbolisme facile n'avait rien qui dût effrayer :

Vos devanciers vous ont dressé l'échelle...
 ... Montez ! ils vous tendent la main !...
 Faites qu'à tous votre savoir révèle
 Un progrès de l'esprit humain !

En 1855, Alfred Billiet, versificateur de *Progrès et Avenir*, croit

devoir « acclamer en ses vers » le Progrès, feu créateur, foyer de l'univers :

Il faut bien incruster cela dans vos cerveaux,
Le monde n'est pas vieux, les hommes sont nouveaux.
... Depuis longtemps ta nef lutte sur l'Océan,
O Progrès, sans sombrer sur ce gouffre béant !
... Et je crois au Progrès comme je crois à Dieu !

C'est par de telles fautes contre la discrétion et la mesure que s'en vont à leur ruine, au moins temporaire, les grandes idées mal servies par des zélateurs excessifs, abandonnées dès lors par les esprits même que leur filiation intellectuelle désignait comme les héritiers de ceux qui les ont les premiers défendues. Il y a longtemps qu'un Proudhon s'en est détaché, déclarant dès la *Création de l'Ordre dans l'Humanité* que l'histoire démontre l'insuffisance du Progrès comme formule générale : « lorsqu'on affirme que le progrès est la loi de l'histoire, c'est comme si l'on disait que l'histoire est la loi de l'histoire ». Et en attendant que W. Bagehot, curieux des *Lois scientifiques du Développement des Nations*, essaie en 1873 de réfuter l'idée de progrès au nom de l'histoire, comme tendant à ériger en « fait naturel » un phénomène si sporadique qu'il a longtemps échappé à l'observation, Édouard Lockroy pourra crier, à la veille de 1870, *A bas le Progrès !* : « On n'a jamais tant parlé de *progrès réels* qu'à notre époque. Les défenseurs du gouvernement ont toujours le mot progrès à la bouche... Progrès est l'éternelle étiquette qu'on met en tête de toutes nos lois, comme la poste met le même timbre sur toutes les lettres. Vive le progrès ! disent les ministres. Vive le progrès ! répètent les députés de la droite. Vive le progrès ! hurle la foule des satisfaits, des hommes d'Etat et des fonctionnaires. Et avec tout cela nous sommes dans le gâchis... Ils ont donné ce nom à tous leurs actes et à toutes leurs fautes... A bas le progrès ! en voilà assez ! A bas le progrès ! que cela finisse ! si le progrès est une comédie, nous demandons qu'on baisse la toile. »

IV. — APRÈS 1830.

Avant de leur donner, par bonne foi, une vie expérimentale et tragique sur la scène du monde, et de rester dès lors passionné pour elles, le public français s'était posé en esprit les questions essentielles auxquelles la philosophie de l'histoire apportait, à son tour, des essais de solutions systématiques.

Étudiant en 1865 les *Idées morales et politiques en France au XVIII^e siècle*, Barni dira fort bien que la théorie de la perfectibilité de l'espèce humaine, du progrès, qui, avant la fin de l'ancien régime, se dégagea peu à peu et se lia, pour les soutenir, aux idées qu'inspirait aux historiens français le spectacle de l'humanité récupérant ses droits les uns après les autres, « a créé ou au moins renouvelé la philosophie de l'histoire », en donnant un sens à l'histoire de l'humanité.

Bientôt toutes les théories auront été essayées, assurait en 1841 Louis Blanc, « toutes si ce n'est la plus simple et la plus noble, celle de la fraternité » ; et Pelletan dès 1836 à propos de Lamennais, dans la *Nouvelle Minerve* : « L'école catholique avait foi que le christianisme renfermait le sens dernier de l'histoire... L'avènement de l'homme à l'équité et à la fraternité universelle, voilà l'idée complexe, l'unité, le fait invincible... qui a créé à l'histoire une philosophie, un motif de certitude. »

Pendant que Ballanche essayait d'articuler la plainte sociale d'une génération dont le récent passé, trop lourd, avait brisé l'âme, que Saint-Simoniens et positivisme naissant tentaient hardiment de construire à eux seuls l'avenir au nom de la tradition philosophique du xviii^e siècle dont ils sont les héritiers communs et directs, la révolution de 1830, rapide mais grosse de plus de conséquences intellectuelles qu'on ne croirait aujourd'hui, réincarne une première fois pour tous les esprits, acquis ou hostiles, fermés ou accueillants, l'idée-mère au service de laquelle tant de grands et de médiocres penseurs s'étaient mis, tâchant obstinément de rendre à l'homme, dans la considération de son passé, de son avenir plus encore, ce qui peut sembler être à l'homme.

C'est peu avant cette crise nouvelle qu'on importe de l'étranger

des essais tout autres, divers, inégalement heureux, pour faire de l'histoire non plus une théodicée puisque dès longtemps était commencée, là aussi, la *reprise* sur la religion, non plus une simple morale politique en action, de cadre par trop étroit, mais une sorte de panorama cosmogonique ou de légende idéale, mais une logique transcendante et tranchante, une métaphysique dédaigneuse des faits, négatrice des faits, *a priori*.

Dans les emprunts de la France aux historiens étrangers jusqu'après 1820, aux Allemands entre autres, et le plus souvent aux médiocres, rien ne décelait un besoin de méthodes et d'orientation modifiées, le désir obscur, puis la joie d'une révélation qui s'accomplit. Mais, en quelque vingt années après traductions de Herder et Vico et leçons fameuses de Cousin, au grand thème qu'un siècle d'efforts et de peines a doté, pour les Français de tous ordres, d'une signification concrète et comme vivante, viennent se raccorder plus ou moins ou se heurter, les unes toutes récentes et comme à mesure qu'elles paissent, d'autres anciennes et jusque là mal connues en France, la plupart des variations théoriques composées à l'étranger par l'imagination philosophique appliquée à l'histoire : grandioses ou arbitraires, fouillées ou simplistes, presque toutes d'apparence abstraite, quelques passions qu'elles voilent parfois. Si altières, si aisées au dessus de la longue peine des hommes souvent obscure, si dégagées, semble-t-il, de l'humble et dure mêlée d'hier, si distantes de tout le généreux travail d'émancipation humaine qui l'a préparée et qui, en regard, ferait presque l'effet d'une simple lutte de classes ou d'appétits, que lui doivent-elles pourtant ? qu'en redisent-elles, transposé, transformé, transfiguré, méconnaissable ? c'est un problème qu'il vaudrait la peine d'étudier d'ensemble, et de résoudre. L'accueil qu'on leur fait en France prouve combien la patiente éducation qu'y avait reçue l'esprit public l'avait préparé, par des voies autres, à recevoir le plus gros, le meilleur de leur enseignement multiforme et improvisé.

A la plupart de ces essais nouvellement connus va, comme il convient, l'attention du monde philosophique d'alors, un peu déconcertée par un tel afflux. Pour le grand public, les contraires s'harmonisant à demi, une sorte de moyenne d'étrangeté s'établit par réduction de certaines divergences. Dans la lutte d'idées sociales qui se poursuit, ces voix du dehors ou ce qu'on en perçoit

apportent le surcroît moral de leur accent spécial, plus altier peut-être et plus âpre. Il soulève bien des clameurs indignées. Mais ce n'est là qu'une phase d'un vieux combat. Le tout s'englobe dans le conflit ancien qui régit et nourrit l'opinion.

Portée par les remous d'un courant qui vient de loin, discutée, prônée, honnie comme naguère l'histoire « philosophique » de Voltaire, « la Philosophie de l'Histoire » s'impose à l'attention. Conglomérat où sont amalgamés bien des éléments confus, synthèse audacieuse, artificielle, provisoire, plutôt que science organisée, elle fait un moment figure de science ou de méthode scientifique, née de l'antique idée de perfectibilité formellement adaptée à l'étude théorique du passé : adaptation dont la seule pratique avait fait la France moderne, et en partie absorbé jusque là son attention.

Parée d'exotisme, tranchant ainsi, d'abord, sur l'œuvre parallèle d'écoles françaises en plein effort, la philosophie de l'histoire gagne la presse littéraire, les salons, la province. Un jour de lecture à l'Abbaye-aux-Bois, Latouche entend un magistrat en discuter avec Barante et plaider pour elle. Un cours de philosophie de l'histoire s'ouvre à Angers ; on l'enseignera quelque temps chez les Oratoriens de Juilly, on s'en occupe à la Chesnaie ; un rapport de Jouffroy en témoigne, on proposera de l'introduire dans les écoles normales primaires. On tentera de l'appliquer à tout un peu, comme une pierre de touche, comme une formule neuve et universelle. On *philosophera* sur l'histoire de France, sur l'histoire sainte, sur l'histoire du droit — (la « philosophie du droit » deviendra vite pour la « philosophie de l'histoire » une dangereuse concurrente) — sur la politique et même, pour un temps, sur la sociologie, ennemie naissante. On *philosophera*, au nom de l'histoire, sur les sciences et spécialement la physiologie, sur l'esthétique chrétienne et la poésie populaire, la science du langage et la critique littéraire : en quoi l'on reviendra, par un détour, à la forme première de la controverse. Symptômes de popularité soudaine dont assez tard les traces subsisteront. Mais non pas symptômes d'adoption réelle et définitive.

La lourde masse de nos expériences passées n'aura décidément plus rien qui impose. Ce sera un domaine longtemps réservé et devenu public, une matière que tous s'approprient, dépècent, disloquent, dont le bloc paraît s'effriter, d'ailleurs infiltré d'éléments

adventices fournis par d'autres sciences déjà hors de tutelle. En cette sorte de transfusion sera le bienfait durable d'une crise ainsi *précipitée*, d'une fièvre après laquelle tout semblera revenir en l'état. Quand aura vécu la philosophie de l'histoire, on ne pourra plus voir l'histoire avec les yeux d'autrefois ; il lui sera désormais bien difficile d'exister par elle-même et pour elle-même ; l'œuvre commencée par les romantiques de l'histoire, les « philosophes de l'histoire » l'auront parachevée ; l'histoire sera celle qui prête à tous et prend de toutes mains.

Même si elles ne sont pas des influences en retour, les influences du dehors n'auront fait ici que donner le dernier élan à une tendance latente, lente à affleurer, et dont l'origine est lointaine, l'effort continu. Elles auront pris la suite d'un sillon déjà creusé profond, bien que toute une succession de bouleversements aient recouvert à demi le travail le plus récent, comme s'il fût étranger à leur naissance.

De mars à juillet 1830, le *Temps* consacrait aux premières de ces influences nouvelles une série d'études qu'arrête la révolution : ce n'étaient encore que Vico, Lessing, et Kant le Képler de la philosophie de l'histoire, elle-même sorte d'« astronomie du monde moral » dont Bossuet fut le Galilée : Voltaire et Ballanche avaient leur place parmi eux. Mais bientôt, dans son essai sur les *Rapports entre l'Inde et l'Europe*, Eckstein met en garde contre la « manie de formuler l'existence des peuples et d'arranger les résultats de l'histoire », devenue comme un vaste Océan où « maint giaour littéraire » arme en course : si averti qu'il soit de l'étranger, il est loisible de croire que ce Français de fraîche date n'excepte pas ses nouveaux compatriotes de l'opprobre d'un qualificatif aussi byronien. Et en 1836 le *Journal de l'Instruction Publique* pourra voir, par exemple, dans l'engouement propagé par les traductions de Vico et de Herder, surtout une bonne fortune pour la doctrine Saint-Simonienne. N'était-ce pas un gros succès de ce genre qu'espérait Comte pour le positivisme à ses débuts, quand d'Eichthal lui faisait l'éloge de la philosophie hegelienne ?

Dès le commencement, d'ailleurs, ceux qui étaient contre progrès ou perfectibilité seront, en gros, du même élan, contre les philosophies de l'histoire. Les tenants de la doctrine catholique leur déclareront la guerre (ainsi qu'ils faisaient à la perfectibilité, au progrès) comme à des machines du rationalisme, du panthéisme

fataliste et humanitaire, et du naturalisme matérialiste. Puis, contre elles, après avoir fait taire les sympathies premières de certains catholiques libéraux, et de même qu'ils avaient tenté de *catholiciser* perfectibilité ou progrès, les défenseurs des droits de la foi construiront une philosophie « catholique » de l'histoire, où la haute figure de Bossuet tiendra sa place, on l'a vu, et où Dieu recouvrera tout ce que d'autres philosophies de l'histoire avaient pensé lui enlever.

A cette date, en un camp adverse où, loin d'effaroucher, l'idée de progrès est jugée trop faible pour rien fonder, tous les créateurs et propagateurs de la moderne sociologie proscrireont l'esprit même de la philosophie de l'histoire, et sa fureur de violenter la réalité pour la douteuse volupté d'hypothèses contradictoires : cela depuis les Saint-Simoniens lattardés, ou Pierre Leroux venu à la philosophie, comme il dit, « par la voie de la France et non par la voie de l'Allemagne », jusqu'aux derniers théoriciens positivistes de l'histoire considérée comme science.

La philosophie de l'histoire a contre elle la plupart des historiens de métier. Et non pas seulement l'honnête Daunou et d'autres gens de son âge, dont la vieillesse jalouse ne se tient pas de faire mauvais visage à l'intruse : que l'on remonte de Fustel de Coulanges à Guizot, à Thierry pour qui l'« irruption désordonnée de la philosophie dans l'histoire » est une « perpétuelle psychomachie », et à qui Funck n'en dira pas moins devoir l'idée première des *lois de l'histoire* dont il écrit la *Philosophie*.

A eux se joignent, aussi, plus d'un philosophe, tel Cournot, et tous ceux qui ont voulu, en critique comme en histoire, faire valoir les droits de l'individu, de l'expérience et des faits.

En sorte qu'on se demande si Renouvier n'exagère pas une idée juste quand au seuil du nouveau siècle, ennemi déclaré toujours des « banalités » de la philosophie du progrès, et de la foi au progrès « descendue dans le peuple », érigée en idole de par la « contagion de la sottise ambiante », il la confond dans la condamnation qu'il porte à propos de Victor Hugo contre le dogmatisme optimiste de la philosophie de l'histoire, coupable d'avoir détourné des voies de l'expérience et du bon sens « tous les penseurs influents du xix^e siècle ».

HENRI TRONCHON.

LA MÉTHODOLOGIE DE L'HISTOIRE

DANS LA SCIENCE POLONAISE

(XVI^e - XIX^e SIÈCLES)

L'histoire, conscience des nations et élément fondamental de leur culture, ne se développe, en toute sa plénitude, que dans les conditions de vie normales d'une nation. Son action s'élargit et s'affermir durant la période d'épanouissement de la vie politique et quand les conditions sont favorables ; elle végète et disparaît presque complètement lorsque le minimum d'indépendance politique lui fait défaut. Cette relation profonde se dessine pleinement dans l'histoire de notre pays, depuis Dlugosz (xv^e siècle), jusqu'à l'époque récente qui faisait présager l'approche de la grande guerre ¹.

L'histoire est une science ; au fur et à mesure de son développement nous voyons progresser la formation de sa méthode. Quoiqu'elle ne soit pas toujours dûment systématisée, la question d'une méthode historique est partie intégrante de l'évolution de l'histoire même. Acquisée pratiquement et par la suite pratiquement élargie, elle exige à diverses reprises la coordination théorique de ses principes, la combinaison de procédés scientifiques. On se trouve en face d'une discipline distincte, susceptible d'être nommée, soit théorie, propédeutique ou encyclopédie de l'histoire, soit méthodologie de l'histoire, ou bien, à l'exemple de Lelewel, « historique ».

1. Je développe plus en détail cette idée dans un examen de la littérature napoléonienne polonaise de 1901 à 1918, publié dans la *Revue des Études napoléoniennes*, août 1920.

La conception de la méthodologie, son objet et son domaine changeant constamment, dépendent de la façon d'envisager l'histoire ; variant non seulement à des époques distinctes, mais aussi chez les nations particulières, ils forment un ensemble d'idées commun aux nations civilisées. Dans cet ensemble la science polonaise occupe une place particulière et malgré sa pauvreté au point de vue de la quantité, elle n'en possède pas moins, dès les temps les plus anciens, sa propre conception du problème.

I

Un revirement se produit dans la méthodologie de l'histoire de l'Europe en 1566. C'est alors que nous voyons surgir l'ouvrage de Jean Bodin : « *Methodus ad facilem historiarum cognitionem* ¹. » L'apparition de ce livre coïncide avec l'influence de l'humanisme italien, par suite du contact avec l'Italie ; elle atteste aussi l'influence du criticisme de la Renaissance et de la Réforme ; mentionnons encore l'influence exercée sur Bodin par la première publication ecclésiastique des sources, publication commencée par Baronius et continuée par Bzowski. L'ouvrage fut un exemple pour les amis de l'histoire, un manuel profond pour les historiens professionnels ; par l'intérêt qu'il porte aux questions historiques en général, et en fournissant à défaut de matériaux exacts, un premier essai de généralisation méthodologique et de base pour la critique pratique, Bodin a été l'initiateur de la critique en France ², et de l'influence exercée à cet égard sur l'Allemagne limitrophe qui faisait ses premiers pas dans ce domaine.

Dix ans auparavant, sous l'influence directe du souffle vivifiant de l'Italie, en relation avec la science italienne, nous voyons apparaître le premier essai polonais moderne, « *De historica facultate* », dû à Stan. Ilowski (1557) ³.

1. Monod, *Du Progrès des études historiques en France depuis le XVI^e siècle*. *Revue hist.*, 1876, I, 7-14.

2. Baudrillart, *Jean Bodin et son temps*, 1853. — F. Renz, *Jean Bodin*. Ein Beitrag zur Geschichte d. hist. Methode im XVI Jahrh., 1905. — Bernheim, *Lehrbuch d. histor. Methode*, 1908, 217-20. — Flint, *History of the philosophy of history*, 1893, 190-200. — Chauviré, *Jean Bodin*, 1914.

3. Le premier renseignement scientifique sur ce traité est donné par T. Grabowski, *Pierwsza polska ars historica z r. 1557*. Compte rendu de l'Académie des Sciences,

Ce petit traité d'Iłowski est le résultat de l'influence de François Robortello, célèbre philologue, historien de la littérature et historiosophe, auteur d'une des premières méthodologies de l'histoire (écrite en 1548), et de la thèse « *De facultate historica* », intégrée plus tard dans la composition de ces « *Artis historicae penus* » (édition la plus ancienne 1574)¹, qui deviennent si populaires à la fin du xvi^e siècle ; il reflète² les idées de Lucain, de Cicéron, d'Aristote, de Polybe parmi les anciens, et complète en même temps celles du maître de Padoue sur le but et l'objet de la connaissance de l'histoire « *Facultatis historicae* ».

Robortello aborde le problème au point de vue éducatif, moral, dans le sens de la philosophie, de la grammaire et de la rhétorique du xvi^e siècle et le clôt par une citation de Lucain : « en celui qui veut écrire l'histoire doivent se rencontrer deux principes : la sagesse politique et la force de l'enseignement ». Quant à Iłowski il traite son problème à un point de vue plus pratique : science de la composition et profit tiré de la lecture de l'histoire. Il commence par la définition de l'histoire. « L'histoire est la simple narration des faits, qui ont eu lieu dans le domaine des affaires publiques ou privées, avec la conservation de l'ordre défini et du temps, qui se

1916, n. 10, 2-3 ; du même, *Krytyka literacka w Polsce*, 1918, 68-71 (*Critique littéraire en Pologne*), précédemment Encyclopédie d'Orgelbrand, XII, 470. — Article de Sobieszczański. — Estreicher, *Bibliogr. polon.*, XV, 134-5.

1. Robortello Francesco, 1516-1567, étudia à Lucques, appelé à Venise en 1549, à partir de 1552 à Padoue, en 1557 probablement à Bologne, de nouveau appelé à Venise en 1560. — Tiraboschi, *Storia d. lett. ital.*, 1792, VIII, 840-848. — En ce qui concerne les rapports entre Padoue et la Pologne, nous avons la belle étude de Windakiewicz, *Padwa. Studjum z dziejów cywilizacji polskiej (Padoue, Etude de l'histoire de la civilisation polonaise)*, *Przegląd polski* (Revue polonaise), 1891, t. XCIX, principalement sur Robortello, 351 et suiv. sur l'influence de Robortello, et sur Iłowski, 357-358. — Morawski, *Andrzej Patrycy Nidecki*, 1892, 66-71, 91-92. — Nowodworski, *Lata szkolne Jana Zamoyskiego*, 1900, 21-23 (*Années d'école de Jean Zamoyski*). — Pleniewicz, *Jan Kochanowski*, 1884, 122-23, 141. — Grabowski, *loc. cit.*, 61-64.

2. Stanislas Iłowski, fils d'Alexandre, docteur en droit, sur la recommandation de Jacques Uchanski, élu le 23 décembre 1566 chanoine de la cathédrale de Gniezno, installé le 9 janvier 1567, après Stan. Warszewicki ; le 3 novembre 1568, il devient prélat du chancelier de Poznan ; après avoir abandonné l'office de chanoine métropolitain, il se transporta à Poznan en 1570. — Korytkowski, *Les prélats et les chanoines de la cathédrale métropolitaine de Gniezno*, 1882, II, 192. — *De historica facultate libellus* imprimé dans le *De Elocutione liber* de Démétrius Phalérius, Bâle, 1557, 215-226. — Nous trouvons la comparaison bibliographique de la traduction d'Iłowski et d'un second élève de Robortello, Masłowski, dans Bandtkie, *Dopelnienie wiadomości o Stanisławie Iłowskim i Fr. Masłowskim (Renseignements complémentaires sur Stanislas Iłowski et Fr. Masłowski)*, *Dziennik Warszawski* (Journal de Varsovie), 1826, III, 272-4. — Wiszniewski, *Historja literatury polskiej (Hist. de la littérature polonaise)*, 1844, VI, 197-9.

rapportent à un but unique ou bien à des buts différents. » Il passe à la discussion sur le mode de l'exposition et il demande que le récit soit suivi et coulant, non pas tortueux ou rude, non pas oratoire, mais plutôt comme dans les mathématiques ; il ne doit cependant pas être fade, car les faits mis au jour par l'histoire doivent engendrer et élever l'esprit. Les principes de l'enseignement historique embrassent les points suivants : 1^o il est défendu d'introduire dans l'exposé le mensonge ou des faits inventés ; 2^o il faut se garder des louanges et de l'emphase lorsqu'on parle des princes et de ses propres œuvres et éviter d'amoindrir celles des ennemis ; 3^o il y aura lieu d'éviter les superlatifs et les choses invraisemblables ; 4^o on doit tendre, dans l'exposé, non pas à la flatterie, mais à extraire le labeur ; 5^o le langage ne sera pas « brodé de marques d'affection » ; 6^o on évitera de juger les faits narrés, laissant ce soin au lecteur ; 7^o on se gardera de louer et de maudire les choses, que l'on explique ; 8^o on évitera les contestations sur la probabilité avec les auteurs qui ont précédé ; 9^o on évitera enfin de donner des avertissements sur l'exposé des choses passées ; en effet la moralisation n'est pas du ressort de l'historien, mais de celui du philosophe.

L'objet de l'histoire, ce sont les actions (*res gestæ*) humaines, tant des hommes privés que des hommes publics. Il y a lieu de diviser l'histoire en se basant sur la chronologie. Après avoir examiné les anciennes bases chronologiques, Ilowski indique la nécessité de prendre pour point de départ la naissance du Christ et pour point de repère les noms des monarques dont l'historien décrit les époques. Au point de vue du sujet, à l'exemple de Polybe, Ilowski divise les études historiques en quatre genres : a) histoire universelle de toutes les nations et des états ; b) histoire universelle, dans les limites toutefois d'un problème *quæ ad unum finem spectat* ; c) histoire des guerres particulières et d) paroles et faits, c'est-à-dire biographie des hommes illustres. Lors de la description des guerres il y a lieu d'en indiquer les raisons, les causes (occasions) et les principes. Finalement, Ilowski énumère dans quel ordre il y a lieu de lire les auteurs, les historiographes anciens et indique les moyens pratiques d'une lecture profitable en notant les années, les périodes, en recueillant des notions sur l'antiquité et en déduisant des maximes morales. Le manuel, assez court, d'Ilowski est un des premiers de l'Europe ; il a précédé

Bodin et tout en ne l'égalant pas, en ce qui concerne l'ampleur du cadre et l'étendue des problèmes, il s'appuie sur des principes méthodologiques analogues ; tout en étant en outre un recueil compact et clair d'indications pratiques pour l'étude de l'histoire, surtout ancienne, il est un symptôme très particulier du niveau scientifique polonais à cette époque. Dans le traité du futur prélat, chanoine de Gniezno, il y a lieu d'attirer particulièrement l'attention sur un point : la distinction subtile entre des questions de philosophie morale, et l'histoire, distinction en avance sur son siècle : « *Ad hæc philosophi moralis hoc fuerit non historici munus vitam præceptis instituere.* »

La seconde moitié du xvi^e siècle et le commencement du xvii^e, dans l'étude de l'histoire de Pologne, est une période de vif intérêt porté aux questions théoriques, quoique cet intérêt soit empreint d'une nuance d'esprit pratique indigène. Les études dans les universités étrangères donnent aux Polonais ou aux auteurs venant de Pologne, l'occasion d'aborder, du reste de façon plutôt oratoire, les questions liées à l'étude de l'histoire ¹, ou à la dignité de l'histoire elle-même ². L'histoire, fille de la mémoire, témoignage et miroir des vertus, est une science embrassant tous les domaines du passé, de la vie publique et privée des hommes, de leurs pensées, de leurs faits et actes et à l'égard du lecteur elle est un guide pratique pour la vie.

Sur la base de cette conception pratique de l'histoire est né le « *Penu historicum seu de dextra et fructuosa ratione historiarum legendi* », 1620 ³, de notre polygraphe du xvii^e siècle, Starowolski. Cet opuscule, ainsi que l'auteur l'indique par son titre, est, avant tout, un manuel d'usage pratique de la littérature historique. Après avoir motivé la valeur de l'histoire pour les hommes politiques, les théologiens, les médecins et en général pour tout le monde, Starowolski en donne cette définition : « L'histoire est la narration vraie des événements, la directrice sûre (firmiter) des actions et de la vie humaine. »

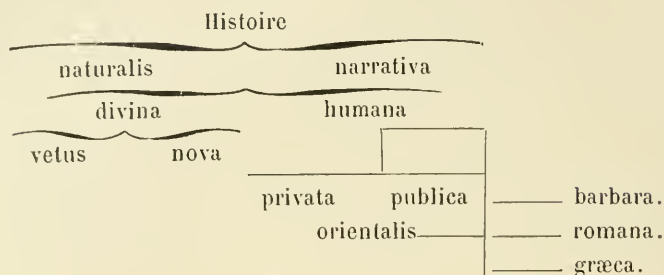
L'histoire ainsi conçue se divise en histoire mythique et histoire

1. Firley (Jean), *Oratio de studio historico*, 1604, Heidelberg.

2. Joachim Pastorius (plus tard historiographe de Frédéric-Guillaume) de Glogów, *Oratio de historiæ dignitate*, 1561, à Elblag (Elbing).

3. Comparez le jugement trop sévère de Wiszniewski, *l. c.*, 1845, VII, 359-361. — Grabowski, 125-7.

proprement dite. Cette dernière se décompose en une série de subdivisions :



L'histoire narrative de l'humanité comprend quatre grandes divisions : l'orientale, la grecque, la romaine et la barbare. Lors de l'examen de l'histoire apparaissent des circonstances principales et supplémentaires. Aux conditions indispensables (*circumstantiæ necessariæ*) appartiennent le lieu et le temps ; d'où, pour ainsi dire, ces deux yeux de l'histoire, la géographie et la chronologie.

Lors de l'examen du passé et dans l'exposé des événements, il y a lieu de s'en tenir à quatre indications fondamentales : 1^o il ne faut être ni trop méfiant, ni trop crédule ; 2^o dans les choses anciennes il n'y a pas lieu de rechercher trop pleinement la vérité ; 3^o dans les choses incertaines on mettra en évidence les bonnes, on taira celles qui sont plus mauvaises ; 4^o il n'est pas indispensable pour la vérité historique, que tous les historiens soient d'accord entre eux, pour ce qui concerne les faits ou les dires des hommes. Starowolski, en considérant les lecteurs de l'histoire, surtout en ce qui concerne les auteurs anciens, dont il parle, indique une série de principes pratiques qu'il y a lieu d'observer, lorsque l'on fait des extraits des œuvres étudiées. Ces extraits doivent être serrés comme dans un trésor dont on peut les tirer à mesure des besoins. Il y a deux bases pour les actes préparatoires : l'attention (*attentio*) et le choix. Les extraits sont pris dans quatre sortes de livres : *memorabilia*, *ritualia*, *civilia*, *moralia*. Les notes seront divisées en chapitres objectifs : *sententia* et *exempla* ; et suivant les besoins du style, en *ornamenta* et *dictiones* ; dans chaque chapitre il y a lieu d'introduire un arrangement raisonné des notes, et dans chaque groupe de disposer le matériel alphabétiquement. Ce matériel, dûment trié, peut, par la suite, à chaque instant, être employé pratiquement.

De même que Ilowski s'est appuyé sur les indications de Robortello, Starowolski a emprunté sa systématique au plus grand philosophe de l'époque, Juste Lipse, qui avait rompu avec la division de l'histoire en périodes chronologiques et essayé d'embrasser l'histoire de l'humanité en prenant pour critérium le développement des phénomènes au point de vue du territoire et de la civilisation (1601) ¹. Acceptant la division de Lipse en quatre groupes, avec un matériel tiré spécialement de l'histoire grecque, mais appuyé également sur les volumes des *Annalium ecclesiasticorum*, publiés par Bzowski, Starowolski donne un exposé systématique des moyens les plus simples et les plus élémentaires pour tirer profit de la littérature historique en y voyant un instrument utilisable dans la vie publique. Le point de départ de Starowolski le rattache à l'initiative pédagogique du chancelier Zamoyski ², mais il le rapproche surtout des idées de Bodin, avec lequel il est en communauté dans la compréhension de la vie publique (chapitre le plus complet dans le *Methodus* de Bodin et le *De statu rerum publicarum*) ; la même communauté d'idées se rattache à l'importance attribuée à la chronologie dans l'histoire et dans la valeur du choix de la littérature historique pour la vie publique ; Starowolski diffère cependant de son modèle par la simplicité et la concision de l'exposé.

II

Dans la seconde moitié du xvii^e et au commencement du xviii^e siècles, parallèlement à la chute de la vie politique, constatons une interruption dans le développement des aperçus historiographiques, et une lacune dans le domaine des problèmes historiques envisagés. Le mouvement à cet égard reprendra vers la fin du siècle, en se développant sur le fond de deux courants intellectuels distincts. L'un viendra de France, dans le domaine de la philosophie de l'histoire, avec en tête Montesquieu et Voltaire ³ ; dans celui de la critique érudite avec les successeurs de Mabillon, dom Toustain et

1. Wegele, *Geschichte d. dt. Historiographie*, 1885, 482.

2. Zamoyski a fondé en 1595 l'Académie de Zamosc dont le but principal était de préparer des juristes et des gens capables de prendre en main les affaires publiques.

3. Flint, 262-279, 289-304.

dom Tassin, ainsi que leurs modificateurs allemands Adelung et Rudolph. Gatterer et Schöneman ¹. Le second mouvement se développera en Pologne, corrélativement à la renaissance de la culture occidentale, due à l'initiative dirigée par Konarski, avec la publication des *Volumina legum* (1732) et du code diplomatique de Dogiel (1758); en rapport aussi avec les publications des bibliographes allemands Sommersberger et Mitzler ², publications destinées plutôt à exciter la curiosité publique; ce mouvement posera devant le lecteur ou devant l'observateur des sources inconnues ou passées inaperçues.

L'initiative du roi Stanislas-Auguste donne naissance à l'*Histoire de la nation polonaise*. Naruszewicz, en abordant ce travail qui lui avait été confié, concernant l'histoire de la patrie, avait dû élaborer une méthode qui lui est propre; il présenta en abrégé sans aucune visée pédagogique, les principes de cette méthode, en une préface intitulée « Mémoire concernant la manière d'écrire l'histoire nationale ³ ». L'historien, dit-il, se voit en présence d'une tâche créatrice: « l'auteur d'une histoire universelle doit, personnellement, trouver et former tout de lui-même, et comme dans un tableau immense, tout arranger et orner lui-même ». Cette tâche est d'autant plus importante, qu'elle comporte plus de difficulté dans l'exécution. « Ce n'est pas, en réalité, une mince affaire que d'écrire l'histoire d'une grande, d'une antique nation. Il n'est également pas facile de l'écrire fidèlement, exactement, avec ordre, sagement et avec aisance, surtout en un siècle où la raison humaine, soumise à tant de cribles, recherchant dans les ouvrages les moindres défauts et prétendant tout reprendre, dans le sens le plus raffiné, cherche la vérité sans exagération, l'utilité sans faux-semblant, la beauté sans blâme. »

Naruszewicz caractérise avec concision ce travail qui engage la responsabilité de l'historien: « Il faut feuilleter nombre de livres anciens, et des monceaux de papiers ayant moisi dans les archives et dans les bibliothèques particulières. Il en faut pétrir une pâte unique et créatrice, laisser à la raison le soin d'en former un corps harmonieux et régulier, animer du souffle de la vérité cet agrégat

1. Breslau, *Handbuch d. Urkundenlehre*, 1912, I, 29-30, 32-4.

2. Grabowski, 175-8.

3. Imprimé comme préface à l'*Histoire de la nation polonaise* (*Historja narodu polskiego*), édition Bobrowicz, 1836, I, xvii-xxxii.

inanimé, et finalement, l'agrémenter et l'illuminer au moyen des couleurs claires du style et de l'éloquence. Il s'ensuit que pour l'auteur qui assume la charge d'écrire une histoire universelle, le travail est quadruple : recueil de matériaux assidu et ménager ; exposé facile et ordonné ; critique sensée ; ornementation attrayante par l'éloquence du style et entretenant l'envie de lire. »

Parmi ces quatre divisions, Naruszewicz traite avec le plus d'abondance la question de l'heuristicque. Il développe en détail l'idée des sources, les divisant en sources imprimées et en manuscrites. Les sources imprimées embrassent les imprimés polonais et étrangers, aussi bien ceux qui se rattachent directement aux annales de la Pologne, que ceux dans lesquels on ne rencontre que des détails indirects se rapportant au sujet traité. Le matériel manuscrit se compose de deux groupes : les matériaux laissés par la curiosité privée des contemporains et les actes publics, auxquels Naruszewicz attribue une importance plus particulière. Il existe en dehors de cela chez lui une division du matériel tiré des sources, en groupes objectifs : auteurs, législation intérieure, traités et unions, actes des ligues et des confédérations, bulletins de la diète, mœurs et coutumes. Outre la prépondérance du matériel documentaire sur le matériel descriptif, dans cette partie du travail, il y a lieu de signaler chez Naruszewicz un autre aspect de sa tâche : tout en réclamant l'aide d'un véritable état-major de collaborateurs (enregistreurs, copistes, archivistes) chargés de faire pour l'historien des recherches dans les collections publiques et privées, de copier les documents, les répertorier, les diviser en époques, en matières, de les ranger chronologiquement en chapitres, Naruszewicz met toujours au premier plan son travail personnel. « L'application suivie » personnelle s'appuie sur l'étude personnelle directe du matériel puisé aux sources ; l'historien chargé seul de rendre des comptes au public, aux cent yeux, doit décider seul de ce qui peut lui être utile ou indispensable.

En comprenant ainsi les problèmes de l'heuristicque, Naruszewicz n'est pas seulement un imitateur de Voltaire ¹, mais avant tout un partisan du système des éminents érudits français contemporains adonnés à la diplomatie.

1. Chodyncki, *Poglady na zadania historji w epoce Stanislawu Augusta*, 1913, 42-3 (*Considérations sur la tâche de l'histoire à l'époque de Stanislas-Auguste*).

Laconique en qui concerne la construction, Naruszewicz demande que « tout en suivant la lumière de la chronologie et les règles de l'histoire », — ce qu'il ne développe pas en plus de détail, — l'historien fixe et dispose « convenablement chaque récit à sa place », soulignant la nécessité de revoir, de vérifier et d'arranger systématiquement les choses recueillies ; il désire également que l'historien sache ressusciter et vivifier le passé. Tout en reconnaissant le poids de la critique, il est encore plus concis dans la définition de sa tâche ; par contre il s'étend plus complètement sur la question de l'exposé. « L'historien parle de la nation à la nation. Ceux-là (l'orateur, le poète) dans des images plus réduites dessinent la vertu et le vice, celui-ci les développe sur un immense tableau. Celui-là se contentera d'un semblant de vérité, celui-ci doit la rechercher à fond... il doit écrire en un style tel que le demande l'importance et la majesté du sujet, c'est-à-dire poli, majestueux, coulant et grave. A ce prix seulement l'histoire est en mesure de remplir sa tâche ; « torche de la vérité, garante et juge des œuvres anciennes, elle doit parler aux hommes, les instruire, les redresser, mais elle ne peut enseigner si elle n'a pas en elle cet esprit de sagesse qui, tout en donnant crédit et autorité à l'orateur, plie les esprits et conduit où il veut ceux qui sont flexibles. »

La théorie historique de Naruszewicz disposait des moyens modernes de la critique, qui permirent d'exploiter le plus largement les sources, ce que prouvent les remarquables cartons de l'auteur au musée des Czartoryski à Krakow. Cette théorie était une science essentiellement pratique, moralisatrice, basée sur les phénomènes nationaux, intellectuels, juridiques, sociaux et politiques ; quoiqu'elle ne fût pas dans les intentions de l'auteur une méthodologie, elle devint par l'exemple un enseignement ¹.

Le xix^e siècle, dans l'historiographie polonaise, s'ouvre sous l'influence directe de l'héritage de Naruszewicz. La société Philomatique, dans son programme d'études et dans ses projets de publications, met à exécution la pensée du célèbre évêque. Toutefois la stagnation règne dans la sphère de la méthodologie historique. S'il

1. Chodyncki, *l. c.*, 35-47. — Sokolnicki, *Polska mysl historyczna od Naruszewicza do Lelewela*, Bibl. Warsz., 1905, III, 213-5 (*Idée historique polonaise de Naruszewicz à Lelewel*). — Smolenski, *Szkoly historyczne* (*Écoles historiques*), 1898, 25, etc.

y a à cet égard des principes énoncés, ce sont en général, transmises par la voie de l'Allemagne, les idées des érudits français du XVIII^e siècle : éléments des sciences auxiliaires, avec recommandation de soumettre les sources à la critique, dans un but de pragmatisme naïf, mais le tout n'ayant rien d'original et présenté de seconde main. C'est dans ce ton que sont maintenus, en langue allemande, le plus souvent, les cours à l'Université de Lemberg ¹, ainsi que « *Wstęp do historii powszechnej* (l'*Introduction à l'histoire universelle*), 1821 », de Bentkowski, professeur à Varsovie, qui s'appuie exclusivement sur Rühs.

Le changement fondamental, la brèche sont dûs à l'apparition de Lelewel. Elève de Hussarzewski et de Grodeck, au courant de toute la littérature théorique et historique européenne, Lelewel, fidèle aux indications de son maître, arriva de lui-même à la possession de ses propres formules ². Dès 1807 il avait son système prêt, quoique ce ne fut qu'en 1815 qu'il publia « *Historyka, tudzież o latwym i pożytecznym nauczaniu historii* » (L'historique, ou l'enseignement facile et fécond de l'histoire); en 1818 parut : « *Jakim ma być historyk* » (Quel doit être l'historien); en 1825 « *O historii, jej rozgalezieniu i naukach, zwiasek z nią majacych* » (L'histoire, ses ramifications et les sciences connexes). Dans l'espace de dix ans le tout fut publié; c'est une suite d'études originales, à enchaînement logique, qui, avec l'assentiment de l'auteur déjà très avancé en âge, furent, grâce à une période d'adoucissement des rigueurs de la censure, publiées sous l'anonymat, à Varsovie en 1862, avec le titre de *Historyka* (Historique). A mesure que se développait le système et que mûrissaient les idées de Lelewel, les études ultérieures ne firent qu'élargir et perfectionner les principes primitifs.

Par histoire Lelewel comprenait « ce qui est arrivé aux hommes en un lieu donné et en un temps déterminé ». Cet enseignement doit se terminer par l'énumération successive des événements qui se rapportent au genre humain, il doit s'occuper de démontrer les rapports et les liens qui existent entre les hommes, comment l'un

1. L.-E. Zehmarcks, *Leitfaden d. Vorlesungen über die histor. Hilfswissenschaften*, s. d. (1795). — G. Uhlich, *Prelectiones diplomaticæ, quas in usum auditorum suorum, ex Gatterero. Eckhardo et Grubero adornavit* (1785). Je passe sous silence les écrits allemands de Uhlich.

2. Sliwinski, *Joachim Lelewel*, 1918, 87-93. Je cite l'*Historique* de Lelewel d'après l'édition de 1862.

découle de l'autre et comment, dans la chaîne ininterrompue des circonstances passagères de l'histoire, chacune d'elles a ses causes et ses effets (p. 5). Ce n'est que plus tard qu'il développa sa conception de l'histoire ; il souligne ce point, que l'objet du processus historique et de l'histoire ce sont les hommes et les choses humaines combinés dans leur action, agissants et réagissants, renfermés dans le cadre du temps et de l'espace (p. 96) et constatés par l'observateur. L'art historique, appelé simplement par Lelewel « l'historique » (p. 103) expose les moyens d'après lesquels doit être traitée l'histoire. Et l'histoire consiste non seulement à expliquer comment telle chose s'est passée, mais également pourquoi elle s'est passée et comment elle doit être narrée.

La première partie de l'historique, la critique, consiste en recherches chargées d'indiquer la véracité et l'infailibilité des objets historiques, c'est-à-dire en l'investigation de la vérité historique. Elle comprend la collection des sources et leur explication par la critique. Lelewel gradue la valeur des témoignages offerts par les sources, qui, elles, sont de trois catégories : la tradition, les monuments muets, les monuments écrits et il indique les moyens qui permettront, en se basant sur les sources, de reconnaître la vérité. Il explique séparément et en détail les éléments des sciences auxiliaires de l'histoire dans une revue bibliographique concise, du point de vue de l'histoire tant universelle que polonaise ¹, et en parlant de la ramification de l'histoire et des sciences connexes, les sciences auxiliaires mises à part, il aborde la statistique, très importante, mais non encore définitivement établie ; comme il la conçoit lui-même, la statistique est l'histoire décrivant la situation des États par rapport au lieu (p. 86) ; il donne ainsi sa forme moderne à une conception qui était déjà celle de Bodin.

La seconde partie, l'étiologique, renferme les observations qui indiqueront les voies, les causes et les effets des problèmes de l'humanité découlant des événements qui se sont passés en un lieu et en un temps donnés ou accomplis par l'homme. L'objet de l'étude est l'homme historique, et par suite social, agissant dans des circonstances de lieu, de temps et d'événements, au sein des

1. *Polska, dzieje i rzeczy jej*, 1863, V, 287-379 (*La Pologne, son histoire et ses matières*).

rapports sociaux et nationaux, intérieurs et extérieurs. « Tout événement est la suite de causes multiples, la cause est l'origine de suites différentes. » « L'histoire offre à l'observateur un concours infini de circonstances unies et emmêlées en une chaîne ininterrompue. » L'historien ne pourra les démêler qu'en appliquant ses propres capacités à l'ordre des conditions anthropologico-ethnographiques, statistiques et politiques, et en se fondant sur la connaissance réelle des hommes (26-7). Tout en admettant la causalité historique, Lelewel est loin de reconnaître la causalité mécanique dans l'histoire, quoiqu'il écarte de manière absolue l'étude des actions dues aux particuliers pris isolément, si ces actions n'ont pas d'influence sur le genre humain, et il donne une place spéciale aux phénomènes dont la foule est l'élément principal « pour cimenter les parties en un tout unique » (186-7).

Enfin, la troisième et dernière partie, l'historiographie, s'occupe des moyens de décrire les événements dans toute leur suite et leur fidélité. Le sujet doit être choisi, placé sur le vaste fond de la description statistique, et tout doit être présenté « en une vérité sincère capable d'instruire et de parler au cœur, en un récit sérieux, en un tout unique bien en rapport et dans un arrangement adroit de ses parties » (28). La science impose à l'historien des exigences importantes : l'impartialité, l'humanité, l'esprit national doivent s'allier chez lui au sentiment d'une vocation responsable et à une bienveillance n'excluant pas une rigoureuse équité.

Dans son développement ultérieur, Lelewel, à côté de l'historiographie, établit la science des recherches ; à côté de l'exposition il motive l'existence des études critiques ou des combinaisons, et il expose, dans des tableaux quasi généalogiques, aussi bien les divisions de la science que les genres des sources historiques¹.

Professeur responsable et historien éminent, Lelewel avait à cœur l'instruction tant théorique que pratique de ses élèves en élaborant un programme sur l'enseignement de l'histoire universelle². Il ne put cependant continuer ses travaux pédagogiques. Le fil tragiquement interrompu en 1831 ne fut pas renoué. Ce n'est que beaucoup plus tard, et notamment par Jablonowski, que

1. Comp. la conclusion de Sokolnicki, *Bibl. Warszawska*, 1903, III, 223-230.

2. Korzon, *Historique*, Lettres, II, 85-88. — *Aperçu sur l'action scientifique de Lelewel* (*Poglad na dzialalnosc naukowa Lelewela*); *ib.*, 365-372.

nous voyons l'influence directe de Lelewel se répandre à nouveau dans les milieux scientifiques de Varsovie.

Dans le développement de la pensée polonaise, sous la domination russe, son nom ne devait pas être cité, quoique toute la production scientifique des temps les plus récents restât sous l'influence de son individualité comme écrivain et sous l'action des problèmes imposés par lui à l'attention.

Nous avons un reflet de Lelewel, sans que cependant son nom soit cité, et une continuation de son œuvre dans l'ouvrage de Louis Janowski (1836) sous le titre d'*Histoire universelle depuis le commencement des connaissances historiques jusqu'à nos jours*, ouvrage réédité avec aussi peu de succès sous un titre nouveau (1846) : *Propédeutique ou études préparatoires d'histoire universelle*¹. L'auteur de cette « Propédeutique » s'appuie principalement sur les érudits allemands du xviii^e siècle, tout en étant au courant des recherches égyptologiques les plus récentes, à partir de Champollion. Partisan modéré de Kant dans le domaine des phénomènes philosophiques, en ce qui concerne la littérature purement historique, il prend en considération presque exclusivement la littérature allemande des commencements du xix^e siècle, et dans les questions de théorie il est sous la dépendance toute particulière de Fabri, de Rühs, de Wachsmuth, directement ou par l'intermédiaire de Lelewel qui avait soumis à l'examen de sa critique les auteurs ci-dessus dans son ouvrage *De l'histoire, de sa ramification*, etc.

La science historique embrasse, suivant Janowski, quatre catégories principales d'études. L'histoire universelle avec ses divisions est « le récit de cette lutte incessante qui a formé l'état extérieur de la société et a influé sur la transformation et la structure de son état intérieur ». Elle est le récit de tous les événements, dans tous les temps du monde entier, mais elle ne prend que ceux qui, « concernant l'état social extérieur, méritent la confiance (c'est-à-dire s'appuient sur les sources et ont été vérifiés) et sont dignes d'être retenus ». Elle ne s'en tient pas strictement à l'ordre chronologique et n'est pas disposée de façon à pouvoir, dans toutes ses parties, constituer un tout complet ; il y a donc lieu de la considérer comme un recueil de matériaux,

1. *Propedeutyka czyli nauki przygotowawcze do historii powszechnej.*

non comme un tout systématique. Cette unité est donnée par la critique et l'esprit philosophique, s'il mûrit les événements (17-18). La philosophie de l'histoire enseigne de quelle façon « arriver à la vérité par les seuls concepts de la raison, étudier la nature des faits existants, considérer leurs buts à différents égards ; de quelle façon appliquer l'histoire, et, l'histoire ainsi formée, comment il faut la considérer comme science : en un mot, la philosophie de l'histoire enseigne ce qui fait l'esprit et la vraie utilité de l'histoire ».

Janowski voit dans la philosophie de l'histoire un chemin menant à l'ennoblissement du genre humain (19-22). « L'historiomathie » indique les règles d'après lesquelles nous pouvons acquérir les connaissances historiques et les apprendre (178-182) ; l'historiographie donne les moyens d'écrire et de construire les œuvres historiques (282-3). Ces quatre catégories différentes de l'histoire, en tant qu'étude, au point de vue de la méthodologie, embrassent en outre des problèmes spéciaux. Abstraction faite de la philosophie de l'histoire, nous avons là trois groupes de problèmes : dans l'histoire Janowski aborde la critique entière ; par historiomathie il entend la construction, par historiographie l'enseignement historique.

Dans la partie la plus étendue de la critique, il traite des connaissances auxiliaires à l'étude de l'histoire, par lesquelles il entend toutes les sciences servant à former, arranger, perfectionner et compléter l'histoire et qu'il divise en : a) auxiliaires, b) préparatoires et c) fondamentales, créant ainsi une combinaison originale prise dans la classification de ses prédécesseurs. Dans les sciences auxiliaires il fait entrer la chronologie, la géographie, la science des langues et la philosophie par laquelle il entend la psychologie s'appuyant sur un fond physiologique, la logique pure et la logique appliquée avec la méthodologie des sciences. Dans la critique il distingue très subtilement l'inférieure, grammaticale ou philologique, de la supérieure, qu'il appelle philosophique ou histoire proprement dite. La critique inférieure « s'efforce uniquement de ramener à leur forme propre les œuvres historiques qui nous servent de sources, ou bien si ces sources, dans l'éloignement du temps, ont soit disparu, soit été transformées, elle cherche à les compléter et à les rectifier par le collationnement des manuscrits existants des légendes et des autres écrivains et par diverses

combinaisons ». La critique supérieure « scrute la vraisemblance et les particularités des traditions de certains chroniqueurs et autres, suivant les signes caractéristiques logiques déduits du but de l'histoire et d'après la sûreté historique qui en découle (145-6). Dans la science des sources par lesquelles il entend les moyens de transmission des souvenirs des événements, il examine les particularités des sources, qu'il divise ainsi : sources écrites anciennes ou prises dans les temps les plus éloignés ; sources de premier rang ou directes et sources de second rang, c'est-à-dire puisées dans les premières (148). Parmi les sources il insiste sur la tradition (non pas les sources descriptives) et les monuments en général ou les monuments artificiels. Quant aux témoins, qu'il divise en oculaires et indirects, il donne une série de moyens fondamentaux de procéder, rendant possibles leurs témoignages (178-187). Il fait une mention spéciale de la numismatique, des hiéroglyphes, de l'épigraphie, de la diplomatique, de la sphragistique. Il ne distingue pas particulièrement la paléographie, que Lelewel a si magistralement définie. Janowski traite en passant et superficiellement de la littérature historique.

Comme connaissances fondamentales pour l'étude de l'histoire, il considère avant tout la statistique par laquelle, à l'instar de Lelewel, il comprend la science de la situation générale des nations ; la situation des pays ou théorie des États, à laquelle il donne le plus de développement, sans faire aucunement mention de la Pologne ; puis viennent la généalogie et la science héraldique.

Dans l'historiographie il souligne fortement l'importance de la causalité et la nécessité d'embrasser de toutes parts les causes extérieures, intérieures, les caractères des personnages, l'esprit de la nation jusqu'à la situation et aux conditions physiques du pays.

Dans l'historiographie le mode « analytique » de la description, par ordre chronologique, est distingué par lui du mode philosophique, qui consiste à déduire les causes de tous événements des sources mêmes. Il souligne la nécessité du choix des matériaux et des actes, il invite à l'étude de l'histoire même en cas de capacités médiocres. Dans la deuxième partie, dite détaillée, consacrée avant tout à l'histoire naturelle et physique de notre planète, à proprement parler l'anthropogéographie ; dans la partie relative à la méthode de l'histoire (307-312), il traite de la méthode de l'ensei-

gnement historique. La méthode ethnographique, plus exactement nationale, décrit l'histoire d'une nation; la méthode synchronique s'occupe des événements propres à tous les peuples en un même temps; enfin, de l'avis de Janowski, la meilleure méthode ethnographico-synchronique tâche de s'appuyer sur l'histoire contemporaine des événements dans la vie des principales nations. La conception de l'histoire universelle n'est possible qu'avec la division en périodes et cette division doit répondre aux conditions suivantes: 1^o la période constitue « dans une considération principale, un tout existant en soi-même »; 2^o seuls les grands événements qui ont changé l'ordre des faits, ouvrent les époques nouvelles; 3^o les périodes doivent durer aussi longtemps « que n'aura pas eu lieu un fait nouveau qui à son tour introduira un changement général ».

Animé d'un idéalisme généreux, Janowski avait une compréhension profonde de la tâche de l'historien, comme s'il faisait sienne la pensée de Lelewel, différent cependant de ce dernier, en ce que Lelewel ne connaît que les devoirs idéaux, tandis que Janowski connaît déjà les rudes lois de la vie. « Il y a cependant, dit-il avec calme, mais d'un ton profondément tragique, des temps et des circonstances où la vérité est méprisée et dans ces cas nous nous exposerions sans utilité au danger, si nous voulions la dévoiler en toute liberté; alors l'histoire se tait et laisse l'accomplissement de sa vocation aux générations suivantes ou aux temps plus tardifs » (285).

Écrite à l'époque la plus difficile, sous le gouvernement de Paskevitch, développement contemporain et systématisation de la remarquable historique de Lelewel, qu'elle ne mentionne pas une seule fois, pas plus qu'elle ne parle pour ainsi dire de la Pologne; précédant d'une année l'historique si prônée de Gervinus qui lui est si inférieure, la Propédeutique de Janowski a passé presque inaperçue. Elle a sombré dans le tréfonds des temps sans histoire, comme devait l'être pour la Pologne sous la domination russe, l'époque de Paskevitch, époque si particulièrement hostile à toute instruction ¹.

1. Pour caractériser les intentions du gouvernement russe à l'égard de la jeunesse polonaise des écoles finissant ses études, citons en traduction la réponse donnée à Paskevitch (avant le 27 mai 1846) qui demandait ce qu'il fallait faire de cette jeunesse, par Okuniew, curateur de l'Académie de Varsovie: « J'estime qu'il faut, en premier lieu, réduire l'enseignement, en second lieu décréter l'enrôlement. Les

III

La cessation du régime de Paskevitch n'amena aucun changement dans la production historique polonaise. La réimpression, en 1862, de l'*Historique* de Lelewel semblait être le présage de temps nouveaux ; toutefois le moment d'une production sans entraves pour les historiens ne devait pas arriver. Qu'il s'agisse de la période passagère du régime de Wielopolski, de la réaction ultérieure du côté russe, ou qu'il s'agisse du positivisme varsovien, rien de tout cela ne créait une atmosphère favorable au développement des études historiques.

Ce n'est pas sans raison que W. Cybulski, appelé à occuper la chaire de l'histoire de la littérature polonaise, écrivait le 17 mars 1864 à Al. Wielopolski, directeur de l'instruction publique.

« L'histoire de Pologne et la littérature polonaise sont de tous les sujets de conférences à l'École supérieure de Varsovie, les plus difficiles à pratiquer. Si le professeur n'a pas d'instructions strictement réglées, s'il n'a pas de limites clairement assignées à son cours, il se trouvera toujours sur un terrain glissant et dangereux, dangereux non seulement pour lui, mais pour l'École elle-même, et tout au moins pour la chaire visée. Exemple, l'Université de Wilno. D'un autre côté, si ces instructions renferment des règlements trop sévères, si l'on y indique la position, le sens, les bornes soit presque tout le système du cours, adapté à de certaines considérations extérieures, le cours universitaire perdra tout son caractère, la dignité, la valeur, le charme de l'étude ; ce ne sera qu'un travail de manœuvre ¹. » D'une façon ou d'une autre, il n'y avait pas, à l'École supérieure, place pour l'étude de l'histoire vraie, et c'est pourquoi malgré les efforts de Plebanski, cette Université n'a, pour ainsi dire, pas produit un seul historien.

enrôler pour quatre ou six ans : ceux qui seront enrôlés pour quatre ans auront à subir le voyage aller et retour, ce qui prendra du temps. Les expédier au Caucase : ils en reviendront plus calmes, ils apprendront à connaître les privations et l'ordre, et, en outre, tous ne reviendront pas ; au lieu de verser notre sang, versons plutôt le sang de nos ennemis, et nous n'en avons pas de plus grands que la jeunesse polonaise pauvre des écoles », Archives de Varsovie, Chancellerie secrète du vice-roi, t. XII.

1. Archives de l'Instruction Publique. Documents de l'École Supérieure non insérés dans la table des matières. N° B.

Et cependant aussi bien à la faculté historico-philologique, qu'aux Cours pratiques pédagogiques, Plebanski professait « la propédeutique historique » ou « l'Encyclopédie et la méthodologie des sciences historiques ¹ ». Plebanski comprenait que « l'histoire en tant que récit savant et artistique de tous les faits qui exercèrent une influence marquée sur le progrès, la civilisation et l'instruction de l'humanité, dans les nations prises isolément, embrasse une énorme quantité d'actions dues à l'homme ; elle est le trésor inépuisable de l'idée de *liberté* prenant corps au sein de l'humanité, ou bien plutôt par rapport à la vie de l'État qui est jusqu'à présent la meilleure école des peuples, des nations et de l'humanité ; elle est encore un énorme miroir réfléchissant les *actes politiques* par l'énergie de la liberté, actes accomplis et exécutés dans le but d'arriver à perfectionner l'humanité » ². Plus loin il considère que « seule l'histoire de l'humanité prise dans le sens le plus large de ce mot est une science, tandis que l'histoire des nations isolées et des époques n'est une science, qu'en tant que nations et époques sont présentées en un rapport organique avec les idéaux de l'humanité entière, et si elles manifestent à chaque pas leur énergie de parties composantes de tout l'organisme de l'humanité » (cours 18, XI, 1864). Conformément à ce point de vue, il définissait la tâche de l'encyclopédie des sciences historiques, science qu'il ramenait à un exposé systématique de toutes les disciplines, restant en rapport organique avec l'histoire. Pour lui, le foyer d'une telle encyclopédie était l'idée de l'histoire, le but et la tâche auxquels doit tendre toute action historique. L'Encyclopédie s'efforce d'adapter les résultats de toutes les sciences auxiliaires de l'histoire à l'idée de l'histoire, elle vise à exposer la théorie des études historiques, la façon dont ces études avec le temps, se sont développées et perfectionnées, les principes et les règles de ces

1. Dans les papiers laissés par Plebanski à la Bibliothèque publique de Varsovie, j'ai trouvé trois fascicules de la *Propédeutique historique* (annuaire, II, 1864), un fascicule de la *Propédeutique historique*, 1864-5 (fin de l'année 1864), ainsi qu'une remarquable *Encyclopédie et Méthodologie des sciences historiques* (1867-8) en deux fascicules, plus un cours de *Chronologie* et de *Statistique*. Ce sont, en général, des cours universitaires mis au point.

2. Manuscrit de la Bibliothèque publique à Varsovie, n° 5, intitulé : *Historiographie polonaise*, 1864 (comprenant les cours de juillet 1864), p. 1-2. Nous voyons pareille définition dans la première allocution de Plebanski, au moment de l'ouverture des cours, allocution prononcée en latin et conservée dans ses papiers : *Oratio in inaugurationem Scholæ principalis Varsaviensis die IV. novembris anni MDXCCLXII habita.*

études dans leur développement organique, « pour, de cette façon, dévoiler, montrer et expliquer le but final, la tâche principale de l'histoire, pour mettre en évidence *l'idée* de l'histoire qui est une des sciences les plus importantes et un des trésors les plus précieux de l'humanité ». L'encyclopédie historique a, selon Plebanski, une double tâche : l'une d'enseignement général, et l'autre, spéciale, en qualité de propédeutique professionnelle des études historiques.

En tant qu'il s'agit spécialement de cette seconde, Plebanski insiste particulièrement sur la partie nommée « historiographie ». « Étant donné que les règles, d'après lesquelles on prend différents détails étudiés précédemment d'une manière critique pour en composer l'ensemble d'un tableau historique, s'appuient sur une base scientifique universelle, il s'ensuit donc que nous appelons historiographie l'adresse dans la composition historique, les fruits de la génialité à créer, avec les détails du passé, des tableaux fidèles de ce passé, les résultats de cet examen consciencieux, déposés dans les ouvrages historiques ». (*Histor.*, 5). Il aborde donc tous les « moyens auxiliaires scientifiques », divise les sources polonaises en sources pour l'histoire de Pologne, collections d'historiens polonais et collections de chartes qu'il examine (p. 51-52), mais dans ce chapitre aussi il attire tout particulièrement l'attention sur les problèmes généraux, comme il le dit lui-même : « l'historiographie ne limite pas son domaine aux questions se rapportant uniquement à la pratique des études ; elle a encore des visées *plus générales*, philosophiques et historiosophiques, se rapportant au progrès général de l'humanité ». Ces visées plus générales, tant dans la propédeutique générale que dans la propédeutique détaillée, font que le point de vue pratique, méthodologique, se trouve relégué tout à fait à l'arrière plan. Au premier plan apparaît le problème classificatif et celui du rapport de l'histoire avec la philosophie, puis le problème de son rapport avec les autres sciences ayant l'homme pour objet (psychologie, anthropologie, statistique, droit politique, économie politique), et étant donné que « la tâche la plus importante de l'histoire est de représenter l'esprit humain *par rapport* à la réalité qui l'entoure, à sa dépendance *du temps* et *du lieu*, mais en même temps à son action *dans le temps* et *le lieu* », ce qui se présente au premier plan ce sont les questions philosophiques liées à ce problème, traitées sur

un ton de polémique, rudement, parfois de manière absolue, sous l'influence de la philosophie allemande et d'une théorie de l'État hégéliano-organique, avec toutefois une répugnance marquée à accepter la suprématie scientifique des Allemands.

En introduisant l'enseignement du « métier scientifique », il se trouva que, malgré l'opinion très haute, mais strictement utilitaire qu'il avait du rôle de l'historien ¹, Plebanski ne forma pas d'élèves; ses cours cependant devaient devenir un des éléments les plus importants de l'idéologie générale de l'École supérieure de Varsovie.

Le vrai centre des travaux historiques sera la Galicie, une fois l'autonomie donnée au pays, et quand, après la polonisation des universités, aura été créée l'Académie des Sciences et des Lettres de Cracovie. C'était le moment d'une période de travail concret; on allait se mettre à retourner les terrains restés en jachère, s'adonner à un travail fiévreux de monographies et de publications. L'œuvre historique peut se développer librement, en donnant une série de résultats importants, surtout dans le domaine de l'historiographie médiévale, en acquérant une méthode sûre, scientifique. Là, l'étude prend de l'ampleur, sans pouvoir être accusée de manquer de science, ce qui risquait toujours d'arriver à l'historien, comme tel, dans le monde positiviste de Varsovie ². Toutefois la méthode créée a un caractère purement pratique. Ketrzynski, Wojciechowski, surtout Liske, puis Balzer et Finkel à Lwow, Zakrzewski, Smolka, Piekosinski, plus tard et par-dessus tout

1. « Selon nous, celui-là seul, parmi les historiens, remplit dignement sa tâche qui cherche à accroître les forces nationales, qui accorde le même soin à toutes les facultés de l'esprit national, qui, avec le même zèle, forme et perfectionne tous les organes qui sont l'expression de la vie nationale, de la puissance du caractère et des vertus nationales, celui qui vise, non pas au gaspillage, mais à la conservation et à la consolidation organique des bases qui constituent tout l'objet de la vie d'une nation donnée; celui-là, tout comme un médecin expert, doit couper, rejeter toute pourriture, tous penchants maladifs, les passions insensées, etc. En rendant un juste hommage au vrai mérite et à la vraie vertu, l'historien encourage les esprits plus hardis à un travail plus large, et il enflamme toute la nation, la rendant capable d'accomplir des actions belles, nobles, morales. » (*Historiographie*, 9-10.)

2. Smolenski reconnaît que « l'étude de l'histoire, comme toute autre science, n'a pas d'autre tâche que de constater et d'étudier la nature des phénomènes dans le but de découvrir les lois qui régissent l'humanité », *Szkoly historyczne* (Écoles historiques), 157; Korzon défend l'histoire contre le reproche de manquer de science et indique la divergence entre sa méthode et celle des sciences art. *Historyka* (Historique), Lettres, II, 79. Ces deux écrivains témoignent de la suprématie des idées positivistes dans les milieux scientifiques de Varsovie; nous trouvons un écho de cet état d'esprit dans *Nauki historyczne Poradnik dla samouków*, 1899, II, 188-204, par Krzywicki (Études historiques, Conseiller pour les autodidactes).

Krzyzanowski à Krakow, voilà les fondateurs de cette nouvelle méthode pratique.

La publication de sources et de monographies ne suffit pas ; on se trouve devant la nécessité d'embrasser l'ensemble. On voit apparaître alors le premier essai de synthèse. Szujski publie son *Histoire de Pologne en 12 livres*, 1880, développement des « lois générales », « découvertes » par l'auteur, qui y donne un « répertoire » des faits tirés de toute l'histoire de la Pologne ¹ ainsi qu'une bibliographie intelligemment présentée, sous le titre de « Zrodloznawstwo historji polskiej » (Etudes des sources de l'histoire de Pologne). En 1879 apparaît « *L'Esquisse d'Histoire de la Pologne* ² » par Bobrzynski. Adapté aux besoins du moment, sous la dépendance, en grande partie, des aperçus positivistes sur l'histoire, considérée comme faisant partie des sciences sociales, le livre de Bobrzynski souleva une tempête polémique. Kalinka, Wojciechowski, Liske, Szujski, Korzon, Balzer prirent la parole, et Smolenski plus haut que les autres. Bobrzynski se défendit. Après avoir mis en question les résultats, on en revint aux problèmes, à la méthode d'investigation, à l'examen des moyens de recherche.

De cette polémique et en connexion avec elle, naquit une nouvelle méthodologie de l'histoire due à Smolka : *Quelques mots sur l'histoire* ³. Écrit en opposition avec les conclusions historiosophiques de Bobrzynski, cet ouvrage n'en défendait pas moins les principes méthodologiques de l'auteur de « *L'Esquisse d'Histoire de la Pologne* ».

Au moment du premier congrès des historiens polonais, Smolka, doué du plus grand talent littéraire, prit la parole au nom de ce qu'on appelait alors « l'école historique contemporaine ». Pour lui, sa tâche consistait à remettre sur le tapis les questions dont seul Lelewel avait parlé avant lui dans « *L'Histoire*, oubliée, non lue et surannée ». Il considérait de son devoir d'aborder en public les questions relatives à la méthode empruntée par nos historiens à l'école allemande, mais néanmoins, pendant les dix dernières

1. Smolka, *Józef Szujski*, 1883, 100-1. — Dembinski, *Szujski et sa Synthèse de l'histoire*, Annuaire de l'Académie, 1907-8, 123-141.

2. *Dzieje Polski w zarysie*.

3. *Esquisses historiques*, 1882, 1, 281-360. Comp. Struve, *Introduction critique à la philosophie (Wstęp krytyczny do filozofji)*, 1898, 351-2.

années, développée de manière indépendante dans les universités polonaises réouvertes, surtout à Krakow.

Le caractère polémique de ce travail influe sur sa structure. Smolka fait tout d'abord justice des aperçus de Bobrzynski sur le but de l'histoire, en réfutant la conception d'après laquelle des lois immuables régiraient l'histoire et aussi d'après laquelle l'histoire n'aurait qu'à confirmer ou à infirmer la justesse des lois pour ainsi dire découvertes par les sciences juridico-sociales. Il réclame pour l'histoire une situation indépendante et passe à la tâche particulière qu'il lui assigne. L'histoire, dit-il, « décrit le degré de développement dans lequel s'est trouvée l'humanité dans chaque période... et elle raconte les événements qui, en se développant sur le fond des relations d'une époque donnée, y avaient accompli une lente transformation, jusqu'au moment où les événements ne les transformèrent pas foncièrement et ne leur imposèrent pas les formes qui se manifestent dans la phase subséquente de leur développement ultérieur ». L'histoire ne s'occupe pas de l'humanité entière, mais uniquement de ses portions dominantes, en étudiant la participation active et passive que prennent, dans la vie historique de l'humanité, les éléments toujours nouveaux qui la composent (307). L'étude elle-même, pour satisfaire à ses obligations, doit répondre aux conditions suivantes : 1^o elle doit amener à la connaissance de tous les faits, compris dans les limites de l'objet en question, 2^o elle doit en édifier habilement, par voie de construction, une étude servant de complément à l'histoire de l'humanité. Une méthode perfectionnée, libre, menant à ce but, est la preuve la plus forte de la situation indépendante, scientifique de l'histoire.

Après avoir ainsi formulé la tâche de l'histoire, Smolka passe à la définition des principes fondamentaux de la recherche. Il y discute : *a*) les sources historiques qu'il divise en directes et indirectes et *b*) la critique historique, par laquelle il comprend la science consistant à adapter les sources de façon à ce qu'elles donnent sur les faits historiques un témoignage réel ; puis il passe à *c*) l'explication des moyens permettant de vérifier les faits. Il attire en même temps l'attention sur les difficultés découlant des contradictions qui se rencontrent souvent entre plusieurs témoignages, et il motive la nécessité de faire intervenir des hypothèses. Il développe plus largement ses aperçus *d*) sur le rapport de l'histoire avec les sciences sociales et politiques, protestant contre

l'imposition de formes juridiques préconçues aux faits historiques et il demande à l'historien d'avoir la faculté de comprendre les phénomènes sociaux ainsi que le talent d'en indiquer les variétés typiques ; enfin *e*) il s'arrête sur la construction et le jugement historique dont le but est de distinguer dans l'évolution des faits les limites exactes de ses phases particulières, et il assigne à ce même jugement le devoir d'apprécier le rôle dans les faits des individualités historiques. Sans être ici suffisamment concret, Smolka prend la défense de droit de l'histoire à l'imagination. En cela il est conforme à sa thèse fondamentale. L'histoire « étant une science est, et par la nature même des choses, doit être en même temps un art » (309). La certitude acquise par la précision de la méthode critique fait que, pour l'historien « convaincu de la sainteté de ses devoirs », il n'y a aucun danger ni dans l'imagination ni dans le jugement historique. « L'amour de la vérité des faits mettra l'historien en garde contre toute partialité pernicieuse et répréhensible » (352). Toutefois, ni l'exubérance de la fantaisie, ni « la hardiesse excessive des hypothèses ne risquent, dans l'état actuel de la science, de nuire à la vérité historique... L'histoire, dans sa situation présente dispose de moyens techniques si opérants, que l'œil perspicace de la critique historique découvrira toujours tôt ou tard le moindre écart, qui est en même temps une infraction à la méthode scientifique, et une fois le défaut découvert on verra s'écrouler en même temps tout l'édifice construit sur cette base défectueuse. Dans le domaine de la construction historique on est tenu d'observer les postulata, dont personne aujourd'hui ne peut s'écarter, et qui sauvegardent suffisamment la vérité historique. Cette méthode d'examen seule a pu donner à l'histoire une base scientifique précise et un jugement historique sûr dans la construction (pour laquelle Smolka réclame une impartialité absolue). Cette base scientifique et ce jugement historique sont les deux clefs de voûte, sur lesquelles de nos jours s'appuie l'histoire ».

Nous sommes ici en face d'une vulgarisation d'ailleurs remarquable de la méthodologie. Quant à la méthodologie purement scientifique, elle devait venir de Varsovie. Malgré les conditions particulièrement difficiles de la vie dans cette ville, où tout appui manquait à la science, l'étude de l'histoire n'avait pas subi d'arrêt ; elle trouvait, à Varsovie, sa source dans la puissance créatrice,

dans l'énergie inlassable, héroïque même de quelques savants. Parmi eux, si nous envisageons le point de vue fondamental en théorie, apparaît un fond commun, une manière de voir commune. A côté des partisans déclarés d'une théorie organique (Pawinski, Rembowski) ¹, s'établit le positivisme théorique mitigé, dans la partie « historisante » par une absence de doctrinarisme, mûr et pondéré dans l'activité historique pratique (Smolenski, Chmielowski). On voit se produire des tentatives d'organiser sur une large base, la publication des sources ².

Sur le fond général se détache l'individualité d'un savant au labeur exceptionnel, auteur de toute une série de grandes monographies dans l'ordre de l'histoire nationale, observateur profond de l'histoire européenne : Korzon. Connaissant à fond l'histoire universelle, il était en réalité autodidacte. Pendant de longues années, sans cependant se trouver en contact direct avec l'école européenne moderne, lisant tout ce qu'elle produisait, mais y ajoutant la réflexion et l'observation personnelle, il en vint à formuler, sur la méthode historique, des aperçus originaux, non assujettis à la doctrine sociologique. N'ayant à sa disposition ni chaire, ni élèves, d'accord du reste avec la conviction chère aux savants varsoviens qui leur faisait une obligation nationale de toujours vulgariser la science le plus possible, il répandait ses théories, parmi les groupes autodidactes de la jeunesse et faisait imprimer ses cours dans des publications accessibles à la masse. Les limites d'une encyclopédie ordinaire se trouvent dépassées par la publication de la *Grande Encyclopédie Illustrée* et du *Conseiller pour autodidactes*, deux entreprises à large envergure qui, dans les dernières années du xix^e siècle, devaient, pour Varsovie et les territoires soumis à la domination russe, tenir lieu d'université proprement dite et de cours publics. Au milieu d'une phalange d'autres savants, Korzon, dans ces publications, mettait au jour les résultats de sa longue expérience ; dans *l'Encyclopédie*, au mot *Historique*, il donne sa méthodologie de l'histoire ³. Succincte, exacte, claire, fondée sur toute la littérature méthodologique européenne qu'elle passe en revue (jusqu'à 1899) l'histo-

1. Comp. mon article *Alexandre Rembowski* dans le Bulletin trimestriel historique (*Kwartalnik historyczny*), 1906.

2. *Bibliothèque* de la bibliothèque Krasinski, *Sources historiques* de Pawinski et Jablonowski, et quelques autres.

3. *Grande Encyclopédie Illustrée*, XXIX, 47-56, reprôd. *Lettres*, II, 83-105.

rique de Korzon était un abrégé « une esquisse de méthodologie scientifique en histoire, reposant sur sa propre expérience », un « recueil d'aperçus et de connaissances indispensables ou utiles pour l'historien de profession et devant servir à sa production créatrice ». Dans ce travail, l'auteur prend en considération les résultats théoriques de Bernheim, de Langlois et de Seignobos et y applique sa formule philosophique : « l'histoire est la science de la civilisation ».

Le point de départ de cet enseignement est le choix du sujet, et Korzon en trouve le principe dans l'élément social. « Lorsque, dit-il, quelque besoin social, un problème dû aux hommes d'action, une question scientifique ou quelque complication aperçue et un défaut dans l'enseignement en cours réclame la recherche d'explications par la voie d'une instigation nouvelle, alors l'esprit de l'historien se trouve en possession d'un sujet de travail. » Ensuite il aborde les chapitres principaux de sa méthodologie : 1^o l'heuristique ; 2^o l'arrangement du plan ; 3^o la préparation fondée sur la critique extérieure et intérieure, sur la structure « supérieure » des faits et l'interprétation ; enfin 4^o l'exposé lui-même. Critique sévère, analyste, Korzon s'étend plus en détail sur le dernier point, s'opposant fortement à l'introduction du facteur esthétique dans l'enseignement de l'histoire. « La vivacité communément prônée, le coloris, le côté plastique dans la représentation, ne sont que des louanges déplacées pour un ouvrage scientifique ayant pour but d'élargir ou d'approfondir notre science. » Trois principes définissent son point de vue : l'exactitude scientifique, la clarté de l'interprétation, enfin la droiture, s'appuyant sur les jugements « d'après un seul et même principe éthique nettement exprimé ». « L'histoire est un auxiliaire de la raison, aussi doit-elle se libérer de l'emprise exercée par les sentiments et s'élever jusqu'aux sphères de l'abstraction. De même que l'ingénieur dispose une courbe de voie ferrée en Angleterre, en Allemagne, en Espagne, en Russie, en Cochinchine et au Dakota, d'après une formule mathématique unique, sans crainte de déraillement, de même l'historien, qu'il soit anglais, allemand, espagnol, etc., en arrivera à posséder des éléments partout semblables pour sa science, et à développer des raisonnements identiques. Ainsi seulement pourra se réaliser le vœu des historiosophes tendant à élever l'Histoire au niveau d'une science pure. »



Dans l'esquisse ci-dessus nous avons parcouru la longue période allant de la moitié du xvi^e jusqu'à la fin du xix^e siècle. Comprise par Ilowski et Starowolski en son sens pratique, comme recueil d'instructions pour les lecteurs, par Naruszewicz, comme abrégé des méthodes scientifiques conduisant à l'histoire moralisatrice, l'historique avec Lelewel est déjà un système complet de moyens scientifiques permettant de débrouiller l'écheveau du développement de la vie humaine, facilitant la conception encore pragmatique, mais déjà génétique de l'histoire. Lelewel a pour successeurs : Janowski, enclin à la construction philosophique de l'humanité ; Smolka avec son esthétisme caractérisé ; Korzon exclusivement attentif à la documentation scientifique. Depuis ses origines la méthodologie polonaise a subi tour à tour les influences : italienne, française, finalement et presque jusqu'en dernier lieu allemande, avec une forte empreinte de Comtisme¹ ; en passant par cette gamme complexe de changements ; elle a marché de pair avec le développement de la science historique dans tout l'Occident européen.

MARCEL HANDELSMAN.

1. Surtout par l'intermédiaire de Bourdeau.

REVUES CRITIQUES

L' « HISTORIQUE »

DE M. MARCEL HANDELSMAN ¹

Le mouvement intellectuel en Pologne est, malheureusement, peu connu en France, malgré l'affinité de culture de ces deux pays. Néanmoins, il prend un essor toujours croissant. Six universités polonaises : Varsovie, Cracovie, Poznan, Wilno, Lwow, Lublin (il n'y en avait que deux avant la guerre) ont groupé autour d'elles un nombre considérable de savants qui peuvent maintenant, sans aucune entrave politique, poursuivre leurs travaux. Les études historiques occupent dans les universités de Pologne une place considérable ; bien entendu, c'est surtout l'histoire nationale qui constitue l'objet principal des recherches des savants polonais ; mais les résultats de leurs travaux ne doivent pas être indifférents aux historiens français, étant donné l'intérêt de l'histoire de Pologne pour l'histoire générale de l'Europe.

Les questions de théorie de l'histoire attirent aussi l'attention des historiens polonais ; parmi les ouvrages relatifs à la méthode de l'histoire, il faut mentionner surtout le livre récemment publié par M. Handelsman, professeur d'histoire à l'Université de Varsovie. Cette étude sur la méthode des sciences historiques n'est, dans le plan de l'auteur, que le premier volume d'un travail plus étendu : les volumes suivants s'occuperont des questions pure-

1. *Historyka, czesc I, Zasady metodologii Historji*, Zamosc, Pomaranski, 1921, xii-256 pp. in-8°.

ment théoriques, celles de l'évolution historique et des problèmes gnuséologiques.

Ce n'est pas aux spécialistes seulement que s'adresse l'ouvrage en question, mais surtout aux étudiants ayant besoin de la notion claire de la méthode.

Les matières traitées dans l'ouvrage de M. Handelsman permettent de le rapprocher des travaux analogues de MM. Langlois et Seignobos dans la littérature française et de M. Bernheim dans la littérature allemande. Notre auteur a réussi à construire le système méthodologique le mieux adapté aux besoins des recherches historiques en Pologne : ce système, en effet, est, en quelque sorte, intermédiaire entre le type allemand, exclusivement théorique, et le type français, plutôt pratique.

L'ouvrage de M. Handelsman contient les chapitres suivants : 1. Les principes fondamentaux de l'histoire ; 2. La recherche des documents (heuristique) ; 3. Critique externe et interne (herméneutique) ; 4. Construction (opérations synthétiques) ; 5. Exposition.

La deuxième partie consacrée à l'heuristique donne tous les renseignements nécessaires pour l'étude de l'histoire polonaise, et nous croyons qu'elle serait indispensable à tous les historiens français qui voudraient s'occuper des questions directement ou indirectement liées avec l'histoire de Pologne.

Cette partie est faite conformément aux règles de la méthode moderne la plus exacte ; l'importance des données bibliographiques, les indications précieuses relatives aux bibliothèques et archives polonaises qui facilitent les recherches des documents historiques (description des archives et des bibliothèques et de leur contenu, p. 61-77 ; liste raisonnée de tous les répertoires bibliographiques polonais ou ayant trait à l'histoire polonaise avec les éclaircissements nécessaires, p. 76-93), tout cela rend l'ouvrage indispensable dans les recherches historiques sur la Pologne.

La troisième partie consacrée à la critique externe et interne (herméneutique), par les idées générales et la méthode d'exposition, correspond à peu près à celle de l'ouvrage de MM. Langlois-Seignobos. L'auteur, après avoir exposé tous les dangers de l'hypercritique, si répandue surtout dans certains milieux allemands et du dilettantisme, traite une série de questions particulières

comme critique de restitution, de provenance, classement des sources, etc. Il cite quantité d'exemples qui soutiennent ses thèses tirés surtout des recherches relatives à l'histoire du moyen âge polonais. Parmi des exemples relatifs à l'histoire moderne, il importe de citer ici le plus frappant qui démontre comment il est indispensable de tenir compte de l'histoire de Pologne quand on veut s'occuper de certaines questions d'histoire générale. Il s'agit du travail bien connu de M. Bresslau, *Das Testament Peters d. Grossen* (*Hist. Zeit.*, 1879) qui donne des conclusions tout à fait inexactes, parce que l'auteur n'a pas connu les matériaux concernant les projets du général polonais Sokolnicki qui fut l'auteur du testament dit de Pierre le Grand.

Il n'est pas sans intérêt aussi d'attirer l'attention des lecteurs français sur la liste complète des sociétés savantes polonaises qui s'occupent de l'édition des sources historiques polonaises (p. 157), avec l'Académie de Cracovie et la Société des Sciences de Varsovie en tête.

La quatrième partie s'occupe des opérations synthétiques. Après l'indication d'un certain nombre de procédés nécessaires pour approfondir le sujet et fondés sur les principes de la logique, l'auteur traite de diverses méthodes en histoire : psychologique, statistique, géographique, linguistique, etc. Toutes ces méthodes sont analysées de la manière la plus complète.

De tous les paragraphes, le plus remarquable est le 22 qu'on doit considérer comme le résultat d'une longue et consciencieuse expérience de l'auteur. Ce paragraphe traite la question de la « construction historique ». Il faut souligner que la conception générale de l'auteur, qui est en même temps l'expression des opinions dominantes en Pologne, est très rapprochée de celle des historiens français. M. Handelsman, tout en admettant la méthode objective comme base de la construction historique, attribue en même temps une grande importance à des procédés subjectifs qui seuls laissent apercevoir le passé. Les images qui se forment dans l'esprit de l'historien doivent être nécessairement le résultat d'une opération spontanée. La question si l'historien doit se tenir à l'écart de la vie politique pratique ou y prendre part, M. Handelsman la tranche dans le sens favorable à la participation à la vie politique. Il estime que le théoricien sera parfois plus enclin, à son insu, à une interprétation tendancieuse que l'historien qui,

en même temps, connaît les coulisses de la vie politique et qui a su en pénétrer tous les secrets.

La cinquième partie est consacrée à l'« exposition », où l'auteur souligne l'importance des facultés littéraires pour un historien. Sans cette faculté, on ne pourra pas ressusciter le passé et créer des images, ce qui est nécessaire pour faire comprendre la vérité historique.

La plus importante à nos yeux, c'est la première partie de l'ouvrage qui s'occupe des principes fondamentaux de l'histoire. C'est pourquoi nous en avons réservé l'analyse pour la fin du compte rendu, après l'exposé détaillé des autres parties. On y trouve des développements théoriques concernant : 1^o le problème de l'évolution historique ; 2^o les buts que poursuit l'histoire ; 3^o les relations entre l'histoire et les autres disciplines, l'histoire et l'art, etc. ; 4^o la définition de l'histoire. Toutes ces questions sont traitées assez sommairement, car l'auteur se propose de publier sous peu deux autres parties de l'*Historique*, consacrées spécialement à la théorie.

En ce qui concerne l'évolution historique, l'auteur fait la distinction entre les sujets et les objets de l'évolution. L'homme, sujet unique de l'évolution, apparaît comme phénomène physique, psychique, et comme membre des groupements sociaux.

La définition de l'histoire donnée par M. Handelsman est liée étroitement avec celle de l'évolution historique : l'histoire, c'est la discipline scientifique qui, en partant de l'inspection des documents, s'occupe de la recherche des faits de la vie des hommes qui agissent dans la société, dans le cadre du temps et de l'espace.

Quoique l'ouvrage de M. Handelsman, en raison de sa langue, ne puisse être répandu parmi les historiens français, néanmoins ceux d'entre eux qui voudront connaître des notions générales basées sur les recherches scientifiques des historiens polonais y trouveront des renseignements précieux. Il faut souligner les mérites de l'auteur qui y a utilisé une large expérience et une grande aptitude à traiter les questions théoriques.

TYTUS KOMARNICKI.

QUAND FUT INSTITUÉE L'ÉPHÉBIE ATTIQUE ?

A PROPOS D'UN TRAVAIL RÉCENT

Dans un mémoire ¹, que déparent légèrement une composition un peu gauche et une forme par endroits négligée, conduit néanmoins avec la bonne méthode et une connaissance sérieuse des sources, M^{lle} Brenot aboutit à cette conclusion déjà proposée antérieurement, mais d'ordinaire combattue, que l'éphébie est une institution de basse époque et complètement ignorée au v^e siècle. L'auteur précise : les Athéniens ont été amenés à combiner cette préparation militaire après le désastre de Chéronée, et c'est la loi d'Épikratès qui l'institua en l'année 335/334. Il est indéniable que son existence en des temps plus lointains n'a jamais été établie. Et même depuis des années une appréciation qualifiée, presque aussi audacieuse que celle qui vient d'être émise, plaçait aux environs de l'an 338 la fondation de l'éphébie, ou tout au moins sa réorganisation de fond en comble, sous l'influence des doctrines politiques de Platon ². Mais, en général, on la faisait remonter beaucoup plus haut, sans proposer aucune date, même approximative.

M^{lle} Brenot s'est interdit toute réflexion — et cette discrétion est excessive — sur les conséquences de sa thèse. Il y en a pourtant une qui s'impose. On s'est parfois représenté l'éphébie comme un des piliers de la puissance athénienne. Singulière illusion. Cet organisme commence trop tard à fonctionner ; au moment où il

1. Alice Brenot, *Recherches sur l'éphébie attique et en particulier sur la date de l'institution* (Bibliothèque de l'École des Hautes Études, Sciences historiques et philologiques, 229^e fascicule), Paris, Édouard Champion, 1920, 52 pp. in-8°.

2. U. von Wilamowitz-Moellendorf, *Aristoteles und Athen*, Berlin, 1893, I, p. 194 : *Platons Gesetze haben die Ephebie erzeugt*. — Egger disait : « C'est dans la seconde moitié du iv^e siècle... que paraît s'être régularisée l'institution. »

entre en action, Athènes est irrémédiablement déchuë ; il ne lui reste plus qu'à perdre dans la guerre lamiaque, avec d'autres Grecs, la bataille de Crannon (322), qui consacre son abaissement définitif. L'éphébie n'est même plus longtemps restée fidèle à la conception initiale : dès le III^e siècle, elle tourne au « club » pour jeunes « sportifs ». Ce dernier point seul est incontestable ; du reste, à cet égard, on était fixé de longue date.

Une difficulté sérieuse résulte pour nous du fait que le mot ἐφηβος n'a point forcément un sens technique, le rattachant à une institution. Sa formation évidente (ἐπι, ἥβη) lui permettrait fort bien de désigner purement et simplement celui qui est arrivé jusqu'à l'ἥβη, l'adolescence ; dès lors, quand Xénophon, dans son roman historique de la *Cyropédie*, écrit à une date imprécise de la première moitié du IV^e siècle, emploie ce terme (I, 2, 4 et 8-9) pour désigner une catégorie de la population — qui a très bien pu exister, sous un régime spécial, mais dont le nom en langue persique n'est peut-être ainsi rendu en grec qu'avec beaucoup de fantaisie —, il n'y a rien à en conclure en ce qui concerne l'éphébie attique. En ce sens très général, abstrait, de « jeune homme », ἐφηβος aurait des équivalents : ἥβων, ἡβητής, ἡβητήρ, plus fréquents en poésie et qui ne l'auraient pas exclu. En revanche, pour marquer l'adolescence elle-même, ἥβη suffit ; aucun composé n'est nécessaire. Le terme d'éphébie, dont nous nous servons couramment en parlant de l'institution éphébique, aurait, au contraire, une acception bien plus précise ; or, ce mot, l'antiquité l'a presque complètement ignoré. On trouve ἐφηβεία dans l'*Anthologie* (VII, 467) et ἐφηβεία chez Artémidore (I, 54) au II^e siècle de notre ère ; les deux n'ont que le sens vague d'adolescence. Aristote n'a usé ni de l'un ni de l'autre, au chapitre qu'il a consacré à ce sujet, dans la *République des Athéniens* ; ἐφηβεία ne serait pas, d'ailleurs, dans le génie de la langue grecque, comme éphèble est dans le génie de la nôtre. Les Hellènes, qui disaient οἱ νέοι, pour mentionner le groupe défini des νέοι, devaient dire aussi, tout bonnement, οἱ ἐφηβοί. Si l'on cherche dans leur idiome des mots qui se réfèrent forcément à une institution éphébique, on trouve ἐφηβεῖον, lieu de réunion des éphèbes ; ἐφηβερχος, chef des éphèbes. Or, par un fait exprès, on ne les rencontre que dans des textes, littéraires ou épigraphiques, bien plus tardifs qu'Aristote, qui n'énumère comme agents de l'éphébie que le σωφρονιστής, le νοσητήρ, les

παιδοτρίβαι et les διδάσκαλοι, autant de mots d'une désespérante généralité. Il s'ensuit que le vocabulaire ne nous est d'aucune ressource dans cette recherche.

Les inscriptions seules, lorsqu'elles reproduisent des nomenclatures d'éphèbes, supposent l'existence d'une véritable institution, soigneusement réglée et de caractère public. Je rappelle d'un mot que le plus ancien texte attique en ce genre est de 334 ; nous aurions ainsi, par une rare bonne fortune, la plus ancienne liste, ou la deuxième, à en croire M^{lle} Brenot.

Mais l'éphébie ne se voyait pas uniquement à Athènes ; elle est attestée par l'épigraphie dans un grand nombre de villes grecques d'Europe, d'Asie et d'Afrique ¹. On serait disposé à admettre, au premier abord, qu'elle n'y est qu'une imitation de ce qu'offrait à cet égard une cité dirigeante, si je peux dire. Il a été cependant soutenu qu'il s'agit là d'une « institution qui est dans le sang de la race grecque et qui n'a besoin, pour naître et se développer, d'aucun modèle » ². Et cet avis est soutenable, mais dépourvu de preuves. Au surplus, même si un modèle a été suivi, il resterait à savoir lequel et, comme nous sommes en présence d'une institution militaire, la priorité pourrait avoir appartenu à Sparte, où l'éphébie exista — mais depuis quand ? Autre mystère.

Enfin, des nombreuses inscriptions relatives au sujet, aucune ne nous ferait remonter plus haut que 334, pas plus à Trézène qu'à Érétrie ou Téos, villes d'où sont sorties les plus anciennes, alors même qu'on solliciterait le contexte au point d'établir une sorte d'équivalence entre ἐφηβοί, d'une part, et νεώτεροι ou νεώτατοι, comme on le faisait, plus imprudemment encore, en partant des textes littéraires. En effet, chez un écrivain, ces mots peuvent avoir un sens flottant ; dans un document affiché, on doit leur reconnaître une valeur officielle en quelque sorte.

M^{lle} Brenot signale que les νεώτατοι de Thucydide et de l'orateur Lycurgue sont des hoplites, dont les éphèbes n'avaient ni le costume ni l'armement. D'autre part, Démosthène, devenu triérarque dès l'adolescence, n'a donc pas joui de l'ἀτέλεια ou exemption de charges ; par conséquent il n'était pas éphèbe, et cela tient à ce

1. Voir les listes dressées par Œhler dans la *Real-Encyclopädie* de Pauly-Wissowa (s. v.) vers 1905 et par Franz Poland (*Geschichte des griechischen Vereinswesens*, Leipzig, 1909, p. 611-630), qui y englobe, à vrai dire, les références aux παῖδες et aux νέοι.

2. Paul Girard, au mot *Ephēbi*, dans le *Dictionnaire des Antiquités*, p. 634.

que l'éphébie était encore à créer. Du reste, les théoriciens de l'éducation paraissent ignorer l'existence d'une institution semblable, mais souhaitent d'en voir l'établissement, et il est visible que l'organisation de l'armée de terre, dont l'éphébie est un des fondements, a été abandonnée à l'improvisation et à la négligence jusque vers la date proposée comme point de départ. Le règlement somptuaire obtenu de l'assemblée du peuple (vers 424) contre τοὺς νέους par Cinéas et Phrinos, d'après le scoliaste d'Aristophane, ne vise point forcément les éphèbes ; bien des législateurs, en Grèce, se sont en effet préoccupés de réprimer le luxe, à l'égard de toute la population ou de n'importe quel groupe ; cette emprise sur la vie privée semblait naturelle et il n'était pas besoin, pour que l'autorité publique intervint, que les prodigues en cause appartenissent à une classe particulière, placée dans des conditions telles que leur liberté fût enchaînée par leurs devoirs spéciaux envers l'État. M^{lle} Brenot a enfin raison de souligner que le célèbre éloge funèbre prononcé par Périclès ne fait aucune mention des éphèbes, alors qu'il a un mot $\frac{3}{2}$ pour plusieurs catégories de personnes, durement frappées par la guerre ou dont le pays attend de nouveaux sacrifices.

J'ajouterai qu'un texte de Platon (*Ménexène*, 249 A), cité par Albert Dumont dans son *Essai sur l'éphébie attique*, n'a qu'une portée restreinte : il s'agit des Dionysies, où un héraut condui devant la foule assemblée au théâtre les fils, arrivés à l'âge d'homme, des citoyens tombés devant l'ennemi, et rien que ceux-là. M. Paul Girard invoque les stèles du v^e siècle, où sont représentés les jeunes gens morts pour la défense de la patrie : tel Dexiléos, âgé de vingt ans. Qu'est-ce qui nous prouve qu'il était éphèbe ? Il l'eût été si l'éphébie avait déjà alors vu le jour ; auparavant il n'était qu'un combattant de bonne volonté. Et quant aux cavaliers représentés dans les peintures de vases, c'est encore la même conclusion qui s'impose : ces beaux adolescents appartenaient à la jeunesse dorée ; eussent-ils été embrigadés dans quelque institution militaire de l'État, ils n'auraient pas pour si peu mérité plus d'intérêt, ni fourni aux artistes un thème plus séduisant.

Ainsi donc, il surgit un certain nombre de motifs, très vraisemblables et même pressants, de ne pas faire remonter l'éphébie plus haut que dix ans, au maximum, avant la rédaction de l'opuscule d'Aristote. Et cependant aucun ne paraît vraiment

décisif; leur assemblage produit plutôt une impression générale, avec laquelle pourrait bien lutter l'impression contraire. Qu'on relise avec soin, après le court chapitre XLII de la *République des Athéniens*, les pages consacrées à l'éphébie, dans le beau livre de M. Paul Girard sur l'*Éducation athénienne*, qui, même en sa deuxième édition (1891), n'a pu tirer parti du célèbre papyrus qu'en un très court appendice, et l'on sera frappé du petit nombre des corrections qu'il doit absolument subir, alors qu'il laisse tant de questions, aujourd'hui encore, dans le domaine des conjectures.

Il est secondaire qu'Aristote fasse revêtir la chlamyde aux éphèbes dès la première année, et non pas seulement au début de la seconde. Mais M. Girard avait-il tort d'admettre qu'il y eut des cavaliers parmi eux ? Je n'en suis pas aussi sûr que M^{lle} Brenot, quoique assez tenté de me prononcer dans le même sens qu'elle : l'auteur grec énumère (§ 3) toute une série d'exercices éphébiques, au nombre desquels ne figure pas l'équitation. L'affectation de ces jeunes gens à des opérations militaires hors du territoire de l'Attique n'est pas non plus exclu sans conteste par les données trop brèves du § 4 ; néanmoins je suis porté à croire qu'on n'y recourait jamais dans des circonstances sans véritable gravité. Je reste fort indécis quant au caractère obligatoire de l'éphébie, que M^{lle} Brenot n'hésite pas à admettre pour le iv^e siècle. Aristote, sur ce point, n'ajoute rien à ce qu'on déduisait déjà auparavant du fait même de l'inscription, sur le registre du dème, du jeune homme parvenu à l'âge de dix-huit ans ; on n'a, aujourd'hui encore, ni plus ni moins de raisons de considérer les thètes comme tenus à l'écart de ce service. Les statistiques apportées à l'appui sont imprécises : la nomenclature de 334/333 nous est parvenue très incomplète et la restitution *numérique* des parties manquantes est bien arbitraire ; elle varie avec les commentateurs ; on ne pourrait d'ailleurs se fonder sur la proportion de cette « classe de conscrits » à l'ensemble de la population de l'Attique que si nos renseignements démographiques étaient moins vagues. Que savons-nous — autre complication — de l'admission des étrangers dans l'éphébie ? Le plus ancien catalogue qui les mentionne est de la fin du II^e siècle avant notre ère, remarque M. Paul Girard (p. 289) ; mais que de lacunes dans notre information ! Isocrate fut « le principal profes-

1. Sur ce point, cf. Erich Ziebarth, *Aus dem griechischen Schulwesen*, 2^e Aufl., Leipzig-Berlin, 1914, p. 87.

seur de l'éphébie », dit-il encore, avec un peu de réserve, il est vrai ; or, cette école fut florissante de 393 à 338. Mais ce qui ressort avec netteté de la *République des Athéniens*, complètement muette à cet égard, c'est qu'à la formation *intellectuelle* des éphèbes on n'attachait pas, *au IV^e siècle*, l'importance supposée par les historiens modernes. Il est question seulement, dans le livre, de culture physique et d'apprentissage militaire ; le reste ne s'est introduit que dans une éphébie en décadence. Ces jeunes gens n'avaient pas non plus la liberté de vie, de vie et de mouvements, qu'en dehors des heures d'exercice leur attribuait M. Girard (p. 302) ; ils prenaient leurs repas en commun, tribu par tribu, et c'est l'indice d'une sorte d' « internat ».

Il y a surtout, entre les deux conceptions que je confronte, un désaccord fondamental. M. Girard se rendait compte de la transformation de l'éphébie à la fin du IV^e siècle par un « affaiblissement de plus en plus sensible de l'esprit militaire à Athènes durant ce siècle » (p. 295). Or, M^{lle} Brenot conteste expressément l'existence même de cet esprit militaire, en dehors de la défense navale, et explique la création de l'éphébie par un sursaut d'énergie bien tardif, un besoin passager de prévoyance. Les deux thèses sont trop absolues. L'esprit militaire n'existait pas, à proprement parler, à Athènes qui, à ce point de vue, contraste avec Lacédémone, comme plus récemment la Grande-Bretagne avec la Prusse ; mais la cité de Miltiade et de Périclès savait à l'occasion faire face aux exigences impérieuses de la guerre sur terre ; on le vit bien au temps des guerres persiques et à plus d'un moment de la guerre du Péloponèse. Il est très vrai, en revanche, que le nombre croissant des mercenaires devient symptomatique et qu'au déclin du IV^e siècle se marque à Athènes une sorte de lassitude et de renoncement ; cela n'empêche point, malgré tout, que l'idée eût pu venir, même à cette époque, de pourvoir à une préparation militaire fixe, régulière et étroitement réglementée ; mais l'esprit du temps mettait obstacle au fonctionnement de l'éphébie telle que les initiateurs l'avaient voulue ; d'où l'inévitable, incontestable et radicale transformation.

Elle n'était point encore accomplie quand Aristote écrivait les trop courts paragraphes dont nous devons nous contenter ; sans quoi ce grand penseur nous eût peut-être renseignés sur la durée de la première éphébie, celle des « cadets » et non pas celle des

« dandys ». N'oublions pas toutefois que, théoricien passionné du droit public, il avait à un moindre degré les préoccupations d'un historien. Tout le long de son chapitre sur l'éphébie, il s'exprime au présent, décrit l'état *actuel* des choses. En devons-nous conclure que l'institution n'avait jusqu'alors changé en rien depuis l'origine, elle qui devait, si peu de temps après la mort d'Aristote, subir une évolution si complète et si contraire aux intentions qui l'avaient fait naître ? Cette simple réflexion n'enlève-t-elle pas beaucoup de leur force probante à certains arguments *ex silentio* ou, si j'ose dire, de caractère négatif¹ ? Pour moi, elle m'incline à une certaine circonspection. Sans aller volontiers jusqu'à l'hypothèse qu'au lieu de deux éphébies successives il y en eut peut-être trois ou davantage, dont deux seulement nous seraient connues, je ne vois pas pourquoi celle que décrit Aristote serait forcément la première, et qui n'aurait persisté que vingt-cinq à trente ans tout au plus, à en croire M^{lle} Brenot. Alors celle-ci voudra bien me permettre de conclure qu'à mes yeux le problème, un peu irritant, renferme encore bien des obscurités, quoique je rende hommage au bel effort scientifique dont elle doit être louée et qui ne sera certainement pas perdu.

VICTOR CHAPOT.

1. C'est en somme l'intuition qu'ont eue certains auteurs, écrivant avant la découverte de la *République des Athéniens*, quand ils admettaient l'éventualité d'une « réorganisation » ou d'une « régularisation » de l'éphébie, précisément vers les débuts de la période macédonienne.



PUBLICATIONS D'APRÈS-GUERRE

DANS LE DOMAINE DE L'HISTOIRE MODERNE

Tout un paquet de livres sur la table — de livres d'histoire, aux millésimes d'après-guerre. Que nous apportent-ils de neuf? J'entends, non pas : qu'apprennent-ils d'inconnu et de profitable sur les sujets spéciaux que leurs auteurs ont étudiés, mais surtout : quel son rendent-ils? quel témoignage portent-ils sur l'évolution des recherches historiques depuis la guerre, sur le progrès ou la stagnation d'études qui nous sont chères? — Lisons, et cherchons à nous rendre compte.

* * *

Voici d'abord des recueils de documents. Ils sont évidemment sans mystères; et la seule question qui se puisse poser à leur endroit, c'est de savoir si les documents valaient la peine qu'on les publie? On se rassure vite.

Une courte, mais substantielle *Introduction* nous indique parfaitement l'intérêt qu'offrent les documents florentins concernant *Le Concile gallican de Pise-Milan*¹, que M. A. Renaudet vient de publier dans la *Bibliothèque de l'Institut Français de Florence*. Intérêt politique général : c'est un épisode intéressant du conflit entre Jules II et Louis XII qu'ils nous permettent de reconstituer. Intérêt religieux, non moins : car la tentative manquée de Pise marque une date importante dans l'histoire de l'Église à la veille de la Réforme; M. Renaudet l'a montré précédemment² et le rappelle d'un mot dans son Introduction : « Il n'est pas indifférent

1. Paris, Champion, 1922, xiv-732 pp. in-8°.

2. *Préréforme et Humanisme à Paris pendant les premières guerres d'Italie*, Paris, 1916, in-8°, p. 336 sqq.

qu'Érasme ait publié l'*Éloge de la Folie* à Paris, l'année même du Concile de Pise. » — Or, nous possédions jusqu'à présent fort peu de documents sur l'assemblée. Ceux que conserve l'Archivio di Stato de Florence¹ et que publie aujourd'hui M. Renaudet, sont demeurés presque entièrement inconnus et inutilisés pendant des siècles; d'Hergenröther à Pastor et à Sandret, les historiens les ont ignorés ou négligés². Ils nous permettront dorénavant de connaître de façon sûre les tractations auxquelles donna lieu la préparation, la réunion, la mise en train du concile; ils nous révèlent les inquiétudes et le mauvais vouloir des gouvernants florentins, éclairent pour nous le conflit de la République et de Jules II et les préliminaires de la rentrée des Médicis. Les textes sont publiés, est-il besoin de le dire? avec une exactitude et un soin qui font du recueil un vrai modèle. Et ils sont vraiment de première importance.

Inutile d'insister longuement sur la publication, par M. G. Constant, d'un gros recueil de documents concernant *La légation du Cardinal Morone près l'Empereur et le Concile de Trente (Avril-Décembre 1563)*. Dans un article tout récent³, M. Renaudet a mis excellemment en lumière l'intérêt des textes qui nous sont livrés par M. Constant; et l'on pourrait dire que ces quelques pages forment, en réalité, la véritable *Introduction* du recueil. Peut-être cependant est-ce faire une part un peu exagérée aux initiatives individuelles que d'écrire, avec M. Renaudet, qu'après avoir étudié les documents réunis par M. Constant, on comprend désormais « pourquoi et comment le concile de Trente n'a pas rempli les attentes du monde chrétien ». Il n'y a pas de jeu diplomatique, il n'y a pas d'initiatives individuelles, si habiles et audacieuses soient-elles, qui suffisent à « expliquer » des événements historiques d'une telle envergure; restons en garde toujours contre « l'illusion diplomatique ». — Il n'en est pas moins vrai que le

1. Cf. A. Renaudet, *Les Sources de l'Histoire de France aux Archives d'État de Florence*, Paris, 1916, in-8°.

2. Le continuateur d'Hefele est fort insuffisant sur l'assemblée de Pise. Il ne connaît pas le travail de Sandret que Dom Leclercq, dans sa traduction, ne mentionne pas non plus. — M. Imbart de la Tour a signalé l'intérêt des documents florentins dans le tome II de ses *Origines de la Réforme* (p. 137 sq.).

3. *Bulletin de la Société d'Histoire du Protestantisme*, juillet-septembre 1922, t. LXXI.

rôle de Morone, à un moment décisif, à un des « tournants » du Concile, a été de tout premier plan, et le recueil de M. Constant nous permettra désormais de le mettre en pleine lumière. — Les documents sont présentés avec beaucoup de conscience et de soin; les notes sont très nourries et fréquentes. De-ci, de-là, on pourrait relever quelques omissions, évidemment, ou quelques insuffisances. Peut-être, pour ne prendre qu'un exemple, M. Constant aurait-il pu tirer davantage parti de la publication de Braunsberger, *B. P. Canisii, S. J., Epistolae et Acta* — qu'il cite, mais qui au t. IV contient sur le voyage de Canisius à Insprück au début de 1563 et sur l'entrevue que le P. Jésuite y eut, à son retour d'Augsbourg, avec Morone, des indications qui auraient mérité d'être discutées? Chicanes sans grand intérêt d'ailleurs: la publication, dans l'ensemble, est excellente et neuve ¹.



La sixième série des *Mémoires et Documents pour servir à l'histoire du Commerce et de l'Industrie en France*, publiés sous la direction de J. Hayem, vient de paraître chez Hachette. Le volume contient (pp. 1-52) une curieuse *Lettre sur l'embellissement de Paris* rédigée vers 1783 par J. B. Élie de Beaumont; puis (pp. 53-67) une note de M. Guitard, complétant l'étude précédemment publiée par lui (dans la 4^e série des *Mémoires*) sur *Les apothicaires privilégiés de Paris*; ensuite vient une étude précise et nourrie de Ph. Barrey sur le *Havre Maritime, la Batellerie et les Transports par terre du XVI^e au XIX^e siècle*: elle complète également des études antérieures de l'auteur, parues en 1917 dans la 5^e série des *Mémoires*. Pour terminer le volume, M. Hayem a imprimé la plus grande partie du mémoire intéressant que rédigea sur l'Alsace, en 1697, l'intendant J. de la Grange; il l'a fait suivre d'une notice de M. P. M. Bondois sur la manufacture de dentelle créée à Auxerre, en 1664-65, par Colbert. — Au total, un volume de variétés, avec tous les inconvénients du genre. Mais ces variétés sont intéressantes et méritent de ne pas demeurer inaperçues des travailleurs.

1. Des omissions dans l'Index, cependant. On y cherche, en vain, Canisius dont il est cependant question à la p. 44, n. 1, du recueil. Omis également le nom de Scipio d'Arco (cf. p. 78, n. 2), etc.



Sous le titre : *La Conjuraton d'Amboise et Genève*, M. Naef nous donne un gros volume de 408 pages de texte compact, dont 125 de documents inédits ¹. Malgré son ampleur, l'étude ne vise pas à être la monographie complète du « Tumulte » de 1560, qui continue à nous faire défaut. L'auteur ne s'attache qu'aux hommes et aux événements sur lesquels ses patientes recherches dans les dépôts suisses lui ont procuré du nouveau. C'est ainsi qu'il reconstitue le dossier complet du chef de l'entreprise, La Renaudie, et qu'il nous donne des détails neufs et précis sur Genève, sur sa politique en 1560, sur les périls qu'elle courut et sur les procès qu'elle intenta à des réfugiés français, Ardoin de Maillane entre autres, dont les imprudences pouvaient l'entraîner dans un mauvais pas.

Sur le complot même, rien de bien neuf. M. Naef verse cependant aux débats un intéressant récit anonyme de la conjuration, trouvé dans ce fond bernois des *Unnütze Papiere* qui n'en est plus à démentir son nom. Peut-être ici M. Naef a-t-il été un peu timide; une étude plus poussée du complot lui-même, je veux dire des événements qui se déroulèrent en mars 1560 sur les bords de la Loire, l'aurait sans doute amené à moins négliger les facteurs sociaux du problème, et aussi à voir dans l'aventure quelque chose de moins simple à la fois et de moins compliqué que la « première manifestation d'un parti militaire authentique » dont il nous parle à la page 254. Je ne puis oublier pour ma part, quand on m'entretient du « Tumulte », ni ces pauvres paysans attroupés aux environs d'Amboise, et qui « voulaient le Roi » avec une foi si candide, — ni l'éveil contemporain, aux Pays-Bas, de cette noblesse qui précisément commençait, en 1560, à formuler son programme politique sous l'action certaine de causes d'ordre économique et social.

En somme, une excellente monographie. Mais, dans l'exécution, un peu d'indécision. Le livre commence comme une étude d'ensemble sur la conjuration; puis il se restreint à une étude spécifiquement Genevoise. Mieux aurait valu peut-être dégager cette étude, qui est l'essentiel du volume, de ces deux ou trois chapitres un peu fragmentaires du début. L'impression d'ensemble eût été plus nette, à tous égards.

1. Genève, Julien-Georg; Paris, Champion, 1922, in-8° (extraits des *Mémoires et Documents de la Soc. d'Hist. et d'Archéol. de Genève*, t. XXXII).



On serait moins tenté de demander au livre de M. Doucet ce qu'il ne contient pas, si son titre était moins imprécis. Mais, baptiser « Étude sur le gouvernement de François I^{er} dans ses rapports avec le Parlement de Paris » une simple collection de notes sur quelques affaires politiques du règne de François I^{er}, extraites des registres du Parlement de Paris — c'est aller au devant d'un certain nombre de reproches obligés, s'il est vrai qu'une formule ne peut changer en thèse les matériaux d'une thèse.

Passons rapidement sur les débuts du livre, et d'abord sur cette *note bibliographique* qui ne saurait tenir lieu d'une bibliographie méthodique du sujet: je ne vois pas que M. Hauser y soit seulement cité, ni le meilleur connaisseur de l'histoire de la Réforme à ses débuts, M. Nathan Weiss, ni M. Abel Lefranc à qui l'on songe naturellement dès qu'il est question de Marguerite; par contre, certaines appréciations surprennent. Que la thèse de Spont sur Semblançay soit qualifiée d'excellente avec insistance, on en demeurerait étonné si l'épithète n'illustrait, semble-t-il, le genre de mérite que M. Doucet prise avant tout dans un travail historique. Accordons-lui que dans un livre sans idées, sans portée et sans talent, M. Spont a donné une analyse consciencieuse des papiers qui lui sont passés sous les yeux; personne n'ira au delà, de ceux pour qui « travail historique » ne signifie pas, simplement, besogne de manœuvre. Quant au prix d'excellence un peu inattendu que M. Doucet décerne à M. Imbart de la Tour (de l'Institut) pour ses *Origines de la Réforme*, glissons. — N'insistons point davantage sur le chapitre 1, consacré aux théories politiques du début du xvi^e siècle: 27 pages, dont la rédaction porte trace d'une hâte excessive. On y apprend que, au début du xvi^e siècle, « les usages de la société *féodale* subsistaient encore »; que « l'esprit *féodal* n'était pas près de disparaître de la noblesse »; que les « principes de la société *féodale* », les « usages *féodaux* », les « traditions *féodales* », les « entraves *féodales* » demeuraient toujours en pleine vigueur. Comme si toutes ces formules avaient un sens clair et évident pour nous, comme si elles en avaient jamais eu un pour les hommes du début du xvi^e siècle; bref, comme si cette notion indéterminée du « féodal » avait une valeur, passés les murs de l'école primaire.

Tout cela laisserait une impression fâcheuse si, fort heureusement, le corps du livre n'était plus nourri. C'est une analyse de pièces. Elles sont tirées des registres du Parlement que de bons travailleurs ont récemment tenus pour en extraire de précieuses indications sur la vie de la grande compagnie judiciaire, et que M. Doucet a repris à son tour pour en extraire d'utiles données sur les principales affaires que le Parlement a dû connaître pendant la première moitié du règne de François I^{er}. Peu ou pas de renvois à la littérature imprimée des divers sujets, qu'à la suite et en compagnie des Parlementaires, M. Doucet aborde tour à tour. Son objet étant de nous donner, d'après ses fiches, un récit d'événements vus d'un point de vue purement parlementaire, nous n'avons qu'à constater la nouveauté, souvent, la clarté toujours et la précision du récit. Il apporte sur beaucoup de points des renseignements d'importance.

Quant au jugement d'ensemble qu'à diverses reprises, M. Doucet cherche à formuler sur la politique de François I^{er} de 1515 à 1523, il demeure un peu indécis. Parfois, l'auteur paraît incliner à mettre en relief les embarras financiers d'un roi qui poursuit une grande politique avec des moyens pécuniaires fort limités, ceux que lui donne une organisation financière archaïque et sans adaptation aux besoins de l'époque; à cet égard, le chapitre v contient de fort bonnes indications. Mais parfois aussi, M. D. semble vouloir camper devant nous un François I^{er} novateur et ayant conscience de ses idées novatrices. Il arrivait, lit-on à la page 47, « avec de grandes ambitions, des projets de conquête en Italie, d'intervention dans les affaires de l'Empire; il voulait pacifier définitivement la querelle avec Rome... Il considérait le pouvoir royal comme illimité vis-à-vis de ses sujets... Il se sentait indépendant à l'égard de toutes les traditions établies par ses prédécesseurs... » Bref, le François I^{er} de la page 47 se présente à nous, en 1515, son programme à la main, un peu dans l'attitude du Richelieu de notre enfance, qui « voulut trois choses », comme chacun sait... — Or, tournons la page. Qui se demande si la politique de François I^{er} à cette époque ne fut pas, « dans la plupart des cas », la politique de Duprat? C'est M. Doucet (p. 48). Mais (p. 53) Duprat s'efface, et le Roi reparait en belle posture : « Peu après son avènement, François I^{er} était amené à exposer devant la Cour ses principes de gouvernement »... Nous nous précipitons au bas de la page, où

sont les références — et nous lisons : « Discours de Duprat à la séance royale du 13 mars 1515 ». Ainsi le robin semble éclipser son souverain ; mais p. 146, « semble » n'est plus de mise, car M. Doucet, en termes catégoriques, nous parle « de l'attitude effacée » du roi, chaque fois qu'il s'était agi de définir sa politique au sujet du Concordat ; et il conclut : « Ainsi l'initiative de cette œuvre et la poursuite des négociations peuvent-elles être attribuées plutôt à ceux qui avaient vu de près le gouvernement du feu roi et qui apportaient à François I^{er} l'expérience et les derniers projets du règne précédent. » Mais alors la « rupture » voulue par le roi, et ses intentions de 1515 et ses vues novatrices ?

Au total contribution utile, et même indispensable, à la connaissance de certaines affaires du début du règne de François I^{er} (de l'affaire du Connétable de Bourbon notamment). Étude historique au vrai sens du mot, non pas. N'est-ce point pour une part la faute des temps ? Peut-être. En tout cas, je le dis tout net, et j'ai conscience de ne pas être seul à le penser : il serait imprudent de ne pas maintenir aussi haut que jadis le niveau de notre vieux Doctorat ès lettres.



Un livre d'histoire, dans toute l'acception du terme — c'est par contre *Le Royaume de Catherine de Médicis* de M. Romier. Nous signalions naguère ici son beau travail sur *Les Origines politiques des Guerres de Religion*, et nous en marquions de notre mieux la valeur et l'intérêt. Mais, si alertement rédigés que fussent ces deux volumes, on y sentait parfois quelques lenteurs ; on pouvait regretter, surtout, que l'auteur, s'attachant avant tout aux textes politiques et diplomatiques, n'eût pour ainsi dire jamais le souci des événements économiques et des facteurs sociaux qui jouent au xvi^e siècle un rôle si marqué. Dans l'ascension continue que poursuit M. Romier, depuis la publication de son étude de début sur Saint-André, son nouveau travail marque l'étape décisive : il vient de franchir l'intervalle qui séparera toujours un bon livre d'histoire d'un livre d'historien.

Il s'agit d'une sorte de préface à l'histoire générale des guerres de religion en France — d'une sorte d'État de la France vers 1560. Tour à tour, nous passons en revue, avec l'auteur, la famille royale et le monde de la Cour, les diplomates du temps et leur

diplomatie, les diverses classes sociales surtout : gentilshommes et soldats ; bourgeois et robins ; ouvriers et paysans ; l'Église enfin ou, plutôt, les deux églises : la catholique, en puissance d'état, et la réformée, en formation. Tout, dans cette revue, atteste à chaque page la connaissance approfondie du ^{xvi}^e siècle français ; tout dénote un historien parfaitement maître de son sujet, comprenant les hommes et les événements sans effort et à fond, traduisant ses idées et ses jugements de façon expressive et vivante — n'écrivant, enfin, que pour dire quelque chose d'utile et de précis. On n'est pas en présence, ici, d'un de ces « tableaux de la France » de tour oratoire et de portée nulle, d'une de ces compositions quasi-scolaires que tant d'auteurs académiques s'avisent encore de plaquer en tête d'un travail quelconque, par manière de hors-d'œuvre ou de morceau de concours : que l'on songe par exemple au tableau de la France à la fin du ^{xv}^e siècle que M. Imbart de la Tour a mis en tête de ses *Origines de la Réforme*, et qui apparaît si dépourvu de liens avec tout le reste de son livre. Ici, une liaison intime et directe entre les développements de M. Romier et les desseins qu'il a conçus. Ce n'est pas un « tableau » qu'il brosse à plaisir, et pour le bonheur de nous faire admirer son joli coup de pinceau ; c'est une étude précise, sérieuse, concentrée — et vivante — des diverses catégories sociales et religieuses de la population française au milieu du ^{xvi}^e siècle, dans ses rapports avec la Réforme. C'est sobre, fort, net — et vivant.

On n'analyse pas un travail de ce genre. On ne peut que dire : lisez-le, et mettez-le à profit. Signalons cependant l'intérêt rare que présente la Préface du livre. C'est une étude de tous points remarquable sur l'historiographie des guerres de religion, sa valeur, sa caractéristique, ses lacunes. Elle témoigne d'un sens historique vraiment rare. M. Romier montre très bien comment, ainsi qu'il le dit, « l'histoire des guerres de religion, du moins pour les règnes de François II et de Charles IX, n'a pas été renouvelée dans son ensemble depuis Jacques-Auguste de Thou ». Ressassage indéfini des mêmes formules et des mêmes jugements, cueillis dans les textes narratifs, en petit nombre, connus et utilisés de longue date par les historiens, dépourvus d'imprévu et d'impartialité ; abus fatal des biographies et des anecdotes ; attention presque exclusive donnée aux « grandes scènes historiques », de la conjuration d'Amboise (avec apostrophe de d'Aubigné) au colloque de

Poissy (imagerie de Paul Delaroche). Mais quels liens relient de semblables événements avec ce qu'on peut nommer les grands courants généraux du siècle : nul ne se soucie de le montrer. Et c'est ce qui importe. Les événements, note fort bien M. Romier, se déroulent alors sur trois plans : le plan européen ; le plan local ou épisodique ; le plan individuel. De l'un à l'autre, les liaisons sont constantes. Mais naturellement, elles échappent à la plupart des historiens. Tout cela, vigoureusement établi, avec preuves et exemples typiques à l'appui : c'est une belle et bonne page de critique, et qui fait plaisir. Voilà au moins un livre qui n'est pas de « circonstance », et qui n'invoque pas, pour pallier des insuffisances criantes, je ne sais quelles nécessités de carrière qui n'ont rien à voir avec la science. Voilà le livre d'un homme qui sait ce qu'il dit, et dit bien ce qu'il sait.

Les choses neuves, les choses justes surtout, abondent. Ce n'est pas seulement un ouvrage qu'on lit avec plaisir et profit, d'une haleine. C'est un ouvrage qui donne à penser et à réfléchir. Quelle singularité, vraiment, en ces années de rétrécissement et de débililité intellectuelle ?



M. Mathorez, cependant, poursuit son grand dessein. Le tome II de son *Histoire de la Formation de la Population Française* est consacré « à retracer la manière dont les populations germaniques se sont implantées en France pendant les derniers siècles de l'ancien régime ». Il faut entendre par populations germaniques les Allemands, Autrichiens, Suisses alémaniques, Hollandais ou Scandinaves. On voit que le champ était vaste, et le sujet d'importance. M. Mathorez lui-même, en le mesurant du regard, se sent un peu de vertige ; et constatant que plusieurs existences ne suffiraient pas à réunir et colliger une telle masse de pièces et d'actes, il demande aux érudits de lui être indulgent, s'il a fait « à l'impressionnisme une large part... ».

En réalité, ce n'est pas une « Histoire » que nous donne M. Mathorez ; personne au monde ne la pourrait écrire en ce moment ; mais c'est un répertoire utile et commode qui, groupant une grande masse de faits épars, rapprochant les unes des autres un nombre assez important de monographies disséminées çà et là, et les analysant, et en reproduisant les principales conclusions,

rend évidemment aux historiens des services quotidiens. Et puis, la publication de ces volumes, gros et cependant si inégalement remplis, amènera peut-être une reprise active des travaux de détail et de substructure? Espérons.



Le régime seigneurial dans le Comté de Hainaut, du XI^e siècle à la Révolution, de M. Leo Verriest, est un livre vivant et plein de choses. L'auteur, déjà connu des érudits par de multiples monographies et par une étude remarquable sur *le Servage en Hainaut* (1910) nous explique dans son Introduction qu'il se proposait originellement d'écrire une étude sur le régime seigneurial en Hainaut à la veille de 1789. Mais ses recherches le conduisirent à remonter du XVIII^e siècle aux siècles antérieurs, et, au lieu de se satisfaire à dresser un « tableau », l'amenèrent à retrouver et à fixer une évolution.

Un livre comme celui qui paraît aujourd'hui ne se résume ni ne s'analyse. Constatons simplement que les conclusions de l'auteur reposent sur une documentation extrêmement abondante : chartes, publiées ou non ; pouillés de grands domaines ; comptes de seigneurie ; archives de cours judiciaires : M. Verriest a tout mis à profit, et sa moisson est d'autant plus précieuse qu'il l'a récoltée sur une terre plus variée et plus riche et de vie plus forte. Ceci même, M. Verriest aurait pu le mieux indiquer sans doute. Sur-tout, il aurait dû, à notre sens, introduire dans son étude la considération des diversités géographiques. Le Hainaut, nous ne le voyons pas dans son travail, ou du moins nous l'entrevoyons de trop loin et trop en bloc. Est-ce un pays homogène, géographiquement parlant ? Évidemment non. Il aurait été bon sans doute de prendre dès le début, et de conserver pendant tout le cours du livre, la claire notion des différences géographiques et territoriales que présentait cette formation politique : l'ancien comté de Hainaut.

Nous parlions plus haut d'évolution. A vrai dire, il semble d'abord qu'appliqué à la seigneurie et au régime seigneurial, le mot soit vide de sens. Comparée à une seigneurie du X^e siècle, une seigneurie du XVIII^e se montre peu différente de son prototype. Et l'on pourrait se croire en présence d'une sorte de pétrification

historique, qui aurait traversé les siècles sans en ressentir l'influence? Singulière erreur, et que souligne M. Verriest. Dès qu'on pénètre à l'intérieur de l'organisme, dès qu'on examine un à un tous ses rouages et dans leur structure individuelle, et dans leur jeu collectif, on aperçoit les traces multipliées d'un incessant travail. M. Verriest le remarque fort heureusement dans sa préface. Peut-être aurait-il pu, dans le corps du livre, nous rendre plus sensible encore à la fois cette transformation lente, sourde, continue du régime seigneurial — et son peu d'adaptation aussi aux nécessités d'époques qui se transforment plus rapidement que lui. Il aurait fallu pour ce faire qu'il passe de l'anatomie, si l'on veut, à la physiologie et qu'il essaie, à l'aide de comptes seigneuriaux bien choisis, de chiffrer les mutations et les transformations qu'il signale avec finesse. L'entreprise est ardue; elle n'est pas impossible. D'un mot, l'étude de M. Verriest demeure, à notre gré, un peu trop strictement juridique. Et nous entendons bien qu'il l'a voulue telle; il serait dès lors de mauvaise méthode de le chicaner sur sa conception. Louons donc simplement l'extrême abondance, la richesse de signification, l'intérêt des milliers de faits sûrs et bien établis que l'auteur nous présente en ordre excellent, et qu'il a mis en œuvre avec une sorte d'allégresse vigoureuse et entraînante. Signalons aussi la nouveauté de l'illustration et de la documentation graphique du livre. M. Verriest a eu l'excellente idée de recourir aux plans cadastraux du *xvii^e* et du *xviii^e* siècle, si pleins d'enseignements, et d'en reproduire quelques fragments caractéristiques. Tout cela compose une excellente étude; et quand l'auteur nous aura donné le travail qu'il nous annonce, sur l'allen, et sur la propriété foncière rurale en Hainaut — il aura doté son pays d'une incomparable série de monographies vraiment utiles et sûres.

* * *

L'histoire des mines de charbon en France au *xviii^e* siècle, c'est un beau sujet, évidemment. Il est singulièrement significatif que ce beau sujet n'ait jusqu'à présent tenté aucune curiosité. Pourtant, des entreprises qui constituaient la principale ressource d'importantes régions, au Nord, au Centre, au Sud-Est de la France, qui occupaient plusieurs milliers d'individus et plusieurs millions de capitaux, qui comptaient parmi elles Anzin, Aniche,

Roche-la-Molière, Rive-de-Gier, Alais — ces entreprises méritaient d'être étudiées dans leur établissement, dans leur existence, dans leurs rapports avec le milieu social qui les a vu naître et dans lequel elles ont évolué. Ceci, d'autant plus que l'industrie minière a été dès le début, dès qu'elle a commencé à compter dans la vie économique du pays, une grande industrie, caractérisée par une puissante organisation financière et industrielle : aussi, tous les problèmes qu'elle soulève se présentent-ils avec une envergure et un développement inusités. On comprend, dès lors, que le sujet ait tenté, enfin, un historien, M. Marcel Rouff¹. De cette audace ni lui ni nous n'avons, semble-t-il, à nous repentir.

Pendant longtemps, les mines de charbon n'avaient été exploitées en France qu'à ciel ouvert, en forme de carrière, ou à l'aide de petites galeries timides et dangereuses — de terriers ouverts sans méthode, exploités sans suite, au milieu des accidents, des éboulis, des mécomptes de toute nature. Au reste, le bois abondant faisait au charbon de terre une concurrence assez victorieuse pour que l'exploitation de la pierre noire, de la « pierre de oille » apparût comme une sorte de fantaisie sans grande portée pratique.

La crise du déboisement, au début du XVIII^e siècle, la nécessité urgente de substituer aux forêts dévastées un combustible nouveau et plus abondant, provoqua la publication par Trudaine du règlement général de 1744. Acte législatif véritablement grave, qui, portant une atteinte presque révolutionnaire au droit de propriété, attribuait à l'État les mines enlevées aux petits propriétaires ignorants et incapables et lui donnait le droit d'en déléguer l'exploitation non plus à un grand maître des mines et des minières mû par son seul intérêt personnel, mais à des tiers placés sous sa dépendance et son contrôle. Régime qui devait durer jusqu'à ce que la Constituante, en 1791, lui mit un terme en rétablissant dans leurs droits les petits propriétaires, c'est-à-dire en ramenant à nouveau pour un temps le régime de la routine, du gaspillage égoïste et du gâchis.

En somme, « l'effort d'une industrie pour naître et s'organiser » au milieu de tous les obstacles de routine, de toutes les difficultés d'instruments, personnel ou machinisme, à créer — de toutes les

1. *Les Mines de charbon en France au XVIII^e siècle, 1744-1791*. Paris, Rieder, 1922, in-8° de LXII-624 pp. — Du même auteur : *Tubeuf, un grand industriel du XVIII^e siècle, d'après ses papiers inédits*, Paris, 1922, in-8°.

luttres de la propriété industrielle moderne contre la propriété primitive ; mais particulièrement les répercussions multiples de cette genèse économique sur l'histoire et la vie sociale du temps : formation de classes neuves, disparition de classes vieilles, etc. — tel est le sujet, singulièrement riche et varié, du livre de M. Rouff.

L'auteur montre très bien l'importance générale de ces « concessions » qui furent les instruments indispensables de la mise en valeur des gisements houillers. Il est sévère, à bon droit, pour les petits exploitants de la période antérieure, par qui les mines périssaient — avec, trop souvent, les mineurs. Il indique heureusement que ce fut le régime des concessions qui opéra les premières grandes concentrations industrielles de capitaux, de main-d'œuvre, d'outillage que l'on vit en France. Ce fut lui qui permit l'introduction du machinisme, particulièrement de la machine à balancier. Il assura le ravitaillement presque total de la France du *xviii^e* siècle finissant en houilles de provenances françaises. Bien plus, dans l'ordre de l'assistance sociale, il provoqua des tentatives originales d'assistance aux blessés et aux malades, de secours aux veuves, de retraites aux vieux ouvriers. Il a engendré vraiment la grande industrie moderne des mines.

Le côté social de la question n'est pas moins digne d'intérêt. M. Rouff montre comment la nouvelle industrie attira à elle un grand nombre d'hommes hardis, pleins d'initiative, désireux de faire valoir leurs capitaux et d'utiliser leurs capacités. Les uns venaient de la noblesse qui, se jetant avec ardeur dans les entreprises minières, fournit une grosse partie des actionnaires, des directeurs, des propriétaires de concessions. Les autres appartenaient à la bourgeoisie et tantôt cherchaient, par la concession d'une mine, à satisfaire leur goût atavique pour les biens-fonds ; tantôt, avec une vigueur et une âpreté tout autre, édifiaient une domination orgueilleuse et absolue par le moyen de la grande industrie. — Tout autour, une écume d'aventuriers, filous, escroqueurs de toute envergure, s'agitant en eau trouble. — Dans la mine enfin, un peuple d'ouvriers dont le recrutement ne se fit pas sans peine, mais qui, d'origine très variée, finirent par s'amalgamer et par former une véritable classe d'ouvriers mineurs. — Ne continuons pas plus longtemps l'analyse du livre neuf et fort intéressant de M. Rouff. Nous en avons assez dit pour montrer l'intérêt très réel qu'il peut offrir à des lecteurs de tendances et de préoccupations variées.



Si nous sommes bien pauvres en études sur les grands facteurs de notre vie moderne (M. Rouff le constate mélancoliquement, en passant en revue la littérature, si fragmentaire et si maigre de notre histoire minière), nous le sommes plus encore, peut-être, en monographies locales attentives sur le mode d'application des principales découvertes qui ont complètement transformé l'existence du monde occidental, entre 1840 et 1870. Signalons donc ici avec empressement une intéressante monographie qu'un historien, familier avec les questions de transport, vient de consacrer aux *Voies ferrées de l'Hérault*. Le sous-titre précise les intentions de l'auteur, M. Blanchard a voulu étudier « la politique montpelliéraine des chemins de fer, de 1834 à 1875 ». De fait, il nous montre très bien comment le réseau de l'Hérault, riche et serré dans le vignoble bondé d'hommes, espacé et lacunaire dans la garrigue et le causse, s'il est vrai qu'il se trouve en harmonie grossière avec le cadre géographique languedocien, apparaît non moins évidemment en discordance avec l'organisation administrative de la région, dès qu'on s'attache aux combinaisons d'horaires, aux jeux de correspondance, bref à l'économie de la circulation. C'est en effet autour de Béziers et de Nîmes, non pas de Montpellier négligé et laissé à l'écart, que les lignes ferrées ont concentré et noué leurs mailles — plus encore et mieux, qu'elles ont fortement organisé le jeu de leur activité. Par ailleurs, à Cette, un hiatus et comme une brisure semble sinon suspendre, du moins ralentir la vie concordante des lignes venant souder leurs rails en ce point. Anomalies qu'un observateur superficiel peut négliger. L'homme du pays, non, car il continue d'en souffrir. L'historien économiste non plus, et M. M. Blanchard nous le montre — en historien. Le déterminisme géographique ou économique n'a rien à voir ici, ou bien peu de choses : la preuve en est dans l'histoire mouvementée des lignes qui peu à peu ont formé le réseau local. Histoire singulièrement vivante, où paraissent des acteurs comme les Péreire, éminents capitaines du rail et promoteurs obstinés du Bordeaux-Cette, ou l'économiste Michel Chevalier, fortement assis dans le Lodévois et qui, durant des années, exerça sur la vie régionale une pesée décisive. Ce pendant, Paris et la province se heurtaient, la Compa-

gnie du Midi et celle de la Méditerranée se déchiraient, les intérêts locaux se laissaient manœuvrer. . . . Et à l'arrière-plan, la révolution culturelle qui transformait l'Hérault en usine à vin venait encore compliquer le tableau. — L'étude de M. Marcel Blanchard vaut par elle-même. Elle vaut aussi par l'exemple ; souhaitons qu'il soit suivi.



Nous ne quittons pas Montpellier avec M. Gachon. Sa petite *Histoire du Languedoc* qui prend place dans la collection des Vieilles Provinces de l'éditeur Boivin, se lit avec plaisir et donne à penser. C'est que l'auteur, en véritable historien, a su prendre son point de vue de haut — et s'y tenir. Ce qu'il a cherché à nous montrer, c'est « une lente, parfois violente formation d'âme commune ; une éducation régionale ; une fusion avec la nation française ». D'ailleurs, il a résolument « déblayé », ne portant la lumière que sur les époques vraiment caractéristiques du passé languedocien. Avec un peu de rigueur parfois : on aimerait plus de détails sur cette civilisation d'avant la Croisade des Albigeois, dont M. Gachon proclame, plutôt qu'il ne montre, l'indiscutable originalité. Et aussi peut-être sur ces temps heureux du xvi^e siècle qui virent s'élever à Toulouse les puissants hôtels des anciens et des nouveaux riches du temps. Mais les chapitres ix à xii, qui traitent de l'histoire moderne du Languedoc : guerres de religion du xvi^e siècle ; achèvement de l'unité sous Louis XIII et Richelieu ; persécutions religieuses de Louis XIV ; activité économique du xviii^e siècle : ces chapitres sont excellents. Et de même, après quelques indications rapides sur la Révolution, l'Empire et le xix^e siècle politique, on goûtera pleinement le chapitre xiv^e et dernier : « Caractères de la région languedocienne à l'époque actuelle ». Impossible de dire mieux en si peu de pages.



Nous pourrions nous arrêter là, car il est évident que l'entreprise de M. Hanotaux, son *Histoire de la Nation Française*¹ en

1. G. Hanotaux, *Histoire de la Nation française*. — Tome I, *Introduction Générale*, par G. Hanotaux, et *Géographie humaine de la France* (1^{re} vol.), par J. Brunhes. — Tome III, *Histoire Politique, Des origines à 1515*, par P. Imbart de la Tour. Paris, Soc. de l'Histoire Nationale et librairie Plon, s. d. [1920], 2 vol. in-4^o de LXXX-496 et 590 pp.; illustr. hors texte et dans le texte, cartes et plans.

volumes séparés, de grand format in-4°, embellis de chromos criards et fantaisistes, n'est pas faite à l'usage des gens d'étude. Cependant des prétentions si étranges se font jour dans l'*Introduction Générale*, rédigée par M. Hanotaux lui-même, qu'il en faut bien dire deux mots, brièvement.

Cet auteur explique avec solennité (p. vu) que sa grande œuvre sera encyclopédique, narrative et artistique.

Encyclopédique veut dire, paraît-il, que l'*Histoire de la Nation Française* ne sera point seulement politique, diplomatique et militaire, mais, en même temps, artistique, littéraire, scientifique, économique, sociale, religieuse et géographique. Le tout, par morceaux détachés. Or, que les lettres, les sciences, les arts, la religion, l'économie fassent partie de l'histoire d'une nation au même titre que les institutions politiques, les tractations diplomatiques, les opérations militaires, ce n'est pas précisément ce qu'on peut appeler, en l'an de grâce 1922, un paradoxe. Seulement, tous les historiens s'accordent à penser que leur tâche n'est pas d'étudier isolément le développement des lettres, des sciences, des arts, de la diplomatie, etc., mais de marquer fortement les relations variées, délicates et complexes qui, à une époque donnée, dans un pays donné, unissent étroitement entre elles ces séries de faits distincts. Et de ces historiens, le plus modeste assurément n'a rien à apprendre de M. Hanotaux, ni de son *Introduction Générale*. Il est vrai qu'il ne reprendrait certes pas à son compte l'ahurissante litanie de la page xxix, et qu'il ne tenterait pas « de condenser en quelques lignes, comme on extrait un élixir » (*sic*), le « caractère de chacune des époques qui furent des anneaux de la grande chaîne » (*re sic*)¹.

Mais la grande œuvre est aussi « narrative ». M. Hanotaux s'explique : « l'expression exacte serait discursive ». Et discursif veut dire « sans annotations ni références ». Voilà qui va bien. Sans notes... génie français... érudition germanique... On rougit en

1. Citons, pour l'ébaudissement du lecteur, quelques-unes des « condensations » de ces caractères d'époques qui sont des anneaux. Voici (p. xix) : « Avant César, les origines se perdent dans la nuit des temps... L'histoire de France naît avec César... Charlemagne étend les mœurs sur l'Europe qu'il fonde... La Féodalité attache les races au sol : ce sont les *Terriens*. Sur une terre allotie, avec des mœurs formées, les patries s'ordonnent : ce sont les *Bâtisseurs*... Les royaux sont les *Tolérants*, parce que l'Unité Civile ne peut régner que sur des consciences libres et apaisées. » Hâtons-nous de le dire : toutes les pages de l'*Introduction Générale* ne sont malheureusement pas aussi joyeuses...

lisant pareilles pauvretés. Rassurons M. Hanotaux. Fustel mettait des notes, ce traître. Il s'est fait lire quelque peu. Camille Jullian met des notes, ce mauvais Français. On les lit — et quelques autres avec eux. Mais l'*Histoire de la Nation Française* aura beau être sans notes : elle ne sera jamais que le tas de papier inutile d'une entreprise sans lendemain.

La grande œuvre enfin a un troisième caractère. Elle est artistique. On ne s'en douterait pas au premier coup d'œil. La présentation est médiocre. Le style ? Quand M. Hanotaux écrit qu'il recourra à « la plume de M. Madelin », parce que ledit M. Madelin « peint à fresque » — ou quand il s'écrie (p. ix) : « Nous voudrions que le public pût lire d'une haleine ces discours comme nous les voudrions écrits » — nous murmurons, malgré nous : « Que serait-ce, Seigneur, si la grande œuvre n'était pas artistique ? » — Mais l'idée de M. Hanotaux est autre.

Son histoire est artistique parce qu'elle comporte des images. Non pas de ces honnêtes photographies de monuments ou de documents « qui font pauvre ». M. Hanotaux emploie le mot d'artistique exactement comme ces petites femmes qui, ayant à opter entre la salle à manger Henri-Deux et la salle à manger Hollandaise, choisissent la seconde parce que, n'est-ce pas ? elle a « un petit cachet art-nouveau ». Donc l'*Histoire de la Nation Française* est artistique parce que, à la page 304 du tome III, on voit un magnifique chromo représentant, sur fond d'ardoise, quinze figurants du Châtelet réparant un donjon en carton-pâte. Or, j'ai mauvais goût. J'honore M. Patisson illustrateur ; mais j'aime mieux voir Pascal dans la sanguine de Domat que dans le croquis de la page LXVI signé Patisson. Je respecte grandement M. L.-G. Hanotaux illustrateur. Mais s'il s'agit de me représenter Descartes, j'aime mieux demander son image à Franz Hals qu'audit M. L.-G. Hanotaux. Car, tout de même, ce pauvre Franz Hals avait au moins cette supériorité sur M. L.-G. Hanotaux : c'est que Descartes, en chair et en os, avait posé devant lui...

Tentative nouvelle, histoire nouvelle ? Allons donc ! Pas même du vieux neuf. Une collection d'ouvrages disparates, écrits à la diable sur les injonctions trépidantes du bonisseur. « Il faut se hâter », il faut « aboutir », s'écrie M. Hanotaux tout en transe dans son *Introduction*. Eh ! de grâce, cher Monsieur, nous ne sommes pas si pressés ? Chaque collaborateur, lui, s'est tiré d'affaire, au

moins de frais possible. On s'en convaincra en parcourant du regard le volume de M. Imbart de la Tour et celui de M. Jean Brunhes. Et s'il est vrai qu'ils ont chacun « taillé une pierre » (M. Hanotaux est inlassable et ne rate pas un cliché), la pierre demeure abandonnée en plein champ. Car il n'y a pas d'édifice là où il n'y a ni plan, ni dessein, ni maître d'œuvre.



Laissons de côté ces pauvretés, qui n'ont rien de commun avec le labeur honnête et sain des travailleurs consciencieux.

Mais celui-ci? Reprenons notre question : qu'apporte-t-il de neuf? Voilà des publications correctes ou plus que correctes qui nous révèlent des documents méritant vraiment de voir le jour. C'est bien. Des monographies tentent, avec plus ou moins de bonheur, d'éclaircir l'obscurité de certains événements. C'est bien encore. Certains ambitieux essaient de réaliser de chimériques synthèses : certains historiens en réussissent sans effort d'excellentes. C'est parfait. Mais publications, monographies, synthèses ratées et synthèses réussies, toutes ces productions se classent à la suite de longues, d'interminables séries. Elles les augmentent d'unités remarquables parfois : mais enfin, quoi de neuf? Assis derrière leur Méthode comme des Peseurs d'or hollandais derrière leur comptoir, les historiens semblent assoupis dans une certitude quiète. Se poser des problèmes, à quoi bon? Les ancêtres ont donné de si bons modèles de livres? *Hypotheses non fingo* : c'est la prudence, et la vérité...

J'entends, il y a progrès. Pour qui regarde de près, du dedans, attentivement, et qui analyse et qui scrute à la loupe. Il y a progrès. Mais c'est comme la seigneurie de M. Leo Verriest. Elle évolue, certes, du ^x^e au ^{xviii}^e siècle. Seulement, ce qui nous frappe surtout, ce n'est pas tant cette évolution, c'est le désaccord qui va s'aggravant chaque jour entre l'institution et l'époque. Et je ne sais pas, mais j'en ai un peu peur ; le temps ne courrait-il pas, tandis que l'Histoire s'attarderait sur sa chaise curule? Elle y fait figure. Mais pour combien de temps, si elle ne s'en lève plus?

LUCIEN FEBVRE.

A PROPOS
DE
« L'HISTOIRE DE FRANCE CONTEMPORAINE »
D'ERNEST LAVISSE ¹

Lorsque M. Lavisce forma le projet de donner, après l'*Histoire Générale*, cette histoire de France critique et moderne qui faisait tant défaut, il limita d'abord son effort, pour le rendre efficace, et fixa le terme de l'entreprise à la Révolution de 1789. Comment d'ailleurs, au moment où les passions contraires s'affrontaient avec une telle violence, où même les savants et les érudits n'arrivaient point à se mettre d'accord sur la définition du juste et de l'injuste, sur la valeur des droits individuels, et l'autorité de la raison d'État, comment se flatter de l'espoir de porter sur les événements les plus récents un jugement impartial et serein et surtout de le faire accepter pour tel ? Pourtant, dès que le succès de la collection fut assuré et le travail bien en mains, l'éminent historien crut que sa réserve n'avait plus de raison d'être ; il mit sur le chantier la suite de la publication, l'*Histoire de France depuis 1789 jusqu'à nos jours*, dont MM. Sagnac, Pariset, Charléty, Seignobos se partagèrent la charge. Bel acte de foi dans la puissance de la volonté et de la raison humaines, qui caractérise à merveille le lutteur obstiné et patient, l'ouvrier infatigable et optimiste qu'est M. Lavisce.

1. E. Lavisce, *Histoire de France contemporaine depuis la Révolution jusqu'à la paix de 1919*, Hachette, 12 vol. in-4°.

Cet article était écrit quand est survenue la mort d'Ernest Lavisce : nous n'y changeons rien, mais ne pouvons le faire paraître sans y ajouter l'expression de nos regrets les plus vifs. Et il nous plait, en le publiant à cette heure, de rendre hommage au grand « animateur » du travail historique qu'a été par surcroît cet historien éminent. (H. B.)

L'ouvrage était achevé avant la guerre ; la fin des hostilités permit d'en commencer la publication. Mais pouvait-on, après tous les événements formidables qui avaient troublé le monde, conserver le terme primitivement assigné à l'entreprise ? Les laisser en dehors, c'était découronner vraiment cette Histoire Nationale que le public attendait avec impatience : il n'aurait pas compris qu'on dérobat à sa curiosité ces années qui l'intéressaient entre toutes, et qui, malgré leur éclat, demeuraient pour lui si complexes, si ponctuées d'ombres, d'intrigues et de mystères. Un nouveau « prolongement » fut donc décidé, et MM. Gauvain et Bidou accomplirent le véritable tour de force de se présenter exactement à l'appel de leur échelon. La publication est aujourd'hui finie : peut-être n'est-il pas trop tard pour la reprendre et la juger dans son ensemble.

Les deux caractères primordiaux de cette Histoire sont la solidité et la probité. Elle fait honneur, non seulement à ses auteurs, mais à l'école historique dont elle représente les tendances et les méthodes, en ce qu'elles ont d'essentiel. Quel qu'ait dû être l'effort de préparation, nul n'a entendu s'y soustraire ou le limiter : il y a ainsi, sous l'exposé, un travail de documentation qui ne peut pas ne pas inspirer la confiance et l'estime aux lecteurs. M. Lavisce avait posé en principe que ses collaborateurs et lui ne feraient pas œuvre d'érudition ; il ne voulait donner qu'un « état » des connaissances sans prétendre avancer celles-ci par des recherches originales et la production d'inédit. Pour souligner sa conception, il avait restreint l'appareil de références et de notes critiques qui aurait nécessairement alourdi le récit. Or cet état des connaissances, comment ne pas être convaincu que nous allons l'avoir sous les yeux, lorsque l'on se reporte à ces copieuses bibliographies, placées au début des chapitres, à ces listes, catalogues de véritables bibliothèques, où l'on voit mentionné tout ce qui, du présent ou du passé, garde quelque valeur, où les sources, les ouvrages de seconde main sont alignés à leur rang, et, s'il y a lieu, définis sommairement, mais utilement. Lorsque figurent à côté de volumes considérables des monographies de détail, des articles, des plaquettes presque introuvables, comment supposer que rien de considérable ait pu échapper à des investigations aussi diligentes ? Mais l'*Histoire de France* a tenu plus que son directeur n'avait promis. Il suffit de la feuilleter pour s'apercevoir qu'elle contient beaucoup de recherches originales, et constitue

un progrès par rapport aux publications antérieures. Par exemple, M. Sagnac, qui avait consacré sa thèse à la législation révolutionnaire, a précisé, complété ses travaux et apporté une contribution importante à l'histoire de la Constitution civile. M. Charléty, qui fut longtemps professeur d'histoire de Lyon à l'Université de cette ville, a procédé dans les dépôts du Rhône, des départements voisins, comme aux Archives Nationales, à de vastes enquêtes sur le commerce, l'industrie, la situation économique de la France, ou les conditions de la vie politique. Les archives de la Chambre des députés, entre autres, ont permis à M. Seignobos d'étudier les débuts du gouvernement de 1848 ou l'élaboration de la constitution; il a pu de même profiter des recherches faites sous sa direction par ses élèves. L'*Histoire de France* constitue donc pour ceux auxquels elle est destinée, grand public, professeurs, étudiants, l'instrument de travail qui faisait tant défaut; elle met à la disposition de ceux qui veulent aller plus loin la base de départ indispensable: il est possible de discerner les problèmes qui sont déjà résolus, et ceux dont l'éclaircissement réclame de nouveaux efforts. Et d'autre part, elle offre à ceux qui se contentent des résultats acquis, mais ne veulent croire personne sur une simple affirmation les éléments de contrôle désirables. Par la sûreté, l'étendue des informations, elle s'oppose donc avec avantage à tout ce que l'étranger a produit d'analogue. Si remarquables que puissent être les ouvrages similaires recommandés par le Dahlmann-Waitz, ils ne sont point supérieurs à la publication française, loin de là; et si l'on prend l'Angleterre pour point de comparaison, je ne cache point mes préférences pour la collection Lavissee par rapport à la *Political History* ou la *Constitutional History*.

Grâce à cette documentation, nous avons véritablement une *Histoire de France*. Jusqu'ici les historiens avaient presque uniquement retracé le cours de l'histoire gouvernementale, ou les événements de la capitale. Ils avaient considéré que la France n'avait d'autre vie que celle des pouvoirs publics ou de Paris. Cette façon de procéder était due, moins à une conception qu'il suffisait d'un moment de réflexion pour juger trop simpliste et naïve, qu'au défaut de monographies locales, nécessaires pour dresser ce bilan détaillé et complet qu'est l'histoire d'une nation. Ce qui n'était pas possible, il y a vingt-cinq ans, commence à l'être aujourd'hui. On mesure par là l'étonnant labeur de notre

génération; il a fallu, pour élucider tant de points obscurs, un travail patient, minutieux, qui ne pouvait même espérer pour récompense la notoriété. En complétant ces données acquises par leurs enquêtes personnelles, les auteurs de la collection nouvelle ont pu montrer la réaction des principaux faits sur les populations provinciales; l'étude des élections, par exemple, a permis de tracer comme une géographie des partis, de rendre manifestes les divergences, ou, parfois, l'atonie de l'opinion publique. On peut désormais affirmer qu'en aucun moment, surtout aux moments de crise, les conditions d'existence, les sentiments, le jeu des institutions n'ont été uniformes sur tout le territoire national. Et la Terreur, par exemple, a beau avoir été proclamée en Normandie, elle n'a pas eu le même caractère sanguinaire et terrible qu'en d'autres régions de la France. La publication Hachette aura ce mérite d'avoir prouvé au grand public que l'histoire est une science infiniment subtile et complexe, qu'elle met en œuvre des données minutieuses, fuyantes, et qu'elle ne peut aboutir, sans une connaissance approfondie de tout ce qui retentit sur la vie des hommes, sans un effort obstiné vers la mesure, surtout sans l'esprit d'objectivité.

Or, l'*Histoire de France* est précisément cet effort de mesure, de nuance, et d'impartialité. Elle est — et c'est le plus bel éloge qu'on puisse lui décerner — en sa conception, en son exécution, un acte de bonne foi et de probité scientifique. Tout autant que la documentation, l'exposé se distingue par ces qualités maîtresses. Sans doute, M. Lavissee n'a jamais imposé à personne de cacher, en écrivant, sa personnalité: il a trop l'amour, le respect de la vie pour croire à la possibilité d'écrire une œuvre à la fois vraie et impersonnelle. Il suffit de lire les volumes qu'il a consacrés à Louis XIV pour savoir comment il comprend le rôle de l'historien, de quelle façon merveilleusement souple, familière, artiste, il s'insinue dans l'exposé des faits, non pour les déformer, mais pour leur communiquer une plus grande plénitude de sens, d'émotion, de mouvement. Sa méthode, qui est si souvent opposée à l'analyse froide, qu'on a préconisée outre-Rhin, est à nos yeux la bonne: on ne ressuscite le passé qu'en l'animant de son esprit, et l'histoire n'est pas un jeu d'ombres, un cortège de silhouettes. Les auteurs de l'*Histoire Contemporaine* sont restés eux-mêmes en rédigeant les volumes dont ils avaient la charge, et des différences notables

distinguent leurs parties respectives. M. Sagnac est plus impassible, plus distant que M. Pariset des hommes et des choses de son sujet ; le premier est un enquêteur qui confronte, et conclut, le second, un témoin nerveux et sensible qui semble parfois le contemporain de ses héros, tant il s'intéresse à eux. M. Charléty paraît être intermédiaire entre ses deux collègues, plus nuancé peut-être, et plus ironiste, et je n'ai pas besoin de dire que la manière de M. Seignobos, avec ses raccourcis étonnants, son mélange d'idées abstraites, souvent profondes, et de détails matériels, ne ressemble à aucune autre. Cependant tous ces érudits se rapprochent par un trait commun : ils sont des esprits libres et modernes, pour qui les mouvements populaires ne sont pas des crimes, ni la conservation du passé, l'idéal. Ils se penchent avec sympathie sur la masse qui souffre ; ils tâchent d'en expliquer, d'en rendre intelligibles l'état d'âme, les passions, même les erreurs : ils appartiennent évidemment aux groupements de gauche, aux idées démocratiques. Cette ardeur revêt même parfois, notamment chez M. Pariset, un tour assez vif : on croit percevoir, lorsqu'il est question de la dictature de Bonaparte, une sorte de frémissement ; la forme brusque, presque brutale, dénonce comme une rancune rétrospective, le regret d'avoir à enregistrer, impuissant, la victoire du césarisme. Malgré ces élans, d'ailleurs vite réprimés, on ne saurait adresser aux auteurs le reproche d'avoir fait œuvre de parti. Leur œuvre n'est même pas l'apologie d'une nation. Sans doute les auteurs y relèvent, avec pitié, les éléments successifs dont l'ensemble forme la France d'aujourd'hui : et les bornes qui leur ont été assignées ne les empêchent pas de descendre parfois à de petits détails, dont tous les étrangers ne comprendront probablement pas l'intérêt. Mais personne n'y découvrira aucune trace de nationalisme, d'impérialisme, la moindre intention apologétique. On analyse, on commente, on juge, on ne justifie pas, surtout pour les besoins d'une cause. Les textes ne sont pas là pour étayer des hypothèses *a priori*, ni les faits produits pour élever la France « au-dessus de tout ». Louange étrange, objectera-t-on, puisque l'historien a précisément pour devoir de poursuivre uniquement la recherche de la vérité. Il ne faut pourtant pas craindre de la proférer, ni se lasser de la répéter à l'heure où, méconnaissant nos intentions, on nous accuse en tant de pays de nourrir des idées contraires à la liberté des autres peuples

comme à la justice, où tant d'intellectuels d'outre-Rhin — et des meilleurs — refusent de reconnaître la valeur des documents, des conclusions si leur patrie n'y trouve des armes pour se défendre et se libérer des accusations dirigées contre elle. En face de ces paladins du parti pris qui s'enferment dans leur garde impuissante contre les progrès de la vérité, il est bon de noter combien notre école historique fait figure loyale ; et si les nations qui nous entourent veulent bien nous juger d'après nos œuvres, celle-là nous vaudra, partout où elle pénétrera, l'estime pour notre probité scientifique, et la confiance dans la force de notre raison.

Instrument efficace de propagande française au dehors, elle pourra également exercer au dedans une influence précieuse, en servant cette cause de l'instruction publique dont Duruy et Jules Ferry ont été, après Condorcet, les apôtres convaincus. Elle montrera, d'une manière irréfragable, aux gens de bonne foi, que l'époque contemporaine est désormais objet de science, et que, bon gré mal gré, il faut s'incliner devant un certain nombre de constatations certaines. Si l'opinion conserve sans doute ses droits sur un vaste domaine, si bien des problèmes offrent encore matière à discussion, les enquêtes menées ont dégagé des conclusions positives contre lesquelles l'anathème ne vaut plus. Or jusqu'ici trop d'esprits ont méconnu cette vérité, et l'enseignement de l'histoire contemporaine s'est heurté de ce fait à des difficultés, dont, seuls, les gens du métier connaissent l'étendue. Ce n'est pas seulement la paresse, l'inattention, l'inaptitude à l'analyse des enfants qu'il faut vaincre, c'est la résistance organisée de la famille et du milieu ; c'est l'effort pour présenter à l'avance comme partielle et erronée la leçon du maître, et sauvegarder de toute atteinte la doctrine traditionnelle. L'enfant, ainsi façonné, cesse d'être perméable à l'influence du professeur ; il est un facteur d'opposition et d'hostilité, si bien qu'en certaines classes il a été impossible d'évoquer, si impartialement, si sommairement que ce fût, les phases de l'affaire Dreyfus. Le nom, les titres, tant académiques qu'universitaires de M. Lavissee, la réputation de la maison Hachette s'opposent à ce qu'on assigne à leur entreprise commune un dessein de révolution ou de fronde. Le succès même de la publication atteste qu'elle n'a éveillé aucune prévention dans nombre d'intérieurs bourgeois. Beaucoup de conservateurs l'ont acquise, comme l'autorité indiscutable, comme le livre à la mode : c'est pourquoi

l'apparition de cette Histoire peut être, si l'on sait l'utiliser, un événement d'importance ; elle est susceptible de donner au professeur, s'il ne l'a point par lui même, le crédit nécessaire pour convaincre ses élèves et leurs familles de la valeur de son enseignement ; elle peut contribuer ainsi à ramener ou à défendre parmi les générations qui montent cette union morale, plus nécessaire que jamais aux jeunes Français d'aujourd'hui.

Est-ce à dire que l'œuvre soit parfaite de tous points ? Il serait puéril de le soutenir. Une œuvre aussi vaste ne saurait être à l'abri des critiques, et chacun regrettera de n'y pas trouver satisfaites ses préférences personnelles et ses curiosités. Choisir, abrégér, c'est forcément s'attirer des reproches, et créer des mécontents. Mais tous, je crois, quelles que soient leur spécialité, ou leurs inclinations, regretteront certains sacrifices, qui équivalent à de véritables mutilations. La faute n'en est point aux auteurs, elle est inhérente à la délimitation des volumes. A première vue, c'est déjà commettre une rupture d'équilibre, que d'assigner la même place aux trois ans de la Révolution monarchique, aux sept ans de la période républicaine, qu'aux quinze ans de la Restauration, qu'aux dix-huit du règne de Louis-Philippe. Mais une lecture même rapide des différents tomes, montre que la matière n'y est pas uniformément dense. M. Charléty a été singulièrement plus à l'aise avec ses deux volumes pour traiter l'époque 1815-1848, que M. Pariset avec les siens pour évoquer les formidables événements qui ont rempli les années 1792-1815. Un volume supplémentaire aurait été indispensable à ce dernier. Faute de l'avoir, il a dû résumer avec une brièveté déconcertante la politique étrangère de Napoléon et s'en excuser auprès des lecteurs en arguant que cette politique relève de l'histoire générale, et non de l'histoire de France ! Il a dû de même passer presque sous silence les travaux des Comités, les débats sur l'instruction publique. Il aurait mieux valu, semble-t-il, arrêter le premier volume au 10 août, le second au 9 thermidor, le troisième à la fin du Consulat. Peut-être l'histoire religieuse a-t-elle particulièrement souffert de ces compressions : on aimerait à trouver sur l'évolution organique et interne des cultes des renseignements plus précis et plus détaillés. Enfin l'illustration appelle une revision, notamment des retouches au texte de certaines légendes. Mais ce sont des vétilles en comparaison de tout ce que la publication présente de commodités et de mérites.

On n'attendra point de nous que nous reprenions chaque volume en détail : ce serait abuser de l'hospitalité de la *Revue* ; il suffira de relever quelques points de méthode et de signaler quelques résultats. M. Sagnac procède en général par larges tableaux : il est préoccupé de montrer, à chaque moment de l'histoire, les forces antagonistes. Peut-être cette manière de faire n'est-elle pas sans inconvénient : elle conduit l'auteur à séparer par un intervalle de plus de 150 pages l'élaboration première et la revision des textes constitutionnels, et semble faire dépendre celle-ci de la fuite à Varennes, alors que, bien auparavant, les intrigues du centre et de la droite tendaient à assurer des garanties supplémentaires aux classes privilégiées ; mais elle a l'avantage de ne pas dérouter le lecteur, et, en fait, ce volume est un de ceux que le grand public suivra le plus facilement. Une autre caractéristique de l'ouvrage est l'importance accordée à l'examen du travail législatif et administratif : le livre II (œuvre de la Constituante) semble avoir été rédigé avec un goût tout particulier. Le grand mérite de Sagnac est d'avoir, après M. Aulard, fait définitivement justice des allégations de Taine. La Révolution n'est point une série d'événements dominés par des partis pris doctrinaires. Les théories philosophiques n'ont pas eu plus d'influence que la pression des circonstances, le souci des intérêts. Ces bourgeois auxquels le peuple avait remis ses droits ont été des opportunistes et des utilitaires. Très souvent ils ont agi comme au hasard, sans but précis. Au début ils se sont appuyés sur le peuple pour résister au roi ; plus tard, ils se sont aperçus avec terreur qu'ils avaient besoin du roi pour dominer le peuple. Pas plus que la guerre étrangère, la guerre religieuse n'était inévitable. Contrairement à la thèse de M. Sciout, nombre de catholiques avaient accepté sans regret les décisions de l'Assemblée et la faute en est surtout à Bernis si l'accord, possible et même aisé entre Rome et Paris, n'a pu être ni réalisé ni même sérieusement entrepris. Le livre consacré à la chute de la royauté, bien que trop bref en certains points, place en bonne lumière l'importance de la révolution démocratique, qui, en juillet 1792, mit aux mains des citoyens passifs les armes, la tribune des clubs et le bulletin de vote, préparant ainsi le 10 août et la dictature de la Commune.

Les deux volumes de M. Pariset sont peut-être les plus neufs et les plus attachants de la collection. Celui qui traite de la Conven-

tion ne ressemble point à l'autre : le premier est comme une histoire anecdotique, un récit au jour le jour. La formation des groupements actifs, leur entrée en scène, leur rôle est noté avec la plus extrême minutie, tandis que le travail des comités est souvent relégué dans l'ombre. Au contraire le second est l'étude également minutieuse des formes gouvernementales, des institutions politiques et des méthodes administratives. M. Pariset a excellemment montré comment Bonaparte était monté au pouvoir suprême, déformant, brisant tout ce qui lui faisait obstacle, et ceux que tenterait un renouveau de gloire napoléonienne n'auront qu'à lire, dans son ouvrage, les effets admirables de ces dix années de despotisme et de guerre. Mais le premier de ces deux tomes incite plus encore à la réflexion. Un certain nombre d'idées s'y font jour, qu'il importe de divulguer. La première c'est que la France a toujours été gouvernée, quel qu'ait été le régime électoral, par une minorité d'hommes d'action. Les abstentions ont été nombreuses, les timides se sont ralliés à ceux qui détenaient la force. Plus la situation a été critique, plus il a fallu déployer d'énergie, incliner les libertés individuelles devant les nécessités du salut public, plus le pouvoir a dû être concentré entre les mains de groupes peu nombreux, de plus en plus résolus. Mais il en résulte que la base du pouvoir est de plus en plus restreinte et fragile, que les chefs font aisément figure de dictateurs, et qu'ils supportent tout l'odieux des mesures édictées. La seconde idée à retenir, c'est l'importance insoupçonnée jusqu'ici de la Plaine. Ces bourgeois modérés, pour la plupart gens de robe, d'esprit délié et subtil, ne sont pas des vedettes aux heures de crise populaire : mais leur rôle, pour ne pas être éclatant, n'en est pas moins de premier plan. Ce sont eux qui assurent la continuité de la Constituante au Directoire, on peut même dire de l'Ancien Régime dont ils connaissent les tares au Consulat dont ils deviennent les fonctionnaires. Ce sont eux qui font prévaloir les traditions monarchiques en fait de politique étrangère, la conquête des frontières naturelles ; ce sont eux qui, dans les Comités, étudient les réformes, et, laissant tomber les décrets radicaux, travaillent à faire prévaloir les compromis. Ce sont les Daunou, les Cambacérès, les Target, les Treillard qui préparent l'œuvre de Bonaparte.

Les deux volumes de M. Charléty sont un véritable ouvrage d'art, nuancé, clair, spirituel ; la composition, logique et savante,

n'a rien qui déroute, et l'exposé est d'une netteté remarquable, que rehausse une exquise finesse. C'est une excellente mise au point des travaux antérieurs, d'où il résulte que les principaux problèmes sont connus dans leur ensemble, mais qu'il reste de nombreux détails à élucider. L'on voit par ces pages si pleines de faits et si solides, combien lente a été l'évolution de la France dans la première moitié du xix^e siècle, avec quelles difficultés s'est imposée la civilisation industrielle, et combien paresseux, en cette période du romantisme, s'est montré l'esprit public. Le début du tome VI relatif à la Révolution de 1848 le montre d'une façon plus éclatante encore. Il faut lire les pages que M. Seignobos a consacrées à la formation, aux actes du gouvernement provisoire : elles exposent à merveille combien le hasard, les circonstances ont eu de part aux actes gouvernementaux, et quel désarroi général régna pendant ces quelques semaines. Mais pourquoi vouloir choisir? Comme tout le reste de la collection, ces volumes sont d'une lecture instructive et nécessaire pour les hommes cultivés. Il est impossible d'être vraiment de son temps, si l'on n'a pas acquis, par cet exposé lumineux et profond, la connaissance d'un passé qui est si voisin de nous. Quant aux livres de MM. Gauvain et Bidou, ils soulèvent trop de questions pour qu'on ose ici les apprécier d'un mot, et la lecture du dernier numéro de la *Revue de Synthèse* leur servira mieux d'introduction que les appréciations rapides auxquelles nous devons nous borner.

LÉON CAHEN.

PRINCIPAUX OUVRAGES RÉCENTS

DE

LITTÉRATURE GÉNÉRALE ET COMPARÉE

Le malaise économique dont sont atteintes à des degrés divers la plupart des nations de l'Europe rend bien difficile la publication d'ouvrages comme ceux que nous passons ici en revue, dont la vente est le plus souvent assez limitée, et dont les prix doivent cependant se garder d'être prohibitifs. Aussi faut-il savoir gré aux auteurs et aux éditeurs qui, par des concessions réciproques et des sacrifices communs, maintiennent la tradition de la recherche

1. Longworth Chambrun, *Giovanni Florio, un apôtre de la Renaissance en Angleterre à l'époque de Shakespeare*. Paris, Payot, 1921, in-8°, 226 p. et 13 pl. — George R. Havens, *The Abbé Prévost and English Literature* (Elliott Monographs, n° 9). Princeton University Press et Paris, Champion, 1921, in-8°, ix-135 p. — John Alexander Kelly, *England and the Englishman in German Literature of the eighteenth century*. New York, Columbia University Press, 1921, in-8°, xvii-156 p. — A. Latt, *Intellectual Relations between Great Britain and Switzerland*. Delémont, impr. du Démocrate, 1920, in-8°, 16 p. — Vilém Mathesius, *English Literature and the Czecho-Slovaks*. Czech Society of Great Britain, 15 p. — G. Bohnenblust, *Le Génie classique et la Poésie allemande. La Poésie de la Suisse allemande et l'idéal helvétique*. Lausanne et Genève, Payot, 1921, in-12, 63 p. — E. Martinenche, *L'Espagne et le Romantisme français*. Paris, Hachette, 1922, in-8°, 256 p. — L. Reynaud, *L'influence allemande en France au XVIII^e et au XIX^e siècle*. Paris, Hachette, 1922, in-8°, 316 p. — Gustave Cohen, *Ecrivains français en Hollande dans la première moitié du XVIII^e siècle*. Paris, Champion, 1920, gr. in-8°, 756 p. et 52 pl. — Zoltán Baranyai, *A francia nyelv és műveltség Magyarországon. XVIII. század* (La langue française et la civilisation hongroise au XVIII^e siècle). Budapest, Pfeifer, 1920, in-12, 175 p. — Arturo Farinelli, *Dante in Spagna-Francia-Inghilterra-Germania (Dante e Goethe)*. Turin, Bocca, 1922, in-8°, ix-506 p. — Henri Hauvette, *Études sur la Divine Comédie. La composition du poème et son rayonnement*. Paris, Champion, 1922, in-12, xv-238 p. — Victor Bouillier, *La renommée de Montaigne en Allemagne*. Paris, Champion, 1921, in-12, 64 p. — Leopold von Wiese, *Strindberg und die junge Generation*. Cologne, Rheinland-Verlag, 1921, in-4°, 15 p. — A. Giglio, *Stendhal e la letteratura italiana*. Milan, Hoepli, 1921, in-12, 166 p. — Gustave Dulong, *L'abbé de Saint-Real. Tome II : Notes et documents (V : Les adaptations dramatiques de Don Carlos)*. Paris, Champion, 1921, in-8°, 175 p.

désintéressée du vrai et de l'étude scientifique du passé. Nous avons devant les yeux cette année plusieurs brochures et un certain nombre d'ouvrages importants, dont la plupart sont français : nous sommes heureux de constater que les études d'histoire littéraire internationale se maintiennent chez nous à un niveau élevé et prennent, d'année en année, plus de diffusion et plus d'autorité.

Le nom de Florio n'évoque guère, en général, que le souvenir du traducteur de Montaigne à qui les *Essais* ont dû leur grand et durable succès en Angleterre. M^{me} Longworth Chambrun a étudié de très près sa vie — dont on sait malgré tout assez peu de chose — ses relations avec les nobles et les lettrés de son temps — la plupart de ces nobles sont en même temps des lettrés et même des poètes — et particulièrement avec Shakespeare, qui lui dut beaucoup. Cet Italien d'origine, qui s'est fait par ses dictionnaires un des principaux introducteurs de la langue italienne en Angleterre, est un des nombreux intermédiaires qui ont facilité l'italianisme dans la Renaissance anglaise ; par lui-même il n'offre aucune valeur intéressante. Sa traduction de Montaigne compte parmi les grandes traductions qui naturalisent un écrivain dans une nation étrangère, et dont l'importance est de premier ordre dans l'histoire littéraire : Florio, réédité encore de nos jours, prend place à côté de Chapman, d'Amyot, de Le Tourneur, de Schlegel et Tieck. — L'auteur de cette substantielle monographie fait preuve de beaucoup d'érudition, publie des documents inédits ou peu connus, discute les faits de près ; la partie consacrée à Shakespeare est très intéressante. Comme dans beaucoup de travaux récents, ce sont les connaissances générales d'histoire littéraire qui laissent à désirer. Peut-on dire que vers 1600 « en France une jeune école venait de naître ; la saine et large philosophie de Montaigne se substituait à l'opportunisme complexe de Machiavel » ? — Pourquoi deux tables des matières et pas d'index ? Les textes anglais sont reproduits avec l'orthographe du temps ; les textes italiens aussi, et celle de Florio est particulièrement fantaisiste dans les deux langues ; mais il arrive trop souvent que les *s* italiques sont prises pour des *f*, ce qui rend certains mots peu intelligibles. — Il paraît que Florio collabora avec W. Vaughan à la traduction partielle des *Ragguagli di Parnaso* de Boccacini, sous le titre de *The new-found Politicke*, ouvrage qui parut en 1626, un an après sa mort ; M^{me} Longworth Chambrun n'en dit rien.

Les deux livres consacrés jusqu'ici à l'abbé Prévost (Harris et Schröder) ne traitaient qu'incidemment de son rôle comme intermédiaire en France de la littérature anglaise. M. Havens consacre une étude précise et détaillée à cette question; à vrai dire, c'est presque exclusivement un dépouillement méthodique du *Pour et Contre*, le journal de Prévost, dont les 20 volumes (1733-1740) offrent un des premiers monuments des rapports intellectuels anglo-français. La partie la plus neuve de l'ouvrage est la restitution à des écrivains anglais, et notamment à Rowe et à Gildon, des appréciations très favorables à Shakespeare que Prévost a insérées dans son journal, et dont les historiens les mieux informés de Shakespeare en France, MM. Jusserand et Baldensperger, lui savaient beaucoup de gré comme dénotant chez ce Français un heureux élargissement du goût littéraire. Sans doute, l'influence de Prévost à cet égard n'en subsiste pas moins, puisque ses feuilles, qui étaient assez répandues et assez goûtées, ont pu contribuer à faire naître en France, et en général sur le continent, une plus juste appréciation des beautés de Shakespeare; mais son mérite personnel en est bien diminué. — Le livre de M. Havens est bien intéressant, mais parfois un peu diffus et un peu jeune de pensée et d'expression. L'auteur passe en revue, dans une série de courts chapitres, les jugements de Prévost sur neuf écrivains anglais; et ces écrivains sont rangés, sauf Shakespeare qui s'avance en tête et Lillo qui ferme la marche, dans l'ordre alphabétique; ordre très facile à suivre, mais très inintelligent, qui met Milton, par exemple, entre Addison et Steele.

Le livre de M. Kelly sur l'Angleterre et les Anglais dans la littérature allemande au XVIII^e siècle est, lui aussi, surtout un dépouillement : l'auteur n'a guère puisé que dans les récits de voyages, alors que la littérature, qu'il a insuffisamment utilisée, aurait pu lui fournir nombre d'autres textes instructifs. Et cependant son ouvrage n'est pas non plus une Histoire des voyages d'Allemands en Angleterre, dans le genre des *Viajes en España* de M. A. Farinelli. Le travail a quelque chose de mécanique, et l'auteur ne domine pas assez son sujet : des faits d'importance très inégale sont mis sur le même plan. Cette impression des Allemands sur l'Angleterre, impression presque toujours favorable, on pouvait tâcher de l'expliquer. Surtout elle n'est pas un fait isolé : elle est en grande partie conditionnée par le rôle que joue à cette

époque l'Angleterre dans l'opinion européenne. Est-il certain que les impressions qu'en rapportaient les Allemands fussent « totally unaffected by anything like a political bias » (p. xi)? Leurs ouvrages ont-ils été assez lus pour être « of the greatest importance in moulding German opinion » (*ib.*)? L'auteur remarque (p. 114-115) que les témoignages sont contradictoires en ce qui concerne l'humeur sombre ou gaie des Anglais; mais peut-être faudrait-il d'abord mieux définir les termes et les classer. En pareil sujet, un peu de finesse psychologique était nécessaire. Dans le roman de Sophie La Roche, *Fräulein von Sternheim* (1771), l'héroïne tient de sa grand'mère, une Anglaise, « un sérieux aimable, une politesse noble et décente... une bonté adorable, et la plus délicate sensibilité de l'âme »; et Wieland, qui a revu le roman, ajoute en note : « un peu partial ». — D'ailleurs le livre de M. Kelly est intéressant à lire; mais son point de vue est trop étroit, son analyse manque de profondeur.

Je signalerai rapidement trois brochures. Celle de M. Latt contient une conférence faite à Oxford et à Cambridge sur les rapports universitaires et intellectuels entre la Suisse et l'Angleterre; c'est plutôt une liste qu'une véritable étude. Quelques erreurs à signaler : le livre de Muralt, publié en 1725, ne marque pas « la victoire définitive de ce qui a longtemps été appelé *l'anglomanie du XVIII^e siècle* », il en marque au contraire le début; les *Alpes* de Haller n'ont pu être « grandement influencées par Young », car elles ont paru en 1732 et les *Nuits* de 1742 à 1745; on ne peut dire que M^{me} de Staël soit « restée obstinément Anglaise ». — La brochure de V. Mathesius, publiée par la Société Tchèque de Grande-Bretagne, résume la diffusion en Bohême de la littérature anglaise, notamment de Shakespeare, joué en tchèque depuis 1785, d'après la traduction allemande il est vrai, et objet d'un véritable culte, souvent joué, souvent traduit au XIX^e siècle. — Celle de M. Bohnenblust, savant suisse, successeur de notre compatriote M. Tonnelat à l'Université de Genève, et successeur de M. Maurer à celle de Lausanne, contient les deux « discours inauguraux » qu'il a prononcés en prenant possession de ces deux chaires. Le premier rappelle ce que doit le génie allemand au génie grec; le second caractérise l'helvétisme des principaux écrivains suisses modernes. Tous deux sont fort agréables à lire, sans apporter naturellement rien de nouveau. La dernière strophe de l'*Hymne à*

l'Être Suprême de Désorgues (1794) que l'auteur cite pour conclure son second discours, est tout simplement traduite de la *Prière Universelle* de Pope.

M. Martinenche ajoute un troisième volume à son Histoire de l'influence espagnole sur la littérature française, commencée il y a bien longtemps par *La Comedia espagnole en France* de Hardy à Racine et continuée par Molière et le théâtre espagnol. Il aborde cette fois la dette des romantiques français envers l'Espagne; mais il ne traite pas du conte et du roman, ni des voyages; il n'est question ici que de poésie et de théâtre. Après avoir rappelé, dans une judicieuse Introduction, la nécessité, pour comprendre notre romantisme, d'y voir un aspect d'un phénomène européen, et de ne pas négliger l'importante contribution de l'Espagne, il examine d'abord ce que nos Romantiques connaissaient ou croyaient connaître de l'Espagne, soit par notre littérature de l'âge classique, soit par les témoignages datant de l'Empire et de la Restauration, soit par les ouvrages d'histoire littéraire qu'ils ont pu pratiquer. Puis il étudie le parti qu'ils ont tiré des romances, notamment Abel Hugo et l'auteur des *Orientales*; il consacre deux chapitres à l'Espagne dans le drame et dans le mélodrame; enfin il analyse de près l'inspiration espagnole dans *España* de Théophile Gautier et surtout dans la *Légende des Siècles*. L'étude minutieuse des sources est particulièrement développée en ce qui concerne les romances, le théâtre de Clara Gazul, les drames de Hugo, la *Légende des Siècles*; sur ce dernier point M. Martinenche complète M. Berret, dont on connaît les beaux travaux sur les sources de Victor Hugo. A propos de *Hernani* et de *Ruy Blas*, l'auteur réagit contre les critiques souvent exagérées que les Espagnols ont adressées à la documentation de Hugo. Celui-ci remplit à lui seul presque la moitié du volume. Il résulte des études de M. Martinenche qu'il a en somme, malgré un bagage insuffisant et pas mal d'erreurs matérielles, singulièrement bien senti et bien rendu la couleur espagnole: il possédait la divination du génie. — L'ouvrage est d'une lecture attrayante, et par son sujet et surtout par la manière dont il est écrit. Peut-être aurait-on pu mieux expliquer ce que les Romantiques français aimaient dans l'Espagne, et montrer en quoi leur conception était différente de celle des Romantiques allemands qui les avaient précédés; à vrai dire, ce n'est pas la même Espagne que les uns et les autres ont vue ou imaginée. Même à ne pas sortir

de la littérature française, on pouvait mieux marquer l'évolution de l'idée qu'elle se faisait de l'Espagne de 1810 à 1850 à peu près. Il me semble que M. Martinenche défend un peu trop l'Inquisition qui a « assuré l'unité religieuse de la nation » (p. 111). Ce résultat, d'abord, était-il désirable ? et ensuite, par quels moyens a-t-il été obtenu ? — « La grande période d'activité du romantisme va de la révolution de 1830 à celle de 1848, ou, si l'on préfère des dates littéraires, du triomphe d'*Hernani* à la chute des *Burgraves* » (p. 13). Mais d'abord, 1843 n'est pas 1848 ; ensuite il est difficile de ne pas comprendre les années 1822 à 1830 dans la grande période d'activité du romantisme. C'est l'époque des cénacles, des discussions, des préfaces à grand effet ; c'est pendant ces années-là que s'écrivirent les *Ballades*, *Eloa*, *Le dernier chant du pèlerinage d'Harold*, les *Études* de Deschamps, les *Orientales*, les *Contes d'Espagne et d'Italie*, *Marion Delorme*, *Henri III et sa cour*, *Racine et Shakespeare*, la *Préface de Cromwell*... A certains égards, 1830 est un aboutissement, et presque une fin.

J'ai rendu compte ici-même du livre de M. Reynaud consacré à l'*Histoire générale de l'influence française en Allemagne* (1914). Son dernier ouvrage traite de l'influence inverse, celle de l'Allemagne sur la France au cours des deux derniers siècles : en réalité, la période qu'il embrasse s'étend de 1750 environ à 1914, et présente à cet égard une unité assez nette. Il la divise en deux parties : *La Brèche* (1750-1814) ; *L'Invasion* (1814-1914). Ces sous-titres ont quelque chose de belliqueux ; les titres des chapitres ne le sont pas moins : *Les ravages de Werther*... *La campagne germanophile*... *La victoire du germanisme*... *Lendemain de défaite*. Le ton de l'auteur est à l'unisson : « folliculaire à la solde de Berlin (en 1750-60 ?) — marchandise tudesque — hystérie gessnérienne » ; ces expressions se trouvent en quelques pages. Et sa thèse surtout est nettement une thèse de combat. Il fait l'historique, aussi complet que le lui permettaient les dimensions de son ouvrage, de l'influence allemande en France ; il résume et fond dans son texte, d'une manière généralement très précise et très heureuse, une quantité de recherches de détail qui font de ses notes une bibliographie très commode du sujet ; mais il n'est pas de ceux qui écrivent l'histoire *ad narrandum, non ad probandum* : de la première ligne à la dernière, il veut prouver, et ce qu'il veut prouver tient en quelques mots. L'influence allemande, d'après lui, a été

presque tout entière et presque toujours néfaste à l'esprit français. Elle a contribué plus que toute autre à saper l'esprit classique, qu'elle a remplacé par le romantisme, la discipline sociale, qu'elle a remplacée par l'individualisme anarchique, le spiritualisme, qu'elle a remplacé par le panthéisme ou le matérialisme. De même que les Germains avaient détruit l'Etat romain, de même les Allemands ont contribué à détruire l'âme française. L'histoire de l'influence allemande en France est faite de ces attaques successives, toutes couronnées de succès, toutes funestes : les principales vagues d'assaut sont le succès de Gessner, celui de *Werther*, l'*Allemagne* de M^{me} de Staël, l'engouement des romantiques français, Michelet et Quinet, Taine et Renan, Wagner et le wagnérisme. Il est aisé de voir que les idées de M. Reynaud se rattachent aux deux campagnes qui sont menées depuis quelques années, l'une contre le romantisme français, l'autre contre les méthodes récentes de notre enseignement supérieur. Pour lui le génie français se confond avec le génie classique, fait d'ordre, de clarté, de soumission des instincts à la raison, de discipline sociale et morale consentie; il voit dans l'Allemagne l'ennemie héréditaire de cette forme d'esprit. Dans cet implacable exposé, on aperçoit à peine quelques rares concessions; parfois l'auteur laisse apercevoir que tout n'était pas funeste dans ce que nous prenions à l'Allemagne; mais l'impression générale et constante est celle d'un réquisitoire, bourré de documents, éloquent, mais âpre et passionné. On est tout étonné en arrivant à la fin de l'ouvrage de lire une page et demie (p. 305-306) consacrée à montrer ce que la pensée française a gagné au contact de l'Allemagne. Et malgré ce remarquable résumé, où apparaît une impartialité que l'auteur annonce, mais qui ne se laissait guère apercevoir dans le reste de l'ouvrage, la conclusion du livre n'en reste pas moins la même : la France, trop longtemps « esclave de la culture germanique » doit reprendre ses traditions et retrouver son caractère propre.

On voit la thèse : il est impossible dans un bref compte rendu de la discuter dans le détail. Le parti-pris évident de l'auteur fait tort aux grandes qualités de son ouvrage; d'autant plus que ce qu'il y a de vrai dans ses conclusions se serait aussi bien dégagé d'un exposé plus nuancé, fait d'un ton plus calme et plus réservé. Les idées de M. Reynaud ne datent pas de la guerre, nous le savons; mais on sera tenté de voir dans son livre un livre de guerre, ou

tout au moins d'après-guerre, et cette idée empêchera, je le crains, surtout à l'étranger, d'en apprécier comme elles le méritent les solides qualités. P. 29 : au xviii^e siècle ce sont des Allemands qui traduisent pour la France les livres allemands. Naturellement, puisqu'en 1754 « il n'y avait peut-être pas trois écrivains français sachant cette langue » (p. 25). — P. 52 : Fréron est mort en 1776. — Dans toute cette première partie l'auteur admet beaucoup trop aisément la thèse de Texte sur les origines étrangères de la pensée de Rousseau, thèse qui est éminemment discutable. — P. 77-78 : tout ce qui est dit de la conversion de Chateaubriand et des buts moraux qu'il se propose dans ses écrits est trop emprunté à Chateaubriand lui-même; la critique récente a beaucoup rabattu de ses assertions. L'effet moral de *René*, à supposer qu'il ait réellement été voulu par l'auteur, s'est-il produit? On sait bien que non, et que jamais il n'a servi d'antidote à *Werther*; mais M. Reynaud montre quelque tendresse pour Chateaubriand, qui n'est pas teinté de germanisme. — P. 96 (note); il est inexact de dire que le *Villers* de M. Wittmer est écrit « d'un point de vue très germanique », malgré la phrase citée p. 99 (note).

Le magnifique volume de M. Gustave Cohen nous transporte sur un terrain moins brûlant. Longtemps chargé de l'enseignement du français à l'Université d'Amsterdam, il a pu faire sur place toutes les recherches nécessaires pour écrire l'histoire des écrivains français en Hollande dans la première moitié du xviii^e siècle; il replace dans leur cadre ces soldats qui s'enrôlaient au service des Provinces-Unies, ces étudiants et ces professeurs qui venaient de France apprendre ou enseigner à l'Université de Leyde, nouvellement fondée, mais déjà florissante, dans un pays où le négoce n'a jamais nui à l'étude désintéressée; ces hommes de pensée qui y trouvaient la liberté de méditer et d'écrire sans craindre les rigueurs du pouvoir. En somme, ce livre est composé de trois livres: le premier est surtout consacré à Jean de Schelandre, l'auteur de *Tyr et Sidon*, de qui nous suivons de près la carrière militaire; le second nous initie à la vie universitaire de Leyde, où s'inscrivirent comme étudiants Balzac et Théophile, où enseignèrent Joseph Scaliger et Saumaise; le troisième est rempli par Descartes, dont le long séjour en Hollande est raconté avec une précision qu'on n'avait pu atteindre jusqu'ici. Aussi, ce qui manque un peu à ce gros volume, c'est l'unité, ou plutôt la cohésion des

parties, car ce sont trois chapitres d'une même histoire. Les pièces d'archives découvertes ou publiées pour la première fois, l'illustration très remarquable et très abondante, et surtout le style vivant, ardent, rendent cet ouvrage aussi agréable à parcourir ou à consulter que scientifiquement neuf et solide. On ne peut s'empêcher de partager la sympathie allègre de l'auteur pour ses héros, son respect pieux pour les lieux où enseigna un Scaliger, où médita un Descartes. On admire aussi, en notre temps d'économies budgétaires, le « pont d'or » que faisait à Scaliger l'Université de Leyde pour qu'il daignât venir l'honorer de sa présence, sans avoir à donner aucun enseignement; et la proposition que fit le gouvernement français à Saumaise, en 1644, de lui servir une pension de 6.000 livres, « pour lui donner moyen... de produire avec repos et tranquillité d'esprit ce que ses longues et laborieuses études lui peuvent fournir de plus rare et de plus exquis ». Six mille francs en 1644! et pour travailler en toute liberté! — L'Université d'Utrecht, fondée en 1636, celle de Groningue, fondée en 1614, n'ont-elles pas compté d'étudiants ni de maîtres français? Il n'est question que de Leyde dans la deuxième partie. — P. 209 : le latin de Scaliger est mal traduit : cette maxime peut se rendre par : La vie humaine est un jeu de hasard, dans lequel on est aussi peu certain de gagner qu'on est assuré de perdre. — P. 378 : *versatus est* est au parfait : *a fréquenté*. En note, il faut lire, troisième ligne : *gaudio studendi utatur*. — P. 383 : il semble bien tout de même que cette « science complètement nouvelle » (et non pas : « presque nouvelle » : *penitus novam*) qui vise à « résoudre complètement toutes les questions proposées sur n'importe quel ordre de quantités continues ou discontinues » soit la géométrie analytique. — On a dit avec raison à M. Cohen qu'il avait bien servi la France par son livre, après l'avoir servie glorieusement sur le champ de bataille; et le succès de ce livre, dont, en dépit de son prix élevé, toute l'édition a été épuisée en moins de deux années, montre assez combien il a été apprécié en France et à l'étranger.

Je me contente de signaler, dans le même genre d'études, la petite histoire de la diffusion de la langue française en Hongrie au XVIII^e siècle, que M. Z. Baranyai a donnée en magyar, et que ceux qui possèdent cette langue pourront mieux analyser pour le lecteur français. L'auteur étudie successivement la langue française dans les familles nobles, dans les écoles; il cite quantité de poésies

en français écrites par des Hongrois, la plupart nobles, et dont certaines ont été adressées à Voltaire, qui répondait par quelques mots aimables, surtout quand l'envoi était accompagné d'excellent vin de Tokai ; il passe en revue les grammaires et les manuels de conversation. Il part du livre de notre regretté compatriote Kont sur la littérature française en Hongrie, et précise avec beaucoup de soin ce qui concerne notre langue, qui remplace le latin et l'emporte sur l'allemand dans la plupart des cas.

Parmi les nombreux articles ou livres que le sixième centenaire de la mort de Dante a fait éclore un peu partout l'année dernière, le beau volume de M. Farinelli offre un exceptionnel intérêt. On sait la place qu'occupe l'auteur dans les études d'histoire littéraire européenne. Il y a deux ans, la reconnaissance et l'admiration de ses élèves et de ses amis italiens et étrangers célébrait son cinquantième cours de littérature par la publication d'un gros volume, *L'opera di un maestro* (Turin, Bocca, 1920) qui donnait à ceux qui ne le connaissaient pas bien, et même à ceux qui avaient étudié quelques-uns de ses ouvrages, une idée de la prodigieuse activité, de l'immense érudition du professeur et du savant. L'auteur de *Dante e la Francia* (Milan, 1908, 2 vol.) connaît trop bien la trame complexe des influences internationales qui soutiennent et expliquent l'histoire littéraire de l'Europe pour ne s'être pas plu à suivre la destinée hors de son pays du plus grand poète de l'Italie. L'ouvrage qu'il vient de publier se compose d'une introduction générale intitulée *Reflets de Dante à travers les siècles*, qui marque, dans l'ensemble des lettres européennes, les vicissitudes de la diffusion et de l'influence de la *Divine Comédie* (car les autres ouvrages du poète comptent beaucoup moins ici) de génération en génération, en Italie et à l'étranger ; morceau éloquent et solide, où l'élévation des sentiments, la beauté poétique de l'expression, n'empêchent pas d'apercevoir que d'innombrables faits précis étayaient chaque développement ; — d'une étude considérable sur *Dante en Espagne au moyen âge* (y compris la littérature de langue catalane, à laquelle l'auteur ne manque jamais de donner sa juste part) ; — d'une lettre adressée à la *Nouvelle Revue d'Italie*, où elle a paru en français (1921) à propos de *Dante e la Francia*, en vue d'une éventuelle réédition ; — d'une étude sur *Dante en Angleterre* ; — enfin d'une autre sur *Dante et l'Allemagne au siècle de Goethe, Dante et Goethe*. Les trois parties les

plus importantes du volume, consacrées à l'Espagne, à l'Angleterre et à l'Allemagne, sont de véritables monuments d'une immense lecture, d'une érudition critique et minutieuse, d'une bibliographie toujours tenue au courant, mais aussi d'une tendance philosophique assez rare dans les travaux de ce genre, d'un profond sentiment des véritables valeurs littéraires, d'un haut idéalisme, d'une expression souvent éloquente, et plutôt encore poétique, toujours vivante, ardente, qui ne laisse jamais faiblir l'intérêt, même au milieu des broussailles de l'érudition. L'union de ces deux caractères, qui paraissent d'abord contradictoires, la poésie de sentiment et d'expression, l'exactitude minutieuse de l'investigation scientifique, est ce qui frappe dans tout ce qu'écrit M. Farinelli. Cet immense savoir, cette connaissance précise et détaillée de tant de littératures, et ce qui est plus important encore, cette familiarité intime avec les grandes œuvres où chaque nation reconnaît le mieux son génie, de Calderón à Ibsen et de Molière à Goethe, cette prodigieuse information de tout ce qu'on a écrit sur tant de sujets dans tant de périodiques et en tant de langues diverses, sont des avantages que ce savant partage avec bien peu d'autres ; mais ils ne l'aveuglent pas sur le véritable but de l'histoire littéraire, qui est de faire connaître, de faire revivre des esprits et des âmes. Tout ce qui n'est pas influence réelle d'âme sur âme, prise de contact spirituel, tout ce qui n'est que citations, allusions, utilisation de thèmes, imitation par le dehors, l'intéresse visiblement de moins en moins. « L'histoire, dit-il ici-même (p. 239), c'est une pensée qui s'élabore, c'est la vie qui se développe, c'est la respiration spirituelle. »

Les trois grandes études qui constituent la plus grosse part de ce volume sont, sous leur forme primitive, des comptes rendus publiés dans des revues. L'auteur n'a eu qu'à les compléter çà et là pour les mettre au courant. C'est qu'un compte rendu de M. Farinelli n'est pas un compte rendu ordinaire. Pour prendre les exemples que fournit ce volume, un livre sur les débuts de l'influence italienne en Espagne provoquait de sa part un examen critique qui ne remplissait pas moins de 104 pages très serrées ; il en consacrait au moins autant au livre de Toynbee sur Dante en Angleterre ou au mémoire de Sulger-Gebing sur Goethe et Dante. Son érudition est telle que sur de nombreux sujets il en sait autant ou plus que l'auteur qui a consacré souvent des années à

l'élaboration pénible d'un travail d'histoire littéraire. Ces comptes rendus ne visent pas tant à critiquer l'ouvrage considéré qu'à le compléter : souvent ils le doublent, et il ne doit pas être consulté sans ce complément nécessaire.

Pour n'insister que sur un point qui nous touche plus directement, l'auteur de *Dante e la Francia* a éprouvé le besoin de reparler de son livre au public et aux savants français. La destinée de Dante en France avant le romantisme (et l'investigation de M. Farinelli s'arrête au siècle de Voltaire) est peu brillante ; à part Christine de Pisan (une Italienne) et Marguerite de Navarre, il n'a pas de disciples dont il ait fécondé l'esprit. A cet égard, le sujet était ce qu'on appelle un faux bon sujet. L'auteur l'a rendu riche et intéressant en écrivant à propos de Dante une sorte d'histoire de l'influence italienne en France, qui devient souvent une histoire psychologique de la littérature française. Mais il reste que la France ayant jusqu'au xix^e siècle mal connu et mal compris Dante, ces deux volumes, avec la citation d'Amiel qui les termine, pouvaient être considérés comme spécialement destinés à montrer une lacune de l'esprit français. Nous savons bien que telle n'était pas l'intention de l'auteur, qui aime la France, qui parle avec admiration et respect de nos savants, dont plusieurs ont été ses maîtres. — P. 253 : le texte cité de Catherine Taylor est fort clair et ne dit pas ce que l'auteur lui fait dire. Il y a, dit-elle, des manuscrits français du x^e siècle, tandis qu'on n'en connaît pas d'italiens avant 1200. N'est-il pas merveilleux que la *Divine Comédie* ait paru à la fin de ce siècle ? (du xiii^e et non du xii^e ; elle n'est en avance que de quelques années). — P. 263, l'auteur cite un passage de Young, *Conjectures sur la composition originale*, qu'il applique à Milton considéré comme trop *gothique* et pour cela inférieur à Shakespeare ; mais ce n'est pas cela du tout : ce passage s'applique à Pope, traducteur d'Homère, qui a eu le tort d'après Young de se servir de la rime, de ne pas résister à « the temptation of that Gothic Daemon », au lieu d'écrire dans le *blank verse* de Milton. Même page : les cathédrales « gothiques » françaises auxquelles l'auteur fait allusion ne sont pas en marbre, et le xiii^e siècle, époque où elles se sont élevées de toutes parts, ne peut plus être appelé un âge « barbare et chaotique ».

Le petit volume de M. Hauvette sur la *Divine Comédie* appartient pour la moitié environ à l'histoire littéraire internationale. Des

neuf morceaux dont il est composé, nous devons, en effet, retenir ici ceux qui ont pour titres : *Dante et la pensée moderne*, conférence faite à la Sorbonne à l'occasion de l'anniversaire de la mort du poète ; *Dante dans la poésie française de la Renaissance*, ancien article de 1899 complété en note pour la bibliographie et quelques détails ; *Dante et la France*, étude écrite en marge du *Dante e la Francia* de M. Farinelli, et qui reparait ici très modifiée ; enfin, *Les Sources arabes de la Divine Comédie*, compte rendu de l'ouvrage de M. Asín Palacios : *La Escatologia musulmana en la Divina Comedia*. Pour dire tout de suite mon avis sur ces dernières pages, je trouve M. Hauvette bien sévère pour les conclusions, très hardies sans doute, qu'apporte le savant arabisant espagnol, et dont j'ai eu occasion de dire un mot ailleurs (*Revue de Littérature comparée*, 1922, n° 2). D'après M. Asín Palacios, Dante aurait emprunté le plan et certains détails du monde de l'au delà à la tradition islamique, représentée surtout par les écrits d'un mystique du xiii^e siècle, Ibn Arabi de Murcie. Je reconnais, comme M. Hauvette, que la thèse n'est pas directement et absolument prouvée ; mais les arguments méritaient d'être serrés de plus près et moins cavalièrement repoussés. Que les Espagnols chrétiens se soient peu servis de Ibn Arabi (p. 223), cela ne fait rien à l'affaire. Que Brunetto Latini n'ait été le maître de Dante que vingt ans plus tard (p. 222), cela n'empêche pas qu'il ait pu lui apprendre ce qu'il savait des traditions islamiques. Je crois, moi aussi, et je l'ai dit, que le savant espagnol aurait pu préciser ce qui concerne cet intermédiaire possible ; je crois, moi aussi, qu'il appartient aux arabisants de nous dire ce que valent dans le détail les rapprochements qu'il multiplie ; c'est pourquoi, pour rendre compte d'un tel ouvrage, j'ai demandé la collaboration d'un spécialiste autorisé. Si « un célèbre orientaliste italien » (p. 225) s'est prononcé en faveur de ces conclusions, c'est déjà quelque chose. L'article de M. Hauvette est très spirituel ; on le voudrait moins ironique (« suprême habileté » — « le petit jeu des rapprochements » — « méthode tendancieuse ») et plus sérieusement sympathique.

M. Hauvette a été un des premiers jadis à s'occuper des quelques échos qu'a trouvés le poème de Dante dans la France de la Renaissance : le travail qu'il réédite ici, complété et mis au courant, est intéressant et utile. Son étude à propos de *Dante e la Francia* de M. Farinelli est consacrée à quelques points parti-

culiers : le rôle de la poésie provençale dans l'œuvre de Dante ; son misogallisme et ses causes ; sa paternité supposée du recueil de sonnets *Il Fiore*, qui résume le *Roman de la Rose*. — On lira avec le plus vif intérêt la conférence *Dante et la pensée moderne*, dans laquelle l'auteur essaie de dégager les raisons qui ont rendu Dante plus vivant et plus sympathique aux lecteurs européens, au xix^e siècle et depuis, qu'il ne l'avait jamais été.

La brochure de M. Bouillier sur Montaigne en Allemagne résume beaucoup de travail en peu de pages ; c'est une revue sommaire, mais nette, des principaux écrivains allemands qui l'ont cité ; on n'ose dire : qui l'ont imité, et encore moins : qui ont subi son influence. Le seul qui l'ait vraiment aimé et qui l'ait mis très haut est Nietzsche. Ainsi Montaigne n'a joué à peu près aucun rôle dans l'histoire des idées et de la littérature en Allemagne. M. Bouillier indique rapidement, au début, les causes possibles de ce fait : l'état d'affaiblissement et de misère du pays au début du xvii^e siècle, au moment où Montaigne était nouveau et se naturalisait si brillamment en Angleterre ; les influences françaises plus récentes qui s'exercent sur l'Allemagne pensante du xviii^e siècle, et qui laissent Montaigne dans l'ombre. Ajoutons que le français de Montaigne devait paraître difficile à des étrangers qui lisaient pourtant couramment le français de leurs contemporains ; or, les *Essais* n'ont été traduits en allemand qu'en 1753. Le passage de Ranke cité p. 38 est intéressant : d'après lui, Montaigne, en se peignant, n'a pas peint l'homme, comme on le répète couramment, mais le Français. — Je signale rapidement la conférence de M. von Wiese sur Strindberg et la jeune génération. Strindberg paraît bien connu en Allemagne, presque autant que dans la Suède, son pays. L'auteur de ce court essai considère son absolu pessimisme comme fortifiant pour les natures énergiques.

On sait combien les travaux sur Stendhal se multiplient depuis quelques années : publications d'inédits, rééditions, éditions critiques, études biographiques ou littéraires, constituent déjà toute une bibliothèque. Le petit livre de M. Giglio sur Stendhal et la littérature italienne n'y ajoute rien de bien important. La table des matières est trop concise, la bibliographie est insuffisante, et il manque un index. Cependant le sujet était certes important : Stendhal, qui de Grenoblois se faisait Milanais, qui voulait être considéré comme tel, ne jure, surtout dans une période de sa

carrière, que par les lettres et les arts italiens; il s'essaie à écrire dans cette langue — avec quelle insuffisance, les morceaux de son *Romanticismo nelle arti* publiés dans le dernier numéro de la *Revue de Littérature comparée* (1922, n° 4) le montrent suffisamment —; il est intéressant de voir ce qu'il savait et ce qu'il pensait de la littérature italienne. Or, le plan suivi par M. Giglio ne permet pas de s'en rendre bien compte. Il examine successivement les quatre périodes de la vie de Stendhal : c'est aller au devant des répétitions. Il devait nous donner : 1° le tableau de ce que Stendhal savait de la littérature italienne, en enregistrant historiquement ses acquisitions successives; 2° sa réaction au contact des écrivains italiens, son attitude notamment à l'égard de l'école romantique de Milan; 3° la manière dont il a parlé de la littérature italienne dans ses ouvrages et ce qu'il a pu en faire connaître et goûter en France. Faute d'être bâti solidement et d'après les nécessités organiques du sujet, le livre de M. Giglio n'offrira pas grande utilité. C'est un résumé assez décousu, même négligé, souvent un peu vulgaire de forme et d'expression, qui paraît fait très vite, et qu'on attribuerait plutôt à un étudiant encore peu au courant des exigences d'un travail d'histoire littéraire qu'à un *professeur docteur*.

M. Gustave Dulong a joint à sa thèse importante sur l'abbé de Saint-Réal un volume complémentaire de notes et documents, qui contient une centaine de pages sur *Les Adaptations dramatiques de Don Carlos*. C'est, on le voit, une étude toute différente de celles que nous venons de parcourir, et c'est pourquoi je la place à la fin de ce compte rendu. C'est l'histoire d'un thème poétique comme il en a été fait un grand nombre, notamment en Allemagne; mais il s'agit ici d'un thème poétique d'origine purement historique. Le succès européen de la nouvelle de Saint-Réal consacrée à Don Carlos a invité force auteurs dramatiques à traiter ce sujet, en partant de Saint-Réal et non de la vérité historique. M. Dulong étudie successivement onze pièces qui ont pour sujet ou l'aventure même de Don Carlos ou du moins la rivalité amoureuse d'un père et de son fils : il va ainsi de Racine (*Mithridate*) à Verhaeren. Il rattache ces pièces les unes aux autres et à leur origine commune, Saint-Réal, et démêle habilement les sources de chacun des auteurs. Ce tableau, qui pourrait être monotone, offre, ainsi présenté, beaucoup d'intérêt, parce

que les analyses sont vivantes et la discussion précise. M. Dulong s'est servi de la plupart des travaux qui ont précédé le sien. Il a trouvé dans Elster l'essentiel sur la genèse du *Don Carlos* de Schiller, le plus important et le plus intéressant de tous ceux qu'il étudie ; mais il aurait pu remonter aux deux dissertations de Müller et de Löwenberg. Surtout on regrette qu'il ne se soit pas servi du livre essentiel de Ezio Levi, *Storia poetica di Don Carlos* (Pavie, Mattei, 1914, in-12, 435 p.), livre très complet et très intéressant, avec lequel le sien, sur beaucoup de points, ne peut que coïncider, tout en restant moins complet. Sans doute le travail de M. Dulong aura été fait avant la guerre, mais il a été mis au point et terminé depuis, puisqu'il cite la réimpression allemande de la nouvelle de Saint-Réal parue en 1914. Je passe naturellement sur les pièces espagnoles, antérieures à Saint-Réal, qu'étudie M. Ezio Levi ; l'auteur n'a peut-être pas pu rencontrer deux ou trois pièces italiennes sans grande importance qu'il cite en note, mais on s'attendrait à voir étudié avec quelque détail le *Don Carlos* en vers de La Motte-Fouqué (1804), drame romantique schlegélien, imité, d'après M. Levi, de celui d'Enciso, et fortement teinté de Shakespeare et de Calderón, plus intéressant assurément que certaines des pièces analysées ici.

PAUL VAN TIEGHEM.

NOTES, QUESTIONS ET DISCUSSIONS

LA MENTALITÉ PRIMITIVE ET L'HISTOIRE

A PROPOS D'UN LIVRE RÉCENT ¹

L'ouvrage récent de M. Lévy-Bruhl sur la *Mentalité primitive* complète le livre du même auteur, antérieur de douze ans : *Les Fonctions mentales dans les sociétés inférieures* ². Tous deux se corroborent si adéquatement, que le titre du second conviendrait à l'œuvre entière, œuvre d'introduction à la science des peuples non civilisés.

Le premier de ces deux travaux envisageait la pensée des primitifs sous le biais du principe d'identité, et constatait que les « sauvages », peu sensibles à la contradiction, admettent outre leurs idées une sorte d'osmose mutuelle qui rend tout concept perméable à un autre concept : cette loi de participation marquerait le stade « prélogique » de la réflexion humaine. La curiosité de l'investigateur se porte maintenant avec prédilection sur la notion que se font de la causalité les peuples inférieurs. A travers une extrême richesse d'illustrations concrètes, on établit que ces peuples, inattentifs à ce que nous appelons les causes secondes, ou, pour parler comme Stuart Mill, aux « antécédents constants et inconditionnels » des faits, ne s'intéressent qu'aux causes premières, c'est-à-dire à la détermination de facteurs censés spontanés, auxquels serait attribuable la production d'un événement. Ils se considèrent donc comme environnés de puissances occultes, dont l'influence sur l'homme, puisqu'elle ne dépend pas d'un ordre fixe et solidaire de l'ensemble des choses, peut être contrecarrée ou utilisée au profit de l'individu, grâce à une intervention magique. L'« expérience » du primitif consiste à défendre sa vie contre des influences arbitraires, causes qui ne comportent pas de lois ; en effet elles ne s'ordonnent pas dans ces cadres mathématiques, l'espace et le temps, qui à nos yeux forment des milieux homogènes où chaque phénomène se localise sans pouvoir se situer en un instant donné ailleurs qu'en une place définie. Le sauvage ne connaît ni ordre naturel, ni objectivité : son penchant à imputer tout événement à l'action directe d'une volonté le dissuade de raisonner sur les faits : il se borne à l'intuition sensible immédiate, quitte à supposer qu'elle dépend directement d'une

1. L. Lévy-Bruhl. *La Mentalité primitive*, Paris, F. Alcan, 1922, in-327 pp. in-8°.

2. *Ibid.*, in-8° de 461 pp.

influence occulte. Sa conception de la causalité n'est donc pas moins mystique que son schème de la participation. Ces résultats ressortent d'une étude très neuve du rôle que jouent, chez les peuples inférieurs, les rêves, naturels ou provoqués, les présages, les pratiques divinatoires, les ordales.

Une semblable enquête comporte dès à présent d'importantes conséquences.

C'est un rare honneur, pour un ouvrage théorique, de pouvoir immédiatement inspirer ou guider une certaine forme d'action. Or les deux ouvrages de M. Lévy-Bruhl méritent de devenir des livres de chevet pour tout homme de notre race en contact avec des races inférieures. Leur auteur a étudié la façon dont réagissent, en notre présence, les primitifs : ils nous prennent pour des sorciers ; ils croient que nos armes à feu tuent non par l'envoi d'un projectile, mais par détonation ; que nos livres sont des instruments de divination ; que nos soins médicaux, indiscrète mise à l'épreuve de la patience du malade, requièrent un dédommagement plutôt qu'ils ne méritent de la gratitude. Mais si les sauvages se méprennent à notre sujet, notre incompréhension de leur état d'esprit ne le cède en rien à la leur. L'apostolat des missionnaires offense les croyances des indigènes ; du moins nos religieux ont-ils, en commun avec ces primitifs, un certain « mysticisme », ne fût-ce que la conviction que la nature se mêle de surnaturel. L'attitude des hommes de science, en particulier des médecins, exclut bien plus encore l'entente entre blancs et non-blancs ; car dans ce cas s'affrontent, en leur complète opposition, les mentalités « primitive » et « civilisée ». En s'initiant aux raisons de cette opposition, les administrateurs coloniaux se garderaient de bien des mécomptes et se rendraient plus capables d'adapter notre justice à celle des autres races.

Les conséquences spéculatives des travaux de M. Lévy-Bruhl impliquent d'une part l'avènement à la positivité de notre science des races inférieures, de l'autre une forme nouvelle de critique philosophique.

L'étude des primitifs paraît désormais en possession d'une méthode sûre et précise. En prenant claire conscience de l'antithèse entre ces deux types de structure mentale, le nôtre et celui des sauvages, les observateurs des mœurs de tant de peuples en voie de transformation ou de disparition, se trouveront plus aptes à recueillir une information vraiment impartiale, pendant qu'il en est temps encore. Ils ne songeront pas plus que leur guide à expliquer, comme on l'a tant fait naguère, le primitif par le civilisé ; ils se garderont autant que lui des justifications hypothétiques. Le fait est, que l'auteur de la *Mentalité primitive* fournit une interprétation générale qui ressort de la confrontation des documents, avec un recours minimum aux théories. Il peut maintenant se dispenser de rompre des lances contre les postulats simplistes de Tylor ou contre l'animisme de Frazer. Il conserve, certes, la conviction que la pensée des races inférieures présente un caractère collectif, mais il s'abstient de toute prénotation qui attesterait l'adhésion à un dogme de l'école sociologique. Personne ne se fait moins que lui d'illusions sur le concept de « pri-

mitifs », expression « bien impropre » (p. III), mais imposée par l'usage : n'a-t-il pas protesté contre l'imprudente assimilation du sauvage vivant de nos jours au véritable primitif, contre la notion d'une évolution unilinéaire de l'humanité, contre le postulat spencérien de Frazer, selon lequel « le plus simple est le premier dans le temps » ?

C'est bien, ainsi, une extension de l'esprit positif, que marquent les deux ouvrages destinés à être désormais la base de notre connaissance des sauvages. M. Lévy-Bruhl travaille par là, une fois de plus, dans le sens de l'œuvre d'A. Comte. Fidèle au principe selon lequel « on ne détruit que ce qu'on remplace », il poursuit une tâche à la fois critique et constructive — n'est-ce pas le propre de la science ? — qui, après avoir substitué à une morale normative pleine d'ambiguïtés une lucide science des mœurs, institue à la place d'une dialectique abstraite de la raison une théorie comparative des diverses mentalités humaines. Il y a tout lieu d'espérer que cette nouvelle discipline fournira les solutions humainement accessibles de cet éternel problème : l'analyse de notre pensée. Mais qu'il nous soit permis de préciser à quel prix. Il importera que l'opposition désormais classique entre le type « civilisé » et le type « primitif » demeure un principe critique, sans devenir un dogme ; car l'avenir imposera sans nul doute la nécessité d'introduire des distinctions, d'opérer des sous-groupes parmi tous ces peuples d'Afrique, d'Amérique, d'Océanie, encore considérés en bloc ; on discriminera de multiples civilisations parmi ces prétendus « non civilisés ». L'antithèse entre non civilisés et civilisés résulte simplement, croyons-nous, de ce que les premiers, à la différence des seconds, n'ont pas d'histoire ; non qu'ils n'aient point changé à travers le temps, mais parce que nous ignorons tout de leur passé. Nous pouvons donc attendre d'un progrès historique le renversement de la dernière idole métaphysique subsistant dans notre sociologie : l'idée soit de primitifs, soit de non-civilisés. En droit, l'histoire doit être coextensive au domaine humain. En fait, beaucoup de documents nous seront fournis sur les peuples sans histoire par l'étude des peuples doués d'une histoire, et les premiers cesseront d'être opposables aux seconds. Les annales des grandes civilisations asiatiques fourmillent de matériaux relatifs aux « sauvages » ou « barbares » interposés entre ces puissants foyers de culture ; or, l'Asie n'a été sans rapports ni avec l'Afrique, ni avec l'Océanie. L'Égypte recèle peut-être l'un des secrets du mystère africain. Le pont qui réunira notre connaissance de l'homme « blanc » ou « européen » et notre investigation de l'humanité « primitive », ce sera l'étude à la fois systématique et critique, disons comparative, des civilisations simplement autres que la nôtre, et non pas inférieures à la nôtre, en ce sens qu'elles ont évolué de façon synchronique et parallèle à la nôtre. A la limite de cette enquête, l'humanité serait explorée dans sa totalité, et tout entière, autant que faire se peut, à la lumière de l'histoire. De cette tâche infinie, M. Lévy-Bruhl a, en termes définitifs, précisé les conditions premières.

P. MASSON-OURSSEL.

L'ESPRIT DU XIX^e SIÈCLED'APRÈS M. ERNST BERGMANN¹

L'éditeur Hirt de Breslau publie sous le titre de *Jedermanns Bücherei*, une très ample collection de courtes monographies qui se proposent de résumer, dans les diverses branches des connaissances humaines, l'état présent du savoir. Dans le premier volume, le professeur Bergmann, de Leipzig, directeur de la section de philosophie, tente de caractériser brièvement « l'esprit du xix^e siècle ». Disons tout de suite qu'il s'agit surtout de l'esprit allemand, et presque exclusivement des aspects philosophiques, voire métaphysiques, de la pensée allemande, de Kant à nos jours. L'exposé très succinct a de grandes qualités de simplicité et de clarté ; peut-être simplifie-t-il à l'excès. Il laisse nettement apparaître les préférences de l'auteur pour un idéalisme à tendances néo-vitalistes et mystiques où il croit discerner la philosophie naissante du xx^e siècle.

Au point de vue religieux, philosophique et esthétique, la courbe tracée par Bergmann part d'une cime élevée (romantisme, kantisme, classicisme allemand), descend au milieu du siècle en une dépression profonde (gauche hégélienne, positivisme, matérialisme, stérilité artistique des années d'après 1870), puis remonte à la fin du siècle avec un réveil du sentiment religieux, de l'activité métaphysique et de la pensée idéaliste. Tout ceci assez contestable et affaire d'appréciation personnelle. Notons pourtant cet aveu que la prospérité matérielle inouïe et presque malsaine de l'Empire allemand n'a pas été favorable à la pensée ni aux arts. Ce que Bergmann ne peut pas nier, par contre, c'est le développement prodigieux des sciences et de toutes les techniques au xix^e siècle. Ce développement des sciences a été, selon lui, fatal à la philosophie dont elles se sont tour à tour détachées, ne laissant aux philosophes qu'un domaine de plus en plus restreint : logique, méthodologie et critique de la connaissance. La philosophie, au cours du siècle, semble s'humilier peu à peu devant les sciences auxquelles elle sert de propédeutique générale, mais dont elle n'a plus l'audace de faire la synthèse. Peut-être, de Kant à Hegel, les Allemands ont-ils abusé des grandes constructions synthétiques, dressées sur des fondements plus ou moins éprouvés : la cure de scepticisme et de positivisme peut ne pas leur avoir été inutile, Bergmann va jusqu'à en convenir. Mais elle a, selon lui, abaissé les âmes, desséché les cœurs et laissé le champ libre aux instincts d'égoïsme, de cupidité, de brutalité que ne contenait plus aucun lien idéaliste et qu'exaltait la folle concurrence des peuples sur les champs de bataille et sur les marchés mondiaux.

Bergmann discerne, au xix^e siècle, quatre courants principaux de la pensée

1. Ernst Bergmann, *Der Geist des XIX. Jahrhunderts*, Breslau, Ferdinand Hirt, 1922, 1 vol. cart., 124 pp. in-12.

qui, sans se succéder, s'entrecroisent ou se côtoient : l'*idéisme*, florissant au début du siècle (Kant, Fichte, Schopenhauer, Schelling, Hegel, Goethe, Schiller, Humboldt, Jean-Paul, Pestalozzi, Schleiermacher), éclipsé vers 1850-1880, renaissant dans le néo-kantisme contemporain (Fechner, Lotze, Fœuillée, Paulsen, Eucken) et dans le néo-vitalisme issu de la biologie (Ed. von Hartmann, Bergson, Driesch) ; le *matérialisme*, né vers 1830-1870 du soudain épanouissement des sciences, constitué par des médecins, des physiiciens et des naturalistes, pour la plupart sans culture philosophique, mais graves et sincères dans la première génération (H. Czolbe, Büchner, Vogt, Moleschott), superficiels et charlatanesques dans la seconde (Hæckel, Ostwald) ; le *positivisme*, qui naît simultanément en France, en Angleterre et en Allemagne, celui de tous les systèmes qui exprime le mieux l'esprit du XIX^e siècle, son scrupule scientifique, sa méfiance de la métaphysique, sa tristesse aussi devant l'impossibilité de savoir ; successivement, Bergmann passe en revue les diverses formes de ce positivisme : utilitarisme anglais (Spencer, Mill), positivisme français (Comte, J.-M. Guyau), positivisme lyrique et dionysiaque de Nietzsche, néo-criticisme et fictionisme allemands (F.-A. Lange, Kuno Fischer, Liebmann, Volkelt, Vaihinger), biologisme de Mach et Avenarius, pragmatisme anglo-américain de Charles Pierce, C. F. S. Schiller, W. James ; enfin le *pessimisme*, issu de Schopenhauer, dont la doctrine n'a trouvé d'écho que vers 1860, mais dont l'influence est visible dans tous les systèmes philosophiques du siècle, qu'ils soient idéalistes ou positivistes d'esprit.

Bergmann conclut à une renaissance générale de ce qui lui paraît être l'essence même de l'esprit philosophique : l'émoi religieux devant les mystères de la vie et de l'univers, le tourment faustien de vouloir connaître et comprendre. S'il rend justice à la valeur du positivisme, toutes ses sympathies vont à l'idéalisme, pour des raisons métaphysiques et morales. Il fonde de grandes espérances sur les systèmes (d'après lui idéalistes et théistes) qui ne sauraient manquer de se dégager de la biologie et de la cosmologie nouvelles. Tout est possible. Mais que penser du philosophe qui présente la guerre de 1914-1918 comme la conséquence obligée du matérialisme européen, et dont le programme consiste, d'une manière générale, « à renouer la tradition d'avant 1830 » ?

Bon ouvrage de vulgarisation, en somme, mais qui ne justifie pas tout à fait son titre, l'esprit d'un siècle se trouvant restreint à sa métaphysique et à sa morale, et les nations autres que l'Allemagne réduites à la portion congrue.

GENEVÈVE BIANQUIS.

L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE DANS LES COLLÈGES ET LES LYCÉES D'ANGLETERRE

Jusqu'à une date toute récente l'enseignement de l'histoire en Angleterre n'a obtenu que très peu d'attention de Messieurs les Proviseurs.

Les matières les plus importantes ont été et sont toujours le grec et le latin, les mathématiques et les sciences naturelles. Pour ces matières, on a toujours eu des professeurs spécialistes. Cela n'a pas été le cas en ce qui concerne l'histoire. Très souvent c'est le professeur de grec qui a ajouté l'histoire à son enseignement.

A présent un grand changement se manifeste. Il est apparu avec évidence que la plupart des Anglais quittaient l'école sans avoir gagné des idées claires sur l'histoire de leur propre pays et sans avoir la moindre idée de l'histoire étrangère.

En conséquence, la majorité des écoles secondaires ont aujourd'hui des professeurs qui ont étudié l'histoire à fond et qui la croient aussi importante dans le plan d'études que le grec ou les mathématiques. On peut dire malheureusement que, dans la plupart des cas, l'histoire est enseignée sans enthousiasme et sans imagination.

Généralement on n'enseigne encore que l'histoire d'Angleterre, et cela d'une manière peu intéressante. On subdivise l'histoire de notre pays comme suit : A. C. 55-1485, 1485-1688, 1688-1901. On étudie la première période à treize ans, la deuxième à quatorze ou à peu près. On remarquera tout de suite les inconvénients et les faiblesses de cette organisation. Dans les classes inférieures, on a étudié l'histoire d'une manière assez générale, et surtout par la biographie. A seize ans commence la spécialisation et pour la plupart des élèves l'histoire n'y occupe pas de place.

Mais, comme j'ai dit, beaucoup de proviseurs et le « Board of Education » désirent améliorer cet état de choses, et dans les meilleures écoles l'enseignement devient (ou l'est déjà) beaucoup plus intelligent. On commence assez souvent par l'étude de l'histoire locale; on fait des excursions aux monuments historiques (cathédrales, châteaux, restes romains); on met la plus grande emphase sur la période 1782-1900 (la révolution industrielle et ses conséquences, le développement des pays étrangers, — surtout des États-Unis, de la France et de l'Allemagne, — de l'empire britannique, de la politique étrangère).

Pour la première classe, on a souvent des leçons supplémentaires sur la pensée politique ou économique depuis 1600 et des heures de discussion en classe sur la position de la femme dans la société, l'église et la politique, les syndicats, les problèmes d'empire, la question des races noires et jaunes, etc.

Je résumerai : l'histoire devient plus importante dans nos écoles; les méthodes montrent plus d'imagination et de préoccupation de l'actua-

lité ; on cherche la couleur locale ; et tout aboutit dans l'étude et la discussion de l'époque 1782-1920, surtout dans ses aspects économique, industriel, social.

On emploie de plus en plus le cinéma, les tableaux, les livres de documents historiques, la dramatisation (surtout pour les petits). Je donne deux programmes :

- I. *Age* : 8-12. — De simples histoires, histoire par anecdotes, biographie, et de 1485 à 1900. Les petits dessinent et modèlent, etc. L'histoire est plutôt sociale que politique.
- 12-14. — Esquisse de l'histoire générale (2 trimestres), de l'histoire locale (1 trimestre). Histoire anglaise jusqu'à 1485 en détail, avec lecture de Chaucer, de Froissart et de Shakespeare.
- 14-16. — Histoire anglaise en détail 1485-1815. Histoire européenne du dix-neuvième siècle.

Après cela la spécialisation.

- II. *Age* : 8-12. — Biographie, lectures de romans historiques, esquisse de l'histoire générale.
- 12-14. — Histoire anglaise 55 A.C.-1688, et esquisse de l'histoire d'Europe.
- 14-16. — Histoire anglaise 1485-1900 (surtout 1782-1900).
- 16-18. — Histoire européenne au XIX^e siècle, histoire de la pensée politique et économique, discussion de sujets industriels, économiques, impériaux, religieux, etc.

Ces deux programmes sont à peu près les patrons sur lesquels se façonnera l'enseignement historique en Angleterre.

A.-W. F.

L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE EN FRANCE

1802-1920

D'APRÈS M. GEORGES WEILL

Le livre récent de M. Weill sur l'histoire de l'enseignement secondaire en France (1802-1920)¹, malgré son titre et son format modestes, est singulièrement riche d'idées et de suggestions autant que de faits.

Après un préambule sur l'enseignement secondaire de l'ancien régime et les écoles centrales de la Révolution, l'auteur nous montre l'État de Bonaparte établissant dans les lycées de 1802 un enseignement de classe

1. Paris, Payot, 1921, in-8°.

où la gratuité n'existe pas, où les programmes ne visent qu'à dresser les fils de bourgeois au service du chef du gouvernement et ne leur donnent pour aliment que les humanités et les mathématiques, où l'internat complète le caractère « monacho-militaire » de l'institution. Mais, bien qu'érigé en monopole, surtout à partir de la création de l'Université en 1808, cet enseignement secondaire d'État est concurrencé victorieusement par un enseignement secondaire de l'Église, qui ne demande et n'obtient officiellement que la tolérance, qui grandit parce que Napoléon ignore ses progrès, parce que Fontanes, le Grand-Maitre de l'Université, trahit, je n'hésite pas à accentuer sur ce point les jugements de M. Weill, parce que Fontanes, dis-je, trahit l'État pour l'Église. La Restauration, le régime qui accote le trône à l'autel et qui fonde la monarchie censitaire, la Monarchie de Juillet elle-même, et pour des motifs du même ordre et à peine moins avoués, respectent cet état de choses. Un enseignement secondaire libre laïque s'efforce pourtant de subsister entre les deux puissants monopoles de l'État, monopole de droit, de l'Église, monopole de fait qui capte les fils des gens bien pensants.

La Révolution de 1848 détermine un essor tumultueux et vain de projets de réforme de l'enseignement secondaire. La bourgeoisie inquiète recourt à l'Église. Or, l'avènement du suffrage universel rend indispensable à l'Assemblée législative la constitution pour la masse électorale de cadres bourgeois et conservateurs. La loi Falloux, en conséquence, non seulement maintient un enseignement secondaire de classe, mais, au nom de la liberté, elle donne à l'Église toutes facilités pour développer ses maisons d'éducation en face des écoles de l'État ; au nom de la conservation sociale, elle donne à l'Église toutes facilités pour provoquer dans les écoles secondaires de l'État la mort par consommation, faute d'élèves, faute de professeurs laïques. Fortoul, de 1850 à 1856, s'efforce à accélérer cette solution. L'Église n'a plus maintenant qu'à recueillir, en matière d'enseignement, l'héritage de l'État, et Napoléon III, logiquement, offre à l'épiscopat de lui céder ce qui reste des lycées et collèges. L'Église refuse. Faute de moyens matériels, a-t-elle prétexté. M. Weill accepte cette explication. Peut-être aussi subsistait-il, dans le clergé français sur le point de devenir ultramontain, un respect instinctif et traditionnel de l'État seul détenteur et administrateur légitime des grands services publics. Du moins la bifurcation maintint la prépondérance des humanités dans les programmes, et si les lycées furent conservés, du reste sous un véritable contrôle de l'Église, l'enseignement secondaire libre laïque disparut entre les deux monopoles de l'État et de l'Église. Cette situation fut compromise d'abord par le ministère de Duruy, qui crut pouvoir susciter dans l'âme des jeunes générations bourgeoises, par des programmes où la philosophie et l'histoire recevaient une place honorable, les passions simultanées du césarisme et de la liberté, et qui, au nom des intérêts économiques passés au premier plan, organisa l'enseignement spécial. Naturellement l'Assemblée Nationale de 1871 et l'Ordre Moral reprirent les traditions de Fortoul. Ce fut en vain.

A partir de 1878, le suffrage universel émancipait, vis-à-vis de l'Église

et de la bourgeoisie, la République démocratique et toutes les libertés. Jules Ferry et ses successeurs à l'Instruction publique en déduisaient les conséquences pour l'enseignement secondaire de l'État. Il était libéré du contrôle de l'Église, placé en face des écoles ecclésiastiques dans des conditions plus propices à soutenir la concurrence. Il était allégé d'une partie des humanités, élevait « l'enseignement spécial » au rang d'« enseignement moderne ». Le droit de discussion largement dispensé au personnel enseignant s'exerçait aussi dès lors sur toutes les questions et battait en brèche, avec l'internat à la mode napoléonienne, tous les obstacles au développement sportif de la jeunesse.

Et toutefois, l'enseignement secondaire de l'État demeurait un enseignement de classe, parce que toujours non gratuit, parce que, du jour où il serait peuplé des fils des ouvriers et des paysans, les fils de bourgeois, pour fuir ce contact, afflueraient dans la maison d'en face.

L'école ecclésiastique se fortifiait, d'ailleurs, de la disparition irrémédiable de l'école libérale laïque, de l'action ardente imposée au clergé de France par l'ultramontanisme victorieux, de l'obstination de la bourgeoisie à vouloir que, par l'Église sinon par l'État, se perpétuât un enseignement de classe en pleine démocratie, un enseignement d'autorité en pleine liberté.

La réforme des programmes de 1902 avait encore élargi, aux dépens des humanités, la part des sciences et des langues vivantes. Ses résultats n'étaient pas encore indiscutables lorsque survint la Grande Guerre. Dans cette crise, M. Weill le montre, élèves et maîtres de l'État et de l'Église ne disputèrent que d'ardeur dans le devoir.

On voit l'importance du travail de M. Weill, qui se termine, du reste, par un tableau précieux de tous les problèmes actuels dans la question de l'enseignement secondaire. Que dégagerons-nous surtout d'un exposé aussi nourri ?

M. Weill nous montre trois faits qui sont essentiels à l'intelligence de l'histoire politique et sociale de la France.

Le premier, c'est que, de tout temps, l'Église, et c'est son droit absolu, et le calcul est extrêmement judicieux, l'Église a toujours visé pour ses écoles la clientèle des classes dirigeantes : les fils des privilégiés de l'ancien régime, puis lorsqu'en 1802 fut établi l'enseignement secondaire d'État, les fils des notabilités (au sens le plus large du mot) du Consulat et de l'Empire, ceux des électeurs de la Restauration et de la Monarchie de Juillet, et, depuis 1848, les enfants des détenteurs de la fortune et de l'influence susceptibles, à un degré quelconque, d'encadrer le suffrage universel.

Le second fait, c'est que, bien avant la loi Falloux, en face du monopole de l'enseignement secondaire d'État, l'Église a réussi à constituer en fait un monopole vis-à-vis de l'enseignement privé laïque, pour ses propres écoles, d'abord en sollicitant le bénéfice de la tolérance, puis au nom du principe de la liberté, et qu'elle n'a jamais admis, puisque sa doctrine est la doctrine de vérité, que le monopole rival de l'État pût subsister sur le même pied que le sien et à égalité par rapport au sien.

Enfin, M. Weill établit que les questions de programme sont fonction des questions politiques et sociales. De par l'Église, l'enseignement des humanités est devenu l'arme défensive d'un enseignement de classe, au profit des doctrines conservatrices et des privilèges de la naissance, de la fortune.

Doit-on se demander en terminant, dans cette *Revue* consacrée aux méthodes historiques, si le principe de la liberté d'enseignement, fondé légalement en 1848, a été favorable ou néfaste aux progrès de l'enseignement secondaire en général, si la concurrence entre écoles ecclésiastiques et institutions de l'État a été un stimulant pour les maîtres des deux catégories? La question est peut-être oiseuse, ou du moins faudrait-il faire remonter l'étude comparative à 1802, car, de par la tolérance du soi-disant monopole d'État, la concurrence exista dès le Consulat. En tout cas, tant que l'administration de l'Université dédaigna de provoquer les initiatives de ses collaborateurs, la concurrence d'un enseignement libre, même exclusivement confessionnel, fut un remède à la bienheureuse routine des dirigeants. A notre époque, d'autre part, il serait injustifiable de refuser quelque efficacité pratique au principe de « la liberté en soi ».

L. LÉVY-SCHNEIDER.

UNE CONTRIBUTION IMPORTANTE A L'HISTOIRE DU DROIT COUTUMIER FRANÇAIS¹

Les historiens du droit et des institutions attendaient avec intérêt la publication de l'ouvrage de M. O. Martin dont le tome I^{er}, entièrement rédigé en 1914, vient de paraître avec un retard dont la cause est aisée à deviner. Nous n'aurons, comme on dit, rien perdu pour attendre, car s'il est prématuré de porter un jugement sur le premier volume d'un ouvrage qui doit en comporter deux, on peut cependant affirmer dès maintenant que l'auteur nous donnera plus et mieux que ne le laisserait supposer la simple lecture du titre¹. Nous n'avons pas affaire à une monographie de la coutume de la « prévôté et vicomté de Paris », mais à un véritable traité de droit privé coutumier. Sans doute, M. Martin se défend, dans une longue et substantielle introduction consacrée en partie aux sources, de faire appel à des documents le plaçant en dehors du ressort de la coutume

1. O. Martin, *Histoire de la coutume de la prévôté et vicomté de Paris*, tome 1, Paris, Leroux, 1922 (xv-507 pp. in-8°).

2. Ce premier volume contient après une copieuse introduction générale, deux livres consacrés à la condition des personnes et au régime des biens, le second livre étant sensiblement plus développé que le premier. Le second volume doit comprendre l'étude de la propriété et des droits réels, le droit des gens mariés, les successions, donations et testaments, enfin les obligations et les voies d'exécution.

de Paris, mais à qui sait le rôle prépondérant joué par la coutume de la capitale et son influence grandissante sur les coutumes voisines ou même éloignées, il n'échappera pas qu'étudier la coutume de Paris c'est sans doute négliger des variantes régionales qui peuvent être importantes, mais ce n'en est pas moins se placer au cœur même du droit coutumier français. Du reste M. Martin ne se fait pas faute de recourir à la comparaison, ce qui nous permet d'apprécier le degré d'originalité de la coutume parisienne et de savoir dans quelle mesure elle a mérité d'être appelée une coutume de transition, caractère qui a si puissamment contribué à son succès. D'autre part, M. Martin a conçu son sujet d'une façon très large. Il n'a pas voulu écrire une monographie, encore moins un commentaire de la coutume de Paris rédigée en 1510, réformée en 1580. Ce qu'il étudie, ce qu'il recherche au moyen des sources imprimées et manuscrites dont il a pu disposer, c'est le droit privé tel qu'il était pratiqué dans la région parisienne, non pas seulement au *xvi^e* siècle, mais auparavant, c'est-à-dire au moyen âge, et depuis, dans les deux derniers siècles de la monarchie. C'est ainsi que l'auteur se trouve amené à étudier certaines institutions qui ne font l'objet d'aucun article dans les coutumes rédigées, mais dont on peut retracer l'évolution à l'aide de documents empruntés à la jurisprudence ou à la doctrine.

Il n'est donc pas exagéré de dire que c'est un véritable traité de droit coutumier que nous offre M. O. Martin. A une époque où les œuvres de grande envergure sont rares, il faut grandement louer l'auteur de ne pas s'être laissé décourager par les difficultés inhérentes à une pareille tentative et de les avoir brillamment surmontées. Une synthèse de ce genre ne peut aboutir à des résultats solides, M. Martin l'a compris, que si elle repose sur une ample documentation, sur le dépouillement méthodique d'un très grand nombre de cartulaires et de recueils d'arrêts dont beaucoup sont encore inédits. Le traitement de ces sources, leur interprétation juridique est faite avec beaucoup de maîtrise et permet à l'auteur de rectifier, sur bien des points, les solutions admises; l'exposition enfin est remarquable de lucidité dans des matières parfois complexes comme le démembrement du fief ou la différenciation progressive de la censive et du bail à cens.

Quant à la méthode que M. Martin a suivie dans ses recherches, elle est plus juridique qu'historique. Il est, il le dit lui-même, « plus juriste qu'historien », non pas qu'il ne sache manier d'une main experte toutes les règles de la méthode historique, mais en ce sens qu'il se soucie plus de décrire avec précision et finesse le jeu des institutions que d'en expliquer la genèse et les transformations. Cette seconde préoccupation n'est certes pas absente de l'ouvrage; on peut se demander pourtant si elle n'aurait pu, sans nuire à la clarté, y tenir un rôle moins effacé. Prenons un exemple: M. Martin, examinant successivement les diverses institutions de droit privé, divise l'étude de chacune d'elles en trois phases: moyen âge, *xvi^e* siècle, dernier état du droit. Cette division tripartite convient à certaines d'entre elles, mais paraît assez artificielle pour d'autres, où elle ne se justifie pas pour des raisons de fond. C'est

là, semble-t-il, attacher une importance excessive à la rédaction de la coutume, événement essentiel sans doute, mais qui, sur certaines institutions, a eu beaucoup moins d'influence que tel ou tel autre, par exemple la renaissance du droit romain aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles ou les brusques oscillations économiques et sociales des derniers siècles du moyen âge.

En somme, l'ouvrage de M. Martin est une excellente synthèse, substantielle, claire, et sur beaucoup de points, nouvelle, de notre droit privé coutumier. Il comble heureusement une lacune de notre production scientifique. Souhaitons la publication prochaine du tome II.

HENRI LÉVY-BRUHL.

NOTES DE LECTURE

NOTES SUR QUELQUES OUVRAGES IMPORTANTS CONCERNANT L'HISTOIRE DE LA PENSÉE SCIENTIFIQUE

La Science Française, Paris, Larousse, 1915, 2 vol. in-8°. — Voici deux beaux volumes qu'a édités luxueusement la librairie Larousse, pour guider en quelque sorte le visiteur de l'exposition internationale de San-Francisco dans la section organisée par notre Ministère de l'Instruction publique — en pleine guerre et au moment des plus grandes angoisses. Il n'est pas trop tard pour en parler car cet excellent guide est en même temps un merveilleux instrument de propagande intellectuelle qu'il faudrait voir utiliser en ce moment bien davantage, sur une très grande échelle.

Rien de la propagande directe, de celle qui dit : « on ne fait rien de mieux ailleurs » et qui invite immédiatement tout esprit — tant soit peu... spirituel — à aller voir ailleurs. La propagande intellectuelle ne pourra jamais être que l'exposé impartial et objectif de la contribution que notre pays a apporté à ce « grand œuvre » de l'intelligence *humaine* qu'est la Science, à ce fruit d'un labeur international entre tous et qui ne trouvera jamais assez de nations, nous voulons dire, de tempéraments divers, d'intelligences particulières, de points de vues, pour convenablement s'accomplir. L'ouvrage publié par Larousse, préfacé par notre regretté recteur, Lucien Poincaré (qui dit beaucoup mieux ce que nous venons d'esquisser) est fait tout entier à ce point de vue : Hommage rendu aux efforts des autres nations (incluses celles avec lesquelles nous nous battons alors, hélas !), exposé exact de notre propre contribution. On lira avec un intérêt poignant la conclusion de cette préface en revoyant la sereine et si bienveillante figure de celui qui n'est plus : la Science française « est toujours tolérante, sympathique, elle ne prétend pas être la seule de par le monde, elle sait seulement qu'elle a toujours eu et qu'elle

conserve une très grande place, et, généreuse et hardie selon sa coutume, elle a, sans arrière-pensée d'imposer sa domination, la volonté d'être parmi les premières dans la marche triomphale de l'esprit humain vers la Vérité ». Gardons profonde notre reconnaissance à qui, dans un pareil moment, a su parler ainsi.

Les signataires des articles où sont résumés les efforts intellectuels de la France nous dispensent d'insister : Bergson, Durkheim, Lapie, Appel, Baillaud, Croiset, Langlois, Maspero, Meillet, Sylvain Lévi, Jeanroy, Lanson, Legouis, Andler, Gide, etc.

B. LEFEBVRE S. J., *Note d'histoire des mathématiques (Antiquité et Moyen âge)*, Louvain, Société Scientifique de Bruxelles, 1920 (153 pp. in-8°). — Ces notes sont extrêmement riches en renseignements relatifs à l'histoire des Mathématiques au moyen âge, plus exactement du ^v^e au ^{xii}^e siècle. Elles sont d'une érudition très sûre. Elles ont pour objet immédiat de rectifier les nombreuses erreurs ou lacunes de l'Histoire des Mathématiques de Rouse Ball. (Nous avions signalé d'une façon générale l'insuffisance de cet ouvrage, dans un compte rendu paru ici même.) Mais en redressant son auteur, le P. Lefebvre nous donne des vues d'ensemble sur l'histoire des sciences au moyen âge, et un aperçu de l'état actuel de certains problèmes d'érudition relatifs à l'histoire des mathématiques, — vues d'ensemble et aperçu qui nous font regretter qu'il ne nous ait pas apporté l'ouvrage original qu'on est en droit d'attendre de lui. C'eût été, (disons ce sera, car nous voulons l'espérer) un bon livre.

Comment se fait-il que l'érudition si simple et si exactement informée du P. Lefebvre, néglige à propos d'Alcuin la thèse de Monnier (1853), à propos de l'Université de Paris et de la fondation des Universités, celle de Thurot, et appelle notre Ernest Renan, Eugène Renan ? Cela n'a pas du reste autrement d'importance — surtout la dernière coquille. Toutefois l'ouvrage de Monnier nous paraît ce qu'il y a de moins mal sur Alcuin et son temps.

PAUL VER EECHE, *Les œuvres complètes d'Archimède*, traduites du grec en français, avec une introduction et des notes. Bruxelles et Paris, Desclée, de Brouwer et C^{ie}, 1921 ; 600 pp. in-4°. — C'est un monument élevé à la gloire de celui qui fut peut-être le plus grand mathématicien de tous les temps. Les éditeurs ont fait là un effort admirable et recommandable, qui vaut celui du traducteur. Ils annoncent, éditeurs et auteur, la publication prochaine, dans la même forme, des *Coniques d'Apollonius de Perga*. Qu'ils en soient remerciés par tout le monde savant et souhaitons, s'il est possible, que d'autres encore s'engagent dans une voie aussi désintéressée et ingrate au point de vue personnel qu'utile et féconde au point de vue général.

La traduction est complète, exacte et fidèle. Les figures sont tracées avec le soin le plus louable. L'introduction et les notes éclairent le texte et en font un bon commentaire historique et interprétatif. Peut-être devraient-

elles être encore plus étendues, et les notes interprétatives du texte plus nombreuses.

Nous avons lu quelques critiques où l'on reproche au traducteur d'avoir été trop littéral. Plût au ciel qu'on ne nous donnât plus jamais de paraphrases qui ne sont que des faux sens mis bout à bout, émaillés deci delà de contresens. Quand nous songeons à certaine traduction française d'Aristote!... Des paraphrases, des essais de traduction d'un ouvrage scientifique par une sorte de commentaire perpétuel en langage soi-disant clair, sont inutilisables pour les travailleurs. Or, un livre comme celui-ci ne s'adresse pas au profane, mais aux travailleurs. On ne peut pas travailler sur Archimède sans savoir le grec : M. de La Palice l'aurait dit. On ne peut pas travailler non plus sur Archimède sans savoir des mathématiques. Ceux qui n'ont qu'une de ces deux cultures, n'ont qu'à employer leurs forces à travailler dans l'un de ces domaines sur ce qui n'exige pas la connaissance de l'autre. Il y a assez à faire. Par conséquent ce qu'on peut demander à une traduction d'Archimède, c'est une abréviation de travail et de peine, pour qui veut s'occuper de son œuvre. Et la seule aide extérieure, à côté des notions historiques dont il faut nécessairement se munir, c'est une traduction aussi littérale que possible. Au travailleur d'interpréter, il est là pour ça.

Toutefois, la multiplication du nombre des notes interprétatives où il est possible de traduire en clair ce qui reste obscur dans la traduction littérale, et qui, parce qu'elles sont des notes, indiquent au lecteur qu'il s'agit déjà d'une interprétation (donc qu'il faut critiquer) pourrait donner à ceux qui croient pouvoir entrer plus rapidement en contact avec l'œuvre d'Archimède, et se contenter d'à peu près, certaines facilités. C'est peut-être un moyen partiel et limité de concilier... l'inconciliable. Mais une traduction comme celle-ci ne peut et ne doit être utilisée vraiment qu'avec le texte à côté d'elle. Et personne n'a besoin (au contraire) qu'elle soit utilisée autrement.

ANDOYER, *L'œuvre scientifique de Laplace*, Paris, Payot, 1922 ; 162 pp. in-16. — Excellent et bref exposé de l'œuvre grandiose de Laplace. L'auteur y suit pas à pas le développement de la pensée du savant et la caractérise très heureusement.

LORIA, *Histoire de la géométrie descriptive depuis son origine jusqu'à nos jours*, 1 vol. in-12, des Manuels Hœpli, Milan, Hœpli, 1921, 584 pp. in-16. — On connaît la belle collection des Manuels Hœpli, collection qui fait grand honneur à l'Italie. Celui-ci, qui est dû à l'éminent historien des mathématiques, Loria, fait à son tour grand honneur à la collection. Exposé très complet, trop complet peut-être, de l'histoire de la géométrie descriptive — qui est de date si récente. — On voudrait à certains moments plus de raccourci, plus de synthèse. Mais quelle riche et admirable documentation ! Quelle source de renseignements — exacts — pour l'historien !

E. BOREL, *L'Espace et le Temps*, Paris, Alcan, 1921 ; 245 pp. in-12. — On se plaint justement que les essais de vulgarisation de la théorie de la relativité oublient en général que cette vulgarisation n'est possible que si l'on a mis au préalable le lecteur au courant des théories et des connaissances qui, sans appartenir à la théorie de la relativité, sont supposées par celle-ci. Au fond, on n'entrevoit une théorie scientifique (et *a fortiori* on ne la comprend) quand on n'est pas rompu à la technique sur laquelle elle s'appuie, et dont elle sort — que si elle est replacée dans la continuité et le milieu historiques. La meilleure manière d'amener le profane au seuil d'une théorie scientifique, c'est d'en faire l'histoire, et d'exposer son ambiance. C'est ce qu'a excellemment compris le Directeur de la Nouvelle Collection Scientifique, et le volume qu'il publie, qui n'est pas de vulgarisation, mais de diffusion scientifique, est bien fait pour combler cette lacune. C'est « une promenade autour de la théorie de la relativité », pour employer le langage même de l'auteur, promenade dans le temps et à travers les recherches simultanées qui la touchent. Les conditions de la mesure du temps, de l'espace, du mouvement, de la vitesse de la lumière, etc., nous rapprochent insensiblement des exigences auxquelles a voulu satisfaire la théorie de la relativité. Le bref exposé de celle-ci dans les deux derniers chapitres est comme l'horizon que l'on découvre du seuil auquel nous a amené un guide sûr — qui, lui, est allé jusqu'au sommet, et nous le fait apercevoir.

LUCIEN FABRE, *Les Théories d'Einstein*, Paris, Payot, 1921 ; CH. NORDMANN, *Einstein et l'Univers*, Paris, Hachette, s. d. ; G. MOCH, *La relativité des phénomènes*, Paris, Flammarion, 1921. — Voici trois ouvrages où l'on s'est proposé pour but exclusif et direct — sauf dans la dernière partie de celui de G. Moch, laquelle est critique — la vulgarisation de la théorie d'Einstein.

Nous avons souvent entendu dire, de la part de personnes particulièrement compétentes, que toute entreprise de vulgarisation des théories d'Einstein était vaine et vouée à l'échec certain. Plus généralement on a d'ordinaire, dans le monde scientifique, le mépris non déguisé des tentatives de vulgarisation de toute théorie scientifique. On conçoit aisément les raisons d'une telle attitude. Dans la science actuelle surtout une théorie scientifique est quelque chose d'effroyablement complexe et technique. Scientifique... entendons surtout par là : mathématique ou physico-chimique, car c'est vraiment là qu'il y a science, au sens plein, au sens exact du mot. Les sciences biologiques, après celle-ci, sont les seules qui puissent encore être classées, sans calembour, parmi les sciences théoriques, c'est-à-dire parmi les sciences proprement dites. Mais elles sont fort loin de l'idéal de la science théorique. Elles sont encore si près de l'empirisme antiscientifique (nous ne disons pas antiscientifique, remarquons-le bien), si près, si l'on veut, de l'expérience du sens commun, là où elles ne sont pas de la chimie à peu près pure, qu'elles ne présentent pas — en général — le caractère de difficulté technique

qui affecte jusqu'aux résultats des sciences mathématiques et physico-chimiques. Aussi les résultats des sciences biologiques — bien que la technique qui a servi à les obtenir soit déjà extrêmement malaisée et complexe — les résultats, tout au moins, se prêtent-ils dans une certaine mesure à une mise au point accessible au grand public dont la culture générale est solide et assez poussée.

Mais la complexité d'une théorie mécanique ou physico-chimique est telle, qu'elle ne peut être entendue que si, d'abord, on *sait* de façon précise les chapitres fondamentaux de ces sciences, et non seulement ceux de la science d'aujourd'hui, mais ceux de la science d'hier — quand ils ne sont plus absolument les mêmes. Ensuite il faut être rompu au langage des mathématiques qui est l'instrument méthodologique de ces sciences — et, sans doute, — de toute science théorique, ou, comme on dit encore, exacte. Là, la technicité mathématique du langage fait corps avec le contenu même de la science. Ils ne se laissent pas séparer. C'est que — disons-le, en passant, et contrairement à l'opinion de certains savants, — la mathématique n'y est pas seulement un langage et une « forme » d'énonciation ; pas même seulement un instrument, l'instrument nécessaire. Elle est une pièce de l'architecture scientifique ; elle entre dans l'élaboration même de la science, si bien que mathématique, mécanique, physique (*lato sensu*) s'élaborent en quelque sorte ensemble. Ce n'est pas ici le lieu de développer ces idées sur ce point et nous n'en avons pas la place. Mais, en quelques mots, les cadres mathématiques de la nature sans doute se confondent à la limite avec l'architectonique de la nature. La forme y est amenée par le fond, mêlée à lui, comme un liquide qui produirait son enveloppe en solidifiant ses régions superficielles. Les mathématiques ont pris naissance au contact de la nature, la géométrie a été d'abord la physique, et, — heureusement — il lui en reste toujours quelque chose. Le contact se retrouve, là où quelquefois on s'y attendrait le moins. Tout cela nous semble appuyer ce que nous rapportions tout à l'heure de l'impossibilité de dire en langue vulgaire, ce qui *n'existe* qu'en langue mathématique.

Et cependant, si précisément, la mathématique a été et reste en contact avec l'expérience, celle-ci étant à son tour — à moins de n'être rien — contiguë avec l'expérience quotidienne, il doit y avoir possibilité non point de tout vulgariser, mais de faire comprendre les principes, les résultats et les méthodes, à qui veut s'en donner sérieusement la peine, et qui n'a qu'une culture moyenne, mais solide.

A quoi bon, répliquera-t-on ? Ah ! c'est ici que nous croyons bien que l'argument des spécialistes se retournerait, si l'on y cédait, lourdement contre eux. A quoi bon ! Mais tout simplement à cela, qu'il puisse exister encore une science. Car ne nous méprenons point, la société actuelle et à venir ne se souciera point d'un mandarinat scientifique. Ou la science se sauve par ses applications techniques, mais cela est insuffisant pour entretenir sa plus haute flamme, celle sans laquelle tout se ruine, la science théorique, la science qui veut aller plus loin que les approximations de la pratique. Ou elle se sauve — et c'est sa seule voie de salut —

par sa participation à la pensée sociale générale, à la civilisation humaine elle-même. C'est ce qu'il faut ; mais pour cela, il faut qu'elle prenne racine et fasse corps avec cette pensée de l'humanité. Il faut qu'elle intéresse l'humanité, ou l'humanité se désintéressera d'elle. Cela c'est toute l'histoire de la science moderne, et c'est, à cause de cela, pour cela, une des pièces maîtresses, sinon la pièce maîtresse de l'histoire de la pensée moderne, comme ce fut celle de la pensée hellénique ; on pourrait dire aussi de la pensée intermédiaire, médiévale, car là la religion et la science *in unum coincidunt*. Nous répèterons, sans nous lasser, les admirables paroles du grand mathématicien-philosophe viennois, Mach, qui est aussi un grand historien de la science : « Ce n'est que dans les écrits du xvm^e siècle que l'œuvre d'éclaircissement semble gagner du terrain. Les sciences humanitaires, historiques, philosophiques et naturelles¹ se touchent et se prêtent un mutuel secours dans la lutte pour la pensée libre. Celui qui, à travers la littérature seulement, a pu participer à cet essor et à cette libération, conserve toute sa vie pour le xvm^e siècle, un sentiment de mélancolique regret². » Ce fut pour une large part à la pensée française qu'on en fut redevable d'ailleurs.

Eh bien ! que les savants qui tiennent à la pensée libre (et il n'y a pas de science sans pensée libre) méditent les paroles de Mach.

La conclusion c'est qu'il faut que ceux qui comprennent : les physiciens, les mathématiciens de métier s'efforcent de diffuser dans le public, non point certes toute leur science, mais les grands thèmes, les thèmes impérissables de leur science. Je dis diffuser et non point vulgariser, car le mot prête à équivoque. Il faut simplifier, retenir les grandes lignes, montrer les voies d'accès, les suivre (faire l'histoire des idées surtout). Mais il ne faut ni fausser, ni abaisser. Faciliter, non compromettre. C'est à cette condition qu'après Newton il y a Kant.

Et c'est ce qu'ont fait Laplace, D'Alembert, Lagrange dans sa belle introduction à la mécanique analytique, Lazare Carnot et tant d'autres pour finir par Poincaré.

Les trois ouvrages sur la relativité dont nous avons cité les titres répondent-ils à ce but, au moins partiellement, car il ne peut s'agir ici d'absolu ? C'est ce qu'il ne nous semble pas. Le plus grand effort est peut-être celui de G. Moch. Mais il reste encore assez loin du but : faire comprendre dans leur signification exacte, non l'enveloppe superficielle de la théorie, non sa marche extérieure, non ses détails paradoxaux, mais les principes, les assises, la logique profonde, le contact avec les théories antérieures, — mieux connues ou plus accessibles, — les résultats féconds et solides.

Le livre de Nordmann est vraiment trop de vulgarisation. Ce n'est pas avec des métaphores ingénieuses ou spirituelles qu'on fait comprendre ; c'est par un raisonnement serré, le plus simple possible, mais le plus logique aussi. Il faut s'adresser à l'effort, au labeur des gens qui veulent

1. Mach entend par là toutes les sciences de la nature, y compris les mathématiques.

2. Mach, *La Mécanique...*, etc., tr. fr., 1^{re} éd. (Hermann, p. 429).

connaître. Il n'importe pas que l'on fasse sourire dans les salons. Il importe que l'on fasse comprendre à des intelligences avides de réflexions mûries, mais qui ne sont pas du métier.

Le livre de Fabre ne participe ni de la pédagogie attrayante, ni de la pédagogie vraiment éducative. Il exige beaucoup d'efforts, et il est construit de telle façon (par cascade) que ces efforts ne seraient pas payés.

Ces critiques faites, tout n'est point sans profit dans la lecture de ces ouvrages. Et ils sont loin d'être sans mérite. Ils ont au moins celui d'avoir tenté un effort, incomparablement utile et fécond ; ce qui est sans prix, comparé au dédain trop facile de tels efforts.

Nous pensons pour notre part qu'on ne diffusera pas les théories de la relativité d'un coup et dans un ouvrage — du moins tout de suite. Il faut peut-être s'attacher à exposer des points de vue sur la théorie, plutôt que le monument tout entier. C'est ainsi que fit pour Newton le XVIII^e siècle, et le XVII^e pour Descartes.

ABEL REY.

LA VIE SCIENTIFIQUE

V^e Congrès International des Sciences Historiques. — A l'initiative de la *Royal Historical Society* de Londres, les historiens belges se sont chargés de l'organisation du V^e Congrès International des Sciences Historiques.

La réunion aura lieu à Bruxelles, du 8 au 15 avril 1923, soit à partir du lundi après l'octave de Pâques. Déjà de nombreux érudits légitimement réputés ont fait connaître leur intention d'assister au Congrès et d'y prendre la parole.

S. M. le Roi des Belges a dès à présent accordé son haut patronage à ces assises scientifiques.

L'organisation du V^e Congrès International sera dans ses grandes lignes semblable à celle des quatre congrès précédents, qui, de 1900 à 1913, se sont réunis à Paris, à Rome, à Berlin et à Londres. Le cadre des travaux se trouvera cependant légèrement élargi. Les sections suivantes seront organisées :

I. Histoire de l'Orient. — II. Histoires grecque et romaine. — III. Études byzantines. — IV. Histoire du Moyen Âge. — V. Histoire moderne et contemporaine (y compris l'histoire coloniale). — VI. Première sous-section : Histoire des religions ; deuxième sous-section : Histoire ecclésiastique. — VII. Histoire du Droit. — VIII. Histoire économique. — IX. Histoire de la civilisation (Philosophie, Sciences, Conceptions politiques et sociales) ; sous-section : Histoire de l'Enseignement. — X. Première sous-section : Histoire de l'Art ; deuxième sous-section : Archéologie (y compris la préhistoire). — XI. Méthode historique et Sciences auxi-

liaires de l'histoire (y compris la géographie historique). — XII. Documentation sur l'histoire du monde pendant la guerre. — XIII. Archives et publications de textes.

A la tête du comité organisateur est placé un bureau composé de :

MM. H. Pirenne, professeur à l'Université de Gand, président ; R. P. Delehay S. J., président de la Société des Bollandistes, et F. Cumont, professeur honoraire de l'Université de Gand, vice-présidents ; G. Des Marez, professeur à l'Université de Bruxelles, secrétaire général ; Ch. Terlinden, professeur à l'Université de Louvain, trésorier ; F.-L. Ganshof, docteur en philosophie et lettres, secrétaire.

Le montant de la cotisation est fixé à 50 francs (belges). Les adhésions au Congrès sont reçues dès à présent par le secrétaire (M. F.-L. Ganshof, 12, rue Jacques-Jordaens, Bruxelles) et par le trésorier (M. Ch. Terlinden, 61, avenue Legrand, Bruxelles). Le secrétaire, M. F.-L. Ganshof, se tient à la disposition des intéressés pour leur fournir tous renseignements utiles. Les érudits qui se proposeraient de faire une communication sont priés de bien vouloir l'en informer.

* * *

Nous donnerons dans le prochain fascicule des détails sur un Congrès international d'Histoire des Religions qu'organise la Société Ernest Renan, à l'occasion du centenaire de l'illustre savant (Paris, 8-13 octobre. Président, M. Guignebert; secrétaire général, M. Paul Alphandéry, 104, rue de la Faisanderie, 16°).

* * *

La librairie Édouard Champion annonce une nouvelle collection qui, dans un format commode et à un prix abordable, « réunira tous les textes capitaux sur lesquels est fondée la connaissance de notre passé historique durant les siècles féconds du moyen âge où la France s'est réellement faite ». Elle en a confié la direction à notre collaborateur, Louis Halphen, professeur à l'Université de Bordeaux.

Les noms du directeur et des savants qui lui ont promis leur concours répondent de l'entreprise. « Les textes seront édités suivant toutes les règles de la critique érudite, mais à la française, sans étalage de variantes inutiles, et pourvus d'une annotation historique sobre, mais précise. Les textes latins et provençaux et ceux des textes en vieux français qui présenteraient de sérieuses difficultés d'interprétation seront toujours accompagnés de traductions, qu'on s'efforcera de faire tout à la fois fidèles et élégantes

« La nouvelle collection, dont le titre — *Les classiques de l'histoire de France au moyen âge* — rappelle celui d'une autre collection publiée par M. Mario Roques à la même librairie (*Les classiques français du moyen âge*), en formera le complément, la collection de M. Roques continuant à se consacrer à la publication des textes proprement littéraires,

celle de M. Halphen étant réservée aux textes proprement historiques. »

Le premier volume des *Classiques de l'histoire de France au moyen âge* paraîtra au début de 1923. La publication se poursuivra ensuite régulièrement à raison de plusieurs volumes par an.

Nous consacrerons prochainement des *Notes de lecture* à une série de publications d'histoire de l'art.

Signalons dès maintenant la reprise de la grande *Histoire de l'Art depuis les temps chrétiens jusqu'à nos jours*, dirigée par André Michel. Les deux parties du tome VI, qui traitent de *l'Art en Europe au XVII^e siècle*, ont paru successivement. On connaît l'importance et la valeur de cette œuvre. Ce qu'il faut dire, c'est qu'elle ne se ressent pas des actuelles difficultés de l'édition et que la présentation matérielle, l'illustration en demeurent remarquables (Paris, Colin, in-8° grand jésus, 1921, 1922, nombreuses gravures et planches hors texte ; 50 fr. le vol.).

Il convient aussi d'enconrager sans retard l'initiative qu'a prise la librairie Laurens de publier un *Atlas monumental de la France*, dressé et rédigé par J. Roussel, conservateur du Musée du Trocadéro. *La Normandie* vient de paraître : cinq cartes (23 × 32), sous couverture (6 fr.; chaque carte, sous couverture, 1 fr. 50). « Une carte est établie pour chaque département. Elles portent toutes les localités qui possèdent un monument présentant un intérêt artistique ou archéologique, qu'il soit « classé » ou non. Au verso de la carte, nous retrouvons ces localités rangées par ordre alphabétique, avec l'indication et l'analyse de leurs monuments (nature, époque, style). » Pour les historiens, comme pour les voyageurs épris d'art, ces cartes seront d'une très grande utilité.

Annonçons enfin, en attendant une étude ultérieure, un ouvrage sur lequel, ici, l'attention doit être particulièrement appelée : *L'Art et l'Histoire* (Paris, Payot, 1922, 302 pp. in-8° ; 10 fr.). Notre collaborateur Paul Lorquet y donne sur l'art et ses rapports avec l'histoire les réflexions d'un historien prodigieusement renseigné en même temps que d'un dilettante — au meilleur sens du mot — qui, sans cesse, par le contact direct, avec ces œuvres, a enrichi son expérience de *tous les arts*. Pour les problèmes qu'il soulève, les généralisations qu'il renferme, les portraits ethniques qu'il trace, les prestigieuses évocations de milieux, de monuments, de chefs d'œuvre qui l'illustrent, ce livre mérite d'être lu et relu. Il introduira les uns dans l'intelligence *historique* de la beauté ; il permettra aux autres, aux connaisseurs, aux historiens, de classer, de discuter et d'approfondir leurs idées propres. — H. B.

TABLES DU TOME TRENTE-QUATRIÈME

TABLE DES AUTEURS

(ARTICLES ET REVUES)

BERR (Henri). — L'esprit de synthèse dans l'enseignement supérieur. — II. L'Université de Strasbourg, — vue d'Allemagne	4
CAHEN (Léon). — A propos de l' <i>Histoire de France contemporaine</i> , d'Ernest Lavisse	131
CHAPOT (Victor). — Quand fut instituée l'éphébie attique ? à propos d'un ouvrage récent	105
FEVRE (Lucien). — Publications d'après-guerre dans le domaine de l'Histoire moderne	113
HANDELSMAN (Marcel). — La méthodologie de l'Histoire dans la science polonaise (XVI ^e -XIX ^e siècles)	73
KOMARNICKI (Tytus). — L' <i>Historique</i> de M. Marcel Handelsman	101
MORGAN (J. DE). — Des origines des Sémites et de celles des Indo-Européens. .	7
TRONCHON (Henri). — Les études historiques et la Philosophie de l'Histoire aux alentours de 1830	35
VAN TIEGHEM (Paul). — Principaux ouvrages récents de Littérature générale et comparée	141

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLES DE FOND

Enseignement supérieur (L'esprit de synthèse dans l'). — II. L'Université de Strasbourg. par Henri Berr.	1
Études historiques (Les) et la Philosophie de l'Histoire aux alentours de 1830, par Henri Trousseau	35
Indo-Européens (Voir Origines).	
Méthodologie de l'Histoire (La) dans la science polonaise (xvi ^e -xix ^e siècles), par Marcel Handelsman.	73
Origines des Sémites (Des) et de celles des Indo-Européens, par J. de Morgan. Philosophie de l'Histoire (Voir Études historiques).	7
Sémites (Voir Origines).	
Synthèse (L'esprit de) dans l'enseignement supérieur (Voir Enseignement supérieur).	

REVUES CRITIQUES

Éphébie attique (Quand fut instituée l')? à propos d'un ouvrage récent, par Victor Chapot.	105
<i>Histoire de France contemporaine</i> (A propos de l'), d'Ernest Lavisse, par Léon Cahen	131
Histoire moderne (Voir Publications).	
<i>Historique</i> (L') de M. Marcel Handelsman, par Tylus Komarnicki	101
Littérature générale et comparée (Principaux ouvrages récents de), par Paul Van Tieghem	141
Publications d'après-guerre dans le domaine de l'Histoire moderne, par Lucien Febvre	113

NOTES, QUESTIONS ET DISCUSSIONS

Enseignement (L') de l'Histoire dans les collèges et les lycées d'Angleterre (A.-W. F.)	162
Enseignement secondaire (L') en France (1802-1920), d'après M. Georges Weill, (L. Lévy-Schneider)	163
Esprit (L') du xix ^e siècle, d'après M. Ernst Bergmann. (Geneviève Bianquis) . .	160
Histoire (Voir Mentalité primitive).	
Histoire du droit coutumier français (Une contribution importante à l') (Henri Lévy-Bruhl)	166
Mentalité primitive (La) et l'Histoire, à propos d'un livre récent (P. Masson-Oursel)	157
Notes de lecture :	
Notes sur quelques ouvrages importants concernant l'histoire de la pensée scientifique	168
Vie scientifique (La)	174

D
1
R4
t.33-35

Revue de synthèse historique

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY
